

CANADA 1935

(Edition française)

Manuel Officiel
des conditions présentes et des
progrès récents





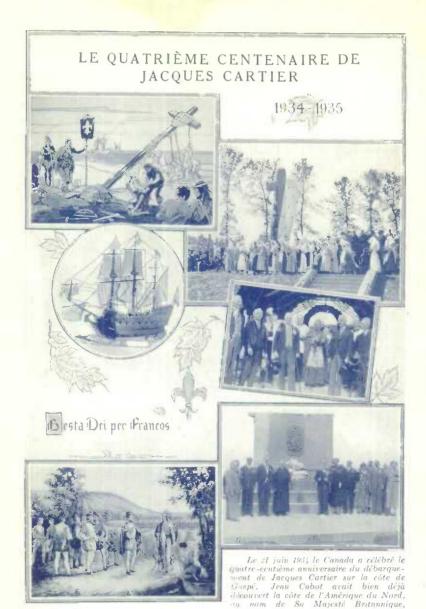


JUBILE D'ARGENT 1910-1935

UN MESSAGE
SON EXCELLENCE
LE COMTE DE BESSBOROUGH
GOUVERNEUR GÉNÉRAL
DOMINION DU CANADA
À L'OCCASION DU
VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE
DE L'ACCESSION DE
SA MAJESTÉ

AU TRÔNE LE 6 MAI 1910

le lavelo de jont à l'Empire sules formailles de 25 à aurotrasire de l'acinement de ...
Font le dopour syste de deu, dans ce l'aminier,
I maissert par supernais leur gratilies, des residents accomplies predant le rêgne say et brendaissent de les Dans leurs communes prièses et brendaissent de les Dans leurs communes prièses et demandant le leur d'accorder long leurs sucone à lette. I houvoir de les pouvernes Beschorons.



exactement trente-sept ans plus tôt, mais le Canada et civilisé ses aborigènes, revient aux Français. Ci-dessus: (1) Reproduction d'une pointure de Simpsan, montrant l'atterrissane de Cartier à Gaspé; (2) Reproduction d'une miniature de "La Grande Hernine" le vaisseau de Cartier. C'est un modèle présenté au gouvernement du Canada par le gouvernement Français au cours des fêtes de 1934 et qui est maintenant exposé aux Archives Publiques, à Ottava; (3) Photographie prise au cours des fêtes de Gaspé; (4) Photographie de quelques motables qui ont participé à cette fête. On y voit Son Emirence le Cardinal Villeneuve, le Très Honorable R. B. Bennett à la droite du Cardinal et au centre du portrait. L'Honorable L. A. Taschereau, premier ministre de Québec, paraît à l'extrême gauche; (5) Ua graupe de délégués officiels de France photographies au pied du monument de Champlain à Québec; (5) Reproduction d'une vieille gravure gardée aux Archives Publiques. Ottawa, montrant l'arrivée de Cartier à Hochelaga, lors de son deuxême voyage, en 1555.

CANADA 1935







Manuel Officiel

des conditions présentes et des

progrès récents

Publié par ordre de l'hon. R. B. Hanson, K.C., M.P.,
Ministre du Commerce



BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE OTTAWA, CANADA

IMPRIMÉ PAR

J. O. PATENAUDE, IMPRIMEUR DU ROI
OTTAWA, CANADA

AVANT-PROPOS

E petit livre a pour but de présenter sous une forme concise et claire les progrès récents et les conditions actuelles du Dominion du Canada. Avec le développement du Dominion et la complexité grandissante de ses institutions, il est de plus en plus difficile de mesurer à une petite échelle toute l'immensité de son organisation économique et sociale. Les rapports courants du

Bureau Fédéral de la Statistique couvrent tous les détails de sujets tels que la population, la production, le commerce extérieur et intérieur, les transports, les prix, la finance, l'instruction publique, les hôpitaux et les institutions de charité, la criminalité, etc., mais ces publications élaborées sont destinées pour la plupart aux personnes intéressées dans l'une quelconque de ces phases de notre vie nationale. En outre, l'Annuaire du Canada, qui résume toutes ces publications et autres informations officielles, est un ouvrage trop élaboré pour le citoyen ordinaire et trop dispendieux pour distribution à la masse.

Ce manuel est destiné à deux objets immédiats et pratiques. En dehors du Canada, il présentera un portrait bien balancé de la situation actuelle du Canada de l'Atlantique au Pacifique, avec suffisamment d'information historique et descriptive pour servir d'arrière-plan. Au Canada même, paraissant à l'aurore de l'année nouvelle, il aidera à la discussion générale de la situation économique incidentaire à notre inventaire national annuel et fournira une meilleure base d'information pour l'étude de nos

problèmes de 1935.

R. B. HANSON,

Ministre du Commerce.

Ottawa, 1er janvier 1935.

NOTE

Ce manuel a été préparé au Bureau Fédéral de la Statistique à même les matériaux pour la plupart entre les mains des différentes branches du Bureau. Dans certains domaines particuliers, les informations ont été cordialement contribuées par d'autres branches du Service Civil.

> R. H. COATS, Statisticien du Dominion.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AVANT-PROPOS	3
Introduction—Revue de la situation économique du Canada à la fin de 1934.	7
CHAPITRE I—L'évolution territoriale du Canada	15
Chapitre II.—Population—Naissances, décès et mariages—Immigration—Races aborigènes	22
CHAPITRE III—Richesse, production et revenu—Placements	35
CHAPITRE IV—Agriculture du Canada	43
Chapitre V—La richesse forestière du Canada—Bois d'œuvre—Pulpe et papier	63
CHAPITRE VI—Mines et minéraux du Canada	70
Снарітке VII—Forces hydrauliques du Canada	80
CHAPITRE VIII—Les pêcheries du Canada	87
CHAPITRE IX—Le commerce des fourrures du Canada	93
CHAPITRE X—Manufactures du Canada	98
CHAPITRE XI—Construction	108
CHAPITRE XII—Transports et communications	114
Chapitre XIII—Commerce intérieur—Commerce de gros et de détail—Transports commerciaux—Valeurs mobilières—Cours des denrées—Coût de la vie.	131
CHAPITRE XIV—Commerce extérieur du Canada—Echanges invisibles	140
CHAPITRE XV—Finance publique	153
Chapitre XVI—Régime monétaire—Banques—Assurances—Compagnies de prêt et de fiducie—Divers	160
Chapitre XVII—Travail	172
CHAPITRE XVIII—Instruction publique	183
Chapitre XIX—Statistiques diverses	188
Appendice	202
Tarrers as the anti-movement	905

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Page | Page | 33 Filature de coton près de Frederic ton.

	fice de l'est Au dos du frantis		NB.	105
2.	Sa Majesté le Roi Georges V frontis	pice	34. Finissage au tour de roues de poulie	****
35.	Un message de Son Excellence le Gou-	nico	dans une usine canadienne	106
4	verneur-Général Face au frontis Le quatrième centenaire d Jacques-	pice	35. Construction.— Bois d'œuvre cana- dien	108
4.	Curtier Face à la page-t	itre	36. Travaux de voirie	109
5.	Cartier Face à la page-t L'hon, R. B. Hanson, K.C., M.P.,		37. Pelle à vapeur moderne à l'œuvre	111
	ministre du Commerce	7	38. Tuile de gypse. Lypes modernes	
6.	Une rue dans un village indien, Alert		d isolation	112
40	Bay, CB.	33	39. Garage de classification par gravité	224
1.	Elévateurs et misoteries à Fort-William, Ontario	35	du C.P.R. & Winnipeg 40. Marine canadienne océanique et la-	114
8.	Production. Une coulée d'acier li-	0.0	custre	121
01	quirle dans des moules à lingots	38	41. Son Excellence le Gouverneur Général	
9.	Rivière des Prairies, Québec	43	du Canada à l'ouverture du Pont	
	Blé Huron	45	International, Cornwall, Ont	119
	La culture du hlé dans les Prairies	47	42. Transport aérien. Ouverture du ser-	
12.	Un champ de chanvre cultivé pour la fibre	51	vice United Air Lines entre Scattle	122
13	Chargement d'un navire grainier aux	91	43. Le pont Jacques-Cartier (Pont du	144
	élévateurs de la tête des Grands		Port de Montréal)	124
	Lacs	52	44. Le système Blattnerphone et le relav-	
14.	Bestinux sur la ferme, dans l'Ouest du		age des programmes	126
	Canada	56	45. Service postal du Canada	129
10.	Carcasses de pores prêtes à être con- verties en "Wiltshires", à une salai-		46. Un coin de la Bourse nouvelle de	133
	son canadienne	56	Toronto	100
16.	Industrie du sucre d'érable dans l'Est	-	grande beauté du Canada	136-7
	du Canada	57	48. Un navire des Paquebots Nationaux	
	Troppeau de vaches laitières Ayrshire	59	aux Bermudes	140
18.	Classement et empaquetage des		49. Le chargement des bananes, Jamai-	2.41
	peches dans la péninsule de Nia- gura Untario	61	que, Antilles anglaises 50. Éponges marines importées au Cana-	141
19.	Opérations forestières	64	da des Antilles anglaises	144
	Équarrissage du bois dans une scierie		51. Quelques exportations types du Ca-	
	de la câte du Pacifique	65	nuda	146
	L'industrie de la pulpe et du papier.	68	52. Déchargement d'oranges de l'Union	
22.	Les houillères des Provinces Mari- times	71	Sud-Africaine à Montréal	148
23	Vue de nuit d'un puits de pétrole de	/1	53. France de pièces canadiennes à l'Hôtel Royal de la Monnaie, à Ottawa	160
a.c.,	Turner-Valley, Alberta	77	54. Pesuge de briques d'or fin	162
24.	Usines hydroélectriques types du		55. Impression de feuilles de timbres-	
		82	postes du Canada	170
25.	La soudure à l'électricité	84	56. Secours du chômage. 57. Le pavillon des Arts, Université de	178
26.	TAL PETTE NO SAUMON EN COMINDIE	07	Mantola.	183
97	Britanaique	87	58. Le Couseil Nutional de Recherches	186
41.	La pêche au homard du Nouveau- Brunswick	89	59. Un bibliobus de la Démonstration	
28	Les frayères du gouvernement cana-	00	59. Un bibliobus de la Démonstration Carnegie, I.PÉ.	187
201	dien	91	80. Radiothérapie	188
29.	Élevage du rat musqué en Ontario.	94	61. Pensions de guerre et bien-être des vétérans	191
	Inspection d'un renard argenté pour		62. Le Collège Royal Militaire	196
	enregistrement	96	63. La Force Aérienne Royale en visite	
31.	Etablissement convertissant en acides		nu Canada	197
20	les gaz récupérés, Copper Cliff, Ont.	98	04. LB Masse	198
52.	Dans une usine canadienne d'auto-	102	1 ba. Le jubile de diamant du Conege	100
	mobile	102	d'Agriculture d'Ontario	199
	CARTES, DIAGRA	AMA	MES ET GRAPHIQUES	
		PAGE		PAGE
1.	La situation /comognique au Canada	E0	5. Carte li thographiée de la distribution	
2.	Indice du volume physique des affaires	1.0	des principales races, par origines.	0.0
3	au Canada. Carte lithographiée de l'évolution ter-	12	Intercalée, face à la page	26
0.	ritoriale au Canada, intercalée,		 Progrès de l'hydroélectricité au Ca- nada, 1901-1935 	81
	face à la page	16	7. Fluctuations de l'emploiement, 1926-34	174
4.	Éléments de croissance et composition		8. Schéma de l'organisation du Bureau	
	de la population canadienne 2	4-25	Fédéral de la Statistique	184-5

INTRODUCTION

La situation économique du Canada au début de 1935



L'hou E. B. Hanson, K.C., M.P., Ministre du Commerce

Le Canada et la situation mondiale.—

Le Canada est aux avant-postes du relèvement mondial qui a illustré l'année 1934, d'après le président du Conseil Consultatif de l'Administration du Relèvement National des Etats-Unis, qui base sa conclusion sur les statistiques de la production industrielle, du chômage, des prix de gros et du commerce extérieur. dernier relevé de la situation économique mondiale par la Société des Nations montre que la production des principaux pays industriels, ajustée pour tendances saisonnières, a monté de 63 p.c. à 77 p.c. de son haut niveau de 1929 entre janvier 1933 et juin 1934. La production textile, après un semblable ajustement, a monté de 91 p.c. à 100 p.c. du niveau de 1929, entre janvier 1933 et avril 1934. De plus, malgré les restrictions sur le change étranger, les contingentements, les majorations de tarif, etc., le volume du commerce international s'est tenu à 74.8 p.c. de son niveau de 1929, le deuxième tri-

mestre de 1934 comparativement à 71.8 p.c. la période correspondante de 1933, une augmentation de plus de 4 p.c. Il faut noter que cette augmentation du conunerce mondial est de beaucoup inférieure aux augmenta-

tions en production.

Dans l'ensemble, l'amélioration a été plus grande et plus stable dans les pays appartenant au bloc du sterling que dans la plupart des autres. En particulier, le nombre-indice de la production industrielle du Royaume-Uni, le troisième trimestre de 1934, marquait 105.3 p.c. du niveau de 1924 comparativement à 96.8 p.c. le troisième trimestre de 1933. Les importations anglaises des dix premiers mois de 1934 se chiffrent à £605,393,000 comparativement à £549,218,000 la même période de 1933, et les exportations anglaises de produits domestiques à £325,756,000 comparativement à £302.527,000. Ces augmentations du commerce anglais ont pour nous une signification toute spéciale parce qu'elles représentent l'émergence de notre plus fort client, avec qui nous faisons des échanges commerciaux sur une base de préférence de sorte que cette amélioration ne peut avoir que des répercussions sur le Canada. Il est aussi important de noter que le commerce anglais tend de plus en plus à se circonscrire à l'Empire. Les neuf premiers mois de 1934, la proportion des importations anglaises en provenance des pays de l'Empire autres que l'Etat Libre d'Irlande était de 35.04 p.c. comparativement à 34.69 et 31.44 p.c. les périodes correspondantes de 1933 et 1932. Les proportions des exportations dirigées sur des pays de l'Empire autres que l'Etat Libre d'Irlande ont aussi augmenté de 37.84 p.c. les premiers neuf mois de 1932 à 38.90 et 41.11 p.c. les périodes correspondantes de 1933 et 1934. Ainsi le commerce intra-impérial du Royaume-Uni augmente en chiffres tant absolus que relatifs.

Le Canada en particulier retire de grands profits de la préférence dont il jouit pour ses produits agricoles, forestiers, poissonniers et minéraux. Dans chacune de ces industries il y a des améliorations visibles en 1934 que nous passons brièvement sous revue.

Agriculture.—Les emblavures de 1934 ont été réduites d'environ 13 million d'acres comparativement à celles de 1933. Les rendements à l'acre ont été abaissés par un concours de conditions défavorables de sorte que la production n'a pas été beaucoup plus grande que celle de 1933. Toutefois, les prix ont remonté visiblement et l'estimation préliminaire de la valeur des récoltes canadiennes de 1934 est placée à \$536,498,600. C'est environ 113 millions de dollars ou 27 p.c. au-dessus de l'évaluation de 1933 et la plus forte valeur depuis 1930. Les plus grandes augmentations en valeur sont dans les céréales et les cultures fourragères et qui se trouvent jusqu'à un certain point compensées par un violent déclin des pommes de terre et de moindres reculs des betteraves à sucre et du foin de grain. La récolte de blé est estimée à 361 millions de plus que celle de 1933; d'avoine, \$31 millions; d'orge, \$10} millions; et de foin et trèfle, \$37 millions de plus. Si les prix actuels se maintiennent jusqu'à la fin de la saison d'écoulement, les fermiers canadiens seront en une bien meilleure posture à la prochaine saison. Les fermiers du Québec, du Manitoba et de l'Alberta ont bénéficié de prix beaucoup plus élevés. Dans les grandes provinces agricoles d'Ontario et de Saskatchewan la sécheresse de l'été a de beaucoup réduit les récoltes et plusieurs régions très étendues de ces provinces et plus particulièrement de la Saskatchewan ont gravement soufiert. Les gelées et les froids hâtifs ont abaissé la qualité du grain dans le nord de la Saskatchewan et de l'Alberta, mais une meilleure demande pour grains fourragers aux Etats-Unis a provoqué une élévation des prix et fourni un marché satisfaisant. Les grains fourragers s'écoulent très bien et les exportations sont plus considérables qu'en 1933.

Le nombre de bestiaux sur les fermes le 1er juin 1934 montre très peu de changement depuis un an. Le nombre de chevaux continue de baisser et celui de bovins d'augmenter. La population porcine a plutôt diminué comme résultat d'abatages considérables tandis que la population ovine commence à montrer de l'augmentation pour la première fois depuis un grand nombre d'années. Les arrivages de porcs et de moutons ont été moins considérables. Les prix courants du bétail ont été légèrement supérieurs à ceux de 1933 et le Royaume-Uni a été un débouché important pour notre bacon et notre bœuf sur pied.

L'industrie laitière a été relativement profitable au cours de la plus grande partie de 1934. La production de fromage a continué son déclin au cours de l'année mais il y a eu augmentation dans la production de beurre de crèmerie et autres produits laitiers. La basse-cour a aussi participé aux revenus du cultivateur. La production d'œufs a probablement reculé légèrement mais les prix des œufs et de la volaille habillée ont été au-dessus des niveaux de 1933 la plus grande partie de l'année. En 1934 les prix reçus par les cultivateurs pour leurs produits ont monté plus rapidement que les prix payés pour les marchandises que ceux-ci doivent acheter. Le rajustement des dettes, l'abaissement de l'intérêt

sur les hypothèques et de meilleures facilités de paiement ont eu une influence importante dans le soulagement de la position des fermiers en 1934 et promettent de les soulager davantage en 1935. En dehors des districts qui ont souffert d'une sécheresse prolongée, l'agriculture canadienne a vu sa position considérablement améliorée au cours de l'année.

Forêts.—Les exportations de produits forestiers les douze mois terminés avec octobre sont évaluées à \$155,177,000, une augmentation de \$27,-800,000 ou près de 22 p.c. sur la période correspondante de 1933. Les exportations au Royaume-Uni et aux Etats-Unis ont augmenté. Les exportations de planches et madriers se chiffrent à 1,148,807,000 pieds les dix premiers mois de 1934, une augmentation de près de 41 p.c. sur la période correspondante de 1933. La production de papier à journal a monté de 1,834,000 tonnes les onze premiers mois de 1933 à 2,358,000 tonnes la même période de 1934 une avance de 28 p.c. L'emploiement dans l'abatage du bois était 198.6 le 1er décembre, indiquant un hiver très actif dans les chantiers et des perspectives d'une forte demande pour produits forestiers.

Pêcheries.—La tendance de l'industrie poissonnière est bien illustrée par les exportations, qui, les douze mois terminés avec octobre 1934, donne une valeur de \$21,482,000, une augmentation de \$2,912,000 ou près de 16 p.c. sur la même période de 1933.

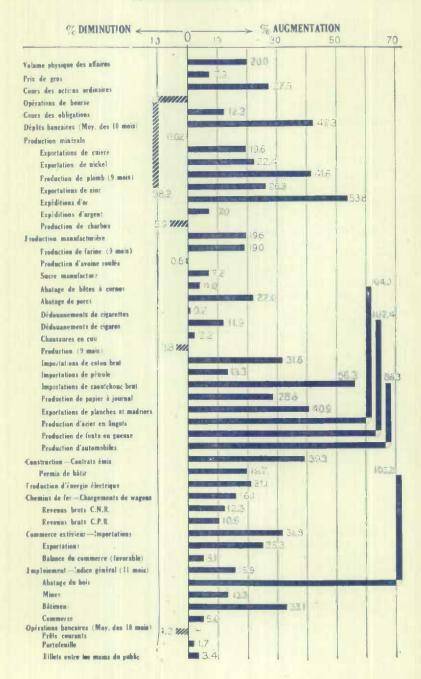
Mines.-Au cours du premier semestre de 1934 la production de métaux et métalloïdes est évaluée à \$131,942,000, une augmentation de 45.5 p.c. sur la même période de 1933. Cette augmentation est due partiellement aux cours élevés de l'or, mais il y a aussi une avance d'environ un-cinquième dans le volume de la production minérale les dix premiers mois de 1934 comparativement à la même période 1933. L'emploiement dans les mines les onze premiers mois de 1934 donne une augmentation de 13.3 p.c. sur la même période de 1933. L'estimation officielle préliminaire de la production minérale du Canada en 1934, parue comme le présent volume allait sous presse, indique une valeur totale de \$278,337,000, une remarquable augmentation de \$56,842,000 comparativement à 1933 et de \$95,655,000 comparativement à 1932. Les métaux ont fourni la plus grande contribution à cette augmentation, y figurant pour \$45,652,000 de plus qu'en 1933. Le nickel, le cuivre, le plomb et le zinc montrent des augmentations tant en valeur qu'en volume. Pour détails, voir page 73.

Energie électrique.—La production d'énergie électrique en 1934 a dépassé tous les précédents. Les usines fournissant de 98 à 99 p.c. de toute la production canadienne déclarent, les dix premiers mois de 1934, 17,128 millions de kilowatt-heure comparativement à 14,143 millions la même période de 1933 et 14,496 millions la même période de 1929, le maximum antérieur. Au cours de l'année il y a eu des additions considérables à tous les aménagements électriques du Canada.

Manufactures.—La production manufacturière est tellement variée qu'il est difficile d'en exprimer l'expansion ou la contraction avec quelques chiffres. Toutefois, il est possible de rappeler que les premiers dix mois de 1934 le volume physique de la production manufacturière est estimé à 19.6 p.c., ou soit près d'un-cinquième, de plus que la même période de 1933. Les groupe fer et acier montre la plus grande augmen-

LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU CANADA

LES DIX PREMIERS MOIS DE 1934 COMPARATIVEMENT À LA MÊME PÉRIODE DE 1933



tation proportionnelle, la production d'acier en loupe étant à 104.0 p.c.; de fonte en gueuse, 102.4 p.c.; et d'automobiles, 86.3 p.c. de plus que la période correspondante de 1933. Les importations de caoutehoue brut montrent une augmentation de 56.3 p.c. et les importations de pétrole, une augmentation de 13.3 p.c. Les chiffres de l'emploiement indiquent que les manufacturiers canadiens ont employé en 1934 en moyenne neuf personnes comparativement à chaque huit personnes en 1933.

Construction.—La reprise de la construction est indiquée par les contrats qui se chiffrent à \$119,749,300 les onze premiers mois de 1934 comparativement à \$89,082,309 la même période de 1933, ce qui est un des signes les plus favorables à l'horizon économique, montrant une augmentation de 34 p.c.; toutefois les contrats de construction sont encore à un niveau plutôt bas.

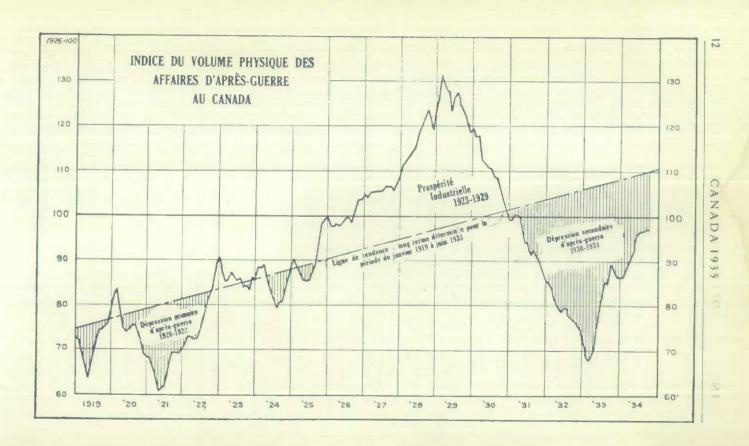
Commerce extérieur.—Les exportations de marchandises de provenance canadienne les douze mois terminés avec novembre 1934 atteignent un total de \$642,966,000 comparativement à \$523,436,000 les douze mois précédents, une augmentation de \$119,530,000 ou environ 22.8 p.c. Cette augmentation a été d'un caractère général, étant répartie sur à peu près toutes les classes de denrées. Les exportations d'or en lingots montrent aussi une vate expansion, étant de \$87,077,000 les douze mois derniers comparativement à \$68,122,000 hes douze mois précédents. Ainsi le grand total des exportations du Canada, y compris les réexportations, est de \$737,209,000 comparativement à \$597,115,000 la période précédente, soit une augmentation dépassant \$140,000,000.

Les importations de marchandises ont atteint \$509,730,000 les douze derniets mois comparativement à \$394,808,000 la période précédente, les importations d'articles en fer et acier montrant une augmentation tout particulièrement satisfaisante puisqu'elle est une indication de la reprise industrielle. Ainsi, après une marge pour de faibles importations de monnaies et de lingots et pour les exportations de produits étrangers, la balance favorable du commerce canadien est de \$226,772,000 l'année dernière, comparativement à \$201,772,000 en 1933, et \$110,767,000 la période correspondante de 1932.

Pour ce qui est de la distribution du commerce, il est à noter que les douze mois terminés avec octobre 42.2 p.c. de nos exportations de marchandises ont été dirigées sur le Royaume-Uni comparativement à 38.9 p.c. il y a un an et 34.8 p.c. il y a deux ans. De même, les exportations totales aux pays de l'Empire prennent 52.2 p.c. de tout notre commerce global l'an dernier comparativement à 47.2 p.c. il y a un an et 42.7 p.c. il y a deux ans.

Le relèvement des affaires, commencé en 1934, s'est continué au cours de toute l'année 1934 et l'indice a remonté de 67.0 en février 1933 à 95.8 en octobre 1934, un gain de 43 p.c. Cet indice est basé sur 45 facteurs portant sur les manufactures, les mines, la construction, la force motrice et la distribution.

Chemins de fer.—Les revenus bruts des chemins de fer nationaux (lignes canadiennes seulement) et du chemin de fer Canadien Pacifique les onze premiers mois de 1934 se chiffrent à \$244,314,000 comparativement à \$220,200,000 la période de 1933, une augmentation de \$24,114,000 ou 10.9 p.c. ce qui indique une meilleure situation commerciale. Les revenus



nets d'opération de tous les chemins de fer les neuf premiers mois de l'année sont de \$29,838,000 comparativement à \$18,677,000 la même période de 1933.

Les transports commerciaux des chemins de fer les 49 premières semaines de 1934, c'est-à-dire jusqu'au 8 décembre, s'expriment par 2,206,121 wagonnées, une augmentation de \$278,022, ou 14.5 p.c. de plus que la même période de 1933.

Trafic des canaux.—Les canaux canadiens ont transporté 17,822,-120 tonnes de fret depuis l'ouverture de la navigation jusqu'à la fin de novembre, comparativement à 18,649,845 tonnes la période correspondante de 1933. Le canal Welland a fait un nouveau record par la manutention de 9,139,063 tonnes de fret, ou 75,593 tonnes de plus qu'en 1933, dû en majeure partie à de plus fortes expéditions de charbon bitumineux, coke, minerai de fer et pulpe de bois qui ont plus que compensé les diminutions en blé.

Les canaux du Saint-Laurent ont transporté 6,621,400 tonnes de fret comparativement à 6,945,396 tonnes l'année précédente, une diminution de 1,101,766 tonnes de blé expliquant ce recul. Bien que le trafic global par les écluses canadiennes et américaines du Sault Sainte-Marie jusqu'à la fin de 1934 soit d'environ 6 p.c. plus lourd qu'en 1933, le canal canadien, parce que son écluse est moins longue, donne une diminution de 614,400 tonnes, ou de 2,277,729 à 1,663,333 tonnes, le blé et la farine dirigés vers l'est et le charbon dirigé vers l'ouest causant ces diminutions.

Marine.—Le tonnage des vaisseaux qui ont visité six des principaux ports du Canada: Halifax, Saint John, Québec, Montréal, Toronto et Vancouver, est de 55,037,000 tonnes les dix premiers mois de 1934, une augmentation de 3 p.c. sur la période correspondante de 1933. Les cargaisons à cinq de ces ports montrent une augmentation de 8 p.c. sur l'année précédente.

Prix.—Les prix se sont relevés modérément au cours des douze mois derniers, avançant de 68.9 en novembre 1933 à 71.2 en novembre 1934, une augmentation de 3.3 p.c., tandis que l'écart entre les cours des matières premières et ceux des matières ouvrées s'est rétréci, indiquant une meilleure relativité entre la valeur des produits primaires et celle des produits secondaires. En même temps, le prix de l'argent subissait une réduction notable, le rendement des obligations de l'Ontario en novembre 1934 étant à 3.88 p.c. comparativement à 4.66 en novembre 1933. Ceci constitue un déclin de 17 p.c. dans le loyer de l'argent et tend ainsi à favoriser les activités productives.

Finance publique.—Le revenu ordinaire des huit premiers mois de l'année fiscale courante est de \$245,063,000, une augmentation de \$28,-160,000 ou approximativement 13 p.c. sur la période correspondante de l'année précédente. Le revenu ordinaire cette année dépasse de \$1,605,000 les dépenses ordinaires tandis que l'an dernier il était de \$22,114,000 inférieur aux dépenses ordinaires, ce qui montre un progrès matériel dans la stabilité financière du Dominion. C'est ce qui se reflète dans le taux auquel le Dominion est capable de se trouver des fonds. Ainsi, le récent emprunt de \$250,000,000 pour racheter une émission à 5½ p.c. 15-ans, bons de la victoire de 1919, a été flotté au moyen de quatre échéances de 2, 5, 8 et 15 ans rapportant à l'acheteur 2.57, 2.90, 3.43 et 3.81 p.c. respectivement. Comme résultat net de la conversion volontaire de ces obligations

en 1931 et leur remplacement à leur échéance de 1934 le trésor a réalisé une économie de \$7,552,000 et le service de la dette au cours des quatre années dernières a été allégé de \$14,616,000.

Choses bancaires.—Les deux traits les plus frappants de la situation bancaire en 1934, en dehors de la création de la Banque Centrale du Canada, sont le maintien et même l'augmentation des dépôts d'épargne malgré une réduction des taux d'intérêt. Les dépôts d'épargne et les dépôts à terme, le 31 octobre, étaient à \$1,370,179,000 comparativement à \$1,349,769,000 à la même date de 1933. Les prêts courants, qui étaient en déclin continu depuis 1929, ont touché leur point le plus bas de ces derniers temps à \$850,637,000 le 31 juillet dernier et depuis cette date ils avaient avancé à \$895,729,000 le 31 octobre.

Commerce.—La meilleure échelle du volume d'affaires transigé au Canada se trouve dans les montants débités par les banques à leurs clients dans les 32 centres de compensation au Canada. Le volume global de ces débits bancaires les onze premiers mois de 1934 est à \$29,826,500,000, une augmentation de \$2,337,000,000 ou 8.5 p.c. comparativement à la période correspondante de 1933.

Emploiement.—Bien que l'emploiement soit encore loin d'être satisfaisant il montre beaucoup d'amélioration au cours des vlngt mois écoulés entre le 1er avril 1933 et le 1er décembre 1934. Le personnel des établissements faisant des rapports mensuels au Bureau fédéral de la Statistique a augmenté de 698,000 à 925,000 bien que ceci soit attribuable en partie à l'addition de nouveaux établissements.

Les firmes faisant ces déclarations sont celles employant 15 personnes ou plus et se répartissent en luit groupes industriels: manufactures, abatage du bois, mines, transports, communications, constructions, services et commerce. En présumant que les établissements de moindre importance et qui ne sont pas soumis à la déclaration ont partagé cette expansion, ces établissements qui sont très nombreux dans la construction, les services et le commerce employaient probablement 140,000 personnes de plus le ler décembre 1934 qu'à la même date de 1933. Il est particulièrement satisfaisant de noter que le déclin saisonnier ordinaire de l'emploiement au cours de l'autonne jusqu'à novembre inclusivement ne s'est pas fait sentir cette année, tandis que le déclin général apparent le 1er décembre a été moins que normal pour la saison.

Conclusion.—Nous pouvons affirmer avec confiance que le Canada entre dans l'année nouvelle avec des perspectives beaucoup moins sombres que celles de toute autre année depuis le commencement de la dépression. Toutefois, la restauration complète de la prospérité est retardée par les jalousies internationales et par la stagnation de la finance et du commerce mondiaux.

CHAPITRE I

ÉVOLUTION TERRITORIALE DU CANADA

Au zénith de son expansion territoriale, à l'aurore du XVIIIe siècle, la Nouvelle-France embrassait dans ses réclamations la totalité pour ainsi dire des bassins du Saint-Laurent et du Mississipi. Les réclamations des Anglais, dans l'Amérique Septentrionale, ne portaient que sur le littoral de l'Atlantique-la Nouvelle-Angleterre-les colonies anglaises du centre et du sud, ainsi que Terre-Neuve et la Terre de Rupert, bien qu'il y eût dans l'Amérique Centrale des possessions anglaises de moindre importance. La Nouvelle-Espagne s'est ajoutée à la Nouvelle-France dans le Sud-Ouest (V. carte 1, face à la page 16). La Nouvelle-Angleterre, les colonies anglaises du centre et du sud étaient bornées au nord-ouest par les territoires des Iriquois sur l'Ohio, au sud par la Floride, et à l'ouest par des territoires non définis. Les Français réclamaient le territoire à l'est du Mississipi jusqu'aux montagnes Alleghanys mais les chartes royales concédaient aux colons des territoires non définis "d'un océan à l'autre", et de là vient que les Anglais entrèrent en conflit vital avec les Français sur cette région contestée. Toutefois c'est encore bien plus l'alliance des Iroquois avec les Auglais que les stipulations de la Charte qui a fait pencher la balance du côté des Anglais.

Au nord, la Terre de Rupert, domaine de la Compagnie de la Baie d'Hudson depuis 1670, bordait la baie et le détroit d'Hudson, mais dans l'intérieur des terres les frontières manquaient de précision bien que les Anglais entendaient généralement qu'elles suivaient la ligne de partage des caux. Les Français ont cependant contesté aux Anglais un large territoire au sud de cette ligne. Terre-Neuve devint anglaise par droit de découverte et, depuis 1621 par colonisation, mais la France a contesté les réclamations de la Grande-Bretagne jusqu'en 1713.

Par le traité d'Utrecht, qui termina la guerre de 1702-1713 (connue généralement comme guerre de la reine Anne) entre la France et la Grande-Bretagne,* la France abandonnait ses intérêts dans Terre-Neuve et rendait l'Acadie (territoire anglais de 1654 à 1667) à la Grande-Bretagne. Elle cédait aussi tous droits éventuels sur le bassin de la baie d'Hudson. A Utrecht la Grande-Bretagne réussit à faire reconnaître par les Français sa souveraineté sur les Iroquois, ce qui raffermissait de beaucoup ses réclamations antérieures basées sur ses droits de charte pour l'ouest des montagnes Alleghanys.

Le traité de Paris (1763) signé après la conquête de Québec par Wolfe et couronnant la guerre de Sept Ans, apporta l'autre grand rajustement des frontières de l'Amérique du Nord. La France se retirait alors définitivement de la terre ferme de l'Amérique du Nord. Elle cédait à l'Espagne tous ses territoires du bassin du Mississipi à l'ouest du fleuve Mississipi, et à la Grande-Bretagne tous les territoires français à l'est du Mississipi, la Nouvelle-Orléans exceptée, passée à l'Espagne par traité secret. L'Espagne cédait la Floride à la Grande-Bretagne qui, de son côté, rendait à l'Espagne certaines conquêtes de

Les premières colonies étaient "anglaises", non "britanniques". Elles devinrent "britanniques" à l'union de l'Ecosse avec l'Angleterre (1707).

Cuba. Le territoire britannique comprenait donc alors: le bassin de la baie d'Hudson, tout le bassin du Saint-Laurent y compris les Grands Lacs, le bassin du Mississipi à l'est du fleuve Mississipi, le littoral de l'Atlantique et du golfe du Mexique depuis le Labrador jusqu'au delta du Mississipi, et Terre-Neuve à laquelle le Labrador fut transféré.

Les colons anglais du littoral de l'Atlantique avaient donc réussi à déloger les Français de leurs positions d'expansion vers l'ouest reconnues par leurs chartes. Les colons avaient contribué à la conquête du Canada, mais toutes leurs espérances de garder la vallée du Saint-Laurent comme champ libre à leur expansion vers le nord devaient être autant de décep-

tions.

Avant la signature du Traité de Paris (10 février 1763) les autorités britanniques s'étaient engagées à respecter le régime de tenure seigneuriale au Canada. Le traité accordait en outre aux habitants de langue française le libre exercice de la religion catholique romaine. La proclamation du 7 octobre 1763 arrêtait définitivement la forme de gouvernement, celle d'un gouvernement civil sous l'autorité d'un gouverneur assisté d'un conseil composé d'officiers britanniques et de huit personnes choisies par le gouverneur parmi les habitants de la colonie.

Par l'Acte de Québec (1774) la province de Québec rentrait en possession du Labrador, et les frontières de la vicille province s'étendaient, au nord, jusqu'au territoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, au sud jusqu'aux frontières des colonies anglaises (l'Ohio) et à l'ouest jusqu'au Mississipi *—encore au désappointement des colons anglais qui, même après le Traité de Paris, avaient jeté les yeux sur le territoire du sud des Grands Lacs et sur la fourche formée par l'Ohio et le Mississipi comme agrandissement légitime de leur propre territoire (V. carte 2, face à

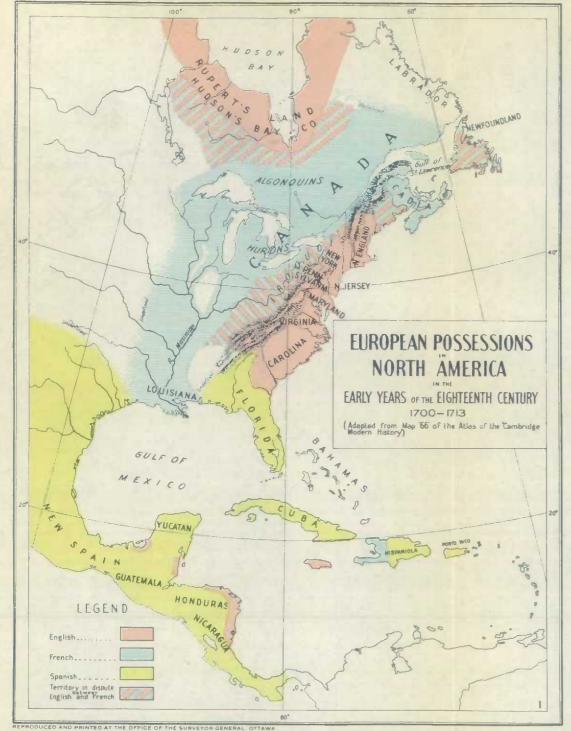
cette page).

Après le Traité de Versailles (1783) les Etats-Unis d'Amérique ont pris naissance, et le traité a étendu la frontière des anciennes colonies anglaises de façon à embrasser le territoire séparant l'Ohio du Mississipi. La frontière de l'est à l'ouest, fixée par le traité, était la suivante: la rivière Sainte-Croix jusqu'à sa source, de là vers le nord jusqua'ux terres hautes, puis le long de la ligne de partage des eaux qui divise les cours d'eau qui se jettent dans l'Atlantique d'avec ceux qui se jettent dans le Saint-Laurent, jusqu'à la tête de la rivière Connecticut, puis en aval de la même rivière jusqu'au 45ème parallèle de latitude nord, et vers l'ouest, dans la même direction, jusqu'au fleuve Saint-Laurent; par les lacs Ontario, Erié, Saint-Clair et Huron, coupant le lac Supérieur au nord-ouest des îles Royale et Phélipeaux jusqu'au lac Long; puis par les voies navigables reliés ensemble jusqu'au lac des Bois; et de ce point du nord-ouest jusqu'à la source du fleuve Mississipi. Cette frontière était basée en partie sur les frontières de la Nouvelle-Ecosse et de la

^{*}La frontière occidentale de la "province de Québec" n'était que bien vaguement délimitée par l'Acte de Québec, et près d'un siècle plus tard, quand on délimita avec exactitude la province de Québec en lendemain de la création de la province de Manitoha, les autorités du Dominion et celles de l'Ontario connurent des différends. L'Acte de Québec stipulait que la frontière occidentale s'étendrait "vers le nord (du confluent de l'Ohio et du Mississipi) jusqu'à la frontière sud du territoire concédé aux Marchands Aventuriers d'Angleterre faisant commerce à la Baie d'Hudson". Toutefois il est inté-ressant de noter que dans la commission remise à sir Guy Carloton, nommé gouverneur de Québec en 1774, la frontière est déclarée s'étendre "vers le nord (du confluent de l'Ohio et du Mississipi) sur le littoral est dudit fleuve [Mississipi] jusqu'à la frontière occidentale de la Province était le fleuve Mississipi, mais non le méridien de l'embouchure de l'Ohio.

Cette planche illustre l'évolution territoriale du Canada. montrant: (1) Les possessions européennes dans l'Amérique du Nord au début du dix-huitième siècle; les possessions françaises y sont représentées en bleu, les possessions anglaises en rouge et les possessionss espagnoles en jaune. Les territoires contestés entre Français et Anglais sont bariolés rouge et bleu. (2) L'Amérique du Nord en 1774, après l'Acte de Québec. La ligne en pointillé dans le territoire anglais marque la division entre la province de Québec et les colonies anglaises. (3) La subdivision de la Nouvelle-Ecosse en 1784 et du Canada en 1791. La province de Québec est partagée entre le Bas et le Haut Canada. La Nouvelle-Ecosse est partagée en Nouvelle-Ecosse et Nouveau-Brunswick. (4) Le Canada en 1873. Le Manitoba, la Colombie-Britannique et l'Ile du Prince-Edouard viennent d'entrer dans la Confédération. (5) Le Canada en 1882. Les Territoires du Nord-Ouest ont été divisés en district d'Athabaska, Alberta, Saskatchewan et Assiniboine, (6) Le Canada en 1898. Les districts de Yukon, MacKenzie. Keewatin et Ungava ont été érigés et le district d'Athabaska prolongé à l'est jusqu'à la frontière du Keewatin. (7) Le Canada en 1935. L'Ungava est englobé par le Québec et ce dernier a perdu la côte du Labrador. Les frontières des Provinces des Prairies sont rectifiées au nord et une partie du Keewatin est attribuée à l'Ontario et au Manitoba.

Cette planche est empruntée d'un Atlas Démographique du Canada, actuellement en préparation au Bureau Fédéral de la Statistique.

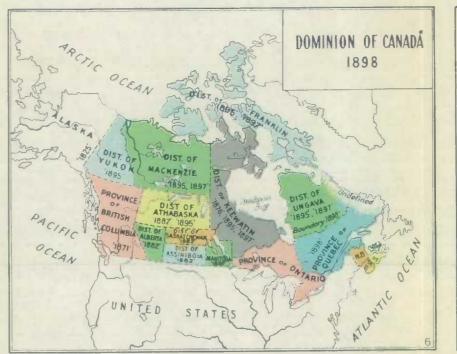














^{*}The dates within the Provinces, Territories or Districts indicate the years of their creation as Integral parts of the Dominion or the year of boundary adustment or determination where such adjustment or determination has been made subsequent to entrance into Confederation.

province de Québec déjà définies, mais en dépit de la plus grande exactitude possible alors apportée dans la définition claire de la frontière, des disputes éventuelles devenaient inéluctables puisque les négociateurs n'avaient pu s'entendre sur une carte officielle ni en joindre au traité.

Dans la suite plusieurs commissions nommées séparément ont défini autrement la partie est de la frontière. Il y avait des doutes sur la frontière des îles Passamaquoddy, sur l'identité de la rivière Sainte-Croix, sur le point de sa source d'où il fallait tirer la "Ligne vers le nord". sur la "Ligne des terres hautes" (expression malencontreuse puisqu'il était impossible de repérer des terres hautes là où les cartes sommaires de 1783 en indiquaient). La Grande-Bretagne prétendait que la ligne en question était la terre haute du sud de la rivière Saint-Jean, puisqu'il était évident, d'après le traité de 1783, que la "Ligne vers le nord" depuis la rivière Sainte-Croix jusqu'aux "Terres hautes" devait aboutir à l'angle nord-ouest de la Nouvelle-Ecosse (où qu'il pût se trouver) sans se prolonger sur le territoire reconnu comme britannique. Cette ligne (celle de la Grande-Bretagne) divisait les cours d'eau se jetant dans la rivière Saint-Jean d'avec ceux qui se jetaient dans l'Atlantique plus au sud. Mais pour les Etats-Unis les "Terres hautes" signifiaient la ligne sud du partage des eaux du fleuve Saint-Laurent et la rivière Sainte-Croix du traité était la rivière Magaguadavic. La controverse a été longue et, parfois, acrimonieuse. En 1831 le roi des Pays-Bas, en vertu de l'Art. V du traité de Gand (1814) qui couronnait la guerre de 1812, fut appelé comme partie désintéressée à se prononcer. Sa recommandation porte sur une "ligne de convenance" entre les réclamations britanniques et les réclamations américaines qui avoisinait d'assez près la frontière d'aujourd'hui. Tout de même la question de la frontière du Maine n'a pu se régler qu'en 1942, lors de la signature du traité Ashburton à Washington. Les cartes 3, 4, 5, 6 et 7, face à la page 16, donnent la position approximative de la frontière du Maine après ajustement final, mais la Nouvelle-Ecosse embrassait en 1783 toute la terre ferme à l'est de la baie des Chaleurs et de l'Etat du Maine, y compris l'île du Cap-Breton mais non celle du Prince-Edouard (ou île Saint-Jean, nom qu'elle portait alors), détachée de la Nouvelle-Ecosse depuis 1769. Sur le littoral occidental du continent le capitaine Cook avait découvert et exploré, de 1776 à 1779, le littoral depuis le 45° de latitude nord jusqu'an détroit de Behring, mais depuis 1741 le littoral au-dessus du 55° de latitude nord est reconnu comme russe.

Le Nouveau-Brunswick devenait en 1784 une colonie distincte, avec cette partie de la Nouvelle-Ecosse qui comprend le bras Cumberland de la baie de Fundy jusqu'à la Baie Verte en passant par l'isthme de Chignectou, et l'île du Cap-Breton devint une entité politique distincte de la Nouvelle-Ecosse. Il a été ensuite jugé opportun de diviser la province de Québec au point de vue du gouvernement local, attendu que la signature de la paix avec les Etats-Unis (1783) avait encouragé l'immigration de nombreux "loyalistes" sur les territoires compris entre les lacs Erié, Ontario et Huron. L'Acte Constitutionnel de 1791 autorisait la division de la province de Québec. Un arrêté du conseil impérial de la même année divisa la province en Haut-Canada et Bas-Canadá, avec frontières partant du lac Saint-François jusqu'à la rivière Outaouais au nord pour se rendre jusqu'à la Baie d'Hudson en suivant le lac Témis-

camingue.* En 1840 les deux Canadas étaient réunis de nouveau et le restèrent jusqu'à la Confédération. La carte 3, face à la page 16, donne

les frontières telles que fixées en 1791.

Au cours des années qui séparent 1791 de la Confédération l'extension des frontières de l'Amérique Britannique du Nord, à l'ouest et au nord, a été continue et régulière. En 1821 la Compagnie de la Baie d'Hudson et l'agressive Compagnie du Nord-Ouest, qui a exploré et exploité les lignes de partage des caux de l'océan Pacifique et de l'océan Arctique, fusionnaient leurs ressources sous le nom de la compagnie ainée. Ses droits s'étendaient alors de la Terre de Rupert jusqu'à l'Amérique russe et au littoral du Pacifique. Alexandre Ier, de Russie, lança en 1821 un ukase accordant les droits "de commerce, de pêche à la baleine, de pêche générale, et de toutes autres industries", sur le littoral de l'Amérique du Nord, du détroit de Behring au 51° de latitude nord, aux sujets russes exclusivement, et prohibant aux étrangers les approches du littoral sur une distance de 100 milles. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont tous deux protesté et ont vigoureusement nié à la Russie le droit de prohiber la navigation dans les limites de 100 milles des côtes; mais tandis que les Etats-Unis rejetaient in toto la réclamation russe au sud du 55° de latitude nord et qu'ils prétendaient même avoir des droits sur les côtes jusqu'au 61° en vertu du traité de Florida Blanca (1819) par lequel l'Espagne cédait aux Etats-Unis tous ses droits et réclamations au nord du 42° de latitude nord, la Grande-Bretagne, par droit de priorité de découverte et des forts établis par la Compagnie du Nord-Ouest et la Compagnie de la Baie d'Hudson, réclamait des droits sur les côtes jusqu'an 58° de latitude nord approximativement. Vancouver et d'autres marins britanniques avaient suivi Cook dans l'exploration du littoral du Pacifique. De plus, au sud de la Colombie le "pays d'Oregon" faisait presque en même temps l'objet d'une dispute entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et la Grande-Bretagne avait refusé d'accepter le 49° de latitude nord comme frontière sud avec ce pays.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient entamé séparément des négociations avec la Russie et, finalement, les deux pays signèrent respectivement des traités en 1824 et en 1825. Le traité entre la Russie et la Grande-Bretagne (1825) établissait la ligne de démarcation entre la Russie et la Grande-Bretagne pour leurs territoires respectifs, depuis le point le plus au sud de l'île du Prince-de-Galles vers l'est jusqu'au canal Portland et en amont du canal jusqu'au 56ème parallèle de latitude nord, et de là suivant les sommets des montagnes parallèles au littoral jusqu'au 141° de longitude ouest, et en suivant ce méridien jusqu'à l'océan Actique. La frontière sud entre le territoire britannique et celui des Etats-Unis resta en dispute jusqu'au règlement final de 1846 alors que le 49ème parallèle de latitude nord était adopté jusqu'à la côte, mais toute l'île de Vancouver passa à la Grande-Bretagne. En 1849 l'île de Vancouver devint colonie et en 1858 la terre ferme depuis la frontière internationale au nord jusqu'aux rivières Skeena et Finlay et à l'est des Montagnes Rocheuses passa de la Compagnie de la Baie d'Hudson à la Couronne comme colonie distincte (V. carte 4, face à la page 16).

L'arrêté du conseil relatif à la location de cette ligne au nord du lac Témiscamingue disait: "et depuis la tête dudit lac (Témiscamingue) par une ludsor.". La phrase reçut dans la suite lu seus de rivage de la Baie d'Hudson, mais dans son article sur la frontière Outario-Manitoha, dans "Cavada and its Provinces" (Vol. VIII. pages 893-894), feu James White affirme que pareille interprésation est fautive, et que la puemière intention était d'entendre la frontière du territoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

En 1811 la Compagnie de la Baie d'Hudson céda à Lord Selkirk, au cœur du continent, 116,000 milles carrés de territoire. La région comprenait la vallée de la Rivière Rouge, l'un des districts les plus fertiles de l'Amérique du Nord, et la cession avait été accordée pour fin de colonisation. Après plusieurs essais et en présence de beaucoup d'opposition la colonisation a fini par être couronnée de succès, mais seulement après la mort du fondateur. Quand, en ISIS, la frontière internationale jusqu'aux Montagnes Rocheuses devint l'objet d'une convention entre les Etats-Unis (qui en 1803 avaient acheté le territoire de la Louisiane à la France qui de son côté l'avait obtenu de l'Espagne en 1800 par traité secret) et la Grande-Bretagne, la partie sud du territoire cédé de Selkirk disparut dans les Dakotas et le Minnesota. Néanmoins ce sont cette colonisation effective et ces intérêts engagés de la part des colons qui ont joué le grand rôle dans la sauvegarde de l'idéal d'un dominion britannique transcontinental. L'établissement de la partic centrale de la colonisation comme province de Manitoba-partie du Dominion dans les limites des relations britanniques-était finalement obtenu. Mais il fallut attendre jusqu'à 1870, après que la Compagnie de la Baig d'Hudson eût cédé à la Couronne tous ses droits territoriaux dans le Nord-Ouest (1869). Entretemps s'effectua, en 1866, l'union de la colonie de l'île de Vancouver avec la Colombie Britannique, et la frontière nord de la Colombie Britannique s'étendait jusqu'au 60ème parallèle de latitude. En 1871 la Colombie Britannique entra dans la Confédération, suivie de l'île du Prince-Edouard en 1873. La carte 4, face à la page 16, montre le Dominion du Canada d'alors (1873), les frontières nord de l'Ontario et de la province de Québec restant les mêmes que celles qui étaient généralement comprises lors de la Confédération, bien que dans la suite l'Ontario réussit à établir ses droits vers le nord jusqu'à la baie James (V. alinéa suivant et la note au bas de la page 17), ce qui provoqua dans la suite l'établissement, en 1898, des frontières nord de la province de Québec jusqu'à la rivière East-Main (V. page 20). En 1880 le Dominion du Canada héritait des droits britanniques sur les îles arctiques.

De 1873 à 1889 une grande confusion régnait dans les frontières de l'Ontario et du Manitoba. La frontière ouest du Manitoba fut poussée jusqu'au 100ème méridien par la Loi du Dominion (1877). En 1878 la question des irontières de l'Ontario était soumise à l'arbitrage. La décision du tribunal fixait comme frontière nord les rivières Albany et English et poussait la frontière ouest jusqu'à la longitude de l'angle nord-ouest du lac des Bois. Depuis l'Acte de Québec (1774) on s'était toujours demandé si la frontière ouest de ce qui composait alors l'Ontario était l'extension de la "Ligne vers le nord" depuis le confluent de l'Ohio et du Mississipi, ou de la "Ligne vers le nord" depuis la tête des eaux du Mississipi, et le tribunal s'est prononcé en faveur de cette dernière version.*

Un changement de gouvernement au Dominion empêcha le passage de mesures législatives donnant suite à la décision et, en 1881, la Loi du Dominion fixait la frontière du Manitoba vers le 53ème parallèle de latitude nord, et à l'extension de la "Ligne vers le nord" depuis le confluent de l'Ohio et du Mississipi à l'est, frontière ouest de l'Ontario selon la version du Dominion. La question de la frontière entre l'Ontario et le Manitoba a été finalement tranchée en 1884 par le Conseil Privé

^{*} V. note au bas de la page 16.

impérial, qui a confirmé la décision arbitrale de 1878. La frontière orientale du Manitoba se trouvait donc alors établie dans le sens de l'extension de la "Ligne vers le nord" depuis la source du Mississipi. Une loi du parlement impérial, passée en 1889, confirma cette décision.

Quant aux Territoires du Nord-Ouest, un district provisoire du Kecwatin a été formé au nord du Manitoba et à l'ouest de la baie d'Hudson jusqu'à l'océan Arctique. En 1882 étaient créés les districts de Saskatchewan, d'Assininiboïa, d'Alberta et d'Athabaska. La carte 5, face à la page 16, indique toutes ces décisions de frontières. La Russie avait vendu ses possessions en Amérique aux Etats-Unis (1867), et la Grande-Bretagne a cherché ensuite à faire faire un levé commun de cette frontière en faisant la démarcation de la ligne décrite dans le traité avec la Russie (1825). Le levé, au nord du 14ème méridien de longitude ouest, fut effectué sous l'empire des Conventions des Levés limitrophes de 1892 et 1895, avant accord sur la frontière, par deux commissaires, l'un comme représentant de la Grande-Bretagne et l'autre comme celui des Etats-Unis. La démarcation du 141ème méridien avait été faite en 1897, mais restait encore à s'entendre officiellement sur la frontière réelle. Entretemps la découverte d'or (1896) dans la vallée de la rivière Klondike avait souligné l'importance des passes Chilkoot et White, à la tête du canal Lynn, comme barrières du Haut-Yukon. Des mineurs entraient par dizaines de mille dans les champs aurifères et comme le Canada avait fait valoir ses droits sur le territoire de la tête du canal Lynn quand les fonctionnaires du revenu des Etats-Unis avaient décidé que leurs règlements prohibaient l'escale du tout navire britannique où que ce pût être sur les rivages de cette anse, il s'ensuivit beaucoup de difficulté. Par accord, Dyea et Skagway devinrent des sous-postes d'entrée mais l'importance de décider définitivement des frontières, principalement dans cette régoion, était reconnue. En 1898 et 1899 les différends en cours ont été portés devant la Haute Commission Internationale, mais la commission s'est dissoute sans régler les points en litige. Plus tard, en octobre 1899, une frontière provisoire était établie aux sommets des passes Chilcoot et White, et à la rivière Chilkat, au confluent de la rivière Klehini. La Convention de la Frontière de l'Alaska (1903) a soumis encore une fois les points litigieux à un tribunal de "six juristes désintéressés de haute réputation", dont trois nommés par le gouvernement de la Grande-Bretagne et les trois autres par celui des Etats-Unis. Les plus fortes différences d'opinion portèrent sur la région de la tête du canal Lynn et sur la section du canal Portland. La décision finale de 1903 établissait un compromis entre les positions prises par les deux gouvernements. Dans l'importante région du canal Lynn les Etats-Unis obtinrent un ajustement de la ligne provisoire. La ligne finale traverse la rivière Chilkat à une vingtaine de milles en amont de la rivière Klehini. Dans la section du canal Portland la ligne finale a été tirée vers le centre du canal, mais les îles Wales et Pearce, à l'embouchure, passèrent à la Grande-Brtagne et les îles Kannaughunut aux Etats-Unis.

De 1895 à 1897 ce qui restait alors des Territoires du Nord-Ouest était partagé en districts administratifs de Mackenzie, Ungava et Franklin, et le district de Keewatin s'est agrandi de cette partie des Territoires du Nord-Ouest au nord de l'Ontario. Le Yukon, où une industrie de mines d'or importante croissait rapidement, a reçu le status de district par ordre en conseil de 1895. La frontière nord de la province de Québec fut établie le long de la rivière East-Main jusqu'au Labrador vers l'est, et en 1898 le district du Yukon devenait un territoire. La carte 6, face à

la page 16, donne ces changements.

En 1905 l'Alberta et la Saskatchewan devincent des provinces en embrassant les anciens districts d'Athabaska, Alberta, Saskatchewan et Assiniboïa. En 1912 les frontières du Manitoba et de l'Ontario prenaient leurs positions actuelles et la province de Québec absorbait le reste de l'Ungava. En 1927 les frontières entre le Dominion du Canada et le Labrador étaient définitivement établies par le Conseil Privé impérial. Le Canada avait été d'avis que le Labrador se limitait à un étroite bande de terre sur le littoral de l'Atlantique, mais Terre-Neuve, qui avait obtenu ce territoire de la province de Québec par la Loi du Labrador (1809), réclamait un territoire bien plus considérable. En 1809 le Labrador embrassait certainement l'île d'Anticosti et quelques autres îles de moindre importance du Saint-Laurent, ainsi que le littoral nord du golfe, depuis le détroit de Belle-Isle vers l'ouest jusqu'à la rivière Saint-Jean, qui se jette dans le Saint-Laurent en face de la pointe ouest de l'île d'Anticosti. La Loi du Labrador (1825) cependant réannexa au Bas-Canada l'île d'Anticosti, les îles de la Madeleine et la rive nord, depuis la rivière Saint-Jean jusqu'à l'anse au Sablon, près du détroit de Belle-Isle. Le Conseil Privé a décidé que le Labrador s'étendait dans les terres jusqu'à la ligne de partage des eaux de l'océan Atlantique et de la baie et du détroit d'Hudson, et que les frontières établies étaient celles que porte la carte 7, face à la page 16.

OF STATISTICS
DEC 4 1942

PROPERTY OF THE LIBRARY.

CHAPITRE II

POPULATION—NAISSANCES—DÉCÈS ET MARIAGES— IMMIGRATION—RACES ABORIGÈNES

Population

La population de la terre est estimée à environ 2,000,000,000 d'habitants.* L'Empire Britannique qui couvre près d'un quart de toute la superficie terrienne du globe n'a pas tout à fait un quart de la population mondiale mais le Canada qui occupe plus d'un quart de la superficie de l'Empire Britannique, ou environ un seizième de la superficie terrienne, n'a qu'environ un quarante-huitième de la population de l'Empire Britannique, ou environ un deux-centième de la population de l'univers. Bien qu'il n'y ait pas d'étalon absolu pour mesurer la densité de la population, qui dépend si largement des ressources, du taux d'augmentation en productivité de la terre comme résultat de l'invention, etc., un certain minimum de densité est désirable et même nécessaire au bien de la vie sociale et politique. Au Canada, ce minimum de densité désirable est loin d'avoir été atteint quand le pays est pris dans son ensemble.

Superficie et population de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, des Dominions et de l'Inde en 1931 ou la demière année connue comparativement à 1921

Pays	Superficie en milles carrés	Population, recensement de 1921	Population, recensement de 1931	
Empire Britannique Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande	12,888,850	449,583,000	497.881,000	
nord	94,500	44, 151, 196	46,200,000	
Angleterre	50.900	35,230,225	37.354.917	
Galles	7,400	2,656,474	2,593,014	
Ecosse	30,500	4.882.497	4,842,554	
Irlande nord	5,400	4,354,0002	1,251,000	
Irlande, Etat libre	27, 137		2,957,000	
Canada	3.694.863	8,787,949	10,376,786	
Union du Sud-Africain	471.917	6,928,580	8,192,000	
Australie	2.974,581	5,435,734	6,639,600	
Nouvelle-Zélande	104,751	1.218,913	1,513.416	
Terre-Neuve et Labrador	162.734	262.938	281.549	
Inde	1,805,332	318.942,480	352, 837, 778	

¹Ces chiffres de la population de l'Empire sont basés sur les recensements de 1931 ou les estimations officielles du 31 dée. 1931 là où il n'y avait pas de recensement de chaque Dominion et sont ceux de l'Annuaire de la Société des Nations. ¹Estimation officielle de 1931. Ceci couvre tonte l'Irlande. ªEstimation officielle de 1931. de 1931. Testimation officielle de 1932. Un recensement officiel de la population européenne le 31 mai 1931 donne 1,827,166 comparativement à 1,519,488 en 1921. ªReconsement du 30 juin 1933. Ces chiffres ne comprement pus les populations purcment indigènes de l'Australie. Le recensement de 1931 a été remis. ªEstimation officielle de la population moyenne de 1931; recensement remis. Æstimation officielle du 31 dée. 1931, comprenant 4,264 habitants du Labrador.

Outre la croissance et la composition raciale, une considération importante méritant beaucoup d'attention dans toute étude détaillée de la population, c'est la distribution de cette population en différentes classes d'âge et les effets de l'immigration et de l'énigration, et les taux de natalité et

^{*}L'Annuaire Statistique de la Société des Nations de 1933-34 place la population de l'univers à 2,024,500,000 sans y inclure certaines populations indigénes principalement de l'Afrique intérieure dont les recensements sont incomplets ou n'ont jamuis été faits.

de mortalité sur les groupes d'âge. Cependant, l'espace permet seulement d'effleurer cette analyse de la population comme mesure des progrès économiques généraux du Canada.

Historique.—Peut-être ne sait-on pas que le premier recensement des temps modernes fut effectué au Canada, ou plutôt dans la petite colonie de la Nouvelle-France, en 1666; 3,215 âmes y furent dénombrées. Au moment de la conquête, près de cent ans plus tard (1763), cette population s'élevait à 70,000 âmes sans y comprendre les 20,000 individus habitant le territoire qui forme aujourd'hui les Provinces Maritimes. Après la cession, survint l'afflux des Loyalistes. Le pays se peupla graduellement, si bien que le Canada entra dans le dix-neuvième siècle avec une population d'environ 250,000 ou 260,000 âmes. Cinquante ans plus tard, le territoire constituant actuellement la Puissance du Canada était peuplé de 2,384,919 habitants. Cette population s'accrut rapidement pendant les dix années suivantes; à partir de 1860, la progression se ralentit, mais, tout de même le premier recensement après la Confédération (1871) constatait l'existence de 3,689,257 âmes.

Croissance de la population du Canada, 1871-1931

Provinces	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931
Ontario Québec NouvBrunswick NouvEcosse Col. Britannique fle du PEdouard. Manitoba	1,620,851 1,191,516 285,594 387,800 36,247 94,021 25,228	1, 926, 922 1, 359, 027 321, 233 440, 572 49, 459 108, 891 62, 260	2.114,321 1,488,535 321,263 450,396 98,173 109,078 152,506	2.182,947 1.648.898 331,320 459.574 178.657 103,259 255.211	2,527,292 2,005,776 351,889 492,338 392,480 93,728 461,394	2,933,662 2,360,665° 387,876 523,837 524,582 88,615 610,118	3,431,683 2,874,255 408,219 512,846 694,263 88,038 700,139
SaskatchewanAlbertaYukonT, du NOuest.1	48,000	56,446	98,967	91, 279 73, 022 27, 219 20, 129	492,432 374,295 8,512 6,507	757,510 588,454 4,157 7,988 8,787,949*	921, 785 731, 605 4, 236 9, 723

¹Les diminutions de population du Nord-Ouest depuis 1891 proviennent de ce qu'on en a détaché l'Alberta, la Saskatchewan, le Yukon, et des extensions considérables du Québec, de l'Ontario et du Manitoba. [†]Revisé conformément au jugement du Conseil Privé, du 1er mars 1927, touchant le Labrador; le total comprend 485 membres de la Marine Royale Canadienne.

Après 1873 et jusqu'à la fin du siècle, les conditions économiques du Canada n'étaient rien moins qu'indécises. Les recensements de 1881, 1891, et 1901 reflètent cette situation. Celui de 1881 révéla un gain de 635,553 âmes ou 17,23 p.c., mais ni l'un ni l'autre des deux suivants ne furent aussi satisfaisants, les gains constatés lors de chacun d'eux étant inférieurs à 550,000 âmes ou 12 p.c. A la fin du siècle, la population du Canada ne dépassait pas 5\frac{1}{2} millions d'âmes; on avait pronostiqué un chiffre beaucoup plus élevé pour 1900.

Analyse de la croissance.—Le taux général de croissance de la poulation canadienne dans la prendère décade du siècle a été de 34 p.c., le plus grand de tous les pays pour cette époque. Dans la deuxième décade, le taux de croissance a été de 22 p.c., dépassant encore celui de tous les pays excepté l'Australie dont la croissance a été d'une fraction d'un p.c. plus élevée. Un siècle plus tôt, les Etats-Unis croissaient au taux de 35 p.c. de décade en décade jusqu'à 1860, mais en dehors de cette exception on n'a nulle part ailleurs constaté un progrès national plus rapide que celui du Canada au vingtième siècle. En 1871, seulement 2.96 p.c. de la population

ELEMENTS DE CROISSANCE ET COMPOSI DE LA POPULATION CANADIENNE

1891-1931

NATIVITÉ DE LA POPULATION TOTALE

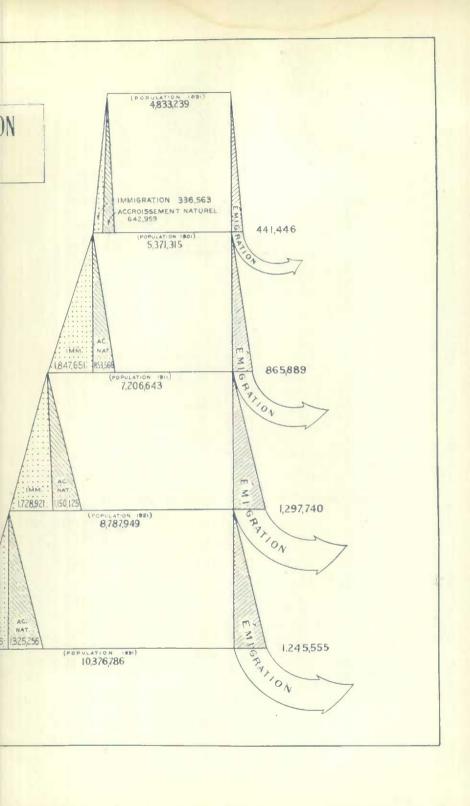
0	10	20	30	40 POUR	CENT 50	60	70	80	90	100
HE BE	UTRES BITAN IQUES			NÉ:			DIENS			
SES	:0.:5				6	6.68				
3.17	-			1.0	931					
				1.3	931					
		7010			NÉS	77.7	NADIEN	s		
ETR	AN- BR	UES	DE PAHE	PARENTS AN AUTRES AN BRITAN	DE	EUX F	PARENTS 53.45	CANADIE	ENS	
-				2.41	E.					

ORIGINE RACIALE DE LA POPULATION TOTALE



Le Recensement de 1891 n'a pas releve les origines raciales.

tLes Chiffres de l'émigration sont des estimations par le Bureau Fédéral de la Statistique.



habitait à l'ouest du lac des Bois. En 1921, cette proportion était de 28.37 p.c. et en 1931 29.5 p.c.—3,061,745 âmes comparativement à 110,000 lors de la Confédération.

Au regard de la répartition entre la population rurale et la population urbaine, le changement est peut-être plus frappant que sous tous autres aspects. Quoique l'agriculture soit l'industrie prédominante du Canada, les urbains égalent à peu près les ruraux (5,572,058 urbains et 4,804,728 ruraux en 1931). Il y a cinquante ans les villes et les cités du Canada ne contenaient que 18 c.p. de la population (686,019 urbains et 3,003,238 ruraux), et au commencement de ce siècle le pourcentage n'était que de 37. En 1871, la Puissance avait 13 cités, 49 villes et 106 villages; en 1921, 101 cités, 459 villes et 881 villages incorporés. En 1931, 112 cités, 478 villes et 1,016 villages incorporés. Ce sont les plus grandes cités qui ont grandi le plus rapidement.

Population rurale et urbaine

Pour les fins du recensement, la population habitant les cités, villes et villages incorporés est définie comme urbaine, et celle en dehors de ces localités est désignée comme rurale. Sur cette base, les centres urbains ont absorbé plus des deux-tiers de toute l'augmentation de la population entre 1921 et 1931, et comme résultat la population urbaine du Canada en 1931 dépasse de 767,330 la population rurale. Sur chaque 1,000 habitants le 1er juin 1931, 463 vivaient dans les régious rurales et 537 étaient des urbains, comparativement à 505 ruraux et 495 urbains en 1921. Les détails de la population des cités et villes de 15,000 habitants ou plus paraissent dans le deuxième des tableaux qui suivent, pour chaque recensement depuis 1891.

Toutes les grandes villes ont dans leur orbite des satellites d'une population assez dense et dont les relations économiques sont liées à celles des plus grandes municipalités. Calculées sur une base de région métropolitaine les populations totales des grandes villes au recensement de 1931 sont comme suit: Grand-Montréal, 1,000,157; Grand-Toronto, 808,864; Grand-Vancouver, 308,340; Grand-Winnipeg, 280,202; Grand-Ottawa (y compris Hull), 175,988; Grand-Québec, 166,435; Grand-Hamilton, 163,710; Grand-Windsor, 110,385; Grand-Halifax, 74,161, et Grand-Saint John, 55,611.

Population rurale et urbaine, par provinces, 1921 et 1931

Province ou territoire	11	921	19	931	Augmentation ou diminution 1921-31	
	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine	Rurale	Urbaine
Ile du Prince-Edouard. Nouvelle-Ecosse Nouveau-Brunswick. Québec, Ontario Manitoba Saskarénewan. Alberta Colombie Britannique. Yukon Territoires du Nord-Ouest. Marine Royale Canadienne		19,093 227,038 124,444 1,322,569 1,706,632 261,616 218,958 222,904 247,562 1,306	67, 653 281, 192 279, 279 1,060, 649 1,335, 691 384, 170 630, 880 453,097 299, 524 2,870 9,723	20,385 231,654 128,940 1,813,666 2,095,992 315,969 290,905 278,568 394,739 1 1,360	-1.869 -15.607 15.847 22.553 108.661 35.668 92.128 87.547 22.501 19 1.735	1,292 4,616 4,496 491,037 389,360 54,353 71,947 55,004 147,177
Canada	4,435,827	4,352,122	1,804,728	5,572,058	368,901	1,219,936

¹Comprend Vancouver-Sud et Point Grey, ayant respectivement en 1921, 32,267 et 13,736 ha b tants elassés comme ruraux en 1921.

²Les membres de la Marine Royale ont été attribués à leudomicile en 1931.

Explanation of Plates

The coloured plate on the reverse side of this sheet shows the percentage to total population of the leading racial origins in each county or census division in Canada, as shown by the census of 1931. In the unorganized parts to the north of the organized census divisions, the leading racial origins have been "spotted" to approximately coincide with the areas of concentration. While people of English origin show a plurality in most of the counties and census divisions, it will be noticed from the bars accompanying the map that those of French origin actually nutuumber those of English over the country as a whole, due to the very high concentration of the French in Quebec province. At the same time, people of British origin (English, Scottish and Irish taken together) are 82 p.c. more than those of French origin.

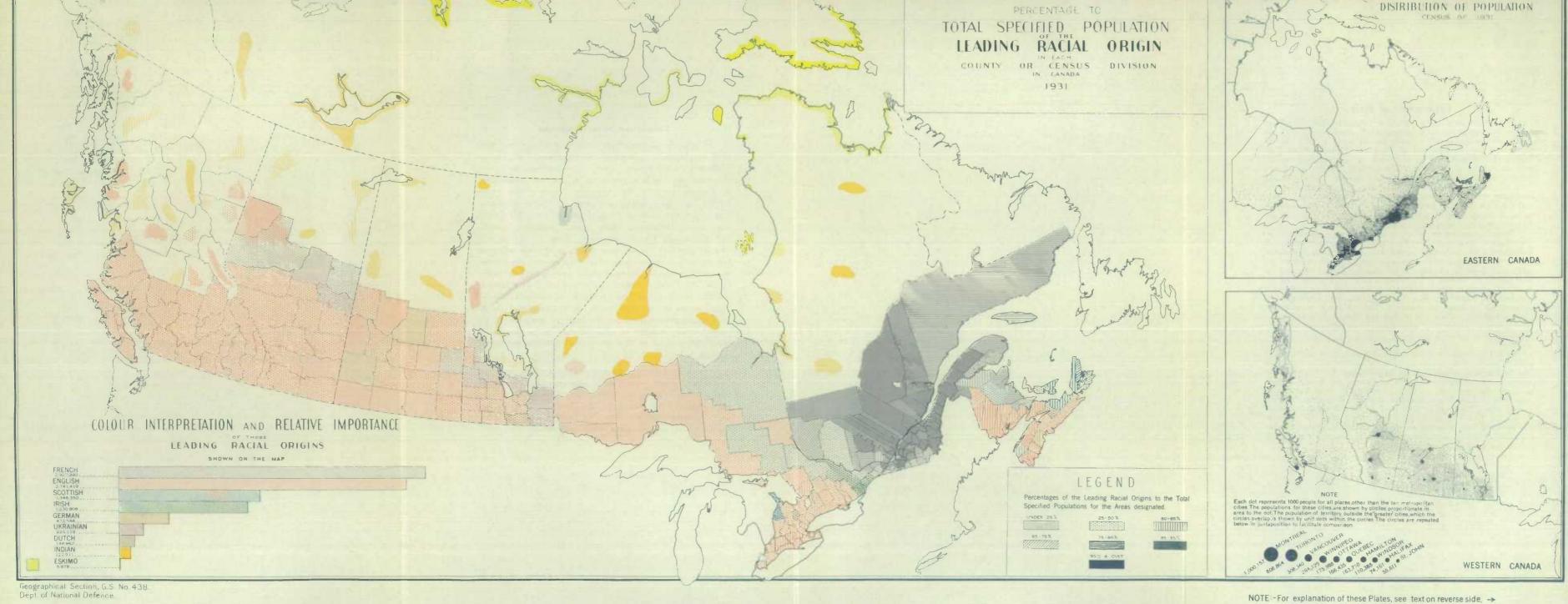
The main map does not, of course, indicate absolute concentration of the designated racial origins over Canada, but, as stated, percentage concentrations to the total local populations. For instance, in Waterloo County, Ontario, people of German origin number 44,587, and, since the total county population numbers 89,818, they represent 49-64 p.c. of the local population, whereas in Lunenburg County, Nova Scotia, there are only 15,942 people of German origin but these are over 50 p.c. of the total population of Lunenburg, so a heavier percentage concentration is indicated for the area. Sometimes the local percentage concentration shown is under 25 p.c. as in the entire section of western Ontario, but in every such case no other racial origin has a heavier concentration and the one indicated is therefore the leading origin in that county or census division.

To convey a complete idea of both local percentage concentration and absolute concentration, a map of the actual distribution of population must be studied in conjunction with the main map. For this reason maps showing the actual distribution in Eastern and Western Canada accompany the layer map and these, in addition to the bars of relative importance of the leading racial origins, round out the information given to some extent. Although the Indians in the north, for instance, appear in very high local concentrations, we know, if only from the dot maps, that there is a very sparse and scattered population in northern Canada and therefore such concentrations mean little in the country as a whole though they are very important locally.

Explication de cette planche

La planche paraissant au recto, empruntée d'un Atlas Démographique actuellement en préparation au Bureau Fédéral de la Statistique, montre le pourcentage de la race principale dans chaque comté ou division de recensement du Canada, en 1931. Les principales races y sont représentées par les couleurs suivantes: Français, bleu-gris; Anglais, rouge; Ecossais, bleu; Irlandais, vert; Allemands, brun clair; Hollandais, brun foncé; Ukraniens, mauve; Indiens, orangé; Esquimaux, jaune. Ainsi, les parties teintées en gris-bleu comme la province de Québec indiquent une majorité française, qui varie avec l'intensité du coloris: dans les parties pointillées, comme au nord de la rivière Ottawa, les Français sont la race la plus nombreuse mais ne constituent que de 25 à 50 p.c. de la population de ces districts, tandis que dans la vallée du Saint-Laurent ils dépassent généralement 95 p.c. La carte en couleurs n'a pas pour but de montrer la concentration de la population mais uniquement sa répartition par principales origines raciales.

Les deux autres cartes montrant, l'une l'est et l'autre l'ouest du Canada, font voir la concentration de la population, chaque point en dehors de zones métropolitaines représentant 1,000 habitants. Les zones métropolitaines sont illustrées par des cercles en couleur solide dont la superficie est proportionnée à leur population.



Population des cités et villes ayant plus de 15,000 habitants en 1931 comparativement à 1891, 1901, 1911 et 1921

N.B.—Les cités et les villes possédant un Board of Trade sont indiquées par un astérique (*) et celles ayant une Chambre de Commerce par une croix (†). On a partout indiqué la population contenue dans les limites de 1931.

]	Populatio	n	
Cités et villes	Provinces	1891	1901	1911	1921	1931
†Montréal	Québec	256.723	328, 172	490, 504	618,506	818.57
Toronto		181, 215	209.892	381.833	521.893	631,20
Vancouver			29,432	120.847	163, 220	240,59
Winnipeg		25.639	42,340	136.035	179.087	218.78
		48.959	52,634	81.969	114.151	155.54
Hamilton		63.090	68,840	78.710	95.193	130.5
Juébec		44.154	59,928	87.062	107,843	126.8
)ttawa		3.876	4.392	43,704	63.305	83.7
/algary	/ATDELTS	0,010	4.176	31.064	58.821	79.1
Edmonton	Alberta	91 027		46,300	30.959	71.14
ondon		31,977	37,976	17,829	38, 591	63.1
Vindsor		10,322	12, 153			60.7
erdun	Québec	296	1,898	11,629	25.001	59.2
Halifax	Nouvelle-Ecosse	38,437	40,832	46,619	58.372	
tegina	Saskatchewan		2,249	30.213	34.432	53,20
aint John		39,179	40.711	42.511	47,166	47.5
Saskatoon	Saskatchewan	***	113	12,004	25,739	43, 2
lietnria	Colombie Britannique		20,919	31,660	38.727	39.0
rois-Rivières		8.334	9,981	13,691	22,367	35.4
Kitchener	Onlario	7,425	9.747	15, 196	$\frac{1}{2}$ 21.763	30.7
Brantford		12,753	16,619	23,132	29,440	30.10
Juli		11,264	13.993	18, 222	24, 117	29, 43
herbrooke		10,097	11.765	16,405	23.515	28.9
Jutremont		795	1.148	4.820	13.249	28.6
Fort William		2.176	3,633	16,499	20,541	26.2
1. Catharines		9,170	9.946	12,484	19,881	24.7
Vestmount		3.076	8.856	14.579	17,593	24,2
xingston		19, 263	17.961	18.874	21,753	23.4
)shawa		4.066	4.394	7,436	11.940	23.4
		2.427	9,909	17,723	22.545	23.0
Sult Ste-Marie		2,414	7,169	14.920	21.092	23.0
		9,717	12.886	18.360	20.994	22.3
'eterborough		8,711	1.558	13.823	19.285	21.2
loose Jaw		10,537	11.496	15.175	18, 128	21.0
Guelph		2.459	6.945	10.562	17.007	20.7
Glace Bay		8.762	9.026	11.345	17.488	20.6
loneton	100		3,214	11.220	14,886	19.8
ort Arthur		3.349	5.702	9,248	14.764	19.0
Niagara Falls			6.365	11.688	15.404	18.6
achine				4, 150	8.621	18.5
Sudbury			2.027			18.1
arnia			8.176	9.947	14,877	
Stratford	Ontario	9,500	9.959	12.946	16,094	17.7
New Westminster	Colombie Britannique		6,499	13.199	14,495	17.5
Brandon	Manitoba		5.620	13,839	15,397	17.0
S1-Boniface		1,553	2,019	7.483	12,821	16,3
North Bay	(Ontario		2,530	7.737	10,692	15,5
St. Thomas		10,366	11,485	14.054	16,026	15.4
Shawinigan Falls	Ouébec	_	-	4.265	10,625	15.3

Origines raciales.—Le relevé des informations sur les origines raciales lors du recensement a pour but d'établir la composition ethnique de la population canadienne, plus particulièrement l'influence à ce point de vue de l'immigration la plus récente. La rubrique "canadienne" n'entre pas sous cet en-tête, parce que la fin est d'établir aussi loin que possible une définition du "Canadien" en termes de dérivation raciale. Il est clair que si la désignation "race canadienne" était considérée comme suffisante, il y aurait une grande confusion et le but de l'enquête serait détourné.

Distribution raciale.—L'augmentation globale de la population au cours des dix années 1921-31 est de 1,588,837. La population de race anglaise a augmenté de seulement 196,061 pendant cette période comparative-

ment à 722,208 pendant le décennat précédent; celle de race écossaise, de 172,725 comparativement à 175,745, et celle d'origine irlandaise, de 123,005 comparativement à 57,419. La population des races britanniques réunies a augmenté de 4,868,738 à 5,381,071, ou de 512,333 entre 1921 et 1931. Ceci représente 32 p.c. de toute l'augmentation de la population comparativement à 61 p.c. lors du recensement précédent. D'un autre côté, la population d'origine française a augmenté de 2,452,743 en 1921 à 2,927,990 en 1931, ou de 475,247 (un peu moins de 30 p.c. de l'augmentation globale pendant les dix ans), et donne la plus forte augmentation absolue de tout décennat depuis 1871. Quant aux groupes de moindre importance numérique, il est impossible d'établir la comparaison avec les chiffres d'avant-guerre de certaines entités ethniques après les nouveaux alignements des races et des frontières dans le sud et l'est de l'Europe.

Le tableau ci-dessous donne les origines raciales de la population du Canada à chaque recensement de 1871 à 1931.

Origines de la population d'après les recensements de 1871 à 1931

Origine	1901	1911	1921	1931
	No.	No.	No.	No.
Britannique-				
Anglaise		1,823.150	2,545,358	2.741.419
Irlandaise	988,721	1,050,384	1, 107, 803	1,230,808
Ecossaise		997.880	1,173,625	1,346,350
Autres	13,421	25,571	41,952	62.494
Totaux, britann.	3,063,195	3,896,985	4,848,738	5,381,071
Française	1.649.371	2.054.890	2, 452, 743	2.927.990
Autrichienne,	10.947	42,535	107, 671	48, 639
Belge.	2.994	9.593	20.234	27 585
Bulgare et roumaine	354	5.875	15, 235	32,216
Chinoise	17,312	27.774	39, 587	46,519
Tchèque (bohémienne et morave)	-		8.840	30,401
Hollandaise	33.845	54.986	117.505	148,962
Finlandaise	2.502	15,497	21,494	43,885
Allemande	310,501	393.320	294.635	473,544
Grecque	291	3,594	5,740	9.444
Juive	16.131	75,681	126, 196	156.726
Hongroise	1.549	11,605	13, 181	40,582
Indienne et esquimaude1	127.941	105,492	113,724	128,890
Italienne		45,411	66,769	98, 173
Japonaise	4,738	9.021	15.868	23,342
Nègre	17.437	16.877	18, 291	19,456
Polonaise	6, 285	33,365	53,403	145.503
Russe	19,825	43, 142	100,064	88, 148
Scandinave ²	31.042 5.682	107, 535 74 963	167,359	228,049
Ukranienne	0.082	74.903	106,721	225,113
Diverses	7.000	31, 157	3,906 28,796	16, 174 27, 476
Non spécifiées	31,539	147.345	21, 249	8,898
Grands totaux	5,371,315	7,203,643	8,787,949	10,376,786

¹Comprend les métis en 1901. ²Comprend Danois, Islandais, Norvégiens et Suédois; en 1921, ils stabal en sombre de 1921, 21, 124; 15,876; 68,856; et 61,503; en 1931, 34,118; 19,382; 93,243 et 81,304.

Lieux de naissance.—Pour supplémenter l'information au florigine raciale il est important de connaître les lieux de naissance de la population; par exemple, quelle est la partie de la population née au Canada, etc. Celle-ci peut être de toutes sortes d'origines raciales, française, anglaise, allemande, etc. Les tableaux suivants donnent les lieux de naissance de la population tels que relevés aux quatre derniers recensements décennaux.

Lieu de naissance de la population du Canada, 1901, 1911, 1921 et 1931

			Néa à l'	étranger		Pourcent	age totale	de la po	pulation
	Néa	N/s	NIAn	N/As on	Total	1	1	Nés à l'	étranger
Année cana- britan-	britan- niques ¹	Nés Nés en autres Etats- pays Étrungers		de popu- lation	N6a cana- diens	Nés britan- niques	Nés aux Etats- Unis	Nés en autres pays étranger	
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	P. 100	P. 100	P. 100	P. 100
1911	4,671.815 5,619.682 6.832,224 8,069,261	934,229 1,065,448	374,022	449,052 516,255	5,371,315 7,206,643 8,787,949 10,376,786	86·98 77·98 77·75 77·76	7·84 11·58 12·12 11·42	2·38 4·21 4·26 3·32	6·2 5·8

Comprend quelques centaines de personnes nées en mer.

Religions.—De la population totale de 1931 (10,376,786), 4,285,388 ou 41.30 p.c. professaient la religion Catholique romaine, (y compris 186,654 Grees catholiques).' L'Eglise Unie du Canada avec 2,017,375 membres ou 19.4 p.c. de la population était en deuxième rang et l'Eglise Anglicane avec 1,635,615 membres ou 15.76 p.c. est au troisième rang. Viennent ensuite l'Eglise Presbytérienne avec 870,728 membres ou 8.39 p.c. en 1931. D'après les compilations du recensement, 0.15 p.c. de la population n'ont pas déclaré leur religion et 0.20 p.c. ont déclaré "n'avoir pas de religion". Suivent les statistiques des religions de la population aux quatre derniers recensements.

Membres des huit principales dénominations religieuses au Canada, 1901, 1911, 1921 et 1931

Religion	1910	1911	1921*	1931
Catholique romaine	2,229,600	2,833,041	3,389,626	4,285,388 2,017,375
Anglicane Presbytérienne	681, 494 842, 531	1,043,017	1,407,780 1,409,406	1,635,615 870,728
Bapliste ⁸	318,005	382,720	421,730	443,341
Luthérienne	92,524	220,864	286,458	394, 194
Hébrafque	16,401	74,564	125, 197	155,614
Greeque orthodoxe	-	-	-	102.389

¹ Y compris 186,654 Grees catholiques. Dans les premiers recensements, seulement de petits nombres étaient compris et les Grees catholiques et les Grees orthodoxes étaient tous confondus sous le terme général ''Eglise greeque''. Un accroisement rupide, tant des Grees catholiques que des orthodoxes, est montré dans les derniers recensements et puisque les premiers reconnaissent la suprématie papale, ils sont inclus avec les catholiques romains en 1931.

² Presque tous les méthodistes et les congrégationalistes et un grand nombre de presbytériens

² Presque tous les méthodistes et les congrégationalistes et un grand nombre de presbytériens se sont unis pour former l'Eglise Unie du Canada en 1925.
³ Y compris tunkers.

⁴ Chiffres rajustés après le jugement du Labrador en 1927.

Membres des huit principales dénominations par provinces et territoires, 1931

Province	Catho- lique	Eglise unie	Angli- cane	Presby- térienne	Baptiste	Luthé- rienne	Hébraï- que	Greeque
I.PE. NE. NB. Qué Ont. Man. Sask Alta	188.098 2,463.160 744.740 189.693 233,979 169,408	21,979 110,548 79,176 88,253 973,768 176,240 243,399 176,816	5,074 88,738 48,931 149,843 764,130 128,385 126,837 112,979	14, 813 48, 960 16, 260 59, 532 450, 664 55, 720 67, 954 72, 069	5,066 82,098 83,853 10,970 171,305 13,483 22,613 30,496	76 7,949 969 8,261 97,022 46,892 113,676 82,411	19 1,935 1,257 59,736 62,094 19,193 5,047 3,663	6 315 75 8,992 16,387 15,774 31,126 26,427
C. B Yukon	90.852 667 3,932 4,285,388	164,750 352 94 2,017,375	205,047 2,299 3,352	84, 183 432 141 870, 728	23,395 44 18 443,341	36, 635 239 64 394, 194	2,666 2 2 155,614	3,274 9 5

Répartition selon le sexe et l'âge.—La population du Canada en 1931 était composée de 5,374,541 hommes et 5,002,245 femmes, soit 518 hommes et 482 femmes par mille âmes. La masculinité de la population a augmenté dans les provinces de l'Est et baissé dans celles de l'Ouest, contrairement à l'habitude. La prépondérance des hommes est commune dans tous les nouveaux pays où l'immigration joue un rôle important. Les tableaux donnant la répartition par sexes et la masculinité par provinces, années de recensement 1901, 1911, 1921 et 1931 suivent:

Répartition des sexes, par provinces, 1901-31

D	1901		1911		19	21	1931		
Province	Hommes	Fenimes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
I.PE. NE. NB. Qué. Ont. Man. Sask. Alta. C. B. Yukon	233,642 168,639 824,454 1,096,640 138,504 49,431 41,019 114,160	51.300 225.932 162.481 824.444 1.086.307 116.707 41.848 32.003 64.497 4.135	47,069 251,019 179,867 1,012,835 1,301,272 252,954 291,730 223,792 251,619 6,508	46,659 241.319 172,022 992,961 1,226,020 208,440 200,702 150,503 140,861 2,004	44,887 266,472 197,351 1,179,726 1,481,890 320,567 413,700 324,208 293,409 2,819	43,728 257,365 257,365 1,190,525 1,180,939 1,451,772 289,551 343,810 264,246 231,173 1,338	45, 392 263, 104 208, 620 1, 447, 12 ³ 1, 748, 844 368, 065 499, 935 400, 199 385, 219 2, 825	42, 646 249, 742 199, 599 1, 427, 131 1, 682, 839 332, 074 421, 850 331, 406 309, 044 1, 405	
T.N0		9,953	3,350	3.157	4,129	3,859	5,214	4,509 5,002,245	

¹ Y compris 485 de la Marine Royale canadienne. Les totaux de 1921 sont revisés conformément au jugement du Labrador, le 1er mars 1927.

Statistiques vitales

Le Canada possède un système national de statistiques vitales sous la direction du Bureau Fédéral de la Statistique et des registraires généraux des différentes provinces, datant de 1920. Le tableau ci-dessous donne les chiffres des naissances, décès et mariages en 1932 et 1933, par provinces, en juxtaposition avec les chiffres correspondants de 1926.

Naissances, de	écès et	mariages	au	Canada,	1926,	1932	et :	1933
----------------	---------	----------	----	---------	-------	------	------	------

	0	Saissance	s	Décès			Mariages		
Province	1926	1932	1933	1926	1932	1933	1926	1932	1933
	nomo.	nomb.	nomb.	namh.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	namb.
CANADA ¹	232,750	235.660	222,868	107,454	104,377	101,968	66,658	62,531	63,861
Edouard	1,752	2,027	1,946	898	1.051	1.032	459		481
NonvEcosse	10,980	11,629 10,810	11, 164	6,366 5,002	6, 159 4, 554	6.045 4.908	2,861 2,938	3,197 2,380	3,31 2,51
NBrunswick Québec	82.165	82.216	76, 920	37.251	33.088	31,636	17,827	15.115	15.33
Ontario	67.617	66.842	63.646	35,909	36, 469	35.301	23.632	22.224	22.58
Manitoba	14,661	14, 124	13,304	5.335	5.341	5.455	4,537	4.729	4,819
Saskatchewan	20,716	20.814	20.145	6,060	6,044	6,024	5.483	5.772	5,37
Alberta	14,456	16,990	16,123	5.159	5.521	5.346	4.503	5,054	5,38
Col. Britannique	10,063	10, 214	9,583	5,474	6, 150	6, 221	4,418	3,604	4,048

	Taux par 1,000 âmes								
	p.c.	p.e.	p.c.	p.c.	p.e.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
Canada ¹	24 - 7	22.5	20.9	11-4	9.9	9.6	7 · 1	6.0	6-1
Edouard	20-1	22·8 22·4	21-9	10-3	11.8	11.6	5 · 3 5 · 6	5·1 6·2	5.
NonvEcosse NBrunswick.	26.1	26.2	23.9	12.6	11.0	11.7	7.4	5.8	6-
Québec	31-6	28-3	25.9	14 - 3	11-4	10.7	6.8	5.2	5.
Ontario Manitoba	21 - 4 22 - 9	19-2	18-1	11·3 8·3	10·5 7·5	7.6	7.5	6.4	6-
Saskatchewan	25-2	22-3	21.2	7.4	6.5	6.3	6-7	6.2	5.
Alberta	23 - 8	23.0	21.3	8-5	7.5	7 - 1	7-4	6.8	7.
Col. Britannique	16-6	14.5	13.5	9.0	8.7	8-7	7.3	5 - 1	5 -

Sans compter le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Naissances.—Les statistiques vitales de l'ensemble du Canada sur une base uniforme n'existent que depuis 1926, quand le Québec entra dans le territoire d'enregistrement, et de 1926 à 1930, les naissances accusent une augmentation chaque année consécutive montant de 232,750 en 1926 à 243,495 en 1930. Toutefois, depuis 1930 leur nombre a décliné à 222,604, en 1933 et comme la population grandit tout le temps les taux accusent un recul encore plus prononcé en ces dernières années, tombant de 23.9 par mille en 1930 à 20.9 par mille en 1933.

Naissances multiples au Canada.—Au cours de la période de sept ans 1926-1932, sur un total de 1,690,032 accouchements 20,701, ou 1 sur chaque 81.6, étaient des naissances multiples. De ce total, 20,497 étaient de jumeaux et 203 de triples jumeaux. Il y a un cas de quatre jumeaux en Colombie Britannique en 1931, bien que les enfants soient morts quelques heures après leur naissance, en contraste avec un cas semblable au Nouveau-Brunswick en 1923, et dont les quatre enfants sont encore vivants. Il y a ensuite le cas plus récent de renommée mondiale: celui des quintuplettes Dionne nées en 1934 et qui jusqu'à cette heure sont bien vivantes.

Principales causes de décès au Canada. Le taux de mortalité a décliné parallèlement avec le taux de natalité mais le taux de croissance naturelle qui en a résulté est légèrement à la baisse depuis 1930. Les décès en 1933 ont été à leur plus bas depuis l'existence de statistiques uniformes pour l'ensemble du Canada, soit 1926, après l'entrée du Québec

dans le territoire d'enregistrement. Les maladies du cœur et le cancer sont des causes dont l'importance augmente continuellement en dépit de tous les efforts pour contrôler ou prévenir ces maladies. Elles occupent en 1933 le premier et le deuxième rangs parmi les causes importantes de décès. Viennent ensuite en 1930 les maladies du premier âge, bien que le taux de mortalité infantile montre une grande amélioration depuis 1926.

La tuberculose tant du système respiratoire que des autres organes montre aussi une grande amélioration en ces dernières années et se trouve au quatrième rang avec les maladies des artères. La pneumonie est au sixième rang bien que les années précédentes cette maladie fût plus grave que celles des artères. Ces six causes de décès sont responsables de plus de la moitié de toute la mortalité au Canada en 1933.

Mariages.—Comme au pays voisin, les Etats-Unis, la récente dépression économique a exercé une influence marquée sur le nombre de mariages et le taux de la nuptialité au Canada. En 1929 le nombre de mariages était de 77,288. Il a décliné à 71,657 en 1930, 66,591 en 1931 et 62,531 en 1932. Ceci correspond à des taux de nuptialité de 7.7 par mille en 1929, 7.0 en 1930, 6.4 en 1931 et 6.0 en 1932. L'année 1933 montre un relèvement du nombre de mariages à 63,839 comparativement à 62,531 l'année précédente bien que le taux reste inchangé à 6.0 par mille. La continuation de cette tendance à la hausse est indiquée par les chiffres préliminaires de 1934, 11,091 mariages comparativement à 10,731 le premier trimestre de 1933.

Divorces.—Le nombre de divorces accordés au Canada a augmenté de 19 en 1901 à 51 en 1910, 429 en 1920, 785 en 1928, 816 en 1929, 875 en 1930, mais a baissé à 692 en 1931, parce que le nombre de divorces accordés dans la province d'Ontario a baissé à la suite d'un changement dans le système, et les délais qui ont suivi le transfert de la juridiction fédérale à la juridiction provinciale dans la matière. Le nombre de divorces accordés au cours de l'année civile 1932 a dépassé tous les précédents pour atteindre 995 et en 1933 il était de 923.

Immigration et colonisation

Immigration.—Le nombre d'immigrés admis au Canada au cours de l'année fiscale 1934 est de 13,903 comparativement à 19,782 en 1933 et 25,752 en 1932.

Les immigrés du Royaume-Uni sont au nombre de 2,260 comparativement à 3,097 et 7,088 en 1933 et 1932 respectivement; les immigrés des Etats-Unis, 7,740 en 1934 comparativement à 13,196 et 14,297 respectivement pour les deux années précédentes; ceux des autres pays, 3,903 comparativement à 3,489 et 4,367 respectivement.

Colonisation.—Depuis que le gouvernement a cessé d'encourager l'immigration en 1930, le Ministère de l'Immigration et de la Colonisation s'est occupé activement à placer sur la terre des familles habitant les villes et ayant déjà une certaine formation agricole ainsi que du placement sur les fermes de célibataires sans travail dans les villes. Depuis le 1er octobre 1930 jusqu'au 30 juin 1934, le Département, avec la collaboration active du Canadien Pacifique et du Canadien National, a placé 14,029 familles sur des fermes et 31,199 célibataires comme garçons de ferme.

Sur une base de cinq personnes par famille ceci représente un déplacement de 101,344 individus par le mouvement du retour à la terre. Ce retour à la terre s'est fait sans assistance financière des pouvoirs publics. De plus, depuis le 1er juin 1932 jusqu'au 30 juin 1934 un total de 3,107 familles, englobant 16,526 personnes, ont été placées sur des fermes sous le plan du retour à la terre comme secours au chômage. Avec l'aide conjointe du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux concernés, qui partagent \$600 aux familles s'établissant sur les terres, ces familles, qui ont des aptitudes nécessaires, autrement seraient une charge directe au pouvoir public dans les villes. Les municipalités contribuent au paiement de \$600 à chaque famille et liminuent ainsi le fardeau du secours direct dans les villes.

Races aborigènes

Indiens.—Les Indiens du Canada sont sous la tutelle du Ministère des Affaires Indiennes et d'après le recensement de 1931 sont au nombre de 122,911 (62,943 hommes et 59,968 femmes) répartis comme suit par provinces: Ile du Prince-Eduoard 233, Nouvelle-Ecosse 2,191; Nouveau-Brunswick 1,685; Québec 12,312; Ontario 30,368; Manitoba 15,417; Sas-katchewan 15,268; Alberta 15,249; Colombie Britannique 24,599; Yukon 1,543; Territoires du Nord-Ouest 4,046.



Une rue dans un village indien, Alert Bay, C.B. Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement Canadien.

La loi considère les Indiens comme des mineurs et leurs affaires sont administrées par le département de l'Intérieur selon les prescriptions de la loi des Indiens. Le système des réserves, en vertu duquel des étendues particulières de terre sont mises à part pour l'usage exclusif des Indiens, a été établi des les débuts de la Colonie. Il a pour but de protéger les Indiens contre les empiètements et de leur assurer une sorte de sanctuaire où ils peuvent se développer sans molestation jusqu'à ce que leur civilisation soit assez avancée pour permettre leur absorption dans la société moderne. Des réserves ont été mises de côté pour les différentes bandes d'Indiens par tout le Dominion et les Indiens qui y sont fixés sont sous la surveillance des agents locaux de ce département. Les activités du ministère comme gardien des Indiens comprennent le contrôle de l'instruction, de la salubrité, etc., le développement de l'agriculture et plusieurs autres choses comme l'administration de leurs fonds, la transaction de leurs affaires légales et la surveillance générale de leur bien-être. L'administration locale des bandes indiennes sur les réserves disséminées par tout le pays est dirigée par les agences du ministère au nombre de plus de cent.

La loi des Indiens pourvoit à leur affranchissement. Quand un Indien est affranchi il cesse d'être un Indien de par la loi et il acquiert son plein status de citoyen. Dans les plus vieilles provinces, où les Indiens ont été plus longtemps en contact avec la civilisation, le nombre de ces affranchis est considérable. Cependant, ce droit d'affranchissement ne leur est accordé qu'avec beaucoup de discrétion, parce que les Indiens affranchis perdent la

protection spéciale attachée à leur status.

Esquimaux.—Contrairement aux tribus indiennes qui sont disséminées par tont le pays, les Esquimaux se confinent aux territoires du Nord-Ouest, principalement sur le littoral de la terre ferme et l'archipel arctique. L'Esquimau est un nomade mais il vit la plupart du temps le long du littoral arctique, ne s'en éloignant guère parce que sa subsistance dépend en grande partie des mammifères marins et du poisson. Avant 1927 l'administration des affaires de cette race se confondait avec celle des Indiens. Plus tard, le soin des Esquimaux a été transféré au ministère de l'Intérieur. Selon le recensement de 1931, les Esquimaux au Canada sont au nombre de 5,979 divisés par provinces comme suit: Québec, 1,159; Manitoba, 62; Alberta, 3; Yukon, 85; Territoires du Nord-Ouest, 4,670. Le total comprend 3,116 hommes et 2,863 femmes. Chaque année une patronille du gouvernement fait l'inspection de l'archipel pour voir au bienêtre et à la discipline des aborigènes.

CHAPITRE III

RICHESSE, PRODUCTION ET REVENU—IMMOBI-LISATIONS DE CAPITAUX

Richesse

La "richesse nationale" est traitée dans cette anlyse comme concept concret et elle embrasse toutes nos fermes, manufactures, outillages, marchandises en magasin, immeubles, chemins, rontes, ressources développées et mille et une autre choses qui sont les possessions d'une nation.



Elevateurs et menotorius à Fari William, Ontario. Photographie du Service Topographique du Montere de l'Intérieu et de la Force Aérienne Royale Canadienne.

Il y a difficulté à réduire à un commun dénominateur tous les éléments entrant dans cette richesse (choses qui ne sont pas sujettes à de violents changements après leur création). Les estimations de la richesse nationale doivent toujours être exprimées en termes de numéraire national et par conséquent en termes de dollar or dans les temps normaux. Toutefois, le pouvoir d'achat de l'unité monétaire a constamment fluctué entre 1929 et l'heure actuelle et a augmenté de plus de 50 p.c. (fév. 1933) en termes de prix de gros. Même en 1930, le nombre indice moyen des prix de gros avait baissé de 10 p.c. comparativement à 1929, et en décembre de la même année il était 19 p.c. plus bas que le mois correspondant de 1929. L'indice a continué son recul jusqu'à février 1933, et bien qu'il y ait eu

quelque amélioration depuis cette date, il était encore en septembre 1934

à 26 p.c. de moins que le mois correspondant de 1929.

L'effet de si violentes baisses des prix se fait d'abord sentir dans les denrées de production courante, et par la dépréciation de ces denrées s'abaisse la valeur de la production exprimée en dollars et par conséquent le revenu national d'un pays où la plus grande partie de la population se compose de producteurs. Eventuellement, un déclin prolongé de cette nature affecte les valeurs capitales de l'immeuble, des maisons, de la machinerie, etc., pour ensuite se faire sentir par une réduction de la richesse nationale exprimée en dollars. Tout de même, la valeur capitale de notre richesse nationale n'a pas encore eu le temps d'être rajustée après les fluctuations des derniers six ans, et toute tentative d'estime la richesse nationale du Canada cette année peut être entachée d'erreur tant qu'il n'y aura pas eu de stabilisation convenable dans le niveau des prix. L'estimation de 1929, qui est considérée comme représentant assez bien les valeurs de l'année, est la dernière qui ait été compilée par le Bureau de la Statistique, et le tableau qui suit en montre un aperçu.

Estimation de la richesse nationale du Canada, 1929

Enumération	Estimation totale	Pourcentage de l'ensomble	Moyenne par tête
To be a second of the second o	8	p.c.	\$ c.
Exploitations agricoles (terres, bâtiments, instruments araboires, machinerie et bétail. Produits agricoles chez les cultivateurs et les marchands.	6,308,353,000 1,631,124,000	20-45	629 · 01 162 · 64
Totaux	7,939,477,000	25.74	791-65
Mines (Capital immobilisé)	867, 021, 000	2.81	86-45
Forêts (bois accessible, bois à pulpe et capitaux dans les chantiers de bois)	1,877,000,000	8-09	187-16
Pêches (embarcations, agrès, etc., pour opérations primaires). Usines électriques centrales (outillage, matières pre-	33,935,000	0 - 11	3.38
mières, etc.) Manufactures (machinerie, outillage, terrains, bâti-	554.327.000	1.80	55 - 27
ments dans districts ruraux; duplication évitée) 1. Manufactures (matières premières en mains et semi-	1,418,040,000	4.60	141-39
ouvrées) 1. Construction, érection ou réparation (machineries,	837, 805, 000	2.72	83 - 54
outillage et matières premières)	137, 685, 000	0.45	13 - 73
tures, véhicules de livraison, matières premières et stocks)	1,138,291.000	3-68	113.31
Chemins de fer (voies, matériel, etc.)	3, 153, 351, 000 240, 111, 000	10-22 0-78	314 · 42 23 · 94
Téléphones (installation, outillage, etc.) Immeubles urbains (valeur par évaluation des propriétés non taxées, réestimations pour sous-évaluations	291,589,000	0.95	29 - 07
par les répartiteurs et valeurs des voies publiques, égouls, etc.). Canaux (somnies dépensées pour leur construction au	8, 251, 011, 000	26-75	822 - 73
31 mars 1930)	241,946,000	0.79	24 - 12
Ports (somme approximative dépensée au 31 mars 1930) Navigation (avions y compris).	367,488,000 149,306,000	1·19 0·48	36 · 64 14 · 89
Marchandises importées, en magasin (y compris moitié des importations de 1929)	649, 477, 000	2-11	64 - 76
gistrés)	758,424,000	2.46	75.62
Routes, etc	364,896,000	1-18	36.38
des statistiques de la production et du commerce). Numéraire (détenu par le gouvernement, les banques	1,370,000,000	4-44	136-61
et le public)	201,030,000	0.65	20-04
Totaux	30,840,210,000	100-00	3,075-10

Duplication éliminée.

La richesse tangible du Canada, sans compter ses ressources naturelles encore inexploitées, est de \$30,840 millions environ en 1929, chiffre qui représente une augmentation de \$8,640 millions sur 1921. Nous n'avons pas de chiffres plus anciens qui soient strictement comparables, mais il est presque certain que le volume a plus que quadruplé de 1900 à 1929. A la valeur totale de 1929, l'agriculture contribue \$7,939 millions, la propriété immobilière urbaine \$8,251 millions et les chemins de fer \$3,163 millions. L'Ontario en possède un peu plus du tiers, le Québec plus du quart et la Saskatchewan presque un-dixième. Suivent par ordre d'importance la Colombie Britannique, l'Alberta et le Manitoba. Le tableau ci-dessous en donne la répartition par provinces.

Distribution par provinces de la richesse nationale du Canada, 1929

	Richesse estimative			P.c. de la population	Ri- chesse per capita
	s	p.c.	nomb.	p.c.	8
Ile du Prince-Edouard Nouvelle-Ecosse Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta Colombie Britannique	164,000,000 911,000,000 788,000,000 8,205,000,000 10,628,000,000 1,970,000,000 3,047,000,000 2,466,000,000 2,644,000,000	0·53 2·95 2·56 26·80 34·46 6·39 9·88 7·80 8·57	88,000 515,000 404,000 2,772,000 3,334,000 677,000 883,000 684,000 659,000	0·88 5·14 4·03 27·64 33·24 6·75 8·80 6·82 6·57	1,864 1,769 1,950 2,982 3,188 2,910 3,451 3,518 4,012
Canada ¹	30,840,000,000	100 - 00	10,029,000	100-00	3,675

¹ Y compris les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

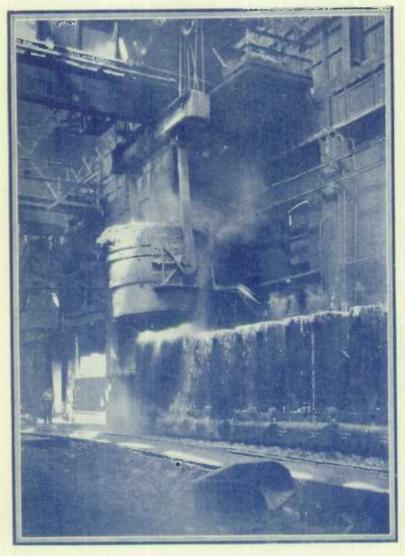
Production

Le terme "production" couvre généralement toutes les activités dans l'agriculture, les pêcheries, les mines, l'exploitation forestière, les forces hydrauliques, les manufactures et la construction. Cela n'implique pas que certaines autres activités comme les transports, les échanges commerciaux, les services professionnels, etc., ne sont pas productives dans le sens économique du mot. Cependant, il est d'habitude de donner à ce terme "production" un sens spécial: celui du procédé produisant de nouveaux matériaux ou les transformant, et, c'est sous cet aspect qu'est donnée, dans le tableau de la page 39, une vue à vol d'oiseau montrant la valeur brute et la valeur nette de la production dans chacune des branches de l'industrie telles qu'énumérées plus loin. Un second tableau donne la même information avec répartition entre les provinces.

Il importe de distinguer entre la production "brute" et la production "nette". Par production "nette" on entend la valeur laissée aux mains du producteur après soustraction de la valeur des matières premières consommées par ladite production. Le cluffre net est le meilleur critérium quand il s'agit de mesurer la valeur d'une industrie.

En 1932, comme on devait s'y attendre, la production tant brute que nette montre un autre déclin prononcé de son haut niveau de 1931. Pour la valeur brute, tous les groupes de la production primaire, sauf celui de l'énergie électrique, montrent un déclin, mais l'agriculture et l'énergie électrique montrent une augmentation de leur valeur nette, par comparaison

avec 1931. Chacun des trois groupes de la production secondaire montre des déclins prononcés et dans la valeur brute et dans la valeur nette. La valeur totale nette de la production est, en fait, plus basse pour 1932 que pour toute autre année depuis 1921, au commencement de cette compilation, ce qui ne vent cependant pas dire que le volume physique de la production ait 46 le moins considérable pour chacune de ces années.



Production - Une confée d'acter liquide dans des moules à lingots dans une grande actérie canadiunne.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement Canadien.

Résumé de la valeur de la production au Canada, par industries, 1931 et 1932

	193	1	193	2
Industrie	Brute	Nette ¹	Brute	Nettel
	8	\$	S	\$
Agriculture	880,053,884 ° 288,674,002	538, 192, 900 200, 650, 269	818,549,921 t 195,025,352	565,417,704 133,401,946
Pêcheries	39,654.811	30, 517, 306	33,655,822	25,957,109
Fourrures	8.744.962	8,744,962	7,118,021 228,948,172	7, 118, 021 191, 228, 221
Mines Energie électrique	276, 365, 319 163, 321, 565	228,029,018 122,310,730	171,630,682	128, 420, 233
Total de production primaire.	1,656.814.543	1, 128, 444, 285	1,454,937,970	1,051,543,238
Construction	315, 482, 000	205,063,300	132,872,400	86, 367, 060
Ouvrage à façon et réparations?	97,000,000	71,000,000	78,000,000	57,000,000
Manufactures ³	2, 698, 461, 862	1,474,581,851	2.126,194.555	1,170,225,872
Total, production secondaires.	3,110,943,862	1,750,645,151	2,337,066,955	1,313,592,932
Grand total ³	4,157,733,325	2,500,203,902	3,366,510,562	2,104,908,301

 Valeur brute moins videur des mutières premières consommées par la production.
 Les statistiques de l'ouvrage à înçon et réparations n'ont pas été levées après 1921 et les totaux pour 1931 et 1932 sont une estimation en pourcentages selon les données sur la production munufac-

turière.

L'item "Manufactures" comprend les établissements laitiers, les scieries, les pulperies, les comprend les établissements laitiers, les scieries, les pulperies les différences de la containes industries minières comprend les établissements laitiers, les scieries, les scieries de la containes industries minières comprend les établissements laitiers, les scieries, les scieries, les scieries de la containe de la cont ³ L'item "Manalactures comprend les établissements latters, les scarres, les établissements de conserve du poisson, lu construction nuvale et certaines industries minières conprises sons d'autres en-têtes ci-dessus. Cette duplication aux chiffres bruts de \$610,025,080 et aux chiffres nets de \$378,885,534 pour 1931, et pour 1932, aux chiffres bruts de \$425,494,363 et aux chiffres nets de \$260,227,869, est éliminée du grand total.

4 Ce chiffre comprend les sommes versées aux clients des fabriques laitières en paiement de lait et de crème et ne s'accorde donc pas avec le chiffre brut de la production agricule de 1929 qui figure.

au chapitre de l'agriculture.

Valeur de la production du Canada, par provinces, en 1931 et 1932

**	193	30	1931		
Province	Brute	Nettel	Brute	Nette ¹	
	5	\$	\$	8	
Ile du Prince-Edouard Nouvelle-Écosse Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta Colombie Britannique	17, 278, 144 136, 853, 405 100, 055, 694 1, 142, 897, 391 1, 832, 254, 080 189, 685, 515 173, 336, 852 255, 519, 947 295, 592, 071 4, 260, 226	11,924,262 94,507,795 64,307,571 686,817,209 1,083,600,274 113,396,393 82,691,410 104,947,717 193,751,045 4,260,226	15, 943, 467 102, 795, 156 84, 667, 778 919, 858, 072 1, 459, 572, 816 164, 911, 278 172, 862, 819 214, 177, 072 228, 538, 264 3, 183, 840	10, 264, 666 70, 917, 551 54, 063, 722 557, 659, 317 884, 801, 711 100, 453, 100 117, 858, 744 157, 015, 82- 148, 689, 80 3, 183, 846	
Canada	4,157,783,325	2,500,203,902	3,366,510,562	2,104,908,30	

¹ Valeur brute moins valeur des matières premières consommées par la production.

On y voit que les manufactures ont pris définitivement l'ascendance sur l'agriculture en valeur nette de production pour l'ensemble du Canada. C'est ce qui est constaté depuis 1925.

Vu le déclin plus rapide du revenu agricole ces dernières années, l'avance manufacturière sur l'agriculture a augmenté subtantiellement. La production agricole de 1932 représente 26.9 p.c. de la production nette totale des branches tandis que le chiffre correspondant des manufactures est de 55.6 p.c. Ces chiffres correspondent à 21.5 p.c. et 59.0 p.c. respectivement pour 1931, de sorte que si l'avance des manufactures reste toujours considérable la position de l'agriculture s'est relativement améliorée. Les mines viennent en second parmi les industries primaires en 1932, et les industries forestières en troisième. La position relative des industries secondaires reste la même que pour 1931, mais dans chacun des cas le déclin est très prononcé.

Revenu national

Evidenment c'est impossible de mesurer exactement le revenu aational. Il faut toujours qu'il y ait une marge d'erreur dans des estimations de cette sorte en plus du fait que les valeurs, comme dans le cas de la richesse nationale (v. page 35), doivent se mesurer en dollars quand les oscillations dans le niveau des prix modifient la puissance d'achat de ces mêmes dollars d'une année à l'autre. De plus les revenus autres que ceux en espèces sont d'ordre plus commun au Canada qu'en certains vieux pays de population blanche, et dans les régions rurales ils constituent une portion très importante du revenu total de la plupart des familles.

Malgré toutes ces difficultés l'estimation du revenu national est une des statistiques les plus importantes et les plus compréhensives des statistiques nationales, et le degré de précision avec laquelle elle est calculée est, en général, une mesure de la valeur du système national de la statistique.

Le revenu national du Canada est nécessairement inférieur à sa production nationale dont un total est calculé dans le relevé général qui précède immédiatement cette section. Les industries qui y sont incluses ne comprenent pas, comme on l'a indiqué, les activités du genre de celles du transport, de l'organisation du marché, des services personnels ou professionnels. lesquelles ne produsient pas de denrées tangibles mais qui n'en restent pas moins productives dans l'acception générale du terme. D'après le recensement de 1931 les ouvriers engagés dans la production effective de denrées ne constituaient que les cinq-huitièmes de la population réalisant des revenus. Si nous avons raison de considérer les trois-huitièmes qui restent des ouvriers comme productifs également dans l'acception générale du terme, notre problème d'établir une statistique raisonnablement exacte du revenu national s'en trouve simplifié.

Une estimation de la richesse produite par les ouvriers qui rendent des services au lieu de produire des denrées, c'est-à-dire qui créent "le lieu, le temps et les utilités de possession et de service" plutôt que des "utilités de forme", a été rendue plus facile par le recensement de la distribution pour 1930, vu le volume considérable de satistiques maintenant à notre disposition sur la distribution des ouvriers, et les conclusions obtenues indiquent que ceux qui restent étrangers à la production telle que définie sous le titre de Résumé de la Production, produisent en réalité

tout aussi bien dans l'acception générale du terme.

La production nette de denrées, total de l'estimation donnée pour 1932 à la page 39 est de \$2,104,908,301. Il faut cependant soustraire de ce chiffre le prix de revient du combustible ou de l'énergie électrique employée dans les divers stages de la fabrication car, étant donné que ce combustible ou cette énergie sont de production canadienne, il y a duplication dans la production primaire puisqu'il n'en fut pas tenu compte comme une des matières premières de l'industrie quand il s'est agi de la valeur nette des "manufactures". Quand la production n'était pas canadienne il fallait la payer par l'exportation et dans ce cas encore la sous-

^{*}Voir le bulletin intitulé: "Revenu national du Canada", par S. A. Cudmore, M.A., F.S.S., F.R. Econ. Soc., chez le Statisticien du Dominion.

traction s'impose. Pour 1932 le prix de revient du combustible et de l'énergie ainsi employés a été de \$72,941,581, et une fois ce montant soustrait de \$2,104,908,301, il reste un solde de \$2,031,966,720. En prenant les huit-cinquièmes de ce montant, soit \$3,251,147,000, nous obtenons donc la valeur estimative totale de la production de tous ceux qui, au Canada, occupent des positions rémunératrices.

Pour en arriver à une estimation du revenu national à l'aide de ces statistiques de la production totale il importe de tenir compte de facteurs comme la dépréciation de l'outillage employé à la production, le solde net des versements d'intérêts payables par les étrangers aux Canadiens

et par les Canadiens à l'étranger, etc.

Quant à la dépréciation de l'outillage, cet item paraît au moins se compenser par la consommation du matériel d'entretien, qui entre dans la production mais sans montrer de produits, et du fait qu'il n'y a pas eu d'allocation de faite dans le chiffre de la production totale pour la valeur des produits de l'horticulture, de l'aviculture, etc., d'ordre ménager, pour les recettes accidentelles, et pour d'autres sources susceptibles d'augmenter le revenu national sans qu'il soit possible d'en garder la trace mais qui, dans leur ensemble, doivent représenter un montant substantiel.

Le solde des intérêts dus aux étrangers est soigneusement estimé chaque année par le Bureau de la Statistique. Pour 1932 ce solde est de \$192,000,000. En soustrayant ce montant de \$3,251,147,000 et en allouant 4 p.c. du solde pour le revenu touché par les cultivateurs en excédent des prix de gros, etc., dans la vente au détail, le revenu de 1932 pour la population canadienne peut être raisonnablement établi à \$3,181,513,000.

Il est possible d'estimer le revenu national sur d'autres bases que celle de la production, dont on s'est servi ici, mais il y a tout lieu de croire qu'en abordant le problème sous d'autres angles, comme les recettes totales de la population ou le total des achats de détail pour la consommation, que l'estimation ne serait pas bien différente. Par exemple, dans le bulletin déjà cité (voir la note au bas de la page 40) le problème a été abordé par toutes ces avenues pour 1920, et les résultats obtenus sont presque les mêmes.

Revenus assujettis à l'impôt de guerre sur le revenu.—Dans les pays où l'impôt sur le revenu existe depuis un nombre appréciable d'années, on peut se guider sur les revenus déclarés pour déterminer le quantum et la répartition par classes du revenu national. Par exemple, des estimations de cette nature, basées sur la statistique de l'impôt sur le revenu, ont été publiées tant en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis.

Au Canada cet impôt est une chose relativement nouvelle; d'ailleurs dans un pays plus jeune que ceux que nous venons de citer, les revenus sont plus fréquemment reçus en nature. Ces deux considérations font présumer que notre impôt sur le revenu ne représente pas-une fraction du revenu national aussi élevée qu'en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Néanmoins, les données colligées par la division de l'impôt sur le revenu, du ministère du Revenu National, depuis l'existence de cet impôt, sont

L'année fiscale terminée en 1933, les individus et les corporations ont payé une taxe de revenu sur des revenus s'élevant à \$992,606,220, de sorte

[†] Des produits semblables pour une valeur de \$19,000,000 viennent d'autres sources que les fermes pour 1930, d'après le recensement de 1931. significatives tant au regard des revenus assujettis que de leur répartition, soit entre les différentes classes de la population, soit entre certains groupes.

qu'il semble que moins d'un quart du revenu national de l'année estimé en 1931 à \$3,700,000,000 tombait sous la loi de taxe du revenu.

Quant au montant de l'impôt sur le revenu payé par les divers groupes qui le versent, il est à noter qu'en 1933 un peu plus de 35 p.c. du montant total brut (\$25,780,222) perçu des individus l'a été de ceux dont le revenu était de \$50,000 et plus (indivdus qui pourraient appartenir à la catégorie des millionnaires, et dont le nombre n'est que de 390 sur un total de 166,972 contribuables particuliers); d'autre part, 18.4 p.c. seulement du total viennent de la classe de contribuables particuliers avec un revenu de moins de \$10,000 (cette classe, très nombreuse, qui paye l'impôt, compte 158,268 contribuables ou 95 p.c. du nombre total de contribuables particuliers). Dans le cas des corporations, ce sont celles qui ont un revenu de plus \$50,000 qui ont aussi contribué la majeure partie (85 p.c.) du total des recettes brutes (\$36,560,007) de toutes les corporations, mais la proportion du nombre de ces compagnies, par rapport au total, est bien plus élevée que dans le cas des individus

Capitaux étrangers placés au Canada

Une jeune nation telle que le Canada est souvent obligée de recourir au capital étranger dans une très grande mesure afin de développer ses ressources naturelles. La grande expansion qui marque la première décade de ce siècle est due au capital importé par le Canada de la Grande-Bretagne (voir tableau), au moins \$1,500 millions étant ainsi entrés au pays de 1900 à 1912. Pendant la guerre les possibilités latentes des ressources en capital canadien furent pour la première fois exploitées sur une grande échelle, près le \$2,000,000,000 étant prélevés en prêts par le gouvernement canadien. Depuis la guerre le fait le plus saillant de la situation a été l'importation très considérable de capital des Etats-Unis; les placements de capitaux des Etats-Unis en 1914 étaient l'environ \$904,000,000 tandis qu'en 1931 ils dépassent \$4,000,000,000. Les placements anglais ont décliné de près de 19 p.c. durant la même période. (Voir tableau ci-dessous.)

Malgré la forte importation de capitaux étrangers, le capital canadien reste maître de près de 60 p.c. des valeurs mobilières reposant sur les entre-prises se développant dans les limites du pays. Les placements étrangers dans leur ensemble ne dépassent pas de benucoup le 20 p.c. de la richesse nationale.

Capitaux étrangers placés au Canada en 1914, 1919, 1929 et 1931

	19141	1919=	1929:	1931=	
Etats-Unis Grande-Bretagne Autres pays	\$094,455,000 2,711,841,000 177,729,000	1,800,435,000 2,606,848,000 173,493,000	\$ 3,608,521,000 2,128,489,000 155,409,000	\$ 4,107,803,000 2,294,858,000 165,217,000	
Total	3,791,025,000	1,580,776,000	5,892,419,000	6,477,878,000	

⁴ Estimations par différentes autorités, — ² Estimations du Bureau Fédéral de la Statistique, (en milliers de dollars)

Mais il ne faut pas oublier que les Canadiens out engagé de fortes sommes à l'étranger. Le Bureau estime les immobilisations canadiennes en d'autres pays à \$1,831,310,000 au commencement de 1931, ou 28 p.c. des capitaux de l'extérieur immobilisés au Canada. De ces capitaux, \$1,047,-285,000 ont été placés aux Etats-Unis, \$84,820,000 dans le Royanme-Uni et \$699,198,000 en d'autres pays.

CHAPITRE IV

AGRICULTURE

Le climat, le sol et les facilités d'exploitation au Canada sont tels qu'ils se prétent à la production d'une grande variété d'articles agricoles et forestiers propres à la zone tempérée. Une brève considération des types régionaux de culture par tout le Dominion illustre cette assertion.

Les Provinces Maritimes montrent une considérable différence régionale de production, bien que les fruits et les pommes de terre soient les principales récoltes pour le marché, étant particulièrement favorisées par les conditions. Le foin et le trèfle occupent la plus grande proportion des grandes cultures, l'avoine la plus grande étendue en céréales, suivie des grains mélangés et du surasin, puis vient le blé qui occupe moins d'espace.



Rivière des Prairies, Québec. Vue aérienne d'une exestiente région agricole, rive nord de l'île de Montréal et de la terre ferme adjacente.

Photagraphic du ministère de l'Intérieur et de la Force Aérienne Royale Canadienne.

La province de Québec se prête essentiellement à la culture mixte et de grandes régions se spécialisent dans l'industrie laitière. Le fourrage et les grains fourragers constituent plus de 90 p.c. des grandes cultures; les poumes de terre et le sarrasin occupent la plus grande partie des récoltes pour le commerce. La population agricole vit, autant que possible, à même la ferme et les recettes provenant du sucre d'érable, du bois de

chauffage et des ouvrages domestiques sont très importantes. L'expansion des terres cultivées de cette province se continue dans le nord et l'ouest.

L'Ontario montre probablement la plus grande variation régionale de types de culture, depuis la fructiculture grandement spécialisée de la péninsule Niagara jusqu'aux fermes des pionniers sur les terres boisées du nord ontarien. Toute comme en Québec, l'agriculture par toute la province montre une tendance prédominante pour la culture du foin et des grains fourragers, mais les étendues en céréales sont beaucoup plus vastes en Ontario. En certains comtés, tels que Kent, Simcoe, Essex et Middlesex, on compte sur la culture du blé pour une bonne part des récoltes commerciales. La betterave à sucre couvre des étendues considérables dans Kent, Essex et Lambton, tandis que le tabac a son importance dans Essex, Elgin et Norfolk. L'industrie laitière est répandue dans toute la province et contribue une large proportion des revenus des fermiers le long des vallées de l'Ottawa et du Saint-Laurent et dans le voisinage de Toronto.

Plus des deux tiers des grandes cultures du Canada sont concentrées dans les trois provinces des prairies, et la plus grande partie est consacrée aux céréales, le blé dominant. Grosso modo, la région particulière au blé s'étend du sud des plaines à herbes courtes de la vallée de la rivière Rouge du Manitoba au pied des collines de l'Alberta, mais atteint toute son ampleur dans le centre de la Saskatchewan. Dans la zone des parcs, s'étendant particulièrement au nord de cette région, la culture mixte est en vogue et de grandes étendues de grains fourragers et de foin naturel sont utilisées pour les porcs et les bêtes à cornes.

L'agriculture en Colombie Britannique est relativement intensive, portant principalement sur la production des gros fruits, des baies et des légumes. Les fermes avicoles et laitières sont nombreuses le long de la côte sud-ouest, tandis que les ranches se confinent aux vallées intérieures.

Le Canada possède environ 350 millions d'acres de terre propre à l'agriculture, dont 163½ millions d'acres sont des fermes occupées, et sur lesquelles près de 86 millions d'acres sont défrichées. Même aux prix réduits de 1933, les fermes sont évaluées à \$2,032,769,000. Les bâtiments sur ces fermes représentent une autre valeur de \$1,342,924,000, selon l'évaluation de 1931.

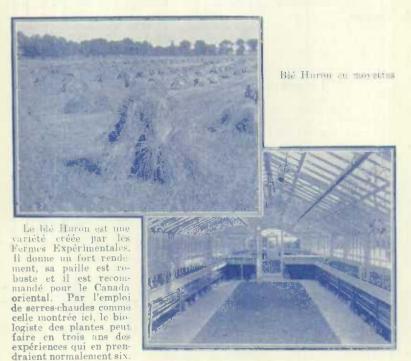
Bien que le Canada ait une population non agricole plutôt faible pour l'absorption de son surplus de production, environ 85 p.c. de notre production agricole nette est consommée au pays et les 15 p.c. qui restent trouvent marché à l'étranger. L'agriculture, toutefois, fournit à peine 40 p.c. de nos exportations, les principaux produits agricoles exportés étant le grain et les produits des grains, le fromage, les animaux vivants et les produits animaux (les viandes et les peaux principalement), les pommes de terre et les pommes.

De plus, notre agriculture est tellement diversifiée que les produits agricoles ne forment qu'une faible proportion de nos importations. Les produits agricoles importés consistent principalement en fruits tropicaux, épices et produits ouvrés venant d'autres pays à elimat tempéré, particulièrement du Royaume-Uni. Plus de la moitié de nos importations agricoles consistent en produits qui ne peuvent être cultivés au Canada, tels que les fruits tropicaux, le caoutchoue, le thé, les huiles végétales, la chicorée et les noix. Parmi les produits ouvrés d'origine agricole, le coton et la soie forment la plus grande proportion.

Assistance gouvernementale à l'agriculture

Le progrès de l'agriculture au Canada s'exprime et se mesure non seulement par l'expansion des étendues sous culture, par sa production et par la multiplication du bétail, mais aussi par l'amélioration des méthodes, par la production de denrées de meilleure qualité et par le soin apporté à un classement conforme aux étalons et exigences tant des marchés domestiques qu'étrangers. Dans ces champs d'action, le cultivateur canadien bénéficie largement des nombreux avantages qu'offrent les gouvernements et les institutions.

La plus saillante de ces activités est le travail des Fermes et Stations Expérimentales, inaugurées en 1896 avec 5 fermes de 3,472 acres et qui sont maintenant au nombre de 29 avec une superficie de 16,257 acres.



Photographie des Fermes Expérimentales et du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

Les fermes et stations expérimentales travaillent comme un seul corps sous la direction centrale d'Ottawa, mais s'occupent d'expériences pratiques propres à perfectionner les méthodes agricoles de leurs districts respectifs. Leur succès à ce point de vue important devient de plus en plus évident d'année en année et leurs fonctionnaires sont des experts reconnus en matières agricoles. De plus, une chaîne de stations d'illustration a été organisée par tout le Canada dans le but d'enseigner de façon précise et pratique les méthodes efficaces et économiques d'exploitation agricole con-

venant le mieux à chaque district en particulier. Les compagnies ferroviaires et terriennes ont également pris une part active dans la diffusion de l'éducation agricole.

Le travail accompli par le ministère fédéral de l'Agriculture et celui du Commerce dans la standardisation et le classement des principaux produits agricoles a aussi été un facteur important dans l'établissement de

nos marchés d'exportations.

Chacune des neuf provinces, en vertu de l'article 95 de la loi de l'Amérique Britannique du Nord, a son ministère de l'Agriculture et partout les provinces s'efforcent d'aider les cultivateurs par un enseignement avancé et dans de nombreux cas, par l'organisation de coopératives de vente. Les collèges agricoles maintenus par les provinces sont le Collège Agricole de la Nouvelle-Ecosse à Truro, le Collège Agricole de l'Ontario et le Collège Vétérinaire de l'Ontario, à Guelph, et le Collège Agricole du Manitoba, à Winnipeg. Trois collèges agricoles en Québec sont subventionnés par le gouvernement provincial, tandis que des facultés d'agriculture se trouvent dans les universités de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie Britannique.

Le commerce des grains canadiens

Les désavantages naturels que présente l'énorme distance séparant les marchés d'Europe des champs de grain des prairies ont été considérablement atténnés par l'application particulière et constante à améliorer les conditions de vente et les facilités de transport. Les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent ont été utilisés avec profit, depuis que le mouvement du grain est dirigé vers le littoral de l'Atlantique, par les ports du Canada ou des Etats-Unis. Le volume exporté par les ports du Saint-Laurent, à Montréal, Sorel et Québec, pour 1933-1934 est de 70,198,567 boisseaux, tandis que les ports maritimes canadiens de Saint-Jean et Halifax ont exporté 8,312,555 boisseaux de grains. Les exportations passant par les Etats-Unis ont été de 44,803,301 boisseaux. Il n'a pas été tenu compte du grain réexpédié des Etats-Unis, volume qui devrait être ajouté à celui du monvement des grains des ports du Canada et soustrait des exportations par les ports des Etats-Unis.

La route de l'ouest par Vancouver a été ouverte depuis quelques années mais n'a pris d'importance qu'avec la récolte de 1921-1922, quand les exportations étaient de 18,212,826 boisseaux. En 1933-1934 les exportations de grains du même port étaient de 49,428,831 boisseaux. Parmi les autres ports du littoral du Pacifique qui exportent des grains, mentionnons New-Westminster, Victoria et Prince-Rupert. Le port de Churchill, sur la baie d'Hudson, a inauguré ses exportations en 1931, et en 1933-1934 ses exportations sont de 2,707,879 boisseaux. Le mouvement du grain, tant aux points intérieurs qu'aux terminus, a été réglé par les facilités adéquates des élévateurs. Le volume des expéditions de grain a pris de grandes proportions depuis le commencement du siècle et les facilités de manutention ont avancé de pair. L'opération des élévateurs à grain du Canada tombe sous la loi des grains du Canada, revisée dans son entier en 1930. Le nombre d'élévateurs a augmenté de 523, d'une capacité de 18,329,352 boisseaux à la fin du siècle dernier, à 5,901, d'une capacité de 419,592,660 boisseaux en 1934. Ils se divisent en trois groupes principaux: les élévateurs régionaux de l'Ouest, les élévateurs de tête de ligne et les élévateurs de l'Est.

Les élévateurs régionaux de l'Ouest reçoivent le grain directement du fermier; en 1900-01, on en comptait 518 et leur capacité globale était de 12,759,352 boisseaux; en 1933-34, ce nombre avait avancé à 5,758 et la capacité à 192,250,000 boisseaux. A la suite de la récolte déficitaire de l'an dernier, quelques-uns de ces élévateurs ont été fermés.

Les élévateurs de tête de ligne (définis ainsi dans la loi des grains) sont à Fort William, Port Arthur et Vancouver. En 1900-01 il n'y avait à la tête des lacs que cinq élévateurs autorisés et leur capacité globale était de 5,570,000 boisseaux; en 1934 on en comptait trente-quatre d'une capacité globale de 94,482,210 boisseaux. Vancouver est un centre comparativement récent d'évacuation des grains; ses deux élévateurs autorisés en 1906-07 (première année) avaient une capacité conjointe de 200,000 boisseaux; en 1915-16, quatre d'une contenance totale de 1,631,000 boisseaux et en 1933-34 douze capables d'emmagasiner 21,443,000 boisseaux.



La culture du blé dans les Prairies.—Moyettes de blé s'étendant à perte de vue.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

Les élévateurs de l'Est sont disséminés le long des lacs inférieurs, du St-Laurent et du littoral canadien de l'Atlantique. En [1908-09, on en comptait dix-huit, dont la capacité était de 14,826,000 boisseaux; en 1933-34, leur nombre est de vingt-neuf et leur capacité de 76,339,000 boisseaux.

La plus stricte surveillance maintenue sur le classement des grains a pour but de protéger la réputation de supériorité dont jouissent les grains canadiens à l'étranger. Le nettoyage et le séchage peuvent se faire indifféremment aux élévateurs intérieurs ou de tête de ligne et le classement est sous la surveillance de la Commission des Grains, établie en 1912 pour la gérance et le contrôle du commerce des grains du Canada.

Les exportations de blé canadien ont grandement augmenté au cours du demi-siècle dernier, bien que les volumes exportés en ces récentes années varient grandement suivant les bonnes ou mauvaises saisons au Canada et l'état des marchés de l'étranger. Les plus hauts niveaux de nos exportations de blé et de farine de blé ont été atteints après la récolte débordante de 1928, dans la campagne de 1928-29, quand 407,564,187 boisseaux de blé et farine de blé (exprimée en blé) sont sortis du Canada.

Bien que le Canada occupe le troisième rang, après les Etats-Unis et la Russie, comme pays producteur de blé, il est normalement premier comme exportateur de blé. Même avec les récoltes relativement faibles des dernières années, cette position est encore bien maintenue. Durant la campagne de 1933-1934, les exportations s'élèvent à 194,779,875 boisseaux, sur

une production de 269,729,000 boisseaux.

Coopératives agricoles au Canada*

L'organisation coopérative constitue une partie intégrante de la structure économique de l'agriculture canadienne. Les activités des organisations de premier plan comme les cartels de blé, les coopératives pour le bétail et les fruits, ont atteint une période très élevée de développement et jouissent de l'approbation universelle. A part ces dernières il y a des centaines d'organisations d'importance relativement moindre qui desservent

tranquillement mais effectivement les régions locales.

Les statistiques disponibles donnent 795 associations de coopératives agricoles comportant, dans leurs 2,706 succursales locales un total de 3,501 places d'affaires activement engagées dans la mise sur le marché des produits agricoles et l'achat de fournitures pour les cultivateurs. Le nombre des actionnaires et des membres intéressés financièrement est de 379,687. L'actif combiné est de \$70,226,288 avec une valeur de \$45,607,366 en usines et outillages. Le total des placements par les actionnaires et les membres, en actions du capital souscrit, honoraires de membres et déductions, est de \$38,643,598 avec une réserve totale de \$7,732,027. Pour l'année à l'étude il s'est vendu pour \$134,611,154 de produits agricoles, et pour \$10,665,503 de fournitures; les autres recettes ont été de \$27,297, soit en tout pour \$145,303,954 d'affaires.

Les dossiers disponibles indiquent que les activités les plus importantes du début, chez les cultivateurs, dans le domaine de la coopération au Canada, ont porté sur l'organisation du marché des produits agricoles. Ces organisations sont aujourd'hui par rapport aux associations d'achat des cultivateurs, dans la proportion de 10 à 1. Dans la comparaison du volume d'affaires les associations d'organisation du marché ont un volume d'affaires vingt fois plus élevé que celui des agences d'achats. Les associations coopératives de l'organisation du marché comptent 318,597 membres quand les organisations d'achats n'en comptent que 30,546.

Dans le groupe de l'organisation du marché, ce sont les coopératives des grains et des graines de semence, qui englobent les cartels de blé de l'ouest canadien, qui comptent le plus de membres et immobilisent le plus de capitaux; elles l'emportent sur chaque autre groupe s'occupant des denrées pour le volume d'affaires, estimé à \$91,257,433 pour l'année à l'étude. Des producteurs de grains au nombre de 190,372 ont apporté leur contribution à ce volume d'affaires par leurs 2,143 agences coopératives

^{*}Les statistiques de cette section sont tirées de dossiers fournis par la Branche d'Economie Politique du ministère de l'Agriculture pour l'année commerciale de 1931.

de l'organisation du marché. Ces membres ont engagé, principalement en déductions du prix de vente de leurs grains, une somme de \$29,410,190 dans leur entreprise, et ont versé encore \$3,396,657 en capital-actions. L'actif combiné est de \$54,746,759, et depuis quelques années la caisse de réserve s'est élevée à \$5,526,635.

Cent trente coopératives de l'industrie laitière au Canada ont déclaré 27,524 membres possédant un actif de \$3,898,060. Le capital-actions souscrit est de \$1,403,299 avec une réserve de \$244,205. Les ventes de pro-

duits laitiers ont atteint \$15,303,028 pour l'année à l'étude.

Les dossiers de 338 associations d'expédition et d'organisation du marché du bétail donnent un nombre global de 44,389 membres. La commandite de ces associations s'effectue surtout par les honoraires de membres et les commissions. L'actif est comparativement peu élevé, mais la valeur immobilière et d'aménagement est de \$315,509. Le chiffre d'affaires est de \$15,900,070. Les coopératives du bétail s'occupent bien peu de modifier leurs produits. Elles se contentent d'assembler leur bétail dans des wagons aux points de production, pour en faire l'expédition aux marchés centraux.

Une forte proportion de la récolte de fruits et de légumes s'en va sur le marché par l'entremise de 110 coopératives fruitières comptant 8,232 fructiculteurs. L'actif global des compagnies est de \$3,058,170 avec une réserve de \$514,383. Les ventes de fruits et de légumes au cours de l'année ont été de \$6,245,354 et en y ajoutant les achats de fournitures et les autres recettes, le volume total d'affaires atteint \$7,679,713.

Les aviculteurs se sont organisés dans chaque province pour vendre leurs produits d'après la méthode coopérative. Deux cents associations ont déclaré avoir 30,511 membres. L'actif est de \$405,453 avec une réserve de \$72,181. Pour l'année les ventes sont de \$4,437,379.

Presque toute la laine vendue d'après le mode coopératif au Canada l'a été par la Canadian Co-operative Wool Growers Limited. La compagnie fonctionne dans chaque province par l'entremise de 14 associations d'éleveurs d'ovins et de producteurs de laines. La coopérative entrepose, classe et place sur le marché la laine reque de ses 9,000 membres et patrons. Elle s'occupe encore de la réclame, de la propagande et voit au matériel et aux fournitures pour ses membres. La coopérative a eu, au cours de l'année, un volume d'affaires de 4,736,070 livres de laine. Les apiculteurs de l'Ontario sont aussi organisés en coopérative avec 1,100 membres. Cette association place par année sur le marché environ 4,000,000 de livres de miel

Les statistiques disponibles indiquent que 384 associations se sont organisées pour fins d'achat des outillages agricoles et de marchandises sur le plan coopératif. Ces associations de consommateurs, dont la Saskatchewan a la bonne moitié des membres, compte 30,546 membres. La valeur des ventes effectuées ainsi au cours de l'année a atteint \$7,042,769. Dans cinq provinces des sociétés coopératives d'achat en gros achètent des marchandises pour leurs actionnaires.

Richesse et revenu agricoles du Canada

La richesse agricole brute du Canada de 1933 est estimée à environ \$5,232,572,000 comparativement à \$5,209,760,000, estimation revisée de 1932, et à \$6,056,951,000, estimation revisée de 1931. La valeur brute de la production agricole dépasse \$762,302,000 en 1933, soit une réduction de \$4,492,000, sur 1932.

Les tableaux qui suivent font connaître la richesse agricole du Canada par provinces en 1933, et le revenu agricole par item, de 1928 à 1933. L'Ontario possédait environ 28 p.c. de la richesse totale, la Saskatchewan

22 p.c. et la province de Québec 17 p.c. en 1933.

L'estimation du revenu net agricole du Canada s'obtient par des séries de déductions sur le produit brut des grandes cultures, pour le fourrage, pour le bétail des fermes, la semence et le grain non vendable. Une estimation préliminaire des recettes nettes des produits agricoles au Canada en 1933 donne \$464,499,000, comparativement à \$475,511,000, estimation revisée de 1932.

Estimation de la richesse agricole du Canada par provinces, en 1933 avec totaux pour 1931 et 1932

(En milliers de dollars)

Provinces	Terres	Bâti- ments	Outil- lage	Bes-	Vo- lailles	Ani- maux à fourrure	Produc- tion agricole	Total
	8	\$	8	8	S	8	\$	\$
Ile du P. Edouard. Nouvelle-Ecosse. Nouv. Brunswick Québec. Ontario Manitobs. Saskatchewan. Alberta. Col. Britannique.	18,250 34,512 33,916 329,558 441,372 150,162 573,854 367,088 81,057	19,687 43,890 38,680 257,918 487,009 88,389 223,795 (37,332 46,224	8,116, 10,554 13,253 97,270 151,928 54,847 185,510 116,301 12,885	4.564 10.829 11.144 70.968 128.100 32.693 69.744 60.991 14.102	5,054 14,637 2,363 4,154 3,080 1,927	1,013 389 669 1,517 1,505 547 376 864 382	110,705	124,055 119,704 900,506 1,489,313 382,988 1,163,850 796,361
	2,032,769 2,032,769 2,710,158	1,312,924	650,664 650,664 650,664	403,135 375,722 465,271	33,456 34,138 43,138	7,262 6,749 8,482	766,794	5.232.512 5.209.760 5.056,951

Estimation des revenus agricoles bruts du Canada, 1928-1933

(en milliers de dollars)

Nomenciature	1928	1929	1930	1931	1932	1933
	8	\$	8	8	8	8
Récoltes	1, 125, 003	948,981	662.041	432, 199	452,527	422, 148
Animaux de ferme	197,880	207.317	166,630	96.778	65, 185	89,063
Laine	5.099	4,470	2,311	1,644	1.093	2.000
Produits laitiers	297.625	291,743	237,068	191,390	159,074	167,488
Fruits et légumes	48,756	46.398	49.417	39,692	32, 157	31,700
Œufs et voluilles	106,653	107,664	95, 227	56,298	42,078	35.880
Elevage d'animaux à fourrure	6, 106	6,791	4.925	3,557	3,284	3,535
Produits de l'érable	5,583	6,119	5,251	3,456	2.706	2.059
Tabac	6,834	6,276	7,058	7,178	6,088	5,201
Fibre de lin	509	393	371	179	170	159
Graine de trèfie et d'herbes four-						
ragères	2,957	2,123	2.482	1,497	962	1.362
Miel	3,015	2,806	2.584	2,246	1,470	1,707
Totaux	1,808,020	1,631,081	1,235,365	836, 114	766, 794	762,302

A cette date on croit que le revenu agricole de 1934 dépassera quelque peu celui de 1933, en dépit de la crise continue dans certaines branches de l'agriculture. La production totale de grain l'emporte quelque peu sur celle de 1933 et la moyenne des prix reste bien plus élevée. Le nombre des boyins et des ovins dépassait, le 1er juin 1934, celui de la date corres-

pondante de 1933, les augmentations considérables de l'ouest compensant les diminutions de l'est. Le nombre de chevaux continue de décliner, à cause probablement de la liquidation excessive aux prix élevés. Les prix des pores reste élevé. La production du beurre accuse une légère augmentation sur celle de 1933, mais celle du fromage a atteint son plus bas niveau depuis plusieurs années. L'aviculture a profité des prix relativement élevés, mais la production a baissé quelque peu. La production et les prix de la laine ont été plutôt décevants. La production des fruits accuse une baisse prononcée à cause des rigueurs de l'hiver et de la sécheresse dans l'est du Cauada et dans les Provinces Maritimes, mais les résultats ont été plus favorables en Colombie Britannique. Le prix des pommes était très bas au début de la récolte. Malgré les lourdes pertes subies dans les récoltes de quelques districts les conditions générales du cultivateur canadien sont un peu meilleures, mais sans être encore satisfaisantes.



Un champ de chanvre cultivé pour la fibre.—Une main d'homme paraissant au milieu de ce champ donne une idée de la hauteur du chanvre. Ce chanvre sert à la fabrication de la ficelle et des càbles. En bas: Une moissonneuse dans un champ de chanvre.

Photographie de la division des plantes fibreuses, Fermes Expérimentales, et du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

Grandes cultures

Superficies.—Selon le recensement de 1891, les grandes cultures en 1890 couvraient 15.6 millions d'acres. Cette superficie atteint près de 58.5 millions d'acres en 1933, soit une expansion de 275 p.c. en 43 ans. Les 91123—41

deux principaux facteurs responsables de cette vaste expansion des cultures sont premièrement l'ouverture des Provinces des Prairies, et deuxièmement la Grande Guerre, qui, au cours de la période de 1913 à 1919 seulement, a provoqué un accroissement d'environ 50 p.c. des emblavures.

Blé.—Un progrès remarquable dans la production de blé depuis 1870 est illustré par le tableau qui suit. Antérieurement à 1905, le volume de blé produit annuellement n'atteignait pas 100 millions de boisseaux. Durant six années ce volume resta régulièrement au-dessus de ce chiffre, jusqu'à ce qu'il cût atteint 231 millions de boisseaux en 1911. Trois fois seulement en vingt années, la production de blé fut inférieure à 200 mil-



Chargement d'un navire grainier aux élévateurs de la tôte des Grunds Lacs.

Photographies du Boreau Communographique du Gouvernement.

lions de boisseaux, en 1914, 1918 et 1919. La récolte phénoménale de 1915 de plus de 393 millions de boisseaux établit un record pour un certain nombre d'années jusqu'en 1922, quand près de 400 millions de boisseaux furent récoltés. De nouveaux records de production ont été établis en 1923 (474 millions de boisseaux); en 1927 (480 millions de boisseaux); et en 1928 (567 millions de boisseaux). Les années 1929 à 1931 ont été marquées par des conditions climatériques moins propices au blé. La récolte de 1932 a été moyenne, celle de 1933 est la plus faible depuis 1924, donnant seulement 282,771,000 boisseaux et celle de 1934 donnant 275,252,000 boisseaux, estimation préliminaire.

Production, importations et exportations de blé au Canada de 1870-1934

Nota.—(1) Dans ce tableau la farine de blé est convertie en boisseaux de blé à une moyenne uniforme de 4} boisseaux par baril de 196 livres. (2) Les exportations et importations ont trait aux nanées se terminant le 30 juin 1871-1901, puis le 31 juillet 1911-1934. Eltes ne sont naturellement pas encore disponibles pour l'année finissant le 31 juillet 1935. (3) L'astérique (*) accompagnant les années de recensement 1870 à 1920 indique que les chiffres de production de ces années sont ceux des recensements décennaux.

Année	Production	Importa- tions, blé et farine	Exporta- tions, blé et farine	Année	Production	Importa- tions, blé et farine	Exporta- tions, blé et farine
	000 boiss.	boiss.	boiss.		000 boiss.	boiss.	boiss.
*1870	16,724	4,304,405	3, 127, 503	1925	395,475	379, 194	324.592.02
*1880	32,350	965,767	4,502,449	1926	407.136	407,119	292,880,99
*1890	42,223	406,222	3,443,744	1927	479.665	473,308	332,963,28
*1900	55,572	314,653	14,771.908	1928	566.726	1.345.881	407.564,18
*1910	132,078	407,639	62,398.113	1929	304.520	1.374.726	186, 267, 21
*1920	226,508	454.749	166, 315, 443	1930	420,672	244,220	258.637,88
1921	300,858	372,942	185, 769, 683	1931	321, 325	216,328	207,029,55
1922	399,786	397.519	279,364,981	1922	443,061	173,014	264,304,32
1923	474, 199	440,741	346,566,561	1933	269, 7291	413,165	194, 779, 87
1924	262.097	619, 404	192,721,772	1934	275, 2522	-	

Sujet à revision.
Estimation préliminaire.

Autres grains.—Ces derniers consistent en avoine, orge, seigle, lin, sarrasin, pois, grains mélangés et maïs. Les deux premiers ont pris une importance réelle parmi les grandes cultures du Canada. La production d'avoine a atteint un volume considérable, s'élevant au total exceptionnel de plus de 564 millions de boisseaux en 1923; la superficie emblavée s'est agrandie de 3,961,356 acres en 1890 à 13,730,200 acres en 1934, avec une production de 324,745,000 boisseaux. L'orge, avec une production de 11,496,000 boisseaux en 1870, donne le rendement extraordinaire de 136,391,400 boisseaux en 1928, puis baisse à 63,748,000 boisseaux en 1934. La production du seigle qui s'élevait à 1,064,358 en 1870, augmentait à 32,373,400 boisseaux en 1922 et donnait 5,437,000 boisseaux selon la deuxième estimation de 1934.

Valeur des récoltes.—Les prix des produits agricoles ont atteint leur sommet en 1919, immédiatement après la guerre. Ils baissèrent rapidement ensuite et se trouvaient à un très bas niveau en 1923 mais se relevèrent avantageusement les années suivantes jusqu'en 1930, alors que les déclins prononcés commencèrent, pour conduire les prix de plusieurs récoltes aux plus bas prix encore connus. La valeur des grandes cultures qui était de \$384,513,795 en 1910 avait augmenté en 1914 à \$638,580,000. Avec les effets de la guerre, le maximum fut atteint en 1919 avec un total de \$1,537,170,000. Cette valeur descendit à \$899,226,200 eu 1923; mais le retour des prix ajouté aux excellentes récoltes a porté cette valeur à \$1,173,133,600 en 1927, \$1,125,003,000 en 1928, déclinant à \$948,981,000 en 1929, \$662,041,000 en 1930, à \$432,199,400 en 1931, \$452,526,900 en 1932 et à \$422,148,000 (estimation) en 1933. L'estimation provisoire pour 1934, donnée ci-dessous, est portée à \$536,498,600. Les prix de 1933 se sont un peu améliorés, et ceux qui ont prévalu jusqu'à la fin de novembre 1934 indiquent d'autres augmentations distinctes. Ces derniers prix sont sujets à d'autres revisions, cependant, d'après la courbe des prix agricoles pour le reste de la saison.

Grandes cultures du Canada, 1934

(Estimations provisoires)

Cultures	Étendue	Production totale	Valeur totale ¹	
	acres	boisa.	\$	
Blé. A voine Orge Seigle Pois Haticots Sarrasin Grains métangés Graine de lin	23,986,300 13,730,200 3,612,700 734,700 94,660 56,660 407,200 1,158,900 226,800 161,100	275, 252, 000 324, 745, 000 63, 748, 000 5, 437, 000 7, 615, 000 795, 000 8, 793, 000 37, 481, 000 954, 700 6, 589, 000	159, 455, 000 106, 385, 000 26, 944, 000 2, 405, 000 1, 686, 400 1, 058, 200 4, 699, 000 15, 464, 900 4, 283, 000	
Mais à grain Pommes de terre. Navets, etc. Foin et trèfle Luzerne Mais fourruger Foin de gruin Betterayes à sucre.	568,800 187,200 8,882,300 678,200 496,600 1,007,000 52,100	9 (100 cm) 1 (100 cm)	23, 839, 000 12, 057, 900 131, 221, 000 16, 886, 000 15, 704, 900 2, 326, 000	

Estimation préliminaire.

Industrie minotière.—Cette très importante industrie se rattachant à la culture des champs qui est la minoterie remonte à l'établissement des Français à Port Royal (maintenant Annapolis, N.-E.) en 1605. La minoterie était de fait d'une nécessité absolue aux premiers colons. Les guerres napoléonniennes donnèrent naissance au commerce d'exportation et durant le demi-siècle qui suivit, les moulins furent étroitement associés à l'histoire commerciale et bancaire du pays. La production minotière sur une grande échelle commença avec la compétition des deux procédés, à meules et à cylindres. Vers 1880, le procédé à cylindres avait affirmé sa suprématie; les moulins locaux furent remplacés par de grandes minoteries servies par des élévateurs centraux. La haute qualité du blé canadien fut reconnue par tout l'univers et les exportations de blé et de farine prirent rapidement de l'expansion.

Le nombre de moulins en 1932, d'après un relevé préliminaire, est de 1,290, comprenant plus de 1,000 moulins régionaux; le capital s'élève à \$58,283,212, tandis que la valeur des produits est de \$84,748,800. Les exportations de farine de blé en l'année fiscale 1868-69 se composaient de 375,219 barils, valant \$1,948,696. Ce n'est qu'en l'exercice 1898 que le Canada dépassa le million, quand 1,249,438 barils, d'une valeur de \$5,425,-760, furent exportés. Ce chiffre est monté à 12,021,424 barils, valant \$61,896,251 l'année terminée le 31 juillet 1924, année exceptionnelle entre toutes par ses exportations. Les exportations reculèrent à 5,454,636 barils en 1933-34, valant \$19,477,652. Normalement le Canada occupe le second rang mondial comme pays exportateur de farine de blé, n'étant surpassé

que par les Etats-Unis.

Le record établi par l'industrie minotière du Canada, en 1928-1929 avec 20,872,094 barils, ne s'est pas maintenu depuis lors. Le blé moulu dans les minoteries commerciales se totalise, la campagne finissant le 31 juillet 1933, à 66,791,977 boisseaux et la farine à 15,012,865 barils. Les chiffres préliminaires de la campagne terminée le 31 juillet 1934 sont: 63,724,967 boisseaux de blé et 14,954,974 barils de farine.

La capacité quotidienne des minoteries en 1933-1934 approchait 105,000 barils. Le plus grand moulin du Canada a une capacité quotidienne de 12,000 barils tandis que sa plus forte compagnie minotière contrôle une capacité quotidienne de 18,725 barils.

Industrie animale

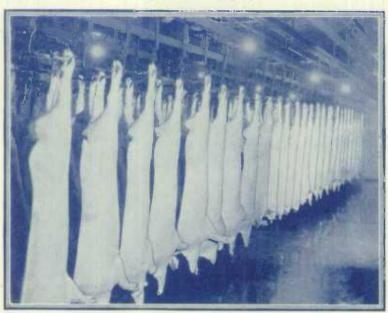
Bien qu'un tant soit peu éclipsé par l'industrie des céréales, l'élevage à fait des progrès très substantiels non seulement au point de vue du nombre mais encore comme amélioration des races. Heureusement, les maladies virulentes qui affectent les animaux de ferme de l'Europe n'ont jamais pris racine au Canada. Le nombre de bovins qui était de 8,028,000 en 1931 a passé successivement à 8,510,500 en 1932, 8,876,000 en 1933 et 8,951,900 en 1934 Le nombre de pores, montrant une augmentation de 4,000,000 en 1930 à 4,716,720 en 1931, s'est assez bien maintenu en 1932, mais a diminué à 3,800,700 en 1933; en 1934 il était de 3,654,000. Le nombre d'ovins, passa de 3,396,000 en 1930 à 3,608,000 en 1931, 3,644,500



Bestiaux sur la ferme, inas l'Ouest du Canada.—La ferme est la source naturelle des jeunes bestiaux de qualité supérieure. Comme les fermiers n'ont toujours utilisé que des tauraux de premier choix, les bestiaux qui nous arrivent des fermes sont d'un sang de choix et d'une qualité supérieure. En haut: quelques animaux de choix pour le marché, élevés sur la Ferme Expérimentale du Dominion, à Ottawa. Ces jeunes bestiaux de race sont pleins de promesses. Ils sont robustes et remplissent toutes les exigences du bœuf de qualité supérieure. Des animaux de cette sorte et de cette qualité occupent toujours la tête du marché et produiseut la sorte de bœuf qui est la plus demandée.

Photos de la Ferme Expérimentale du Dominion, à Ottawa, et du Bureau Cinématographique du Gouvernement. en 1932, 3,385,000 en 1933 et 3,421,100 en 1934. La volaille sur la ferme accuse une diminution de 65,468,000 en 1931 à 64,080,200 en 1932 et 59,324,400 en 1933; mais l'augmentation a atteint 59,798,700 en 1934. La tonte de laine montre une augmentation substantielle de 17,959,896 livres en 1926, à 20,518,000 livres en 1932 et à la suite d'un fléchissement prononcé dans la moyenne du prix de la laine la valeur de la tonte a tombé de \$4,140,000 en 1926 à \$1,093,800 en 1932. La production de 1933 est estimée à 19,206,000 livres d'un valeur de \$2,000,000.

Abattoirs et salaisons.—Depuis 1900 la ligne de démarcation est devenue de plus en plus prononcée entre l'élevage sur la ferme et la préparation et la transformation des produits animaux, conséquence du développement de la grande industrie des abattoirs et salaisons. Les rapports de 1933 montrent 135 établissements faisant l'abatage et la transformation des viandes, comparativement à 141 en 1932, et le capital de ce fait immobilisé a augmenté de \$53,227,929 en 1932 à \$54,590,398 en 1933. Le nombre d'employés a augment de 9,101 en 1932 à 9,289 en 1933; les salaires et gages ont diminué de \$10,349,315 à \$10,103,744 pour la même période. Le coût des matières premières en 1933 était de \$70,467,544 et la valour des procisies de \$92,366,137.



Careasses de pares, préces à être convertios en "Willshiezs", à une salaison canadienne.

Photo du Bureau Cinématoghapique du Gouvernement.

Les exportations de bêtes à cornes les neuf premiers mois de 1934 sont au nombre de 48,518 têtes d'une valeur de \$3,063,725, dont 41,252 têtes d'un valeur de \$2,712,893 ont été dirigées sur le Royaume-Uni et 4,120 têtes valant \$254,007 sur les Etats-Unis; pour la même période de 1933 les exportations avaient été au nombre de 43,179 têtes d'une valeur

de \$2,665,450, dont 36,415 têtes avaient été dirigées sur le Royaume-Uni et 3,734 têtes sur les Etats-Unis. Les exportations de moutons pour la même période ont été de 1,387 têtes, comparativement à 1,168 têtes pour les neuf premiers mois de 1933, et les exportations de porcs, de 4,133 têtes comparativement à 5,128 en 1933.



Inclusivic du socre l'érable dans l'Est du Canada. Méthode mode le transport de la sève jusqu'à la bouilioire par le moyen de la gravité. La saison fut brève en 1934, mais la récolte paraît avoir été bonne, les prix furent meilleurs qu'en 1933 et la demande plus forte. Une estimation préliminaire de la valeur du sucre et du sirop, pour 1934, donne \$3,046,650 comparativement à \$2,059,341 en 1933. La province de Québec compte 63 p.c. de la production, l'Ontario environ 34 p.c., et le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse, le reste.

Photos du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

Les exportations de bacon et jambon montrent une augmentation très encourageante pendant cette période de neuf mois. En 1933 les expéditions à tous les pays se chiffraient à 529,274 qtx et en 1934 elles étaient de 942,867 qtx, d'une valeur respective de \$5,793,211 et \$14,872,331. Dans chaque cas la plus grande partie a été absorbée par le Royaume-Uni, la quantité de 1934 étant de 937,688 qtx valant \$14,723,999. La valeur totale de toutes les exportations de viande de ces neuf mois de 1934 est de \$16,957,995 comparativement à \$7,508,437 pour 1933.

Les exportations totales d'animaux et de produits animaux ont augmenté de \$46,548,945 en 1933 à \$59,556,095 en 1934. La part de produits animaux absorbée par le Royaume-Uni est de \$38,422,893 et celle absorbée par les Etats-Unis, de \$13,161,868.

Cultures spéciales

Une caractéristique de l'agriculture du Canada, c'est le nombre des cultures dans des localités spécialement appropriées à leur production. Quelques-unes des plus importantes sont le tabac, la betterave à sucre, le

sirop et le sucre d'érable, le lin et le chanvre pour la fibre.

Des types variés de tabac sont cultivés en diverses régions du Québec et de l'Ontario et en volume toujours croissant, sa production ayant triplé depuis 1900. Le rendement de 1933 a été de 44,873,160 livres sur 46,898 acres. Environ 38,120,000 livres ont été récoltées en 1934. Les prix se sont améliorés.

La production de sirop de sucre d'érable de 1934 était évaluée à

\$3,046,650, les deux-tiers étant fournis par le Québec.

La betterave à sucre est cultivée dans le voisinage des raffineries de Chatham et Wallaceburg en Ontario et de Raymond en Alberta, et d'autres étendues en Québec et au Manitoba sont consacrées à cette culture. Cette production s'est surtout accentuée depuis les premières aunées de la guerre. En 1933, dernière année pour laquelle nous possédons des statistiques, la production de sucre de betterave raffiné représentait 131,392,501 livres, évaluées à \$5,713,181. La production de 1934 a aussi été très élevée.

Le lin pour la fibre et la production de graine de lin fibreux ont pris

beaucoup d'expansion durant la guerre, mais pour décliner depuis.

Le houblon occupe une étendue plutôt restreinte en Colombie Britan-

nique, le rendement en 1933 étant de 1,477,425.

Le jardinage pour le commerce constitue une occupation importante dans maintes régions propices du Canada, principalement dans les alentours des villes.

L'aviculture spécialisée a gagné en popularité les derniers dix ans, particulièrement en Ontario et en Colombie Britannique; les basses-cours des fermes ont aussi pris beaucoup d'expansion. Les effets d'une sélection soignée sont frappants dans la meilleure qualité des œufs et de la volaille habillée. La classification des produits mis sur le marché reçoit aussi une meilleure attention.

La production totale estimative de miel au Canada en 1933 était de 19,543,500 livres, comparativement à 19,470,500 livres en 1932. La production de 1933 était évaluée à 1,706,800. La saison défavorable de 1932

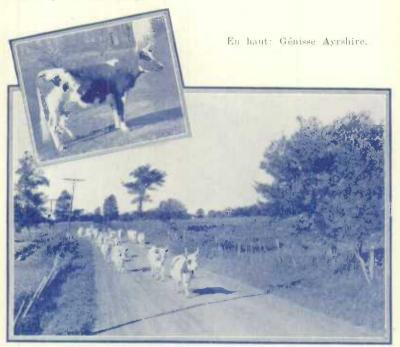
a grandement abaissé la production.

La production de graine de trèfle, trèfle hybride, luzerne et trèfle blanc s'élevait à 13,216,000 livres valant \$1,141,520 en 1933. La production de graine de mil en 1933 est de 2,500,000 livres valant \$163,000.

Industrie laitière

La laiterie a longtemps occupé une place importante parmi les industries canadiennes. Les bovins furent introduits par les premiers colons et naturellement la fabrication du beurre et du fromage suivit, mais uniquement pour les besoins domestiques, tout d'abord, puis, plus tard, pour

l'exportation. Ce marché d'exportation a grandi jusqu'à la fin de l'exercice terminé en 1926. Le Canada exportait alors 1,483,000 qtx de fromage valant près de \$34,000,000 et 233,000 qtx de beurre valant environ \$9,000,000. Les exportations de beurre de l'année fiscale terminée en 1932 ont augmenté à 109,173 qtx, valant \$2,362,888, et ont ensuite baissé à 32,000 qtx, valant \$589,537, pendant l'année fiscale terminée en 1933. Pour l'année fiscale 1934 les exportations de beurre sont de 44,019 qtx valant \$818,996. Les exportations de fromage de l'année fiscale terminée en 1932 sont de 854,247 qtx valant \$10,593,967 et pour 1933, de 857,116 qtx valant \$8,758,415. Pour l'année fiscale 1934 les exportations sont de 749,669 qtx valant \$8,75.271.



Trospeau de vaches laitières Ayrshire.

Photos des Fermes Expérimentales du Dominion, Ottawa, et du
Bureau Cinématographique du Gouvernement.

Une analyse de la production depuis 1916 indique une tendance générale à la progression dans la fabrication du beurre de crèmerie. En 1916 la production était de \$2,563,130 livres, d'une valeur de \$26,966,355, tandis qu'en 1924 elle avait avancé à 178,893,937 livres, valant \$60,494,826. Au cours des cinq années suivantes la production a été assez stable mais en 1931 un nouveau maximum a été établi avec 214,002,127 livres. La baisse des prix du beurre ces deux années a donné la faible valeur de \$50,198,878 et \$40,475,479 respectivement. En 1933 la production a atteint 219,232,546 livres. Au cours des dix premiers mois de 1934 le beurre de crèmerie accuse une augmentation de 7 p.c. sur la période correspondante de 1933.

La production de fromage de fabrique a atteint son maximum en 1917, 194,904,336 livres, valant \$41,180,623. En 1919 la quantité totale produite était de 166,421,871 livres, et la valeur de \$44,586,168, qui a été la valeur maximum. Au cours des cinq années suivantes la production a fluctué entre 136 et 162 millions de livres et de nouveau en 1925 elle donnait le chiffre élevé de 177,139,113 livres, valant \$36,571,556. En 1926, la production était de 171,731,631 livres, valant \$28,807,841 mais depuis ce temps et particulièrement en 1929, 1930, 1931, 1932 et 1933, il y a cu un ralentissement dans la production accompagné de baisse des prix. Les quantités respectives de ces cinq années et leurs valeurs sont les suivantes: 118,746,286 et \$21,471,330; 119,105,203 livres et \$18,089,870; 113,956,639 livres et \$12,824,695; 120,524,243 livres et \$11,379,922; 111,146,493 livres et \$11,127,984.

Valeur de la production laitière au Canada, par provinces, en 1933 et totaux pour le Canada, de 1925-33

			_				
Province	Beurre de ferme	Beurre de crèmerie	Fromage de ferme	Fromage de fabrique	Divers produits des fabriques	Lait con- sommé frais ou autrement utilisé	Tous produits*
	8	\$	\$	\$	8	8	S
He du PEdouard Nouvelle-Ecosse. Nouveau-Brunswick Québec. Ontario. Manitoba. Saskatchewan. Alberta. Col. Britannique.	4,970,000 1,292,000 2,795,000 1,687,000	1.367,516 629,798 12.514,764 16,031,189 3.612,069 3.492,117 4.308,962	3,000 1,000 25,000 12,000 10,000 15,000 23,000	34,724 2,465,388 8,178,247 71,000 89,870 149,594	609,937 147,716 1,170,914 6,561,330 485,120	1,172,000 1,804,000 22,301,000 33,833,000 4,661,000 4,439,000 5,571,000	4,938,453 4,305,238 42,689,066 71,982,766 10,776,189 12,238,216 12,870,756
1930 1929 1928 1927 1926	15,341,000 21,450,000 27,385,000 28,929,000 29,103,000 30,435,121 28,252,777	(3,546,109 10,475,479 50,198,878 56,670,504 65,929,782 61,702,538 65,709,986 64,753,390 63,008,097	91,120 108,500 115,555 82,800 82,000 70,651 80,210	21, 471, 339 30, 491, 463 25, 522, 148 28, 807, 841	13,142,612 16,550,619 24,074,228 22,091,545 20,581,490 18,879,335 17,767,274	21,627,000	291,742,857 297,625,347 291,874,596 277,304,979

Y compris la valeur du lait écrémé et du lait de beurre, de 1930 à 1933,

Des changements fondamentaux se sont produits dans l'industrie et une partie du lait qui était autrefois absorbé par la fabrication du fromage est maintenant pris par la fabrication du beurre ou par le commerce de lait naturel. On notera par le tableau qui précède que la valeur totale de tous les produits de l'industrie laitière montrent une tendance assez satisfaisante au cours des six années 1925-1930; les prix anormalement bas pour toute la production laitière en 1931 et 1932 ont cependant réduit matériellement les conditions de ces deux dernières années. Avec 1933 l'aniélioration des prix est apparue, et se continue depuis.

Industrie fruitière

En certaines régions du Canada le climat et le sol se prêtent éminemment bien à la culture des fruits, et la vallée de l'Annapolis, la péninsule de Niagara et le district Okanagan de la Colombie Britannique sont des

centres renommés de production fruitière. Les premières expéditions de pommes de la vallée de l'Annapolis curent lieu en 1861. Jusqu'à 1890, la production annuelle de pommes de la Nouvelle-Ecosse a rarement dépassé 100,000 barils; mais après cette date, il y eut accroissement prononcé de l'étendue et de la production, jusqu'à ce que celle-ci atteignît 1,000,000 de barils en 1909 et 1,900,000 barils en 1911. Des records encore plus élevés ont été atteints en 1919, avec plus de 2,000,000 de barils, et en 1922, quand 1,891,850 barils étaient empaquetés et vendus dans la vallée de l'Annapolis et les districts adjacents. En Ontario, où la production pour le commerce de toutes les variétés de fruits a atteint son plus haut développement, la culture des pommes date du milieu du dix-neuvième siècle, mais les vergers ont pris de l'importance au cours des 50 ou 60 dernières années sculement,



Classement et empaquetage des péches dans la péninsule de Niagara, Ontario.

ce qui ne devint possible qu'avec la construction des chemins de fer permettant le transport rapide des arbres et des fruits. En Colombie Britannique, la culture des fruits pour le commerce est d'origine assez récente, mais les progrès ont été très rapides durant les vingt dernières années. Les premiers pommiers ont été plantés vers 1850, mais c'est seulement après l'achèvement du chemin de fer Canadien Pacifique, en 1886, qu'un grand nombre d'arbres ont été plantés dans un but commercial. En 1933, la Colombie Britannique a produit 4,647,640 boîtes de pommes.

En 1933 la valeur totale des fruits canadiens cultivés pour le commerce est de \$16,224,000, comprenant: ponumes, \$10,464,800; poires, \$567,300; prunes et pruneaux, \$257,400; pêches, \$1,146,400; cerises, \$494,600; fraises, \$1,847,200; framboises, \$717,100; abricots, \$84,000 et raisins \$645,300.

D'après une estimation préliminaire la récolte de pommes sera en 1934, de 3,596,600 barils pour le Canada, comparativement à 5,329,800 barils en 1933. La diminution prononcée doit être attribuée aux grands froids de l'hiver, aux gelées de la saison de la floraison des pommiers et à la sécheresse estivale dans l'est du Canada. La récolte de la Nouvelle-Ecosse, comparée à celle de 1933, accuse une diminution d'environ un tiers, et celle de l'Ontario, de deux-tiers, principalement dans les variétés tardives. La récolte de pommes de la Colombie Britannique dépasse un peu celle de 1933.

CHAPITRE V

RICHESSE FORESTIÈRE DU CANADA — ABATAGE ET SCIAGE DU BOIS — PULPE ET PAPIER

Parmi les industries primaires du Canada, l'industrie forestière se classe en 1932 immédiatement après l'agriculture et les mines, en production. On calcule que les produits de la forêt constituent 15 p.c. environ des transports commerciaux des chemins de fer canadiens. Le fort excédent des exportations sur les importations attribuable au groupe "bois, produits du bois et papier", se chiffrant par \$123,784,411 au cours de l'exercice terminé le 31 mars 1934, est un facteur de haute importance dans le commerce international du pays.

Les forêts convrent une superficie de 1,153,005 milles carrés, dont environ 32.8 p.c. sont en hautes futaies, ou en bois adulte utilisable dans le commerce, 35.8 p.c. en bois jeune. Le reste, soit 31.4 p.c., est inaccessible ou ne se prête pas dans le moment à l'exploitation profitable.

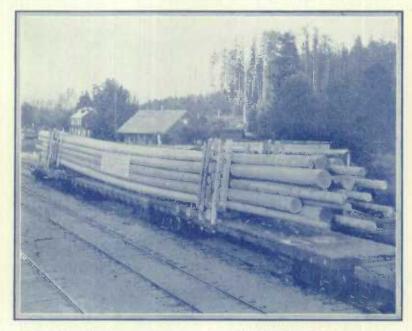
Le volume global de bois sur pied est estimé à 267,733 millions de pieds cubes, susceptibles d'être convertis en 448,255 millions de pieds de bois d'œuvre (mesure de planche) et 1,528,767,000 cordes de bois à pulpe. traverses, poteaux et autres produits semblables. On calcule que ce volume se répartit à raison d'environ 56-2 p.c. parmi les provinces de l'Est, le reste, c'est-à-dire 15 et 29 p.c., étant les proportions respectives pour les Provinces des Prairies et la Colombie Britannique. Bien que l'on place à 2.812 millions de pieds cubes l'épuisement annuel des forêts, chiffre qui comprend le bois détruit par les incendies, etc., il ne s'ensuit aucunement que nos ressources forestières seront épuisées d'ici à quatre-vingtquinze ans comme semble l'indiquer un simple calcul. Le taux de l'utilisation décroîtra sans doute au fur et à mesure que diminuera la réserve et que l'on réussira à réduire les pertes attribuables aux incendies, au gaspillage et autres causes qui peuvent être prévenues. Un accroissement annuel de 10 pieds cubes par acre, accroissement facilement réalisable au moyen d'une sage administration forestière, suffirait en perpétuité aux besoins d'une population de plus de dix-sept millions, au taux actuel de la consommation annuelle qui est d'à peu près 271 pieds cubes per capita.

On distingue environ 160 essences parmi les plantes ligneuses atteignant les dimensions d'arbre qui peuplent les trois grandes aires forestières du Canada. Bien que seulement 31 de ces essences soient des conifères, elles constituent 80 p.c. de notre volume de bois sur pied et 95 p.c. du bois seié.

Exploitations forestières

La valeur de la production forestière au Canada atteint annuellement, d'après les chiffres les plus récents (1932), une somme de \$92,000,000 qui se répartit comme suit: billes et billots destinés au scieries, \$18,000,000; bois de pulpe, tant pour la consommation domestique que pour l'exportation, \$36,750,000; bois de chauffage, \$30,600,000; traverses de chemin de fer, \$1,350,000; poteaux, \$1,400,000, et enfin d'autres produits de l'exploitation

forestière primaire, tels que bois équarri, perches et piquets de clôture et bois pour la distillation. Les chiffres de 1932 le cèdent de beaucoup à ceux des années qui précèdent immédiatement (voir le tableau de la page suivante) par suite d'une baisse dans les opérations d'une part et, d'autre part, d'un fléchissement dans le niveau général des prix. Au taux que comportent les chiffres que nous venons de citer, on abat annuellement au Canada plus de 1,882 millions de pieds cubes de bois. En plus des produits primaires ci-dessus qui constituent les matières premières pour les scieries, les pulperies, les usines de distillation, les fabriques de charbon de bois, les



Opérations forestières.—Un wagon de photis de 170 pieds de longueur, expédié de la Colombie Britannique. Photographie du Buveau Cinématographique du Gouvernement.

usines de laine de bois et autres industries, les forêts fournissent également du bois en grume, du bois à pâte et des billes, tous produits bruts, pour l'exportation, ainsi que d'autres produits primaires finis sur place et destinés tant à la consomnation domestique qu'à l'exportation, tels que le bois de chauffage, les poteaux, les traverses de chemin de fer, les perches et pieux de clôture, les étais de mine, les pilotis, etc. La forêt donne en plus une foule de produits de moindre importance, comme par exemple, le sirop et le sucre d'érable, la gomme d'épinette, les résines, le cascara, les mousses et les écorces pour le tannage.

Le tableau qui suit donne la valeur globale des principaux produits primaires de la forêt canadienne de 1928 à 1932.

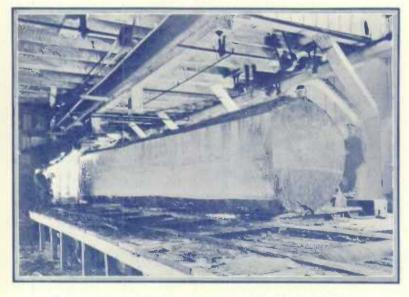
Valeur de l'exploitation forestière, par produits, 1928-32

	1928	1928 1929		1931	1932
	\$	8	\$	\$	8
Billots et bûches. Bois à pulpe. Bois de chauffage. Traverses de chemin de fer. Bois équarri Poteaux Etais de mine. Piquets de clôture. Bois pour la distillation. Perches de clôture.	4,934,371 998,146 1,506,050 476,726 463,469	79, 278, 543 76, 120, 063 41, 764, 507 5, 730, 423 4, 179, 077 6, 677, 559 1, 028, 126 1, 674, 489 455, 957 477, 569 2, 183, 816	75, 563, 041 67, 529, 612 43, 786, 064 5, 038, 899 2, 945, 748 6, 733, 259 885, 343 1, 585, 985 335, 330 624, 968 1, 825, 245	32, 889, 204 51, 973, 243 44, 237, 948 4, 144, 169 151, 114 3, 057, 546 958, 681 1, 388, 074 266, 080 454, 205 1, 603, 666	18, 029, 756 36, 750, 916 30, 627, 632 1, 353, 664 99, 403 1, 411, 200 809, 700 990, 568 251, 281 253, 077 1, 529, 044
Produits divers	2,484,348	219,578,129	206,853,494	141,123,930	92,106,25

L'industrie du sciage

Excepté dans la Nouvelle-Ecosse, 90 p.c. de la superficie boisée du Canada est encore propriété domaniale, les exploitants ne jouissant que du droit du coupe. Les forêts sont administrées par les différents départements provinciaux.

La production des scieries qui atteint en 1931 un total de 1,809,884 milliers de pieds (mesure de bois seié) valant \$26,881,924 est composée pour la plus grande partie de bois tendres de confières, les ressources en



Equarrissage du bois dans une scierre de la côte da Pacifique.

Photographie du Bureau Cmématographique du Gouvernement.

91123-5

bois durs, plus précieux, tels que le carya, le chêne et le noyer, jadis abondantes dans l'Ontario méridional et le Québec, étant presqu'épuisées. Les scieries ont produit en outre: 1,802,008 milliers de bardeaux, valant \$3,556,823; 208,321 milliers de lattes, \$474,889 et une multitude d'autres produits dont la valeur globale atteint \$7,593,011, ce qui porte le grand total de la production des scieries à \$38,506,647 soit 61 p.c. de ce qu'elle était l'année précédente.

Le tableau suivant donne la production du bois d'œuvre et des autres produits des scieries par provinces en 1932. La Colombie Britannique a produit plus de 44 p.c. de la valeur globale, le Québec 22 p.c., l'Ontario 18 p.c.; viennent ensuite le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'Alberta, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Ile du Prince-Edouard, par ordre d'importance.

Production de bois d'œuvre et autres produits de scierie au Canada,

Province	Produc bois d'		Autres produits de scierie	Total des produits	
	Quantité	Valeur	Valeur	Valeur	
	M. pds m.p.	\$	\$	\$	
Ile du Prince-Edouard	4,911	94.930	14,921	109.851	
Nouvelle-Ecosse Nouveau-Brunswick	79,126 112,3,4	1,029,462	486,792 518,452	1,516,254 2,208,916	
Québec	358.663	5.942.606	4.004.084	9.946.690	
Untario	212.140	4.745,636	711,405	5.457,04	
Manicoba	23.708	296,500	11.842	308,342	
Saskatchewan	15.549	257.993	3,459	261,452	
Alberta	69.100	915.695	53,009	968.704	
Colombie Britannique	934,373	11,908,638	5.820.759	17,729,397	
Total	1,802,884	26,881,924	11,624,723	38,506,647	

Les marchés ouverts au bois canadien comprennent aujourd'hui la presque totalité des pays importants. Notre bois de construction jouit d'une préférence tarifaire sur le marché britannique.

Industrie de la pulpe et du papier

L'industrie de la pulpe et du papier détient la première place parmi les industries du Canada par la valeur tant brute que nette de ses produits et par le chiffre des salaires. Son prodigieux essor date du commencement de notre siècle et est attribuable, dans une large mesure, à ce que nos immenses forces hydrauliques avoisinent les vastes superficies en bois à pâte de toutes les essences.

La production brute accuse un accroissement rapide et continu jusqu'aux années de grande activité de l'après-guerre, atteignant \$232 millions en 1920. Le malaise affectant toutes les industries en 1921 eut également ses répercussions dans cette industrie. La récupération s'est cependant manifestée aussitôt; elle a été continue d'année en année jusqu'en 1929 lorsque la production atteignit \$243,970,761 pour retomber à \$123,415,492 en 1933. Il faut attribuer les fortes baisses des quatre dernières années au fléchissement du niveau des prix et à la diminution de la production; cependant, pour l'année la plus rapprochée, 1933, la production est substan-

tiellement plus considérable que celle des années précédentes, bien que la valeur totale soit de près de 10 p.c. plus basse.

Le tableau suivant donne les valeurs brutes et nettes de la production pour les six années 1928 à 1933.

	Production brute	Production nette
1928		\$144,586,815
1929	243,970.761	147,096,012
1930		133,681,991
1931		110,786.276
1932	135,648,729	86,677,762
1033	123 415 492	75 782 971

La valeur nette de la production indique le mieux l'importance relative de toute entreprise manufacturière, parce qu'elle représente la différence entre les valeurs des matières premières et celles des produits ouvrés. A ce point de vue l'industrie de la pulpe et du papier se classe première parmi les industries manufacturières depuis 1920, année où elle devança les scieries. Elle détient également la première place pour ce qui est des salaires depuis 1922, supplantant encore les scieries; depuis 1925 elle vient au premier rang pour la valeur brute de la production, place détenue jusqu'alors par la minoterie.

L'industrie de la pulpe et du papier comprend trois catégories d'établissements comportant 28 pulperies, 42 pulperies-papeteries et 25 papeteries en 1933.

Production de pulpe de bois au Canada et dans les deux principales provinces, 1925-33

Année	Québec		Ontario		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	tonnes	\$	tonnes	8	tonnes	\$
1925. 1926. 1927. 1928. 1929. 1930. 1931. 1932.	1,370,303 1,672,339 1,749,965 2,018,566 2,174,805 1,833,000 1,513,658 1,240,442 1,360,704	50,490,231 59,218,576 60,884,169 67,467,328 69,286,498 58,703,067 41,884,387 31,124,954 29,860,706	976.717 1.095.987 1.007.118 1.050.335 1.255.010 1.043.559 958.100 785.405 867.417	33,559,038 38,008,752 35,034,468 35,708,079 39,963,767 31,463,873 22,944,943 18,735,105 18,644,259	3.229,791 3.278,978 3.608,045 4.021,229 3.619,345 3.107,960	100,216,38 115,154,19 114,442,55 121,184,21 129,033,15 112,355,87 84,780,81 64,412,45 64,114,07

En 1933, les 70 usines produisant de la pulpe atteignent un volume de production de 2,979,562 tonnes d'une valeur de \$64,114,074, soit une augmentation de 12 p.c. en quantité mais une faible diminution 5 p.c. en valeur sur 1932; 75 p.c. du volume global provient des usines qui produisent également du papier et a été utilisé sur place pour la fabrication du papier, 4 p.c. de la fabrication étant destinée à la vente au Canada et 21 p.c. à l'exportation.

La production de 1933 au Canada consiste en 61·2 p.c. de pâte mécanique, 18·6 p.c. de pulpe au sulfite écrue, 11·9 p.c. de pulpe au sulfite blanchie, 6·2 p.c. de pulpe au sulfate et à la soude et 2·1 p.c. de sassures.

Quant à la production de papier dans la même année, elle atteint 2,416,810 tonnes ayant une valeur de \$97,030,429, chiffre qui comprend également certains produits non spécifiés. Le papier à journal y est pour 2,021,965 tonnes, soit 83.7 p.c. du total, valant \$66,959,501; suivent le

carton (9.6 p.c.), le papier d'emballage (2.8 p.c.), le papier à livres et à écrire (moins de 2.5 p.c.), le reste se répartissant sur divers papiers. Le fait que la production canadienne en 1929 est de trois fois et trois quarts plus forte qu'en 1917 est attribuable principalement à la production plus élevée de papier à journal, bien que la presque totalité des variétés de papier utilisé au Canada de nos jours puisse être fabriquée par les papeteries du pays.

L'industrie de la pulpe et du papier



Photographics du Service Topographique ou entretée de l'Intérieur, et du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

La production canadienne de papier à journal en 1933 dépasse de 113·2 p.c. celle des Etats-Unis, qui, voilà quelques années encore, étaient le principal producteur du monde. En 1913, la république voisine en produisait plus de trois fois plus que le Canada, mais au cours des 13 années qui suivent, période pendant laquelle les deux pays enregistrent des accroissements, la production a augmenté à raison de plus de 437 p.c. au Canada, contre moins de 30 p.c. aux Etats-Unis. Depuis 1926, il y a eu un fléchissement, tant effectif que relatif, aux Etats-Unis.

Voici les chiffres mensuels les plus récents se rapportant à la production de papier à journal:

1934—		1934	tonnes	1934—	tonnes
Janvier Février Mars Avril	174,447 210,129	Mai Juin Juillet Aout	229, 637 208, 238	Septembre Octobre Novembre Décembre	235,021 240,869

Commerce du papier à journal et autres produits de l'industrie forestière.—L'accroissement de la production de papier à journal entre 1910 et 1934 saute aux yeux lorsqu'on analyse les statistiques du commerce extérieur. Le commerce d'exportation du papier ne date réellement que du commencement du siècle actuel, et en 1910 les exportations de papier à journal dépassaient \$2,000,000. En 1920, elles s'élevaient à plus de \$53,000,000, pour atteindre au cours de l'exercice 1933-34 en dépit de la dépression générale, un volume de 2,024,057 tonnes et une valeur de \$73,238,482, chiffre qui parmi les articles d'exportation n'est devancé que par le blé. Le Canada exporte du papier à journal vers plus de trente pays, et ses exportations globales de ce produit dépassent le total des exportations de tous les autres pays.

Au début de l'ère du développement industriel du Canada les exportations du groupe "bois" consistaient pour la plupart en produits presque à l'état brut, tels que le bois équarri et le bois en grume, équivalant lors de la Confédération à plus de 41 p.c. de notre commerce global d'exportation. Aujourd'hui, bien que les exportations de bois et de papier forment une plus faible proportion du total, soit environ 25 p.c. pour l'exercice 1933-34, leur caractère a subi quelques transformations. Du total des exportations de produits forestiers, les produits entièrement et presque entièrement ouvrés forment maintenant 74 p.c. et les produits non ouvrés et partiellement ouvrés 26 p.c. Les matières brutes n'y sont que pour environ 8 p.c. du total.

Industries fondées sur le bois et le papier.—D'après la statistique la plus récente, il existe en 1932 4,153 établissements, dont 1,938 obtiennent leurs matières premières des scieries et 2,215 les tirent des papeteries. Leur personnel global est de 64,988 employés dont la rémunération annuelle dépasse la somme de \$73,000,000; leur production dépasse \$195,000,000. Les industries utilisant du papier ont eu un grand essor depuis quelques années grâce aux progrès dans la fabrication de papier et de carton à base de pulpe de bois, de papier-toiture, de carton-planche et autres articles qui entrent dans les méthodes modernes de construction. Pour plus amples renseignements sur les industries fondées sur la pulpe et le papier, le lecteur est référé à la page 101.

CHAPITRE VI

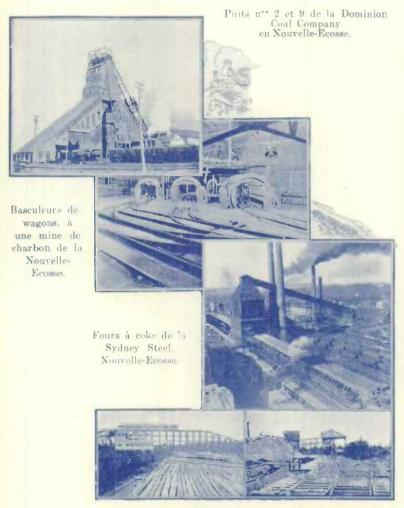
MINES ET MINERAUX

L'industrie minière du Canada est deuxième en valeur de production parmi les industries primaires canadiennes en 1933, n'étant surpassée que par la grande industrie basique de l'agriculture; elle attire à la nation un prestige dépassant la valeur monétaire de sa production. Le Canada se place parmi les producteurs mondiaux, premier pour le nickel, premier pour l'amiante, second pour le cobalt, l'or et le cuivre, troisième pour l'argent et le zinc et quatrième pour le plomb, et il a les meilleures perspectives d'une expansion encore plus grande. Un tiers du tonnage des transports au Canada est fourni par le trafic des mines.

Historique.—Bien que des découvertes isolées eussent été fréquentes depuis plus de deux siècles, l'exploitation minière systématique ne commença que vers le milieu du dix-neuvième siècle avec la création d'une Commission Géologique du Canada sous Sir William Logan, alors que fut inaugurée la tâche herculéenne d'explorer l'est du Canada et d'en dresser des relevés et des cartes géologiques. On publiait, en 1863, un aperçu général de la "Géologie du Canada". On peut donc dire que c'est entre 1843 et 1863 que l'industrie minière s'est implantée dans l'est du Canada. Entre temps, la grande poussée des chercheurs d'or vers les rivières Caribou et Fraser jetait les bases de la colonie de Colombie Britannique.

L'achèvement du chemin de fer Canadien Pacifique, en 1885, ouvrit un second chapitre d'importance encore plus grande. De vastes territoires furent rendus accessibles aux prespecteurs qui ouvrirent la route à de nouvelles entreprises. La plus importante découverte fut près de Sudbury, Ont., en 1883, alors qu'en minant le rocher pour le passage de la voie ferrée on découvrit un gisement de cuivre nickelifère qui a depuis acquis à ce district une réputation mondiale. Des découvertes semblables ont été faites plus tard dans la Colombie Britannique, où, dans les 1890, on localisa dans la partie sud-est de la province toute une série de dépôts de cuivre aurifère et de plomb-zinc argentifères. La fameuse ruée au Klondyke, en 1898, ne peut être ignorée dans cette rapide énumération. Avec de plus grande facilités de transport, de nouveaux gisements étaient découverts dans différentes régions, dont l'argent du district de Cobalt (découvert en 1903) lors de la construction du chemin de fer Témiscamingue et Nord-Ontario et les extraordinaires riches mines d'or de Porcupine (1909) et de Kirkland Lake (1912) sont des exemples notoires. Plus récemment, le cuivre aurifère découvert à Rouyn, section ouest du Québec, conduisit au développement de nombreuses mines et à l'érection d'un smelter par la Van Horne Copper Corporation, à Noranda, Qué., où le cuivre en rosette contenant de l'or fut fondu pour la première fois en décembre 1927. Depuis lors des mines d'or ont été ouvertes dans les régions de Red Lake, Matachewan et Michipicoten, Ontario, et d'autres gisements d'or, cuivre, zinc et autres minéraux en quantité commerciale ont été découverts au Manitoba, où de grandes usines de concentration et de réduction ont été érigées et sont maintenant en activité. Depuis 1930, des affineries pour la production du ciuvre électrolytique ont été construites et ont commencé leurs opérations à Copper Cliff, Ontario, et à Montréal-Est, Québec. En 1930, des dépôts de minerai à forte teneur d'argent-radium ont été découverts à la baie Echo, Grand lac de l'Ours, Territoires du Nord-Ouest.

Les houillières des Provinces Maritimes



A gauche: la bascule au charbon à la mine de charbon Minto, Munto, N.B.

A druite: La mine de charbon King, Minto, N.B.

Les bas prix du métal des trois dernières années ont retardé le développement des nouvelles mines de métaux basiques au Canada, excepté dans le cas de la mine de plomb et de zinc Monarch, de Field, C.B. D'autre part les producteurs du Canada d'or brut out joui d'avantages considérables depuis 1931, par suite de l'augmentation prononcée dans les prix de ce métal précieux. L'extraction avec bénéfice des minerais à basse tencur est apparue dans quelques-unes des mines les plus importantes et les mieux établies, et on a réussi à placer sous le plus court délai possible sur une base productive les propriétés auxquelles on travaillait, et on a poussé plus avant les recherches dans les propriétés nouvelles.

Statistique de l'industrie moderne.—Depuis 1886, alors qu'ont été colligées pour la première fois des données couvrant à peu près toute l'industrie minérale dans son ensemble. L'avance a été réellement remarquable. D'une valeur de \$10,221,255 en 1886, ou \$2.23 per capita, dix ans plus tard la production avait plus que doublé. A la fin d'un autre décennat la production globale s'était multipliée par trois fois et demic. Ce total encore une fois était plus que doublé en 1916. En 1933, la production minérale est estimée à \$221,482,000. Ce chiffre représente une augmentation de 21·3 p.c. sur 1932, mais reflète assez exactement l'amélioration générale dans les conditions commerciales.

Par ordre de valeur de leur production en 1933 les principaux produits minéraux du Canada sont: or, charbon, cuivre, nickel, gas naturel. zinc, plomb, argent, amiante, ciment, sable et gravier, pétrole, pierre, produits argileux, chaux et sel. Cette liste de seize produits comprend tous ceux dont la production atteint une valeur d'un million de dollars ou plus; ils contribuent environ 98 p.c. de toute la production minérale du pays. Outre ces produits principaux, quelque 32 autres minéraux ont été extraits au Canada en quantités commerciales au cours de l'année. Les ressources minérales du Canada comprennent toutes les variétés de minéraux, plusieurs des dépôts étant suffisamment volumineux ou riches pour avoir une importance mondiale. Le Canada contribue normalement 90 p.c. de la production mondiale de nickel, 60 p.c. de l'amiante, environ 35 1 c. du cobalt, 12 p.c. de l'or, 12 p.c. du plomb, 10 p.c. de l'argent, 15 p.c. du zinc et 13 p.c. du cuivre. Le Dominion est aussi maintenant l'un des plus importants pays de la production du platine, du radium et de l'uranium. La valeur des métaux extraits en 1933 accuse une augmentation de 42 p.c. sur 1932. Cependant, les métaux comme groupe retiennent encore la première place dans la production minérale du Canada, ce qui est dû en grande partie à un accroissement important dans la production d'or, de cuivre, de plomb, de zinc, et de nickel.

La valeur de la production métalloïdique a augmenté de \$93,239,852 en 1928 à \$97,861,356 en 1929, mais a diminué à \$83,402,349 en 1930, à \$65,346,-284 en 1931 et à \$56,788,179 en 1932. L'année 1933 accuse une augmenta-

tion très encourageante à \$57,770,463.

Le sous-groupe des combustibles (principalement le charbon) donne en 1933 une valeur de \$47,778,436, environ 83 p.c. du total de ce groupe. En 1928 la production de pétrole brut était de 624,184 barils, valant \$2,035,300; en 1933, elle est de 1,145,332 barils, valant \$3,138,791. L'augmentation provient en plus grande partie de l'Ouest canadien, spécialement de la vallée Turner et autres régions dans le contrefort des Rocheuses.

Les produits de l'argile et autres matériaux de construction, y compris le ciment, la pierre, le sable et gravier, et la chaux montrent une augmentation de \$49,737,181 en 1928 à \$58,534,834 en 1929; ils baissent ensuite par chutes successives jusqu'à \$16,696,687 en 1933. Le tableau qui suit donne les chiffres définitifs de la production minérale de 1933 et l'estimation officielle de la production en 1934.

En 1929, pour la première fois dans l'histoire du Canada, la production minérale a dépassé la valeur de trois cents millions de dollars, donnant une augmentation de 13 p.c. sur celle de 1928 qui avait également établi un record. Les chiffres de 1933, en dépit de la baisse générale du cours des denrées, montrent de nouveaux records pour l'or et le sélénium.

Le tableau qui suit montre la production minérale du Canada. On y voit qu'en 1933 l'Ontario a contribué 49·8 p.c. du total. La Colombie Britannique vient en deuxième avec 13·9 p.c., et le Québec en troisième

avec 12.7 p.c.

Production minérale, année civile 1933, et estimation officielle de l'année civile 1934

	193	33	1934	1.1
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
MÉTAUX		8		\$
Or fin	2,949,309	60,967,626 23,382,611	2,964,395	61,279,000 40,963,000
Argent fin. onces Nickel lb. Cuivre. " Plomb. " Zinc. " Autres métaux. "	15,187,950 83,264,658 299,982,448 266,475,191 199,131,984	5,746,027 20,130,480 21,634,853 6,372,998 6,393,132 2,387,866	16,350,029 130,346,400 367,054,472 342,811,000 300,747,113	7,764,000 30,674,000 26,881,000 8,357,000 9,169,000 7,581,000
Total	-	147,015,593	des	192,668,000
MÉTALLOIDES				
Combustibles				
Charbon tonnes Gaz naturel M.pd.c. Pétrole brut barils Tourbe tonnes	11,903,344 23,138,103 1,145,333 1,131	35,923,962 8,712,234 3,138,791 3,449	13.891.138 22.025.000 1.440.200 492	42,432,000 8,524,000 3,774,000 1,000
Total	-	47, 778, 436	-	54,731,000
Autres métalloïdes				
Amiante tonnes Feldspath " Gypse " Mica " Quartz " Sel " Sulphate de sodium " Soufre 2 " Tale et stéatite Autres métalloides	158.367 10,658 382,736 944 185,783 280,115 57,373	5,211,177 105,117 675,822 49,284 297,820 1,839,874 485,416 510,299 190,836 538,892	160,056 14,941 462,433 746 251,483 318,487 81,343	4,927,000 120,000 817,000 102,000 492,000 2,015,000 671,000 180,000 734,000
Total	-	10,004.537	-	10,577,000
PRODUITS ARGILEUX ET AUTRES MATÉ- MAUX DE CONSTRUCTION				
Produits argileux (brique, tuile, tuyanx d'égout, poterie, etc.) Ciment barrils Chaux tonnes Pierre, sable et gravier "	3,007,432 323,540	2, 262, 835 4, 536, 935 2, 432, 306 7, 464, 611	3,773,979 430,000	2,385,000 5,729,000 3,204,000 9,043,000
Total,	_	16,696,687	-	20,361,000
Grand total		221,495,258	-	278,337,000

Chiffres préliminaires. 2 Dans l'acide sulfurique fabriqué et les pyrites expédiées.

Production minérale du Canada, par provinces, 1931, 1932 et 1933

Province	1931		1932		1933	
	8	p.c. du total	8	p.c. du total	\$	p.c. du total
Nouvelle-Ecosse	21,080,746	9.24	16, 198, 573	8.9	16,966,183	7-7
NouvBrunswick Québec	2,176,910 35,696,563	0.96 15-65	2, 223, 505 24, 512, 470	1.2	2,107,682 28,141,482	0·9 12·7
Ontario	96.113.235	42-15	79.509.239	43.5	110. 205. 021	49 - 8
Manitoba	9.965.854	4.37	8.714.459	4.8	9.026.951	4 - 1
Saskatchewan	1.931.880	0-85	1,681.697	0.9	2,477,425	1.
Alberta	23,580,727	10.34	21, 183, 079	11-6	19,702,953	8.
Col. Britannique	35, 337, 750	15.50	26, 767, 522	14 - 7	30.794.504	13 - 9
Yukon	2,145,347	0.94	1,891,371	1-0	2,041,223	0.9
Ferritoires du Nord- Ouest,	-	-			31,829	-
Totaux	228,029,018	100-00	182,681,915	100-0	221, 495, 253	100-6

Revue de 1934

Les améliorations manifestes qui ont marqué l'année 1933 dans presque toutes les branches de l'industrie minière au Canada, surtout durant les derniers mois de l'année, se sont accentuées encore davantage en 1934. Le premier semestre de 1934, tous les métaux, à l'exception de l'arsenic, accusent une augmentation notable dans la valeur de leur production, et c'est surtout le cas de l'or, du cuivre, du plomb, du nickel, du platine, de l'argent et du zinc. Toutefois l'industrie minière s'est encore vivement ressentie du niveau relativement bas des prix des métaux communs, principalement le cuivre, le plomb et le zinc, et c'est sans doute dû à l'efficacité de l'industrie minière des métaux communs que les exploitants ont pu, au cours d'une période de prix excessivement bas qui duraient depuis quelques années, maintenir leur production.

Les producteurs canadiens d'or vierge, surtout ceux qui travaillent sur du minerai de basse teneur, ont grandement profité, comme ceux des autres pays, de l'augmentation prononcée qui depuis 1931 s'est accusée dans le prix du métal précieux, augmentation réalisée dans une ère de conditions économiques particulières, non seulement complexes dans leur nature mais aussi internationales dans leur étendue. Les événements les plus saillants associés au relèvement récent du prix de l'or comprennent la suspension de paiements en espèces par le Royaume-Uni, le 21 septembre 1931, le contrôle direct, avec permis par le gouvernement, de toute exportation d'or du Canada, l'achat par le gouvernement de tout nouvel or en lingots produit au Canada avec versement au mineur des différences de change, l'abandon par les Etats-Unis de l'étalon or, le 19 avril 1933, et la proclamation par le président Roosevelt, le 31 janvier 1934, que dorénavant les Etats-Unis achèteraient l'or n'importe où à raison de \$35 l'once d'or fin. Cette proclamation a cu lieu en vertu des pouvoirs conférés au président par le Congrès à l'effet de relever le prix de l'or, si nécessaire, jusqu'à \$41.34 l'once d'or fin, soit au double de l'ancienne valeur standard. Le gouvernement du Canada a passé, le 15 juin 1934, une loi comportant un impôt de 25 p.c. sur la prime de l'or produit du minerai de mines canadiennes et mis en vente à l'Hôtel de la Monnaie du Canada. La loi déclare cependant qu'en aucun cas l'impôt ne fera toucher au déposant sur son or moins de \$30 l'once, ni ne s'appliquera aux

mines qui n'ont pas versé régulièrement de dividendes depuis 1933; des déductions sont allouées pour l'impôt sur le revenu.

Le premier pas vers l'application de l'Accord International de l'Achat de l'Argent se fit en 1934 quand le ministre des Finances demandait, pour

le 20 août, des soumissions pour la livraison de lingots d'argent jusqu'à

concurrence d'un montant de 250,000 onces.

L'année 1934 accuse une amélioration quasi-générale dans les industries des métalloïdes et des matériaux de construction; les progrès se sont fait sentir principalement pour le charbon, l'amiante, le feldspath, le graphite, le gypse, la magnésite, la silice, le sulfate de sodium, les produits argileux, le ciment et la chaux. Le rétablissement de l'industrie des matériaux de construction est particulièrement encourageant, après plusieurs années de reculs annuels.

L'événement le plus remarquable de l'industrie minière au Canada en 1934 fut sans doute l'augmentation considérable dans les travaux de recherche, d'exploration et d'amélioration portant sur les minerais aurifères. Les activités des prospecteurs, dans les autres domaines, non seulement furent plus grandes, mais encore elles se sont étendues à des régions

jusque là considérées presque vierges par le mineur.

En Nouvelle-Ecosse l'industrie de la houille demeure toujours l'industrie minérale de premier plan, et le premier semestre de 1934 accuse une augmentation de 62·7 p.c. dans le tonnage de la production comparativement à la production de la période correspondante de l'année précédente La diatomite, le sel et le gypse, les trois plus importants minéraux économiques de la province, ont eu une production supérieure à celle de 1933, et les progrès des mines d'or ont été plus considérables que d'ordinaire, et l'industrie accuse des signes précis d'un rétablissement général.

La houille et le gypse sont deux des plus importantes branches de l'industrie au Nouveau-Brunswick; la production pour les deux minéraux a duré toute l'année 1934. La province a aussi continué sa contribution pour d'autres minéraux, comme le pétrole et la pierre meulière, ainsi que les produits argileux, la pierre et autres matériaux de construction.

La stabilité et le bon état de l'industrie, en 1934, pour la province de Québec, apparaissent distinctement non seulement dans l'augmentation de la valeur du minerai traité, mais encore dans l'importance du programme de développement et d'exploration dans les diverses régions riches en minéraux de la province. Les mines de cuivre et les opérations de la fonte de la Noranda Mines Limited, à Rouyn, ont duré toute l'année 1934 et sont les plus importantes du genre de la province. La compagnie a déclaré avoir commencé la construction d'une usine à cyanure de 500 tonnes, qui ouvrira ses portes en 1935. L'affinerie de cuivre électrolytique de la compagnie subsidiaire, la Canadian Copper Refiners, de Montréal-Est, a produit tout le long de l'année. L'appareil de concentration de la Aldermac Mines Limited a été mis en fonctionnement et on a commencé l'expédition des concentrés. Dans les Cantons de l'Est, la Consolidated Copper and Sulphur Company, d'Eustis, a été active toute l'année; les concentrés de cuivre de cette compagnie se dirigent toujours sur les fonderies des Etats-Unis. Les progrès de l'extraction de l'or s'étendent sur la quasi-totalité de la partie nord-ouest de la province. Les exploitants de 1933, y compris les compagnies Siscoe, Green-Stabell, Beattie, Granada. Bussières et O'Brien-Cadillac, ont déclaré une production d'or importante. et les nouvelles usines d'extraction de l'or qui ont commencé de produire

en 1934 sont la McWaters et la Sullivan Consolidated. L'intention de construire une usine à la mine Arutfield a été annoncée. L'année 1934 accuse des progrès évidents dans l'industrie minière de l'année précédente, ventes de l'année excèdent considérablement celles de l'année précédente.

La prospection du minerai aurifère et l'exploration et le développement des gisements aurifères ont été plus étendus en Ontario que depuis des années. Les activités ont porté tant sur les vieux champs exploités que sur les régions nouvelles. La valeur relevée du métal a encouragé l'étude et l'analyse des gisements nouveaux, ou zones aurifères jusque là considérées comme de peu d'importance du point de vue économique. Dans les deux anciens champs, ceux de Kirkland Lake et Porcupine, quelques-unes des propriétés fermées avant la nouvelle évaluation de l'or ont rouvert leurs portes et se sont mises à produire, et on s'est enquis davantage de leurs possibilités économiques. La valeur relevée du métal a aussi permis, dans quelques mines productives, une extension très considérable ou une augmentation de rendement du minerai, et on a passé au moulin le minerai d'une moindre teneur en or et augmenté considérablement les réserves de minerai. Une revue de cette sorte est forcément superficielle, et comme telle ne peut embrasser que les traits saillants des progrès miniers de l'année. En 1934 Hollinger Consolidated Gold Mines Limited ont fait porter une bonne part de leurs activités sur les gisements aurifères prometteurs du canton de Hislop et la région de la Matachewan; dans cette dernière région la compagnie a complété un moulin à la mine Young-Davidson, et dans le même district la Matachewan Consolidated Mines a fait de l'exploitation minière et de la construction. sur la propriété Otisse. Dans le district de Sudbury la McMillan Gold Mines Limited a commencé son exploitation minière, et dans le champ du Little Long Lac, district de la Baie-du-Tonnerre, l'exploitation minière a porté sur plusieurs gisements aurifères. A la mine Little Long Lac d'importantes réserves de minerai aurifère ont été déclarées comme établies. et l'exploitation minière a commencé sur cette propriété vers la fin de l'année. Au lac à l'Esturgeon la mine St-Anthony a commencé de produire. et dans le district Patricia les mines Casey Summit Gold Mines, Pickle Crow Gold Mines, J. M. Consolidated Mines et Central Patricia Gold Mines ont complété d'autres moulins et les ont mis en activité. La construction d'un moulin dans la région du Lac Rouge s'est commencée sur la propriété aurifère du McKenzie-Red-Lake. D'autres moulins ont commencé leur production en 1934; ceux de la North Shore Gold Mines, près de Schreiber, et de la Munro-Croesus, dans la région de Beatty-Munro. Des envois de minerais aurifères ont eu lieu de la mine Cameron Island, lac Shoal; de la mine Moffatt-Hall, lac Kirkland; et de la mine Dikdik. district de la Baie-du-Tonnerre. A Sudbury l'International Nickel Company du Canada et la Falconbridge Nickel Mines ont toutes deux poursuivi leurs activités minières et métallurgiques pendant toute l'année et la production de nickel, de cuivre et de platine excède substantiellement celle de l'année précédente. Dans l'industrie de l'argent-cobalt les principales activités minières ont en lieu aux mines de Gowganda et de Cobalt, de la M. J. O'Brien Limited. A Copper Cliff l'affinerie de cuivre électrolytique de la Ontario Refining Company a fonctionné toute l'année 1934; cette usine traite le cuivre ampoule produit par l'International Nickel Company.

Les rapports de 1934 touchant la découverte sensationnelle de gisements très riches en or dans la région de la rivière de l'Esturgeon, à l'est du lac Nipigon, ont provoqué une ruée vers l'or comme on en voyait autrefois. De grandes régions de terrain ont été jalonnées et plusieurs claims

d'or out été enregistrés.

L'industrie au Manitoba a été remarquable surtout pour le regain d'activité dans les régions aurifères; aux mines Central Manitoba et San Antonio il n'y eut pas d'interruption dans l'exploitation minière ni dans les activités des moulins. L'exploitation des moulins a repris aux mines Diana Gold Mines, et aux mines Gunnar Gold, Forty-Four, God's Lake, Smelter Gold et Gabrielle, les progrès se sont grandement accentués. D'autres exploitations de mines d'or dans la province embrassaient en 1934 celles de la Vanson Manitoba Gold Mines, Island Lake, Wylie-Dominion et Wallace Lake Gold Mines. Dans le district du Lac du Bonnet des envois de feldspath ont été effectués, et le traitement a porté sur des minerais de lithium. A Flin-Flon les exploitations minières et métallurgiques de la Hudson Bay Mining and Smelting Company n'ont pas en d'interruption, et la compagnie a produit du cuivre ampoule, du zinc affiné et des métaux précienx comme l'or et l'argent. Les gisements de minerai de cette compagnie s'étendent jusque dans la Saskatchewan, et cette province recoit le crédit pour les métaux extraits à l'onest de la frontière.



Valley.

mant à l'œuvre dans le district de Turner-

Le trait caractéristique de l'industrie, en Saskatchewan, est l'augmentation des envois de sulfate de sodium à l'état naturel en 1934. L'industrie houillère de la province a continué ses importantes contributions à la production minérale du Dominion, et d'importantes investigations se sont complétés, au cours de 1934, sur les avantages économiques des argiles de la Saskatchewan de la variété des argiles smectiques.

L'industrie minière de l'Alberta se limite presque totalement à la production de combustibles et de minéraux pour la fabrication de matériaux de construction. Les conditions générales de l'industrie accusent des signes de rétablissement et au cours de la première moitié de l'année il y eut des augmentations dans la houille et le pétrole, comparativement à la période correspondante de 1933; dans le district de Fort-McMurray la

production des sables bitumineux s'est poursuivie.

La Colombie Britannique accuse des progrès des plus satisfaisants dans son industrie minière pour 1934. A Trail, la Consolidated Mining and Smelting Company du Canada a augmenté sa production de métaux, et ses usines métallurgiques ainsi que la mine Sullivan ont toutes deux fonctionné sans interruption. A Britannia Beach la Britannia Mining and Smelting Company a produit du zinc, du cuivre et des concentrés aurifères; les travaux d'exploitation de la mine ont diminué, comparativement à ceux des années passées. Les mines et la fonderie de la Grandy Consolidated Mining, Smelting and Power Company, à Anyox, ont été actives toute l'année, et à Field, la Base Mining Corporation a produit sans interruption et a conduit à bonne fin d'importants programmes d'exploitations sur les gisements de plomb et zinc tant à l'est qu'à l'ouest. L'activité dans les mines d'or de la Colombie Britannique, comme dans la plupart des autres provinces, a été le trait caractéristique par excellence de l'industrie en 1934. La prospection et l'exploration ont beaucoup augmenté et ont tenu le premier plan dans presque toutes les régions aurifères de la province. D'importants travaux d'exploitation ont eu lieu sur les propriétés mieux connues de Cariboo, Bridge-River, Nelson et Omineca. Les exploitations minières les plus remarquables sont celles de Premier. Pioneer, Bralorne, Vidette, Cariboo, Gold-Quartz, Windpass, Relief-Arlington, Reno, Surf-Point, Twin-Lakes, B.R.X., Wayside, Ymir-Yankee-Girl, Velvet, Dunwell, Columario, Bradian et Atlin-Russner. L'industrie houillère est une partie très importante de l'industrie minière de la province et l'extraction du mineral, en 1934, constitue une partie très importante de la production minérale provinciale. La production de gypse, de produits argileux, et de matériaux de construction continue de constituer un facteur de premier plan dans la vie industrielle de la Colombie Britannique.

L'industrie minière du territoire du Yukon se limite aux exploitations des placers aurifères et à l'exploitation du minerai d'argent et de zinc par la Treadwell Yukon Company. Au grand lac de l'Ours, dans les Territoires du Nord-Ouest, l'exploitation a porté considérablement sur les divers gisements argentifères et les minerais d'argent et de pechblende. Le moulin de la Eldorado Gold Mines a été en activité et des envois considérables de produits miniers ont été effectués à l'affinerie de radium de la compagnie, située à Port-Hope, Ontario.

L'estimation annuelle de la production minière canadienne, basée sur un relevé préliminaire du Bureau, indique que l'industrie minière a non seulement traversé avec succès quatre années de dépression mais en a émergé avec des records frappants dans la production de plusieurs métaux

d'importance majeure. La valeur estimative de la production minérale canadienne en 1934 est de \$278,337,000, une augmentation de 25.7 p.c. sur 1933. La hausse des prix de l'or a été un facteur important de stimulation dans la production du métal jaune et bien que l'augmentation en volume soit de seulement environ 15,000 onces sur l'année précédente l'augmentation en valeur est de 75 p.c., ce qui établit un nouveau record dans la valeur de la production canadienne d'or en un an.

Malgré des prix relativement bas pour les métaux communs, les producteurs de métaux primaires ont dépassé tous les précédents dans la quantité de nickel, de cuivre, de plomb et de zinc extraite au cours de l'année et la production des métaux du groupe du platine a atteint son

point le plus élevé dans l'histoire minière du Canada.

L'avance presque générale du commerce et de l'industrie se reflète dans une amélioration distincte des industries extractives des métalloïdes, comparativement à 1932; la production de mica a augmenté en valeur de 107 p.c.; de quartz 65 p.c.; de charbon 18 p.c.; de feldspath 14 p.c.; et le gypse, le sel, le sulfate de soude et le soufre donnent des augmentations tant en quantité qu'en valeur.

Il y a aussi amélioration dans la production des matériaux de construction, des produits de l'argile, du ciment, de la chaux, du sable et gravier et de la pierre, qui donnent des augmentations. Ces industries prises collectivement ont fait un gain de 22 p.c. en valeur comparativement à l'année précédente, gain qui correspond à une plus grande activité dans la construction.

CHAPITRE VII

FORCES HYDRAULIQUES DU CANADA

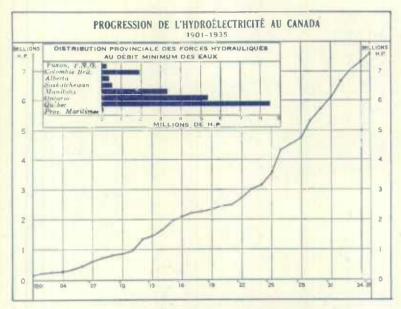
Le Canada, riche en d'autres ressources naturelles, occupe une position favorable sous le rapport des pouvoirs hydrauliques. Dans la plupart des régions des lacs innombrables fournissent des conditions stabilisantes favorables au contrôle et à la réglementation du cours des rivières. Le premier janvier 1935 les installations hydroélectriques se chiffrent à 7,547,035 h.p., et si grandes qu'elles soient elles ne représentent que 17·27 p.c. des installations totales possibles de 43,700,000 h.p. D'après les plus récentes compilations de données de la Conférence Mondiale de l'Electricité, les installations hydroélectriques du Canada occupent le deuxième rang, immédiatement après les Etats-Unis, bien que son installation, per capita, soit de 0·69 h.p., c'est-à-dire environ sept fois celle des Etats-Unis. Plus de 87 p.c. des installations hydroélectriques au Canada se trouvent dans des usines centrales d'énergie.

Le tableau ci-dessous donne l'installation hydroélectique au 1er janvier 1935, ainsi qu'une évaluation de l'énergie potentielle des autres forces hydrauliques pour chaque province. Ces estimations, qui ne comprennent que les cours d'eau et chutes dont le débit et la tête d'eau ont été mesurés, sont fondées sur le chiffre d'énergie disponible en continuité pendant vingt-quatre heures par jour à raison de 80 p.c. du rendement théorique. La première des deux estimations au tableau ci-après se rapporte à l'énergie disponible durant l'année entière et basée sur le débit minimum, soit le débit pendant les périodes de sécheresse, et la deuxième au maximum disponible durant six mois. Comme il est très rare que l'on ait à se servir pendant 24 heures entières de l'énergie produite par l'outillage fonctionnant à plein rendement, on peut généralement conserver l'eau pendant les heures mortes pour s'en servir ensuite lorsque le besoin augmente. Par conséquent, l'outillage générateur des usines a un rendement de beaucoup supérieur à l'énergie théorique continue de la chute d'eau.

Forces hydrauliques disponibles et exploitées au Canada le 1er janvier 1935 par provinces

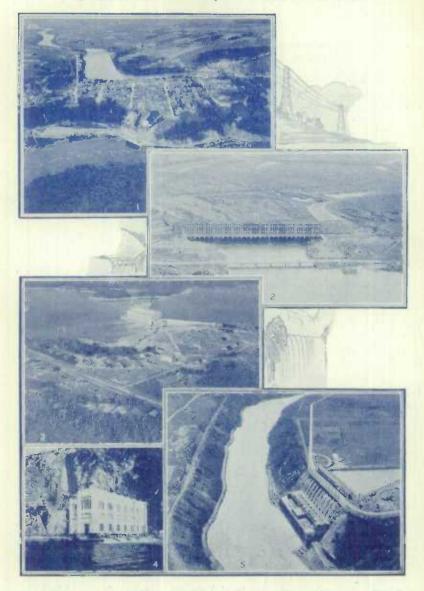
Province	Énergie i par 24 heur du renc	Installation	
Flovince	Au débit minimum	Au débit ordinaire de six mois	de turbines
	h.p.	h.p.	h.p.
Ile du Prince-Édouard	3,000	5,300	2,439
Nouvelle-Écosse	20,800	128,300	116,367
Nouveau-Brunswick	68,600	169,100	133,681
Québec	8,459,000	13,064,000	3,703,320
	5,330,000	6,940,000	2,455,755
Manitoba.	3,309,009	5,344,500	390, 925
Saskatchewan.	542,000	1,082,000	42, 035
Alberta.	390,000	1,049,500	71, 597
Colombie Britannique Yukon et Territoires du NO	1,931,000	5,103,500	717,717
	294,000	731,000	13,199
Totaux	20,347,400	33,617,200	7.547.037

Les progrès de l'industrie hydroélectrique au Canada ont été excessivement rapides, comme l'indique le graphique ci-dessous, et sa stabilité a subi victorieusement l'épreuve de la crise industrielle et financière de ces dernières années.



Répartition provinciale des pouvoirs hydroélectriques.—Les pouvoirs hydroélectriques des Provinces Maritimes, peu importants si on les compare à ceux des autres provinces, constituent tout de même un précieux actif d'ordre économique dont les progrès sont supplémentés par l'énergie dérivant des gisements abondants de houille native. La province de Québec, avec presque le double d'énergie hydroélectrique à sa disposition et plus d'une fois et demie l'installation hydroélectrique de l'Ontario, province qui la suit immédiatement, a accompli des progrès remarquables ces derniers dix ans, et ses installations ont plus que doublé au cours de cette période. Plus de 83 p.c. de toutes ses installations appartiennent à neuf grandes compagnies, sortes d'organisations centrales, compagnies par actions. L'Ontario, sans gisements natifs de houille, comme la province de Québec, possède aussi d'abondantes richesses hydroélectriques. La Commission Hydroélectrique de l'Ontario, entreprise municipalisée sur le principe des coopératives, s'étendant sur toute la province, a des usines constituant presque 63 p.c. des installations totales de la province, et dessert 757 municipalités. Parmi les Provinces des Prairies c'est le Manitoba qui possède les plus abondantes richesses hydroélectriques et qui en exploite le plus, soit 77 p.c. de l'exploitation globale des trois provinces sur la seule rivière Winnipeg, qui dessert la cité de Winnipeg et les municipalités avoisinantes et, par le réseau de transmission de la Commssion Hydroélectrique du Manitoba, une soixantaine de municipalités du sud de la province. La Colombie Britannique, coupée par trois chaînes de montagnes régionales, occupe le quatrième rang pour ses richesses hydroélectriques, et

USINES HYDROÉLECTRIQUES TYPES DU CANADA



l. Centrale à Grand-Falls (N.-B.) de la Gatineau Power Company. Installation de 8,000 h.p.; chute moyenne 115 pieds. L'eau qui actionne les quatre turbines, au rendement de 20,000 h.p. chacunc, provient des barrages que l'on voit à droite et passe par un tunnel en forme de fer-à-cheval long de 2,700 pieds et dont le diamètre est de 24 pieds, sous le centre de la ville de Grand-

......

pour ses exploitations elle ne le cède qu'à l'Ontario et à la province de Québec. Les richesses hydrauliques des Territoires du Yukon et du Nord-Ouest sont très abondantes, mais restent si éloignées des marchés que l'exploitation commerciale s'en trouve limitée aux entreprises minières locales.

Construction en 1934.—La Shawinigan Water and Power Company a fait l'installation des premiers 160,000 h.p. de son usine du Rapide Blanc, sur le Saint-Maurice. La Beauharnois Light, Heat and Power Company a ajouté 100,000 h.p. aux 200,000 h.p. déjà installés dans ses usines de Beauharnois sur le fleuve Saint-Laurent, et projette une autre addition de même importance pour 1935. La Commission Hydroélectrique de l'Ontario a installé une usine de 1,200 h.p. sur la rivière Albany pour desservir la nouvelle région minière de la rivière du Corbeau. La ville d'Orillia a entrepris l'installation d'une usine de 4,600 h.p. près de Minden sur la rivière Gull. En Colombie Britannique la Bridge River Company Limited a achevé une usine provisoire de 4,600 h.p. pour desservir le district minier de Bridge-River en attendant la construction d'usines plus puissantes au même endroit. En Nouvelle-Ecosse une usine de 3,750 h.p. a été installée à Hartville pour desservir les industries de la pâte à papier et de papier du bassin de Minas.

Centrales électriques

Plus de 87 p.c. des entreprises hydroélectriques du Canada se trouvent dans des centrales électriques et bien que soient très nombreuses les stations (260) qui obtiennent leur énergie électrique de combustibles exclu-

Falls. à la centrale paraissant au centre de l'illustration. L'énergie est transportée par une ligne sur pylônes d'acier de 132,000 v., longue de 104 milles, jusqu'aux usines de la New Brunswick International Paper Company, Dalhousie, et par une ligne de 66,000 v. jusqu'aux usines de la Compagnie Fraser à Edmundston.

Cantrale Beauharnois (Qué.) de la Beauharnois Light, Heat and Power Company. Rendement projeté, 500,000 h.p. — installation actuelle, 300,000 h.p.; chute moyenne, 80 pieds. Actionnée par les eaux du lac Saint-François passant dans un canal qui servira également à la navigation (les travaux n'étaient pas terminés lorsque la photographie a été prise) long de 15 milles, large de 3,000 pieds et profond de 27. L'installation comporte des écluses à l'extrémité du lac Saint-Louis. L'énergie produite est vendue à la Commission Hydro-électrique de l'Ontario et à la Montreal Light, Heat and Power Consolidated.

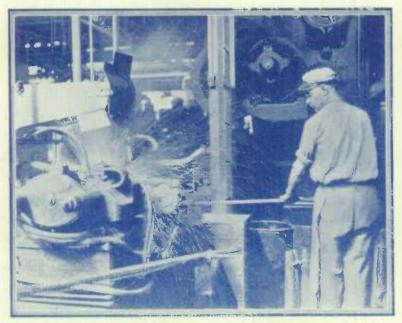
3. Centrale Great Falls, de la Manitoba Power Company, Limited (Winnipeg Electric Company) à Great Falls, rivière Winnipeg, à 75 milles de Winnipeg, Installation de 168,000 h.p.; chute moyenne 56 pieds. Energie transportée à Winnipeg, à l'usine de la Manitoba Paper Company à Pine-Falls ainsi qu'à Central Manitoba Mines, Limited.

4. Centrale Coquitlam-Buntzen No. 2, de la Vancouver Power Company (British Columbia Power Corporation, Limited) située sur le bras nord de la baie Burrard, à 16 milles de Vancouver. Installation de 40,500 h.p., chute moyenne 395 pieds. Energie distribuée à Vancouver et régions environnantes. A noter les trois rangs de conduites forcées presque verticales le long du rocher situé derrière l'usine.

5. Centrale Queenston, de la Commission Hydroélectrique de l'Ontario. Installation de 560,000 h.p.; chute moyenne 305 pieds. Le distributeur d'entrée est situé à 2 milles en amont des chutes de Niagara, les eaux passant par 122 milles de canalisations pour arriver à l'écran et se lancer du rocher par des conduites forcées d'acier emmurées dans du béton. L'énergie est canalisée par le réseau Niagara de la Commission Hydroélectrique.

sivement, et que 41 stations hydroélectriques possèdent un outillage thermique auxiliaire, 98 p.c. de toute l'énergie produite pour le commerce provient de la force hydraulique.

La production d'énergie électrique par les centrales a progressé très rapidement depuis la Guerre Mondiale. La production de 1919, première année de compilation de statistiques, est de 5,497,204,000 kilowatt-heure, et en 1930 elle est de 18,093,802,000 kilowatt-heure, soit une augmentation de 230 p.c. Avec l'apparition de la crise industrielle il y a chute de 10 p.c. en 1931 et une faible proportion en 1932, mais en 1933 la moitié de la perte environ s'efface et la production des dix premiers mois de 1934 indique une production extraordinaire pour l'année de plus de 20,000 millions de kilowatt-heure. A peu près le tiers de cette énergie est utilisée par l'industrie de la pâte de papier et du papier pour la mise en mouvement des machines, et dans des bouilloires électriques, les bouilloires électriques de toutes les industries utilisant à peu près 20 p.c. de la production totale.



La soudure à l'électricité dans une usine canadienne d'automobiles.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

D'après les dernières données la capacité établie des moteurs électriques des industries manufacturières représente 77 p.c. de celle de toutes les machines électriques, et dans maintes industries comme les raffineries de sucre, la trinture, le nettoyage et le blanchissage, les ponts et l'acier de construction, la machinerie, les usines de cuivre et de bronze, de ciment, d'engrais chimiques et de glace artificielle, l'énergie employée est de l'énergie électrique presque exclusivement. Plus de 84 p.c. de tous les

moteurs électriques des industries manufacturières reçoivent leur électricité des centrales électriques, et les autres génèrent sur place leur propre courant.

La substitution de l'électricité à d'autres formes d'énergie pour la mise en mouvement des machines augmente d'année en année, et dans d'autres domaines l'électricité remplace le charbon; d'énormes quantités d'énergie électrique servent, comme il est dit ci-dessus, à la génération de la vapeur dans des bouilloires électriques, principalement dans l'industrie du papier. La plupart de l'énergie utilisée à cette fin est de l'énergie en surplus, sans marché au moment de son utilisation, et quand elle est retirée le charbon la remplace, mais dans certains cas elle est achetée sous contrat, devant être livrée au besoin. En 1924, 260,489,000 kilowatt-heure seulement servirent aux bouilloires électriques. La consommation augmenta sans interruption et en 1933 elle était de 3,608,400,000 kilowatt-heure, soit plus de 13 fois la consommation de 1924. D'autres bouilloires ont été installées dans les industries utilisant la vapeur dans leurs opérations, et pour les neuf premiers mois de 1934 la consommation totale est de 42 p.c. en excédent du chiffre de 1933 pour la période correspondante. Cette augmentation n'a pas été prise toute du surplus d'énergie, cependant, surplus qui sauterait le barrage s'il n'était pas utilisé, ni de l'exportation dirigée sur les Etats-Unis; la production totale moins les exportations et les livraisons aux bouilloires électriques, soit ce qu'on considère comme "énergie ferme", a augmenté très rapidement au cours de cette année, et le total des neuf premiers mois excède de 15 p.c. le total de la période correspondante de 1933, et de 2.5 p.c. le total de 1933, la plus forte année connue jusque-là. Les fournaises électriques et les industries électro-chimiques utilisent de fortes quantités d'énergie électrique et même en dépit du niveau relativement bas de la production industrielle en 1933, l'industrie du fer et de l'acier brut a acheté 118,500,000 kilowatt-heure pour toutes fins, et l'industrie de la fonte des non-ferreux et d'affinage a utilisé 1,221,117,000 kilowattheure, dont 1,213,805,000 des centrales électriques. La consommation domestique, pour fins d'éclairage des maisons ou d'appareils ménagers, a passé aussi de 1,489,575,000 kilowatt-heure en 1930 à 1,650,395,000 kilowattheure en 1933, soit une augmentation de 8 p.c. environ au cours de ce qui constitue probablement les trois pires années du Canada, du point de vue économique.

La moyenne du rendement mensuel des grandes centrales électriques du Canada pour les années 1926-1934 figure au tableau qui suit:

Moyenne de production mensuelle des usines centrales électriques au Canada, 1926-1934

(En milliers de k.w.h.)

Année .	Énergie hydrau- lique	Énergie thermique	Total
926	991,011	16,746	1,007,78;
927	1,193,481	18,944	1,212,42;
928	1,340,292	21,192	1,381,37;
929	1,441,203	27,622	1,468,82;
930	1,463,330	25,230	1,488,56;
931	1,339,907	26,071	1,365,97;
932	1,296,360	25,845	1,322,20;
933	1,436,486	26,150	1,462,63;
933 (moyenne de dix mois)	1,685,230	28,302	1,713,53;

Les immobilisations dans les centrales sont de \$1,386,532,055 et dépassent celles de n'importe quelle autre industrie manufacturière; les revenus de 1933 sont de \$117,582,081 et le nombre d'usagers est de 1,371,806 qui comprend environ 60 p. 100 de toutes les familles au Canada, tant urbaines que rurales. Le prix de revient moyen de la consommation domestique est de 2·18 cents le kilowatt-heure, soit beaucoup moins de la moitié du prix de revient moyen pour les Etats-Unis.

Les statistiques ci-dessus sont intéressantes parce qu'elles indiquent les progrès constants de l'industrie, de 1926 à 1934. Même au plus bas de la crise économique, l'année 1932, le déclin de la production n'a été qu'un peu plus de 11 p.c. du maximum, et en 1934, comme l'industrie ne faisait que commencer à se rétablir, les centrales électriques établiront, s'il faut en juger par les chiffres des dix premiers mois, un record sans précédent dans

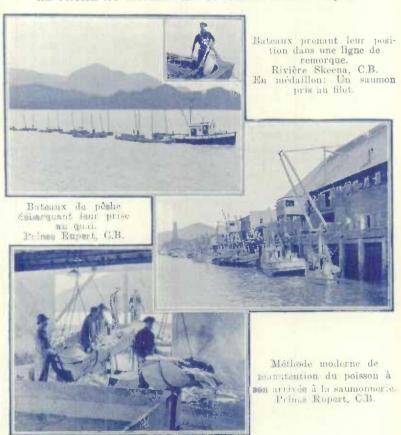
la production de l'énergie.

CHAPITRE VIII

LES PÊCHERIES DU CANADA

Lieux de pêche canadiens.—Les lieux de pêche canadiens s'étendent non seulement le long des rives de l'Atlantique et du Pacifique mais comprennent aussi un système de lacs et rivières sans rivaux pour la pêche en eau douce. Sur l'Atlantique, de Grand Manan jusqu'au Labrador, la côte, sans compter les petites baies et échancrures, mesure plus de 5,000 milles. La baie de Fundy, dont la superficie est de 8,000 milles carrés, le golfe Saint-Laurent dix fois aussi grand, et d'autres eaux océaniques d'une surface d'au moins 200,000 milles carrés, ou plus des quatre cinquièmes de la superficie de l'Atlantique Septentrionale. En outre, il y a 15,000 milles

LA PÉCHE AU SAUMON EN COLOMBIE BRITANNIQUE



Photographics du Rureau Cinématographique du Gouvernement.

carrés d'eaux intérieures du bassin de l'Atlantique, entièrement contrôlées par le Dominion. Quelles que soient ces immenses étendues elles ne représentent cependant qu'une partie des lieux de pêche du Canada. La côte canadienne de l'Océan Pacifique mesure 7,180 milles en longueur et elle est exceptionnellement bien protégée tandis que partout à l'intérieur une série de lacs contenant plus de la moitié de l'eau fraîche de notre planète—la part du Canada dans les Grands Lacs seulement dépasse 34,000 milles carrés—un total qui n'inclut pas le lac Winnipeg (9,398 milles carrés), le lac Manitoba et d'autres encore plus grands.

Encore plus importante que l'étendue des lieux de pêche canadiens est la valeur de leur produit. La qualité du poisson augmente en proportion de la pureté et de la fraîcheur des eaux qu'il fréquente et pour cette raison la morue du Canada, son flétan, son hareng, son maquereau, son corégone et son saumon sont les égaux de ce qu'il y a de meilleur au monde. Il est incontestable que les pêcheries les plus précieuses de l'hémisphère occidental, sinon du globe, appartiennent au Canada.

Statistiques de l'industrie moderne.—La présente industrie de la pêche au Canada est le résultat des progrès des derniers soixante ans. En 1836 la production de poisson dans ce qui est aujourd'hui les Provinces Maritimes avait une valeur estimative d'environ \$1,000,000. En 1870 la production totale donnait une valeur de \$6,500,000 et se doublait de nouveau vers 1878. Dans les /90 elle s'élevait à \$20,000,000 et en 1912 à \$34,000,000. En 1932 elle prenait une valeur de \$25,957,109 et en 1933, \$27,558,053, cette augmentation marquant le premier mouvement de hausse depuis 1928. Ces totaux représentent la valeur totale des produits poissonniers, que le poisson ait été vendu frais ou qu'il ait été séché, fumé, mis en boîte ou autrement apprêté.

Les tableaux qui suivent montrent la production de l'industrie par provinces les années 1900, 1914 et 1933 et la production par principales espèces pour les années 1932 et 1933.

Les pêcheries emploient aussi un capital considérable et beaucoup de main-d'œuvre. Dans les opérations primaires de la prise du poisson le capital immobilisé dans les bateaux, barques, filets, trappes, pièges, quais, etc., était de \$25,389,482 en 1933 dont \$21,093,282 dans les pêcheries d'eau salée et \$4.296,200 dans les pêcheries d'eau douce. Il y avait 65,506 employés dans ces opérations primaires de la pêche. Dans les opérations

Valeur des pêcheries par provinces, 1900, 1914 et 1933

Province	Valeur de la production 1900 1914 1933			Pourcentage de chaque province 1900 1914 1933		
	8	\$	\$	p.c.	p.c.	p.c.
Ile du Prince-Édouard Nouvelle-Écosse Nouveau-Brunswick Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Albertu Colombie Britannique Yukon	1,989,279 1,333,294 455,749	1.261,666 7.730,191 4,940,083 1.924,430 2.755,291 849,422 132,017 86,720 11,515,086 69,725	842,345 6,010,601 3,061,152 2,128,471 2,089,842 1,076,136 186,417 12,045,181 12,001,471 17,100	$\begin{array}{c} 4 \cdot 9 \\ 36 \cdot 2 \\ 17, 5 \\ 9 \cdot 2 \\ 6 \cdot 2 \\ 2 \cdot 1 \\ 1 \cdot 2 \\ 22 \cdot 7 \\ - \end{array}$	4·1 24·7 15·8 6·2 8·8 2·7 0·4 0·3 36·8 0·2	3·1 21·8 11·1 7·7 7·6 3·9 0·7 0·5 43·5
Total	21,557,639	31,264,631	27, 558, 053	100 - 0	100 - 0	100 - 0

Production des pêcheries par principaux poissons, 1932-33

(Chaque espèce ayant une valeur dépassant \$1,000,000 et disposée par ordre de valeur en 1933

Poisson	19	32	1933	
r osson	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	quintaux	8	quintaux	\$
Saunion	1,331,054 483,488	8,037,904 4,745,311	1,456,501 374,916	9,758,340 3,524,35
Morue Hareng	1,428,941	2,193,621 1,473,288	1.561.647 2.056.706	2,598,75 1,808,97
Flétan Poisson blanc	193,845 138,478	1,227,680 1,193,634	200,824 152,135	1.694.40
Aiglefin	360, 185	1,114,802	268, 881	832,02

secondaires de la mise en conserve du poisson ou dans le saurissage où l'on compte 620 établissements le capital immobilisé était de \$15,532,775 et le personnel de 14,042 en 1933.

Commerce en poisson et produits poissonniers.—Bien que la consommation domestique de poisson au Canada fasse des progrès, ce commerce dépend encore en plus grande partie des marchés extérieurs. Les exportations de chaque année absorbent généralement plus de 60 p.c. de la prise. En 1933 (année civile), les exportations totales donnent une valeur de \$20,223,610, dont \$8,796,015 dirigées sur les Etats-Unis et \$4,384,007 sur le Royaume-Uni. Le produit exporté le plus important est le samman en



La pêche au homard du Nouveau-Brunswick.—La levée des pièges. En haut: Homard fraîchement bouilli prêt à la mise en boîte. Photographies du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

boîtes (au Royaume-Uni et aux marchés européens), suivi de près par le homard en boîte, bien que la morue salée à sec (aux Antilles et à l'Amérique du Sud), soit la troisième par ordre de valeur. Pour le poisson frais, le corégone et le homard, les Etats-Unis sont le principal marché. Les exportations canadiennes de poisson ne sont dépassées que par celles du Royaume-Uni et de la Norvège.

Les importations canadiennes de poisson et produits poissonniers y compris les huiles de poisson, etc., en 1933 se chiffrent à \$1,694,325 dont 30 p.c. venues des Etats-Unis; et 36 p.c. des importations étaient des

poissons en boîtes, principalement des sardines.

L'expansion décrite ci-dessus est le résultat de nombreux changements dans les conditions. Dans les premiers jours la morue et l'aiglefin de l'Atlantique étaient les poissons les plus importants de la prise; aujourd'hui la Colombie Britannique avec ses énormes pêcheries de saumon et de flétan a pris place à la tête des provinces (un rang qui autrefois appartenait à la Nouvelle-Ecosse), et contribue à elle seule près de la moitié de toute la prise. La pêche au homard dans l'est du Canada est devenue beaucoup plus importante et elle constitue la plus forte pêche de ce genre dans l'univers. Mais le plus grand élément de changement a été contribué spécialement par le dévelopement de l'industrie de la mise en récipients hermétiques. En 1870 il n'y avait que trois homarderies sur la côte de l'Atlantique du Canada; en 1933 on en comptait 329 employant 6,000 personnes; 30,000,000 de homards sont une prise normale par année. Les saumoneries de la côte du Pacifique sont de grands établissements; on en comptait 44 en 1933. Le produit des saumoneries de la Colombie Britannique de l'année donne 1,265,072 caisses de 48 lb chacune, production légèrement supérieure à celle de l'année précédente et égale à la moyenne de la production annuelle.

Matières employées et valeur des produits des usines poissonnières 1931-33.

Matière et produit	1931	1932	1933
	\$	8	\$
Matières employées— Poisson. Sel. Récipients. Autres	9,137,505 351,781 2,220,770 210,778	7,708,713 170,385 2,190,935 193,598	8,178,543 216,618 2,321,918 243,210
Totaux	11,920,834	10,263,631	10,960,28
Produits Poisson vendu pour consommation, frais Poisson conservé, salé ou autrement préparé	5,168,401 13,658,492	4,243,614 12,440.511	4.337,130 13.043,19
Totaux	18,826,893	16,684,125	17,380,32

La pêche sportive.—Ce qui précède n'a qu'un aspect industriel et commercial. La pêche comme agrément toutefois a son côté économique dans un pays aussi fameux pour son saumon de la Restigouche et autres rivières des Provinces Maritimes; l'achigan noir et la truite mouchetée du Québec et de l'Ontario, la truite rouge de la Nipigon et le saumon et la truite arc-en-ciel de la Colombie Britannique. Le loyer des rivières et des lacs à des individus ou des clubs dans des régions peu peuplées est une source considérable de revenus publics. Plusieurs centaines de guides y trouvent un emploi profitable au cours des mois d'été.

Le gouvernement et les pêcheries.—Le Ministère fédéral des Pêcheries (établi sur une base distincte pour la première fois en 1930) contrôle les eaux de marée des Provinces Maritimes et de la Colombie Britannique et les pêcheries des îles de la Madeleine, dans le Québec. Les autres pêcheries des Provinces Maritimes, de l'Ontario et des Provinces des Prairies et toutes les pêcheries d'eau salée ou d'eau douce du Québec, excepté celles des îles de la Madeleine, sont contrôlées par leurs provinces respectives, mais le droit de légiférer sur toutes les pêcheries des provinces repose avec le Parlement du Dominion. Un nombreux personnel d'inspecteurs, officiers et gardiens sert à appliquer les lois de la pêche et

LES FRAYÈRES DU GOUVERNEMENT CANADIEN



Photographies du Bureau cinématographique du Gouvernement.

une flotte de vaisseaux patrouille constamment pour empêcher le braconnage et faire respecter les règlements. Le but principal de la législation est de prévenir l'épuisement, en appliquant des saisons de clôture, en interdisant la pollution ou l'obstruction des cours d'eau, en réglementant la grosseur des filets et autres engins, et en surveillant les opérations de pêche en général. Le Gouvernement a aussi pris l'initiative de temps à autre de fournir son assistance directe à cette industrie, y compris les moyens de la pêche sur la côte de l'Atlantique; la radiodiffusion des probabilités de la température, d'information sur les approvisionnements de boitte et de glace, sur l'état des glaces le long des côtes, les prix du marché, etc.; par le paiement de primes (en vertu du traité de Washington); par des instructions sur les manières modernes d'apprêter le poisson

et des démonstrations dans les grands centres sur la manière de le cuisiner, et différentes autres manières de préparer le poisson pour la table. De plus, le Dominion a organisé et opère un système de pisciculture sur une grande échelle, ayant en 1933, 24 grandes frayères, 9 frayères subsidiaires et 8 bassins à saumon, tandis que plusieurs stations poursuivent des recherches biologiques dans les nombreux et complexes problèmes de la pêche. Ces stations sont à Halifax, N.-E., St. Andrews, N.-B., Nanaimo et Prince Rupert, C.B.

Les pêcheries canadiennes sont inépuisables mais la prospérité de l'industrie de la pêche dépend à un plus grand degré que dans le passé sur la consommation domestique. Les propriétés sanitaires du poisson et son arôme font l'objet d'une grande campagne de publicité par le Gouvernement qui voudrait en arriver à une consommation moyenne d'au moins cinq livres per capita, ce qui suffirait à placer l'industrie sur un pied de

prospérité qu'elle n'a jamais connu dans le passé.

CHAPITRE IX

COMMERCE DE FOURRURES

Industrie moderne.—Malgré la rapide expansion de la colonisation qui a largement débordé sur des territoires autrefois habités uniquement par les animaux à fourrure dans le nord du Canada, le pays garde encore une des premières places dans l'univers comme producteur de pelleteries et cela après près de trois siècles et demi d'exploitation.

Les fourrures brutes sont actuellement le seul rendement économique de plusieurs milliers de milles carrés du Dominion et constituent une ressource que se partagent toutes les provinces et tous les territoires.

A dater de 1881 les statistiques de la production de fourrures sont établies par le recensement décennal, mais depuis 1920 le Bureau Fédéral de la Statistique publie des rapports annuels qui sont dressés d'après les données fournies par les départements provinciaux de chasse et de pêche, et qui sont basés sur les déclarations des commerçants de fourrure autorisés. En 1881 la valeur des peaux s'élevait à \$987,555; en 1910 elle passait à \$1,927,550. Les chiffres des saisons terminées le 30 juin 1922-1933 sont données ci-dessous. Les valeurs sont basées sur les cours du marché des fourrures sauvagines et de celles provenant des fermes à fourrure. La proportion de ces dernières a monté depuis environ 3·5 p.c. de la valeur globale il y a une dizaine d'années à 13 p.c. en 1928-29, 26 p.c. en 1930-31 et 30 p.c. en 1932-33, ce qui indique l'importance grandissante de l'élevage des animaux à fourrures (voir pages 95-96).

Nombre de peaux et leur valeur, saisons 1921-22 à 1932-33

Surson	Nombre de peaux	Vuleur totale	Saison	Nombre de peaux	Valeur totale
		\$			8
1921-22 1922-23 1923-24 1923-24 1924-25 1925-26 1926-27	4,366,790 4,963,996 4,207,593 3,820,326 3,686,148 4,289,233	17,438,867 16,761,567 15,643,817 15,441,564 15,072,244 18,864,126	1927-28. 1928-29. 1929-30. 1930-31. 1931-32. 1932-33.	3,601,153 5,150,328 3,798,444 4,060,356 4,449,289 4,503,558,	18,758,177 18,745,473 12,158,376 11,893,217 10,189,481 10,305,154

Par ordre de valeur le renard argenté l'emporte haut la main sur n'importe quelle autre fourrure, avec une production totale, pour la saison 1932-1933, de \$3,135,885. Vient ensuite le rat musqué avec une production de \$1,581,606, puis tout de suite après, le vison, avec une production de \$1,438,375. Aucune autre fourrure n'atteint le million de dollars. Le castor, d'une importance telle au début du commerce de la fourrure que les peaux servaient de monnaie canadienne, n'occupe, dans la saison étudiée, que la quatrième place, avec une production de \$698,660. La loutre, très importante aussi dans les annales du début du commerce de la fourrure, a produit durant la saison de 1932-1933, 8,885 peaux valant \$138,348. La valeur des différentes variétés de renards, pour la saison de 1932-1933, est en tout de \$4,891,563, soit 47 p.c. de toute la production de fourrures au Canada durant la saison. Presque toutes les peaux de renards argentés viennent des fermes à fourrures, et une forte proportion de peaux de

renards bleus, croisés ou rouges viennent aussi des renardières. Le renard blanc, d'autre part, vient des sauvagines, la plupart des Territoires du Nord-Ouest et du nord du Manitoba ou de la province de Québec.

ÉLEVAGE DU RAT MUSQUÉ EN ONTARIO



Photographics du lierare Committeenaphique du Gouvernement.

Le prix moyen des principales espèces de fourrures est plus élevé que pour la saison de 1931-1932 pour le renard argenté, le renard blanc, le vison, le rat musqué, la martre, le pékan, le loup et la mouffette, et moins élevé pour le renard bleu, croisé ou rouge, le castor, l'hermine, la loutre et le chat sauvage.

Les industries canadiennes de la pelleterie, y compris le tannage des peaux crues et la teinture des pelleteries, se sont continuellement développées jusqu'à l'année 1928 inclusivement, mais comme les fourrures paraissent du luxe, bien que dans les latitudes du nord elles soient presque des nécessités, l'industrie est une de celles qui ont grandement souffert des effets de la crise générale. En 1929 la valeur du rendement des deux industries ensemble est de \$20,861,039 et en 1930 elle n'était plus que de \$17,359,592, en 1931 de \$15,818,733 et en 1932, la dernière année dont nous avons les statistiques, de \$12,176,349, soit une diminution de 23 p.c. sur les chiffres de 1931 et de 42 p.c. sur ceux de 1929.

Ce développement manufacturier a été en même temps un stimulant à l'importation des fourrures brutes, y compris les peaux de plusieurs animaux non pris au Canada mais comprenant aussi des espèces canadiennes qui ont été introduites sur les principaux marchés mondiaux par les grandes foires à fourrures. Pour les douze mois finissant le 30 juin 1924, les importations de fourrures brutes étaient de \$7,505,328 et vers 1929 elles avaient atteint \$13,289,043. Les importations des 12 mois finissant le 30 juin 1931 (\$5,455,483), le mois de juin 1932 (\$2,709,285) et le mois de juin 1933 (\$2,482,170) reflètent les conditions courantes anormales après le mois d'octobre 1929.

Commerce d'exportation.—Avant la guerre, Londres et Leipzig étaient les deux principaux marchés mondiaux des fourrures, mais de 1914 à 1918 Saint-Louis en capta la suprématie pour les Etats-Unis, bien que depuis la guerre Londres ait regagné son ancien prestige sous ce rapport. Comme résultat du changement dans la situation, Montréal, Winnipeg et à un degré moindre Edmonton, sont devenus d'importants marchés à fourrures pour les acheteurs des grands centres mondiaux. Montréal a eu la première foire canadienne à fourrures en 1920. Des enchères sont maintenant tenues trimestriellement à Montréal et il y a aussi des foires régulières à Winnipeg et à Edmonton.

Il y a un siècle la valeur des exportations de fourrures du Canada excédait celle de tout autre produit canadien; bien que la production globale n'ait guère diminué, les exportations de 1932 n'atteignaient que 2·1 p.c. des exportations totales de denrées canadiennes à la suite de la croissance rapide des autres branches de notre commerce extérieur. La valeur des exportations canadiennes a monté continuellement au cours des derniers dix ans, bien que la marche des prix ait été généralement à la baisse depuis 1929. Les exportations de fourrures ont baissé en valeur de \$24,565,000 en 1929 à \$10,757,412 en 1933, sans affecter matériellement leur proportion des exportations totales. En 1933 le Royaume-Uni a pris 63·0 p.c. de nos fourrures exportées et les Etats-Unis 23·2.

Fermes à fourrure.—Dans les débuts du commerce des pelleteries les trappeurs avaient l'habitude de garder vivants les renards capturés pendant la saison chaude jusqu'à ce qu'ils fussent dans leur plus beau pelage; de là est née l'industrie moderne des fermes à fourrure. Cette industrie s'occupe principalement du renard argenté, une variante du renard rouge ordinaire et dont la permanence de pelage a pu être établie et maintenue après de longues expériences. Mais si le renard est d'importance première dans cet élevage, d'autres espèces d'animaux sont aussi élevées avec succès en captivité, particulièrement le vison, le raton laveur, la mouffette, la martre, le pékan, le coyote et le blaireau. L'industrie porte

aussi sur le rat musqué et de nombreuses régions de terrains marécageux servent à l'élevage de cet animal à fourrure. L'élevage du rat musqué consiste à procurer à ces animaux la nourriture suffisante et à le protéger efficacement contre ses ennemis naturels, comme le faucon, le hibou, etc. En 1932 il y avait au Canada 6,296 fermes à fourrure, comparativement à 6,541 en 1931 et 6,524 en 1930. Au cours des derniers cinq ans leur nombre augmenta de 46 p.c. Les fermes à renard, à vison et à chat sauvage sont les plus importantes, comptant respectivement 5,221,645 et 261 fermes.

En 1932, 155,190 animaux à fourrure sont nés sur les fermes d'élevage, sans compter les rats musqués et les castors, comparativement à 165,378 en 1931, et 29,502 comparativement à 32,256 l'année précédente y sont morts de différentes causes. Il est impossible d'établir des données exactes



Inspection d'un remard argenté pour enregistrement dans les livres de l'Association Canadienne Nationale d'Eleveurs de Renards Argentés. Cette opération se fait avec toutes les précautions possibles afin que l'animal n'en subisse aucune souffrance.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

sur les rats musqués et les castors. Le nombre de peaux vendues est de 135,718 (\$3,046,627) en 1932 comparativement 133,248 (\$3,071,460) en 1931. Le nombre d'animaux de toute sorte vendus vivants est de 7,216 (\$243,793) en 1932 comparativement à 9,623 (\$492,000) l'année précédente. Le renard argenté a contribué 79 p.c. de la valeur en 1932 et le prix le plus élevé pour une bête a été de \$867, comparativement à \$800 pour l'année précédente.

Les statistiques préliminaires des fermes à fourrure pour 1933, compilées jusqu'au moment d'aller sous presse, indiquent qu'au cours de l'année il y a eu 6,473 fermes dont 5,507 pour les renards. Les capitaux engagés étaient de \$13,774,768, comparativement à \$12,724,395 en 1932, et on comptait, à part des castors et des rats musqués, 164,429 animaux, soit une augmentation de près de 6 p.c., et il en est mort de diverses causes 25,035, une diminution d'un peu moins de 15 p.c. Les peaux vendues ont été moins nombreuses, 134,381, mais leur valeur a été bien plus élevée, \$3,712,443, dont 92 p.c. pour les peaux de renard argenté.

L'industrie des fermes à fourrure n'a pris une importance de premier plan que depuis 1920, mais en dépit de ses progrès rapides antérieurement à 1930, elle a très bien maintenu sa position au cours de la crise, et

aujourd'hui elle accuse des signes évidents de progrès.

Le Canada est considéré à l'étranger comme la meilleure source de renards argentés pour la reproduction et il en est exporté un grand nombre à bon prix aux Etats-Unis et à l'Europe. La qualité du pelage ne semble pas être affectée par la captivité et de nombreux éleveurs prétendent que les pelleteries provenant des fermes à fourrure sont souvent supérieures à celles des peaux sauvagines.

CHAPITRE V

LES MANUFACTURES DU CANADA

Le grand essor de l'industrie manufacturière au Canada au cours du vingtième siècle est le résultat de deux grandes influences: principalement et d'abord au boom qui a accompagné la mise en valeur de l'Ouest et qui a créé un fort accroissement de la consommation de produits manufacturés, surtout de matériel de construction; ensuite, la guerre qui non seulement a amené une demande énorme, mais a également contribué immensément à la diversification de la production manufacturière et à l'accroissement de la puissance effective permanente des établissements manufac-



Etablissem ut convertissant en acides les grandes fonderies de Copper Cliff, Ont.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

turiers. En 1910, alors que la première de ces deux influences se faisait à peine sentir, la valeur brute de la production manufacturière du Canada avait atteint \$1,166,000,000, les immobilisations \$1,248,000,000 et le personnel 515,000, mais en 1920, ces chiffres s'étaient accrus à respectivement \$3,772,000,000, \$3,372,000,000 et 609,586. Des centaines de millions en capitaux étrangers (voir p. 42) ont contribué à ce résultat formidable. Après un fléchissement survenu alors, il y cut des regains et les chiffres de 1929 accusent une forte augmentation sur ceux de 1920 (voir tableau page 99). Comme il fallait s'y attendre, on constate en 1932 une diminution de 47·2 p.c. du chiffre de la production brute, bien que le déclin de la production nette ne soit que de 41.4 p.c., ce qui est attribuable à la réduction, relativement plus forte, du coût des matières premières.

Résumé historique des statistiques manufacturières, 1870-1932

Année	lita- blisse- ments	Capitaux	Per- son- nel	Salaires et gages	Cont des matières premières	Valear nette du produit ^a	Valeur brute du produit
	nomb.	\$	nomb'.	1	\$	- 5	\$
1870 1880 1890 1900 1910 1920 = 1929 = 1930 = 1931 = 1932 =	41, 259 49, 722 75, 964 14, 650 19, 218 23, 351 23, 597 24, 020 24, 501 24, 544	1.247,583,609 3,371,940,653 5,083,014,754 5,203,316,760 4,961,312,408	254, 935 369, 595 339, 173 515, 203 609, 586 694, 434 644, 439 557, 426	813,049,842 736,092,766	250,759,292 266,527,858 601,509,018 2,085,271,649 2,032,020,975 1,666,983,902 1,223,880,011	1,686,978,408 1,997,350,365 (,761,986,726	469,847,886 481,053,375 1,165,975,639 3,772,250,057 4,029,371,340 3,428,970,628 2,698,461,862

D'après les données du dernier recensement industriel, le Canada possédait en 1932, 24,544 établissements manufacturiers, dont les immobilisations globales (terrains, bâtiments, outillage, agencement, etc.) forment une somme de \$4,741,255,610, leurs 495,398 employés recevant \$505,883,323 en salaires et gages. Leur consommation de matières premières, sans compter le combustible, se monte à \$955,968,683, et leur production globale à \$2,126,194,555. Bien que la diminution dans la production manufacturière se soit arrêtée en 1933, on pense que la valeur de la production de cette année sera à peu près la même qu'en 1932, et les gains du dernier semestre seront compensés par les pertes subies au cours du premier semestre.

Recensement des manufactures par provinces et groupes industriels, 1932

Provinces et groupes	Éta- bliase- ments	Cupitaux	Per- son- nel	Rémuné- ration	Coût des nestières premières	Valent nette des produits ¹	Valeur brute des produits
Ile du P. Éd. Nouv. Écosse. N. Brunswick. Québec. Ontario. Manitoba. Saskatchewan. Alberta. Col. Brit. et Yukon.		63,291,823 100,609,788	nomb. 1,147 13,142 1,,987 161,439 239,231 22,255 5,535 11,174 29,488	\$ 725, 237 11, 199, 861 10, 623, 685 151, 481, 138 256, 207, 232 24, 157, 589 6, 392, 062 11, 886, 114 33, 210, 405	\$ 1,949,038 22,920,430 20,778,650 292,203,152 459,910,999 45,591,099 18,214,555 28,442,192 65,960,568	50,464,930 17,886,961 26,851,640 74,577,448	36,101,516 55,293,832 140,538,016
Canada	24,544	4,741,255,610	495,398	505,883,323	955, 968, 683	1,170,225,872	2,126,194,554
Groupes industriels Prod. végétaux. Prod. animaux. Textiles	5,244 4,413 2,002 7,844 1,233		74,214	70,047,452 45,979,793 82,817,944 112,372,202 82,339,437	129,468,738 142,349,790 102,289,749	211,600,763 95,623,235 144,942,998 227,251,810 123,542,436	436,736,251 262,793,629 274,414,736 369,601,600 225,832,188
reux Métalloldes Prod. chimiq. Divers	452 1,182 662 479	312,569,679 160,929,954	26,704 20,342 15,295 11,155	20,008,108	74,358,159 35,276,531		147, 765, 618 95, 279, 376
Centrales élec- triques	1, 033	1,335,886,987	15.395	23, 261, 168	-	128,420,233	128.420.23

¹ Valeur brute moins le coût des matières premières.

¹ Comprend tout établissement employant cinq personnes et plus.
2 Comprend tout établissement sans égard au nombre du personnel mais non pas la construction, le travail sur commande et la réparation,

2 Valeur brute moins le coût des matières premières.

Les progrès extraordinaires que les manufactures du Canada ont faits depuis la guerre ont été favorisés spécialement par le fait que les étrangers se sont rendu compte des grands avantages que leur offrait le pays pour l'établissement de succursales, et ont engagé de vastes capitaux dans bon nombre d'entreprises qui ont donné de l'emploi à la main-d'œuvre canadienne.

La classification des différentes industries figurant à la dernière partie du tableau à la page 99 indique la place importante que les groupes "produits animaux, bois et papier" occupent dans l'industrie canadienne, groupes dont cet article traite tout particulièrement cette année, ainsi que le fer et ses produits, l'espace ne permettant pas de pousser cette analyse aux autres groupes.

Produits animaux.—La production de cette branche est déterminée en grande mesure par la demande domestique et étrangère pour beurre, fromage, poisson en conserve, viandes fraîches et gelées, bacon et jumbon, lait condensé et évaporé, etc.

La principale industrie de ce groupe est celle des abattoirs et salaisons dont la production en 1932 donne une valeur de \$91,246,523. Vient ensuite l'industrie laitière, avec une valeur de \$78,712,905. Ces deux industries contribuent environ les deux tiers de la production entière du groupe.

L'industrie du beurre et du fromage a acquis une grande importance au Canada depuis un bon nombre d'années. Elle a débuté dans les districts agricoles des Provinces Maritimes, des Cantons de l'Est et des comtés méridionnaux de l'Ontario, et elle se développe maintenant avec rapidité dans les Provinces des Prairies et les nouveaux établissements dans le nord de l'Ontario et du Québec. C'est la seule des industries d'une telle importance qui n'ait pas de tendance à la centralisation, sa production brute de \$78,712,905 (comparativement à \$95,728,398 l'année précédente) provenant de pas moins de 2,708 établissements disséminés pour la plupart à des points stratégiques dans les régions agricoles.

Les industries du cuir existent depuis longtemps sur une grande échelle comme accessoires de l'élevage et de l'abatage canadiens qui tournissent un grand nombre de peaux. Il y a un grand nombre de tanneries dans les provinces de l'Est et pas moins de 191 fabriques de chaussures sont en opération en 1932, principalement dans le Québec et l'Ontario, représentant un capital immobilisé de près de \$22,000,000, une production annuelle de près de \$32,000,000 (comparativement à \$37,000,000 pour l'année précédente) et employant 13,728 personnes. La conservation du poisson mérite aussi une mention. Elle est naturellement concentrée sur les littoraux du Pacifique et de l'Atlantique. En 1932, 629 établissements s'occupaient de la mise en boîte, du saurissage et du salage du poisson. Leur production était évaluée a près de \$17,000,000 (\$19,000,000 en 1931).

Les industries de ce groupe engagées dans la fabrication de denrées alimentaires montrent une production inférieure depuis 1926 et le groupe dans son ensemble n'a pas avancé autant que les autres par le volume de sa production. C'est tout particulièrement le cas pour les abattoirs et salaisons, les beurreries et fromageries et les poissonneries. D'un autre côté, les industries où la transformation manufacturière joue le plus grand rôle, telles que la confection du vêtement ou de la chaussure, ont avancé substantellement depuis 1926, bien que, en commun avec les autres activités manufacturières, elles aient senti les effets de la dépression.

Produits du bois et du papier.—Les forêts du Canada ont toujours joué un rôle de premier plan dans l'avancement des industries manufacturières. Depuis l'époque des pionniers la scierie a été l'un des tout premiers stages de l'évolution des groupements primitifs en centres industriels. Aujourd'hui il ne reste pour ainsi dire plus de forme d'activité industrielle qui n'emploie pas le bois, directement comme matière première ou indirectement sous forme de papier. Les premières opérations dans la forêt donnent du travail à au moins 200,000 personnes, surtout durant cette partie de l'année où l'emploiement industriel est à son minimum, et elles ont un effet salutaire sur les conditions générales du travail pour toute l'année.

La transformation du bois de construction, qui dépend en majeure partie des activités de l'industrie de la construction, ainsi que des conditions du marché d'exportation, a connu de fortes oscillations. La production la plus forte a eu lieu en 1911, avec 4.918,000 M p., mesure de planche, et n'a jamais été dépassée depuis. Un déclin général s'est produit en 1921 avec 2,869,000 M pieds, mesure de planche, mais des augmentations assez régulières ont suivi dans la production, et ont atteint un nouveaux maximum en 1929 avec 4,742,000 M pieds, mesure de planche, mais d'autres diminutions se sont accusées, et la production de 1932 n'a été que de 1,810,000 M pieds, mesure de planche.

Les industries manufacturières qui tirent leurs matières premières principales des scieries ont atteint leur production la plus forte en 1929, avec une valeur brute de \$146,950,000, et les déclins successifs l'avaient abaissée

à \$60,234,000 en 1932.

L'industrie de pulpe et papier est relativement quelque chose de nouveau dans les industries canadiennes. En 1881 il n'y avait au Canada que 36 usines de papier et 5 usines de pâte à papier. En 1923 l'industrie avait supplanté la minoterie comme industrie la plus importante du Canada, et depuis elle a gardé son rang en dépit des difficultés économiques récentes, La plus haute période de production se place en 1929 avec 4.021.000 tonnes de pulpe de bois et 3,197,000 tonnes de papier. Cette année-là il y avait 108 moulins de pâte et papier en activité, avec une consommation de 3,278,000 cordes de bois et plus de \$13,000,000 d'énergie électrique. En 1926 la production canadienne de papier à journal dépassait pour la première fois la production américaine, et le pays devenait le principal producteur et le principal exportateur de cet article dans l'univers. Depuis, le Canada a maintenu son rang en dépit des déclins dans la production. En 1932 cette industrie a produit 2,663,000 tonnes de pâte à papier et 2,291,000 tonnes de papier. Le papier comprenait 1,919,000 tonnes de papier à journal, soit 104 p.c. du volume de la production américaine.

Les industries manufacturières qui tirent leurs matières premières principales des usines de pâte et papier out atteint leur plus forte production en 1929 avec une valeur de \$187,882,000. En 1932 cette production attei-

gnait une valeur de \$135,212,000.

Fer et acier.—La production du fer et de l'acier est aussi une des industries basiques du Canada. Le minerai de fer n'est pas actuellement extrait au Canada, parce que les gisements qui y sont connus, bien que très substantiels, ne sont pas d'assez haute teneur pour en assurer la récupération économique dans les conditions présentes. Tout de même, l'industrie primaire du fer et de l'acier a pris une importance considérable, et les industries secondaires se servant du fer et de l'acier se développent continuellement pour faire face aux besoins grandissants du pays.

La production de fonte en gueuse se trouve actuellement entre les mains de quatre établissements, dont un situé en Nouvelle-Ecosse et trois dans l'Ontario. Le premier utilise la houille de Nouvelle-Ecosse et le minerai des vastes gisements de Wabana (île Bell, Terre-Neuve) dans lesquels il possède le contrôle. Quant aux établissements ontariens, ils sont obligés de se servir de minerai étranger et de houille américaine. Les hauts fourneaux de ces exploitations peuvent produire par an 1.5 million de tonnes de fonte, bien que le plus fort rendement atteint jusqu'ici ne soit que de 1.080.160 tonnes longues (1929). Ces établissements exploitent



L'extrémité finale d'une table de montage en courroie transporteuse dans ane usine canadienne d'automobiles.

Finissent les extrémités de dix bloss de hait aglindres dans une soule apécation.

Photographies du Bureau Cinématographique du Gouvernement,

également des fours d'acier Martin-Siemens et des lamineries dont la production comprend des lingots, des blooms et billettes, des barres, des tiges, des rails, des pièces de charpente, des plaques, des tôles, des attaches de rails, etc. En 1932 la production du fer et de l'acier bruts était d'une valeur de \$16,197,526.

Parmi les industries secondaires, la production et l'entretien du matériel ferroviaire roulant, des locomotives et accessoires sont de toute première importance. Cette partie de l'industrie comporte en 1932, 38 établissements ayant un personnel global de 15,612 employés. La valeur de production est de \$32,465,192, soit \$72,000,000 de moins qu'en 1930.

L'industrie automobile occupe également une place importante; 8,810 personnes y trouvent leur gagne-pain. La production est de \$43,801,389 et les immobilisations y sont de \$49,641,777, mais comme ces chiffres se rapportent à 1931, année de beaucoup moins bonne que la moyenne, ils ne peuvent donner une idée juste de l'importance de cette industrie. Les 17 établissements en exploitation au cours de 1929 donnaient de l'emploi à 16,435 ouvriers et produisaient pour \$177,315,593.

Le commerce d'exportation en automobiles et parties détachées atteignit sont apogée en 1929, les expéditions à destination des divers pays étrangers se totalisant cette année-là à \$47,005,671. En 1932, toutefois,

elles baissèrent à \$7,091,994.

Il existe également bon nombre d'établissements qui se spécialisent dans la fabrication de machines de tous genres, des instruments aratoires, tôleries, des produits de fonderie et autres articles en fer et acier; la variété des produits de ces établissements s'accroît d'année en année.

Statistiques des principales industries, 1932

Industries	Éta- blisse- ments	Capital	Per- son- nel	Salaires et gages	Coût des matières premières	Valeur brute des produits ¹
	nomb.	8	nomo.	\$	8	\$
Papier et pulpe Centrales électriques Abattoirs et salaisons. Minoteries. Beurre et fromage. Métaux non-ferreux. Pétrole. Impression et édition Boulangerie. Appareils électriques. Automobiles. Bonneterie et tricot. Confection—femmes Raffineries de sucre. Caoutchouc, y compris chaussures. Coton, filés et tissus. Scieries. Brusseries.	141 1.290 2,708 13 31 762 2,861 169 25 169 461 8 47 35 3,593 75	597, 550, 013 1,335,886,987 53, 227, 929 58, 238, 212 50, 924, 744 149, 708, 860 69, 475, 860 61, 156, 728, 48, 961, 175, 82, 468, 754 49, 641, 777 52, 604, 950 18, 147, 033 72, 504, 504, 80, 796, 425, 57, 398, 055		28, 348, 128 23, 261, 168 10, 349, 315 5, 576, 395 11, 219, 366 8, 778, 970 5, 980, 681 23, 408, 606 16, 292, 368 11, 435, 741 13, 474, 974 12, 117, 879 9, 340, 911 11, 684, 979 10, 761, 090 5, 932, 225	48, 970, 967 65, 575, 957 63, 177, 656; 51, 768, 536 51, 768, 536 71, 719, 947 52, 287, 387 11, 193, 930 23, 481, 275 20, 414, 844 28, 278, 869 19, 349, 634 23, 983, 585 25, 716, 922 11, 906, 696 19, 158, 046 23, 405, 576 10, 210, 482	135, 648, 729 128, 420, 233 91, 246, 523 91, 246, 523 78, 712, 905 76, 442, 076 71, 697, 757 54, 812, 748 73, 450, 352 53, 264, 918 43, 252, 762 42, 564, 589 44, 022, 589 40, 746, 910 38, 555, 370 38, 506, 647
Biscuits, confiserie, chocolat. Tabac, cigares et cigarettes. Matériel roulant de chemin de fer	262 116 38 191	45,402,889 42,351,650 87,289,160 22,024,801	8,236	9,425,408 7,127,070 17,460,142 11,156,856	15,594,694 18,787,201 14,101,765 15,753,021	37,389,093 37,361,783 32,465,193 32,242,410
Imprimerie et rellure. Fruits et légumes, conserves de. Coke et produit du gaz.	1,055 258 42	39,451,964 40,586,892		13,874,016 4,056,746 4,897,746	15,600,602	30,034.537
To aux, 25 p.incipales industries	15,481	3,312,818,214	283,392	294, 986, 426	639,547,057	1,385,680,634
Grands totaux, toutes industries. P.c. des 25 principales industries aux grands totaux.	24,544 63.07	4,741,255,610 69 · 87		505,883,323 58·31	955,968,683 66·90	2,126,194,555 65 · 17

¹ La valeur nette de la production est obtenue en déduisant le coût des matières premières de la valeur brute.

Principales industries, 1932.—Comparativement à 1931, l'ordre d'importance des dix principales industries ne s'est presque pas modifié si on les groupe selon le chiffre de la production brute; la valeur de production accuse néanmoins de fortes diminutions sur presque toute la ligne. En 1932, l'industrie de la pâte et du papier détient le premier rang, suivie des usines électriques, des abattoirs et salaisons, des minoteries, de l'industrie laitière, etc. Les plus importants changements dans l'ordre d'importance des groupes industriels sont les suivants: l'industrie de l'automobile passe du quatorzième au onzième rangs; la boulangerie, du douzième au neuvième rangs; l'imprimerie et édition, du onzième au huitième rangs; tandis que les scieries ont reculé du treizième au dix-septième rangs; le matériel roulant de chemin de fer du dixième rang au vingt-unième et la fonte et l'affinerie des métaux non ferreux, du quatrième au sixième rangs

Sur une base de valeur nette, ou de la valeur ajoutée par la transformation manufacturière, l'ordre d'importance des industries en 1932 est grandement difiérent de celui basé sur la production brute. Les usines centrales électriques sont à la tête, suivies par pulpe et papier, boulangerie, produits du caoutchouc, brasseries, produits laitiers, abattoirs et salaisons, etc. En salaires et gages, l'industrie de la pulpe et du papier est la première, suivie des suivantes: impression et édition, centrales électriques, matériel roulant de chemin de fer, appareils électriques, boulangerie, impression et reliure, bonneterie et tricot, vêtements pour femmes, forges et coulages, etc.

Les principaux centres manufacturiers sont Toronto et Montréal, avec des totaux respectifs en 1932, de \$323,000,000 et \$310,000,000 mais le "Grand-Montréal" reste en avant du "Grand-Toronto" pour la valeur de sa production. Viennent ensuite Hamilton, avec \$83,000,000; Winnipeg, avec \$56,000,000; et Vancouver, avec \$54,000,000. Sept autres centres manufacturiers ont donné en 1932 une production dépassant \$20,000,000.

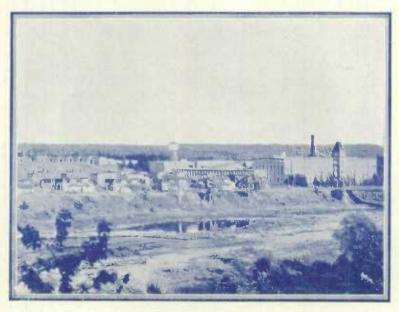
Principales villes manufacturières du Canada, 1932

Villes	Eta- blisse- ments	Capitaux	Per- son- nel	Rémuné- ration	Coût des matières premières	Valeur de la production
	nomb.	\$	nomb.	8	8	S
l'oronto	2,370	417,748,359	76, 652	88, 204, 053	147, 910, 861	323, 326, 75
Montréal	2.088	363,851,307	78,633	80, 734, 197	147,093,263	310.502.23
Hamilton	445	176,981,408	21.733	23, 378, 011	34, 372, 679	83.068.8
Vinnipeg		70, 201, 107	16,119	17,426,358	26, 989, 727	56, 415, 21
ancouver	717	78, 670, 170	11,851	12,506,703	26,970,636	54, 532, 8
ondon	247	36, 166, 997	8,149	8,395,717	11, 277, 143	30, 293, 2
Xilchener	142	31,260,111	7,128	6,483.196	10,043,518	26, 190, 7
luébec	272	44, 432, 575	8,202	7,394,929	10,993,084	26, 139, 0
arnia	17	22.684.769	2,513	3, 237, 469	16,270,344	22,654.2
Iontréal-Est	8	43, 955, 087	1.365	1,859,247	10.815.330	21,263.5
algary	157	33,361,700	4.090	4,527,506	11.923,221	20,974,2
ttawn	221	36, 185, 987	6,129	7.048.840	7,276,871	20,084.3
Oshawa	45 81	20, 721, 525	3,925	4,374,646	11,231,665	19, 176, 9
rois-divières	51	21,441,928	4,242	3,959,158	8,316,509	18,302,4
Valkerville	61	61, 106, 484 29, 770, 104	4, 415	3.927,757	6,883,251	17,787,5
ast Windsor	13	19,815,419	3,205	3,714,556	10.685,564	17,478,7
rautford	97	42,549,033	4,098	5,847,408	8,814,754	16,360,2
t-Boniface	39	9.513,146	1.413	4,546,108 1,475,986	6,632,608 9,914,712	15, 274, 3
dmonton	147	17, 209, 712	3.617	3,882,921	7,894,070	14,933,9
aint John	127	16, 394, 270	2,436	2,627,385	8, 128, 842	14, 806, 3 14, 083, 0

Le commerce des produits ouvrés.—Le Canada se classe deuxième, pour ce qui est de l'industrie manufacturière, parmi les pays qui font partie

de l'Empire Britannique. La capacité de rendement des industries canadiennes est si forte et la variété des produits ouvrés est tellement compréhensive, que bon nombre d'articles fabriqués dans le Dominion non seulement suffisent aux besoins domestiques mais sont expédiés également à l'étranger. Les exportations canadiennes de produits ouvrés se font maintenant vers la presque totalité des pays du monde. Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1933, elles se montent à \$269,000,000, alors qu'elles n'atteignaient même pas \$100,000,000 en 1900; quatorze aus après ce chiffre n'était que de \$159,000,000.

Le groupe des produits végétaux occupe une place importante dans le commerce, la farine, les bandages de caoutehoue, les chaussures en canevas avec semelles de caoutehoue, les céréales alimentaires préparées, le sucre et les spiritueux étant quelques-uns des articles d'exportation les plus importants.



Filature de cotes près de Fredericton, N.B.—Cest une des plus grandes filatures de coten des Provinces Maritimes.

Photographie du Bureau Cinématographique du Goucernement.

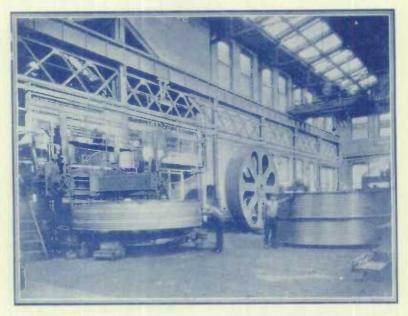
Les exportations de bas et chaussettes ont grandement augmenté tant en volume qu'en valeur et touché un haut niveau sans précédent de 138,735 douzaines de paires en 1932, valant \$1,016,354. L'Afrique Britannique du Sud et la Nouvelle-Zélande sont nos meilleurs clients, en ayant importé en 1932, 50,499 douzaines de paires valant \$394,844 et 41,406 douzaines valant \$263,686 respectivement.

La situation en 1929-34.—Il est probable que les indices mensuels de l'emploiement compilés par le Bureau Fédéral de la Statistique, fondés sur les déclarations de tous les établissements manufacturiers dont le

personnel est de 15 personnes ou plus, constituent le meilleur baromètre des conditions générales de l'industrie. Les établissements faisant rapport

emploient normalement environ 600,000 personnes.

La rigueur de la dépression commencée à la fin de 1929 se reflète dans les indices de l'emploiement paraissant ci-dessous. D'un maximum de 121.6 en noût 1929, il baisse continuellement jusqu'à janvier 1933 pour toucher 74.4. En février de la même année, il commence à se relever et



Finissage au tour de roues de poulle dans une usine canadienne.

Photographie du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

à part quelques interruptions en décembre 1933 et janvier 1934, l'amélioration a progressé toujours jusqu'au mois d'octobre 1934, pour toucher 94.4. L'indice des onze premiers mois de 1934 est en moyenne de 90.2, soit environ 12 p.c. plus élevé que pour la période correspondante de 1933, alors qu'il y avait une amélioration de 6 p.c. sur la même période de 1932. Un progrès constant se constate encore cette année chez les

Indices de l'emploiement dans les manufactures

(1928 - 100)

Mois	1929	1930	1931	1932	1933	1934	Mois	1929	1930	1931	1932	1933	1934
ler janvier. ler février. ler mars. ler avril ler mai. ler juin.	112-8 115-7 116-5 119.8	110-2 110-9 111-3 112-4	96-1 97-6 99-7 100-7	85 · 9 87 · 0 87 · 3 85 · 8	75·0 75·8 76·0 76·8	84 · 2 86 · 5 88 · 1 90 · 2	ler juillet ler août ler sept ler oct ler nov ler dêc	121 · 6 119 · 8 120 · 2 117 · 2	110 · 2 108 · 2 107 · 8 104 · 6	94·7 94·7 91·8 88·8	82 · 6 83 · 1 84 · 1 81 · 7	85·2 86·8 86·7 86·5	94·2 94·3 94·4 92·8

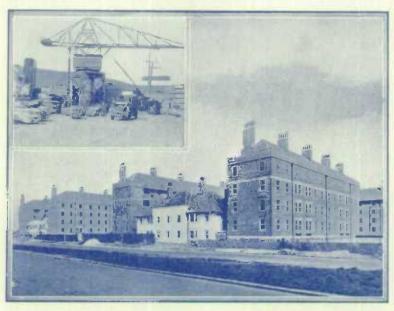
manufacturiers qui ont fait des rapports du 1er janvier au 1er octobre, la période d'expansion la plus longue jamais connue depuis 14 ans, et l'indice de l'emploiement, à son apogée de 1934, le 1er octobre, a été le plus élevé depuis 37 mois. Au début des mois de novembre et décembre il y eut ralentissement, mais c'est très normal en cette saison de l'année.

L'analyse des diverses industries classées comme manufacturières indique une amélioration générale dans les conditions, sans qu'elle soit limitée à certains domaines industriels en particulier. Plusieurs ont montré plus d'activité pour chaque mois que durant la période correspondante de 1933, et dans presque toutes les divisions les indices d'emploiement sont, en moyenne, plus élevés que pour l'année précédente. Les gains réalisés dans les industries suivantes: vivres, bois de construction, pulpe et papier, caoutchouc, textile, chimiques, argile, verre et pierre, appareils électriques, fer et acier, autres métaux, métalloïdes, les groupes de produits divers, sont particulièrement importants, et un plus grand nombre de personnes ont pu trouver ainsi de l'emploi en 1934. Plusieurs industries accusent des progrès encore plus sensibles, dans l'ensemble, qu'en 1933. Les progrès s'accentuent davants ge.

CHAPITRE XI

CONSTRUCTION

L'industrie de la construction tella que nous la comprenons ici embrasse les transports et les utilités publiques de même que les entreprises municipales et privées et tout ce qui dépend de la demande locale et dont les progrès dénotent si bien l'état du marché de l'argent et les mouvements cycliques de la situation générale économique.



Considuction. L'usage du boir desavre canadien est transcap répeadu dans le Royaume-Uni. Le paté de maisons ci-dessus l'ait partie d'un plan municipal de logements de la cité de Liverpool. Le bois canadien y est employé exclusivement. Dans le médaillon: Comment on charge le bois canadien pour exportation sur la côte du Pacifique.

> Photographie de la Branche de la Publicité du Ministère du Commerce et du Ministère de l'Intérieur.

Transports et utilités publiques.—Les chemins de fer à vapeur ou à électricité ont encore coupé leurs frais d'entretien en 1933. Les dépenses totales d'entretien, pour les chemins de fer à vapeur, s'élèvent à \$96,000,000 quand elles étaient de \$100,000,000 en 1932 et de \$131,000,000 en 1931. Les immobilisations dans de nouvelles lignes ne s'élèvent qu'à \$200,000 quand en 1932 elles étaient de \$3,000,000. Les chemins de fer électriques ont dépensé, en entretien, \$5,000,000 en 1933, soit environ 15 p.c. de moins qu'en 1932 et ont immobilisé environ \$200,000 en additions et améliorations.

La vulgarisation de l'automobile sur les routes modernisées s'est effectuée très rapidement, et les dépenses des provinces et des municipalités pour la construction et l'entretien de grandes routes, ajoutées aux octrois des autorités fédérales, constituent une partie très importante des dépenses nationales. Le programme de voirie, en 1920, devait aussi venir en aide au chômage, et d'autres dépenses considérables ont été faites de 1930 à 1933 pour les mêmes fins. De 1929 à 1932 les dépenses de construction étaient en moyenne de \$60,000,000 par an, et les dépenses d'entretien, de \$22,000,000, soit un total moyen de \$82,000,000. En 1933 les dépenses de construction sont fortement coupées, quelques provinces les ont réduites

TRAVAUX DE VOIRIE



Photographies du Bureau Cinématographique du Gouvernement.

au minimum, et elles ne s'élèvent plus qu'à \$24,000,000. Il n'est guère possible de couper autant les dépenses d'entretien, pour des raisons d'ordre économique, et cette année ces dépenses sont de \$16,600,000, soit un total de \$40,600,000, ce qui est moins de la moitié des dépenses annuelles de la voirie des quatre années précédentes.

Construction.—Les dépenses de construction dans les transports et autres services publics ont une importance appréciable dans la stabilisation de l'industrie en général, surtout en ce qui concerne la voirie et autres entreprises publiques qui ont une tendance à augmenter lorsque les autres genres de construction diminuent. Cependant, la plus grande partie des dépenses de construction sont des opérations de construction proprement dites, c'est-à-dire la construction de maisons-habitations, manufactures, magasins, etc. Il est très difficile d'obtenir des chiffres d'ensemble vu la nature variée des entreprises, mais les totaux des contrats de construction, tels que compilés par MacLean Building Reports, Limited, pour les derniers quatre ans sont comme suit: 1930, \$456,999,600; 1931, \$315,482,000; 1932, \$132,872,400, et 1933, \$97,289,800. Le tableau ci-dessous montre les valeurs de tels contrats pour les onze premiers mois des deux dernières années par types de construction.

Contrats de construction au Canada, 11 mois, 1933-1934

(MacLean Building Reports, Ltd.)

Énumération		1933		1934
Enumeration	Nomb.	Valeur	Nomb.	Valeur
		\$		\$
Immeubles de rapport	116	896, 100	165	1.504.400
Habitations	8,005	21.895.400	9.507	27,622,200
Toutes habitations	8,121	22,791,500	9,672	29, 126, 600
Églises	148	2,024,700	197	1.788.400
Garages publics	395	1.798.800	518	2,149,500
Hôpitaux	49	1.838.600	67	4,956,900
Hôtels et clubs	152	1.223.300	353	1.615.400
Edifices pour bureaux	164	1.007.800	243	3.925.800
Edifices publics	285	2,601,000	391	5, 438, 600
Ceoles	187	5,360,600	359	6, 106, 900
Magasins	935	3.411.300	1.267	3,995,500
Théatres	49	442,400	56	575, 400
Entrepots	263	5.607.000	379	4,579,900
Totaux, commerce	2.627	25,315,500	3.830	35, 132, 300
Totaux, industrie	424	8,749,000	593	7,880,600
Ponte	161	6.247.000	165	5,322,100
Barrages et quais	56	561,500	105	2,414,500
Egouts et aqueducs	315	4.512 900	296	3,703,900
Rues et routes	599	13.690.800	812	23,892,300
Autres travaux de génie	314	7,214,000	452	12, 277, 000
Totaus, génie	1,445	32,226,200	1,830	47,609,800
Grands totaux	12,617	89,082,200	15,925	119,749,300

Le Bureau Fédéral de la Statistique compile une estimation de la valeur de la construction dans 61 cités du Canada telle qu'indiquée par les permis de bâtir. En 1933 la valeur des constructions ainsi autorisées est de \$21,776,496 comparativement à \$42,319,397 en 1932 et \$112,222,845 en 1931. Les chiffres non revisés pour les onze premiers mois de 1934 sont \$24,326,224. Le tableau ci-dessous montre la valeur de la construction autorisée durant cette période en 1933 et 1934 par les 61 cités dont les rapports sont compilés tous les mois.

Permis de bâtir, par villes, onze mois, 1933 et 1934

Ville	1933	19341	Ville	1933	19341
	\$	\$		8	8
Charlottetown, A.PÉ.	189,400	42,500	Sarnia, Ont	61,332	119,828
Halifax, NÉ	589,969	708, 617	Sault Ste-Marie, Ont.	89,734	256,408
New Glasgow, NE	21,420	9,852	Toronto, Ont	3,595,284	5,986,145
Sydney, NE	30,925	74,992	York et East York		
Fredericton, NB	30, 115	42,775	Townships, Ont	626,706	807,367
Moneton, NB	117, 494	511,398	Welland, Ont	46, 236	106,476
Saint-Jean, NB	164,646	237,920	Windsor, Ont	58.945	166,702
Montreal Maison-			East Windsor, Ont	1,807	142,590
neuve, Qué	5, 101, 647	3 928, 290	hiverside, Ont	1,000	3,100
Québec	468,018	409,939	Sandwich, Ont	550	36,600
Shawinigan Falls, Qué.	52,950	129.285	Walkerville, Ont	3.000	17,000
Sherbrooke, Qué	181,400	122,510	Woodstock, Ont	69.539	60.750
Trois-Rivières, Qué	27,988	465,090	Brandon, Ont	44.346	41.308
Westmount, Qué	334.841	685.233	St-Boniface, Man	62.310	54, 140
Belleville, Ont	34.075	76.855	Winnipeg, Man	723,400	693,300
Brantford, Ont	139, 856	240,816	Moose Jaw, Snsk	44.845	350, 337
Chatham, Ont	75, 795	43.800	Regina, Sask	378.217	283,921
Fort William, Ont	213,300	615.530	Saskatooa, Sask	106, 135	75,955
Galt, Ont.	101, 136	134,946	Calgary, Alta	441.865	490,288
Guelph, Ont	83,015	105.723	Edmonton, Alta	424,030	471.023
Hamilton, Ont	478, 700	681,370	Lethbridge, Alta	53,541	64,503
Kingston, Ont	178, 717	138.198	Medicine Hat, Alta.	14,325	24,420
Kitchener, Ont	140,009	230.309	Kamloops, C.B	50,000	34,081
London, Ont.	448, 760	587,480	Nanaimo, C.B	25,856	45,544
Niagara Falls, Ont	40,480	125.546	New Westminster.	20,000	10.0.1
Oshawa, Ont	49.035	48,970	C.B.	114.080	75,595
Ottawn, Ont	914, 615	1,257,325	Prince-Rupert, C.B.	29, 117	66.520
Owen Sound, Ont	38,875	23.085	Vancouver, C.B	1.542,966	1.333.737
Peterborough, Ont	133,400	145,030	North Vancouver,	1,012,000	.,000,701
Port-Arthur, Ont	113, 275	94.617	C.B	26,721	14.360
Stratford, Ont	70,242	52.550	Victoria, C.B	278,646	244.303
St. Catharines, Ont	110, 781	257.061	Ticona, O.D.	210,010	211,000
St. Taomas, Ont	64.513	26.311	Totaux-61 villes	19,653,928	24,326,224

¹ Chiffres non revisés.



Pelle à vapeur moderne à l'œuvre.

Photographie du Département des Mines, Ottawa.

En 1931, ces 61 cités avaient environ 36 p.c. de la population du Canada tandis qu'en 1933, dernière année sur laquelle nous avons des chiffres compilés, les permis de construction donnent une valeur égale à environ 22 p.c. de tous les contrats suivant les chiffres de MacLean Building Reports Limited. Un résumé de la valeur des permis de bâtir depuis 1923 est donné ci-dessous:—

Permis de bâtir, 1923-1934

Année	Valeur des contrats de construction	Nombres- indices de la vuleur des permis de bâtir accordés (1926=100)	Nombres- indices moyens du prix de gros des matériaux de construction (1926=100)	Nombres- indices de salarres dans les unétiers du hâtiment (1913=100)	Nombres- indices de l'emploiement fournis par les employeurs dans l'industrie de la construction (moyenne de l'année civile 1928=100)
1923 1924 1925 1925 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1933	\$ 133,521,621 126,583,148 125,029,387 156,386,607 184,613,742 219,105,715 234,944,549 166,379,325 112,222,845 42,319,397 21,776,496 24,336,224	85 · 4 80 · 9 79 · 9 100 · 0 118 · 0 140 · 1 150 · 2 106 · 4 71 · 8 26 · 7 13 · 9 46 · 8	11I - 9 106 - 6 102 - 9 100 - 0 96 - 1 97 - 4 99 - 0 90 - 8 81 - 9 77 - 2 78 - 3 83 - 1	166 · 4 169 · 1 170 · 4 172 · 1 179 · 3 185 · 6 197 · 5 203 · 2 195 · 7 178 · 2 158 · 0 147 · 2	80 · 9 80 · 3 84 · 9 100 · 0 109 · 0 118 · 8 129 · 7 129 · 8 131 · 4 86 · 0 74 · 6 109 · 3

¹ Les chiffres de 1934 sont pour les onze mois terminés le 30 nov. Ceux des autres années sont complets. ² Chiffres préliminaires.



Tuile de gypse.—Les types modernes d'isolation dans la construction ont créé une grande demande pour ce genre de produits et autres semblables.

Photographie du Département de l'Intérieur.

Les nombres-indices des salaires et des prix des matériaux de construction montrent les fluctuations dans le coût de la construction au cours de cette période. En 1934 l'échelle des salaires a baissé de 6.8 p.c. comparativement à 1933 et les prix de gros des matériaux de construction ont avancé de 6.1 p.c. La réduction des salaires dans les métiers de la construction est probablement plus grande que ne l'indiquent ces chiffres. Les nombres-indices des salaires dans les métiers du bâtiment sont basés principalement sur l'échelle des unions dans les cités et les types de construction où il y a eu le plus d'activité ne sont pas généralement de ceux employant les artisans les mieux payés. La réduction du coût de la maind'œuvre est proportionnellement beaucoup plus grande que dans les métiers.

CHAPITRE XII

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Chemins de fer.—La distance à travers le Canada de l'Atlantique au Pacifique est approximativement de 3,500 milles et trois chemins de fer transcontinentaux la parcourent d'un littoral à l'autre. Ces réseaux avec leurs nombreux embranchements donnent au Canada un parcours ferroviaire per capita qui n'est dépassé que par un seul pays, l'Australie.

En 1922, le gouvernement fusionnait l'Intercolonial, le Transcontinentai et source charges de fer avec le Canadien Nord, le Grand Trons et le



Les cours de classification par gravité du Canadieu Pachague à Winnipeg.— Winnipeg est le centre de distribution des grains des Prairies et un des plus grands centres ferroviaires du continent.

Photographie de la Force Aérienne Royale Canadienne.

Grand Tronc Pacifique qu'il était obligé de prendre sous son contrôle parce que leurs propriétaires particuliers n'en pouvaient continuer l'exploitation, et il plaça le tout sous une administration unique. En 1933, ce grand réseau disposait de 23,750 milles de voies ferrées, ce qui en faisait le plus grand réseau de l'Amérique du Nord. Parallèle à ce chemin de fer se trouve le Canadien Pacifique avec ses 17.018 milles de voie (saus compter 70 milles au Canada et 5,156 milles aux Etats-Unis qu'il contrôle) et ses lignes de navigation sur l'Atlantique et le Pacifique. Le Canadien Pacifique encerclant le globe à une altitude plutôt septentrionale forme avec son service actuel de navigation une route comparativement courte entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

Le Canada dispose d'un mécanisme élaboré pour le contrôle des transports. C'est la Commission des Chemins de fer créée en 1904 et qui assuma les fonctions du comité des Chemins de fer du Conseil Privé comme régulateur des taux. La Commission a aussi juridiction sur tout ce qui touche le tracé, la construction et l'exploitation générale des chemins de fer.

En face de conditions nouvelles et de complications grandissantes dans le domaine des transports le gouvernement a nommé, en novembre 1931, une Commission Royale pour enquêter sur l'ensemble du problème des transports au Canada, particulièrement en ce qui concerne les chemins de fer, les facilités de navigation et de communication, tout en tenant compte des conditions actuelles et des probabilités de développements futurs du pays. Le très honorable Lyman P. Duff, juge en chef de la Cour Suprême du Canada, était le président de cette commission.

Le rapport de cette commission fut déposé le 13 septembre 1932 et ses principales conclusions étaient que, à la suite de la compétition intensive entre le Canadien National et le Canadien Pacifique, des dépenses extravagantes, de la duplication des services et du besoin de lutter contre une compétition beaucoup plus grave des automobiles, en même temps que la diminution du trafic due à la dépression industrielle, la situation était désastreuse pour les chemins de fer. Elle recommandait que:

(1) L'identité des deux réseaux de chemins de fer fût conservée.

(2) Que l'administration du Canadien National fût émancipée de l'intervention politique et des influences locales.

(3) Qu'un mécanisme fût créé permettant la coopération entre les deux systèmes pour éliminer les doublures de services et les extrayagances.

(4) Qu'une échelle d'économies fût tracée qui permît d'abaisser le fardeau porté par le réseau national à des proportions raisonnables et en même temps arrêtât de manière efficace une exploitation extravagante et coûteuse.

(5) Que des mesures fussent prises pour la coopération raisonnable des intérêts particuliers contre l'action arbitraire d'une entreprise publique qui pourrait injustement nuire aux intérêts de l'entreprise particulière.

Pour en arriver à cela elle recommandait de remplacer par trois régisseurs le bureau du Canadien National qui se composait de dix-sept directeurs. Les déficits annuels du Canadien National devraient être payés. par le gouvernement fédéral et non par des obligations des chemins de fer. Des auditeurs devraient procéder à une vérification continuelle. Il devait. être imposé comme devoir statutaire aux administrateurs du Canadien National et aux directeurs du Canadien Pacifique d'adopter aussitôt que possible toutes telles mesures de coopération et d'arrangement compatibles avec la manutention du trafic afin d'éliminer des dépenses inutiles et des services extravagants, évitant des doubles services de facilités quand ils ne sont pas absolument nécessaires et pourvoyant à l'exploitation conjointe de toutes telles propriétés placées d'une manière avantageuse pour qu'elles pussent servir à l'un et l'autre des réseaux sans nuire à aucun, Un tribunal composé de trois membres à la tête duquel serait à titre de président le chef de la Commission des Chemins de fer et un représentant de chaque compagnie devait être nommé pour régler toutes les discussions surgissant des arrangements coopératifs dans des cas où l'un ou les deux chemins de fer le demanderaient, et la décision de la majorité de ce tribunal qui devait comprendre le président devait être finale pour les deux chemins de fer, des appels n'étant permis que sur les questions de droit quand il y a implication d'une question de jurisprudence. La Commission recommandait aussi de tenir une conférence interprovinciale afin d'en arriverà des règlements effectifs pour le contrôle du trafic par automobile et de la concurrence qu'il fait au chemin de fer. Un projet de loi contenant ces recommandations sur le chemins de fer fut adopté à la session de 1932-33

Conditions en 1933 et 1934.-La situation des chemin de fer canadiens en 1933 peut être résumée comme suit : une population de 10.835,000 âmes est desservie par un réseau de 42,364 milles de voies simples en plus de 14.372 milles de voies secondaires ou tertiaires, de voies industrielles, de garage et d'évitement. Les voies simples donnent en Ontario 10,880 milles, en Saskatchewan 8,438 milles, en Alberta 5,680 milles. en Québec 4,863 milles, au Manitoba 4,433 milles et en Colombie Britannique 4.041 milles. Les immobilisations de capitaux dans les chemins de fer canadiens représentent approximativement \$3,365,464,000 et les recettes brutes sont de \$270,278,276. Le nombre des employés est de 121,923 et leurs salaires de \$158,326,445. Au cours de l'année les chemins de fer ont transporté 19.172.193 voyageurs et 57.364.025 tonnes de marchandises et ils ont brûlé environ 25 p.c. de tout le charbon consommé au Canada. Les chemins de fer sont supplémentés par des services maritimes efficaces et bien outillés, des chaînes d'hôtels modernes et somptueux dans les principales villes d'un océan à l'autre, et pas moins de 42,083 milles de lignes télégraphiques qui sont ou sous leur contrôle ou exploitées directement par eux. Comme la majorité des industries, le trafic ferroviaire a décliné avec plus ou moins de continuité de 1929 à 1933. Le déclin du trafic des marchandises a commencé en août 1929 et à la fin de l'année son total était inférieur de 14 p.c. à celui de 1928. Les déclins se sont multipliés jusqu'à la fin de 1933, le total de cette année n'étant que de 45 p.c. de celui de 1928 et de 83 p.c. de celui de 1932. Le mois de janvier 1934 marque quelques progrès et le total des neuf premiers mois de 1934 dépasse de 11.2 p.c. de celui de la période correspondante de 1933. La baisse dans le trafic des voyageurs a aussi commencé en août 1929 et s'est continuée sans interruption jusqu'au mois de juin 1933 alors que l'on constata une augmentation de 9 p.c. sur le mois de juin 1932 en nombre de milles par voyageur. Ces progrès se sont depuis accentués et pour les neuf premiers mois de 1934 le trafic est de 11.7 p.c. supérieur à celui de 1933.

Les revenus bruts de l'exploitation des chemins de fer et les chargements commerciaux par mois en 1932, 1933 et jusqu'à la fin de novembre

1934, paraissent ci-dessous:

Statistiques des chemins de fer par mois, 1932, 1933, et janvier-novembre 1934

	Revenus l des c	ruts d'exp homins de	loitation fer	Wagons chargés			
Mois	1932	1933	1934	1932	1933	1934	
				Nombre	Nombre	Nombre	
Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	22. 120 22. 294 25. 027 23. 851 23. 400 24. 813 22. 970 23. 100 28. 988 28. 190 24. 276 21. 902	1743 16, 788 20, 612 19, 530 21, 447 24, 310 23, 713 23, 730 25, 872 27, 239 24, 176 22, 749	21,011 20,627 24,657 23,395 26,069 24,436 25,206 25,201 27,605	166 174 186 180 183 185 167 176 216 212 193 153	134 133 157 138 161 176 163 186 202 222 201 158	177 16- 189 177 199 189 200 21: 24- 188	

Canaux.-Comme nous l'avons déjà remarqué, les canaux furent les premiers grands travaux entrepris en vue des transports au Canada. La première écluse, minuscule, construite par la Compagnie de la Baie d'Hudson, à Sault Ste-Marie, fut détruite par les soldats américains en 1814. Le deuxième canal fut celui de Lachine, sur le St-Laurent, en amont de Montréal, en 1825, et le troisième, le canal Welland, en 1829, pour contourner les chutes Niagara. Vinrent ensuite le canal Rideau (dans un but surtout militaire), le système des canaux du St-Laurent et le canal de Chambly. Aujourd'hui, le Canada renferme sept réseaux de canaux exploités par le gouvernement: (1) entre Fort William et Montréal; (2) de Montréal à la frontière internationale, près du lac Champlain; (3) de Montréal à Ottawa: (4) d'Ottawa à Kingston; (5) de Trenton au lac Huron, (6) de l'Atlantique aux lacs Bras d'Or, dans l'île du Cap-Breton; et (7) de Winnipeg au lac Winnipeg, sur la rivière Rouge. La longueur totale de toutes ces routes navigables est d'environ 1,594 milles. Parmi les canaux projetés, les plus importants sont ceux qui se rattachent an creusage du St-Laurent.

Le canal Welland.-Par l'ouverture du canal Welland le trafic de cette voie d'eau a augmenté de 6,100,000 tonnes en 1930 à 7,300,000 tonnes la saison de 1931, à 8,500,000 tonnes en 1932 et à 9,194,130 tonnes en 1933. Lors de son ouverture au trafic en avril 1930 la profondeur du canal était de seulement 18 pieds. Celle-ci a été augmentée à 20 pieds en avril 1932 et la cérémonie de l'ouverture officielle du canal eut lieu le 6 août 1932. Le canal a une profondeur de 30 pieds aux écluses et de 25 pieds entre les écluses et il peut facilement être dragué jusqu'à une profondeur uniforme de 30 pieds. Le passage des 27.7 milles formant le canal a été réduit de 16 heures dans l'ancien canal à 7½ heures, et le nombre d'écluses de 26 à 8. Les écluses ont 80 pieds de largeur et la distance entre les portes d'entrée et de sortic est de 859 pieds; la largeur minima du canal dans son lit est de 200 pieds. L'élévation des sept écluses varie de 43 pieds 8 pouces à 47 pieds 10³ pouces et l'écluse de garde varie avec le niveau du lac, la différence de niveau entre le lac Erié et le lac Ontario étant de 327 pieds.

La canalisation du Saint-Laurent.—Le 18 juillet 1932 le Canada et les Etats-Unis ont signé un traité pourvoyant d'abord à la construction de canaux et de chenaux de 27 pieds de profondeur afin de permettre aux voisseaux océaniques de monter jusqu'aux lacs, et en même temps aux grands cargos des lacs de descendre jusqu'aux eaux extérieures sans transbordement. Les barrages nécessaires au développement de ce système de navigation dans la section internationale du Saint-Laurent permettront incidemment le développement de forces hydrauliques d'environ 2,000,000 de h.p.

Le 11 juillet 1932 le Dominion du Canada a conclu une entente avec la province d'Ontario relativement à la construction et au paiement des ouvrages nécessaires à la navigation et aux captations hydrauliques dans

la section internationale des rapides du Saint-Laurent,

Le traité de la canalisation du Saint-Laurent doit être approuvé par le Sénat des Etats-Unis et par le Parlement du Canada avant d'être appliqué. Il est approuvé par la Chambre des représentants des Etats-Unis, mais quand le Sénat américain en fut saisi le 14 mars 1934 il ne put rallier la majorité nécessaire des deux-tiers des voix.

L'entente entre le Canada et l'Ontario est aussi sujette à l'approbation du Canada et de la législature de la province d'Ontario, et à moins que le traité ne soit ratifié avant trois ans l'entente entre le Canada et la province d'Ontario sera également de nul effet.

Tramways électriques.—Les tramways à chevaux circulaient à Montréal et à Toronto depuis 1861, mais le premier tramway électrique (St. Catharines, Ont.), date de 1887 seulement; vinrent ensuite le réseau de l'Ottawa Electric en 1891 et l'électrification des réseaux de Montréal et de Toronto en 1892. On les trouve aujourd'hui dans toutes les villes canadiennes. On a fait aussi beaucoup de progrès dans la construction et l'exploitation de lignes suburbaines ou interurbaines.

L'automobile a provoqué depuis quelques années un fort fléchissement du trafic de tramway urbain et interurbain. En 1933 il existait 41 systèmes exploitant 1,864 milles de voie (un système disparut en septembre), représentant une immobilisation de \$223,704,367. Au cours de l'année ils ont transporté 585,385,094 voyageurs, ce qui est une diminution de 57,445,-908 ou 9 p.c. sur le trafic de 1932. Les recettes brutes se sont montées à \$39,383,965 et la feuille de paie à \$18,692,236.

Messageries.—Le service des messageries a été défini "le transport des marchandises par les trains de voyageurs". Il y a maintenant au Canada quatre compagnies de messageries; leur capital est d'environ \$6,200,000 et leurs activités s'étendent sur 62,405 milles de chemins de fer ou tramways électriques, lignes de navigation et de diligences, et les recettes brutes sont d'environ \$15,226,014 par année. Elles ont émis des chèques de voyageurs pour une somme de \$43,579,612 en 1933.

Voirie.—Dans notre époque de trafie intense par voitures-automobiles, un système de bonnes routes est aussi important dans un pays que les chemins de fer et les cours d'eau navigables; sous ce rapport le Canada n'a pas tenu l'arrière. Un trafie de tourisme qui augmente rapidement et qui a rapporté une somme de \$77,250,000 en 1933 a eu pour résultat d'activer la construction de bonnes routes à travers le pays; aussi, les ingénieurs du Dominion et des provinces consacrent-ils beaucoup d'énergie à la construction et à l'entretien des routes. En 1933 le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les municipalités déboursaient \$37,259,116* pour l'amélioration et l'entretien des routes en plus de \$3,245,938 affectés aux ponts et passages. Les dépenses de construction ont été diminuées de \$26,176,930 ou 52 p.c., et les coupes ont été particulièrement fortes dans l'Alberta et la Colombie Britaunique.

Distances en milles, ouvertes au trafic, ler janvier 1934 et dépenses de voirie, 1933

Classe de route	Longueur en milles	Dépenses ¹	\$
Non améliorée	138.636 175.767	De construction	23,854,579
Améliorée Gravier Macadam à cau	86.695 2,579	D'entretien	16,650,475
Mucadam bitumineux	2,258 873 2,160		
Autres	156		
Total	409, 124	Total	40,505,054

Comprend ponts et passages.

Ne comprend pas les dépenses des municipalités sur les routes ou rues non subventionnées par les provinces.

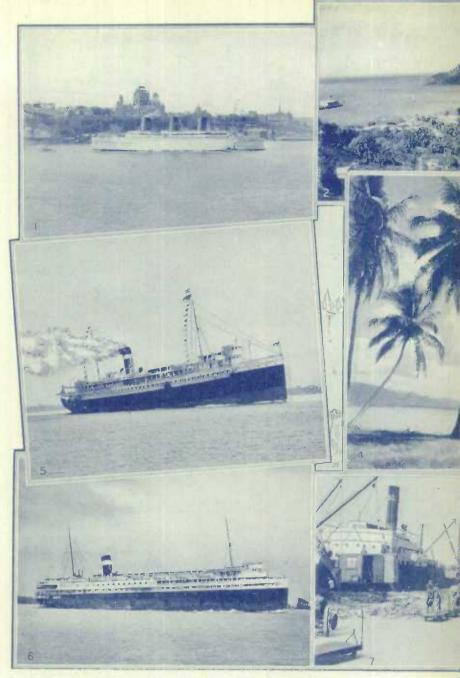
Automobiles.—L'automobile est la raison d'être du développement du système de voirie et le nombre d'automobiles augmente toujours rapidement. Les voitures à voyageurs et à marchandises, tant particulières que publiques, font des incursions de plus en plus profondes dans le système de transport ferroviaire. Plusieurs petits exploitants de tramways électriques ont été obligés de discontinuer entièrement leurs opérations et d'autres ont abandonné les lignes où le trafic avait baissé au point d'en rendre l'exploitation peu lucrative. En dépit de l'accroissement de la population, le trafic des voyageurs se servant des chemins de fer n'a pas augmenté au cours de la dernière décade et depuis le commencement de la période de marasme qui sévit actuellement, le fléchissement prend des proportions inquiétantes. Depuis quelques années les cantions automobiles transportent un énorme volume de marchandises, y compris du bois, du foin, etc., trafic qui, il y a cinq aus, se faisait exclusivement par les chemins de fer.



Son Excellence le Gourgement General du Canada tranchant le ruben à l'ouverture du Pont International sur le St-Laurent, Cornwail, Ont.

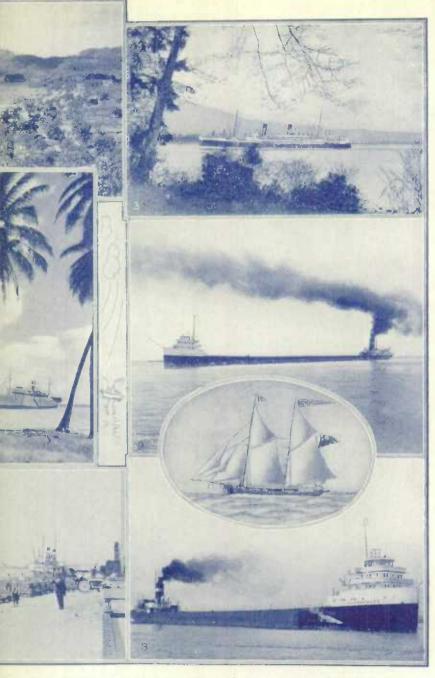
Photographie fournie par le maire de Cornwall, Ont.

Les enregistrements de véhicules moteurs ont augmenté de 89,944 en 1915 à 728,005 en 1925 et à 1,082,957 en 1933, soit une voiture pour chaque 9·9 personnes. Les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande et Hawaï sont les seuls pays où le nombre d'automobiles per capita est plus élevé, et les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni sont les seuls pays ayant un plus grand nombre d'automobiles. La plus grande densité au Canada se trouve dans l'Ontario, où l'on compte une voiture automobile pour chaque 6·8 personnes. Les provinces de l'Ouest donnent des moyennes de 8·1 à 11·2; les Pravinces Maritimes, 12·8 à 15·6; et le Québec une voiture par chaque 18·5 personnes.



Les vaisseaux de la marine marchande canadienne font flotter le drapeut canadien dans tous les ports marchandises et des voyageurs au cœur du continent. Les allustrations montrent (1) Le grand Kingston, St-Vincent, montrant le "Lady Hawkins", un paquebot de la Marine Marchande à Vancouver, C.B.; (4) Un autre vaissaut du groupe des "Lady" de la Marine Marchande canadienne sur un cargo dans le port de Toronto; (5) et (9) Vaisseaux grainers typiques sur les Grands Lacs. 25.4 pieds de profondeur. Son tonninge est de 10.480. Il fut un des promiers caisseaux à passer par suffisait à peine pour accommoder sa lourde masse. Dans le médaillont le "Highland Beauty", un de grain.

Photographics du Canadien F



rtants de l'univers et la flotte des Grand Lacs fournit des moyens économiques de transport des uebot du C.P.R. "Empress of Britain", ancré en face de la cité de Québec; (2) Une vue de dienne faisant le service des Antilles; (3) L'"Aorangi", de la ligne Canado-Australienne du C.P.R. s les eaux des Antilles, (5) et (6) Paquebots sur les Grands Lacs, (7) Déchargement du sucre Lemoyne" (9) le plus grand fréteur des Lacs a 621.1 pieds de longueur, 70.2 pieds de largeur et ouveau canal Welland en août 1932. A cette occasion il portait 530,000 boisseaux de blé et le canal remiers vaisseaux de Toronto qui dans son temps portait une cargaison d'environ 6,000 boisseaux que, du Canadien National, des Paquebots Nationaux et de l'Evening Telegram de Toronto.

Automobiles enregistrés au Canada, par provinces, années civiles 1920, 1925 et 1929-33

Noty, -- Les automobiles du Yukon sont compris dans les totaux pour le Canada.

Années	I.PÉ.	NÉ.	NB.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	СВ.	Canada
1920 1925 1929 1930 1931 1932	1,419 2,955 6,116 7,376 7,744 6,982 6,940	39.972 43.029 43.758 41.153	19,022 31,736 34,699 33,627 28,044	97.657 169.105 178.548 177.485 165.730	177,561 344,112 541,912 562,658 562,220 531,597 520,353	75,210 71,570	79,078 128,426 127,193 107,981 91,275		95,468 98,784 97,932 91,042	407,064 728,005 1,188,929 1,232,486 1,200,907 1,114,503 1,082,957

Malheureusement, la vulgarisation de l'automobile a entraîné un accroissement des accidents mortels non seulement dans les centres urbains mais aussi sur les grandes routes. En 1926, 606 personnes ont succombé à des accidents d'automobile et en 1929 ce nombre avait plus que doublé, étant de 1,300. En 1930 il y a eu réduction à 1,290; en 1931 ce nombre était de 1,316, en 1932, 1,116, et en 1933, 954.

Les recettes annuelles des provinces découlant de l'enregistrement des automobiles ont été de \$20,576,392 en 1933, ce qui est une diminution de \$549,879 sur 1932. Les revenus provenant de la vente de la gazoline s'élèvent à \$26,467,765. L'Ile du Prince-Edouard a élevé à 8 cents le gallon cette taxe en avril 1933; la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ont fait de même en avril 1934. Le Manitoba et la Colombie Britaunique percoivent 7 cents le gallon, et les autres provinces, 6 cents le gallon.



Transport aérien.—Onverture du service de l'United Air Laiss entre Scattle et Vancouver, le 1er juillet 1934. L'aéroplane mu par deux engins Boeing est photographié en face du pavillou administratif de l'aéroport nouncipal de Vancouver. Dans le médaillon: Un hydroplane Capréol et Austin dans le port de Toronto, d'où l'on entretient des communications commerciales importantes avec les centres miniers du nord de l'Ontario et les places d'été.

Photographie de l'Aviation Canadienne.

dans les régions nouvelles et isolées comme les camps miniers, etc. La distance parcourue par nos aéroplanes a augmenté de 185,000 milles en 1922 à 4,538,315 milles en 1933, alors qu'il ont porté 85,006 voyageurs, 4,205,901 livres de colis divers et 539,358 livres de courrier postal.

L'aéroplane a rendu d'immenses services au Canada dans le développement de ses mines, de ses forêts, de ses pêcheries, de ses pouvoirs hydrauliques et autres ressources naturelles. En raccourcissant pour ainsi dire les immenses distances si caractéristiques du Canada et en facilitant l'exploration rupide des régions du Nord, le "plus-lourd-que-l'air" s'est taillé une place permanente dans le domaine administratif au Canada. Dans chaque province du Dominion l'aéroplane sert à transporter à de longues distances des équipes de gardes-forestiers en cas d'incendie; d'autres équipes se servent de l'aéroplane pour protéger nos caux territoriales et pour faire respecter les règlements concernant les pêcheries. C'est encore l'avion qui, muni d'appareils photographiques spéciaux, sert aux levés topographiques qui auraient demandé des années de travail par l'ancienne méthode dans des régions pratiquement inaccessibles. Pour détail sur l'aéroposte, voir p. 130.

Navigation.—Le tonnage des navires océaniques visitant les ports canadiens a augmenté continuellement jusqu'en 1914. Cette augmentation se continue de 1920 à 1929. Mais la dépression se fit sentir également sur la navigation et en 1934 leur tonnage est de seulement de 82,625,372, ou 12 p.c. de moins que la cime de 1929. Le tonnage des cabotiers a aussi grandi, montant de 10 millions de tonnes en 1876 (la première année de la compilation) à 84,000,000 tonnes l'année terminée le 31 mars 1934.

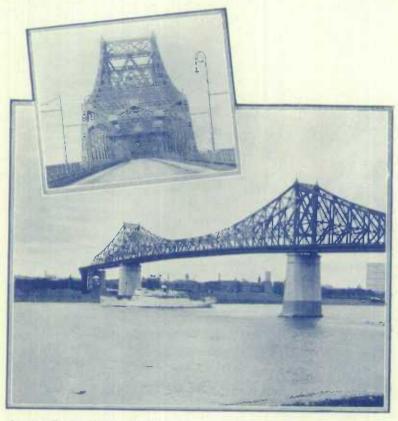
Les vaisseaux enregistrés au Canada en 1902 étaient au nombre de 6.836 et leur tonnage de 652,613 tonnes. Depuis lors, il y eut augmentation presque continuelle dans le tonnage, le nombre de vaisseaux atteignant son maximum en 1919 à 8,573, pour diminuer à 7,482 en 1921 et augmenter

depuis à 8,921 représentant un tonnage de 1,429,334 en 1933.

En 1870-80, la construction navale était une industrie importante au Canada, principalement dans les Provinces Maritimes; elle consistait principalement en voiliers de bois. L'introduction du fer dans les constructions navales a grandement affecté l'industrie canadienne, et il y a eu un déclin plus ou moins continu dans le nombre de navires bâtis et enregistrés chaque année, de 1885 à 1914. La guerre stimula la construction navale et il y eul une reprise temporaire d'activité, stimulée par le programme du gouvernement canadien. Les vaisseaux construits au Canada en 1932, dernière année dont les statistiques complètes ont été compilées par le ministère de la Marine, comprennent 207 navires d'un déplacement brut de 12,758 tonnes. De ce nombre cinq navires à vapeur et un navire à essence sont en acier; les autres sont en bois, actionnés comme suit: 60 à la voile, 7 à la vapeur et 134 à l'essence. Sur les \$6,422,588 représentant la valeur globale de la production en 1932, seulement \$887,478 représentent des vaisseaux construits ou en construction; \$4,295,663 représentent les travaux de réparation ou de réfection; et \$1,239,447 d'autres produits y compris des aéroplanes, des chaudières, des engins, de l'acier de charpente, etc.

Télégraphes.—La première ligne télégraphique canadienne fut construite en 1846-7 entre Toronto, Hamilton, St. Catharines et Niagara. En 1847, la Montreal Telegraph Co. était organisée et une ligne construite entre Québec, Montréal et Toronto. D'autres lignes suivirent rapidement qui finalement furent absorbées par la Great Northwestern Telegraph Co., restée seule jusqu'à la construction du Canadien Pacifique et des lignes

télégraphiques du gouvernement. En 1933, il y avait 365,489 milles de fils télégraphiques qui ont transmis 10,135,653 messages et rapporté un revenu brut de \$9,267,715. De plus, six câbles transocéaniques atterrissent au Canada, cinq sur les rivages de l'Atlantique et un sur le littoral du Pacifique, lesquels transmettent environ 5.5 millions de messages par année. Il y a aussi la compagnie de Sans-Fil Marconi, et en radiotélégraphie, 30 stations du gouvernement en plus des stations privées des conserveries, des compagnies de bois et autres. Le nombre des messages irradiés est maintenant près de 300,000.



Le pont Jacques Cartier (pont du havre de Montréal). En haut: Une voe de la massive charpente d'acier prise du hout du pont qui touche à la ville de Montréal. Ce pont a 2½ milles, et le tablier principal a 1.097 pieds, du centre du premier pilier au centre de l'autre. Il comporte un chemin clair de 36 pieds 10½ ponces entre les bords, et les avenues des tranways et des omnibus sont de 12 pieds chacune; les trottoirs ont chacun 5 pieds de large. Le pont et le pavillon ont pris 33.267 tonnes d'acier, et en plus d'énormes quantités d'autres matériaux de remplissage, on a employé 135.000 verges cubes de ciment. Pour donner au pont une seule couche il faut 8,500 gallons de peinture.

Photos du Canadien National et de l'Associated Screen News, Limited. Téléphones.—Le téléphone a été inventé au Canada, la première conversation par fils, sous la direction d'Alexander Graham Bell, s'étant échangée entre Brantford et Paris, Ont., à une distance de huit milles, le 10 août 1876. Cependant l'application pratique du téléphone au Canada ne date que de 1880. En 1883, il n'y avait que 4,400 abonnés du téléphone, 44 stations principales, 40 agences et 600 milles de fils pour les communications à longue distance. En 1932, nous avions plus de 1,260,000 téléphones, 5,000,000 milles de fil, représentant un capital de plus de \$333,000,000. Les trois provinces des prairies ont des systèmes bien organisés qui sont la propriété du gouvernement provincial. Immédiatement après les chemins de fer, les compagnies de téléphone sont probablement les organisations dépensant au Canada le plus d'argent chaque année en constructions nouvelles. Le Canada a plus de téléphones per capita que tout autre pays, hormis les Etats-Unis.

La Radio-Etat.—L'année 1934 marque des progrès dans l'étatisation de la radiophonie sous la Commission Canadienne de la Radio. Une nouvelle station de radio, CRCK (1,000 watts), de Québec, construite par la Commission, à laquelle elle appartient et qui l'exploite, s'est ajoutée en septembre 1934 au réseau national, de sorte que la Commission a aujourd'hui six stations: CRCS, de Chicoutimi; CRCK, de Québec; CRCM, de Montréal; CRCO, d'Ottawa; CRCT, de Toronto; et CRCV, de Vancouver. Les stations de Québec, Ottawa et Vancouver sont la propriété de la Commission; ailleurs, elle les a louées. Des treize autres stations, appartenant aux entreprises commerciales qui les exploitent, couvrant le pays d'un océan à l'autre, la Commission achète des heures pour ses programmes, soit en tout 19 stations qui radiodiffusent ses programmes chaque jour. Le service est fourni gratuitement à vingt-deux autres stations commerciales qui irradient les programmes de la Commission comme elles l'entendent, quand il n'y pas de programmes commerciaux sur la cédule. Ainsi le réseau de la Commission embrasse quarante et une stations, dont dix-neuf "stations principales" avec services quotidiens.

La transmission d'un programme national d'un océan à l'autre comporte l'utilisation de 18,600 milles de fils de communication, dont 6,200 milles de "doubles de transmission" et un circuit de contrôle parallèle. Le réseau mobilise soixante-quatre points de contrôle et de relayage dans l'irra-

diation de ses programmes.

Le service des programmes de la Commission relève directement de deux directeurs principaux des programmes, l'un pour l'est et l'autre pour l'ouest de la rivière Outaouais, et de directeurs de programmes régionaux avec quartiers en Colombie Britannique, dans les Prairies, en Ontario, dans la province de Québec et dans les Maritimes. La plupart des cités du Canada organisent des programmes de réseau. Au mois d'août 1934 le travail d'organisation pouvait pour la première fois permettre à la Commission de tenir une conférence de ses directeurs de programmes à son quartier général d'Ottawa. A cette conférence on s'est occupé de l'amélioration générale du service, et on a jeté les bases d'une série de programmes pour l'automne et l'hiver de 1934-1935.

Le service d'irradiation de 1934 n'offre pas grand écart avec celui de 1933. Jusqu'au mois de juin 1933 la Commission, vu le peu de facilité, n'a irradié que quelques programmes, mais depuis elle a régulièrement occupé son réseau environ quatre heures et demie par jour le soir, et des heures supplémentaires le samedi et le dimanche après-midi, au cours de l'automne

LE SYSTÈME BLATTNERPHONE ET LE RELAYAGE DES PROGRAMMES



l'essai d'un nouveau procédé d'importation des programmes d'Angleterre pour les radiophiles du Canada. Il s'agit d'enregistrer les programmes de la Grande-Bretagne durant le jour, quand la transmission est excellente et que la British Broadcasting Corporation utilise des artistes, et de faire servir cet enregistrement au relayage, au Canada, le soir où la Commission peut utiliser les lignes de son réseau et alors que la plupart des Canadiens sont aux

écontes.

Le système blattnerphone dont se sert la Commission est une invention de la compagnie Marconi. Il permet l'enregistrement avec une fidélité très exacte, par des moyens mécaniques, de programmes de n'importe quelle durée. L'enregistrement se pratiquait jusqu'ici sur la cire ou autre substance semblable excepté pour les élime cinématographics en la rellieule. substance semblable excepté pour les films cinématographiques où la pellicule est couramment utilisée. Mais dans le premier cas il y a des limites précises à la durée de l'enregistrement tandis que pour l'autre les frais sont très élevés. La méthode blattnerphone résout ces deux difficultés. Le blattnerphone est une machine qui, par procédé magnétique, enregistre indéfiniment sur un long ruban d'acier mince. Chaque ruban a cuviron un mille et demi de long, et une fois l'enregistrement effectué il peut servir autant de fois

et de l'hiver. La Commission a distribué aux radiophiles, en 1933, au moins 2.500 programmes sur son réseau, sans compter les nouvelles, la température, certains événements marquants et les programmes de sport. On pourrait répartir ainsi qu'il suit ces programmes: 51 concerts de fanfare, 46 concerts symphoniques, 53 programmes orphéoniques, 25 programmes musicaux, 32 opéras (en anglais ou en français), 29 extraits d'opéra, 1,043 concerts et récitals de musique vocale ou instrumentale, 541 programmes de variété et de nouveauté, et de comédie (comprenant les programmes de musique légère), 309 programmes d'orchestre de danse, 41 programmes de danse du bon vieux temps, 49 drames, 34 programmes pour enfants et 159 programmes éducationnels. Ce dernier groupe comprend 91 discours et conférences et un grand nombre de revues littéraires, de commentaires, etc. La proportion des programmes éducationnels du réseau national est aussi forte que dans les services des autres pays. La même proportion relative existe pour l'année 1934. Deux bulletins de nouvelles de cinq minutes chacun furent donnés chaque jour, et sur la fin de 1933 des bulletins quotidiens sur la température furent ajoutés. A partir d'octobre 1934 les deux programmes de nouvelles furent réunis en un programme de dix minutes, à 10 h. 45 du soir. L'irradiation a porté sur les événements marquants d'intérêt général, les fêtes du quatrième centenaire de Jacques Cartier par exemple, ainsi que sur des événements sportifs comme les parties de balle au camp de la série mondiale. Au cours du premier semestre de 1933 la Commission a fourni 59 de ses programmes canadiens aux compagnies de radiophonie des Etats-Unis pour fin d'irradiation en ee pays, et elle en a reçu 76 des Etats-Unis. Cet échange de programmes entre les deux pays s'effectue en vertu d'un accord coopératif entre la Commission et les compagnies américaines. Le Canada a importé quelques programmes de la British Broadcasting Corporation de la Grande-Bretagne, et la Commission a fourni à l'Angleterre une couple de ses programmes, en particulier celui de la fête de la Confédération canadienne. L'automne et l'hiver la Commission irradie, par ondes courtes, un programme hebdomadaire spécial pour les régions arctques, comprenant des nouvelles résumées, de la musique, des messages personnels aux Canadiens isolés dans les régions arctiques et antarctiques.

que l'on désire et être conservé indéfiniment sans perdre de sa force. Le ruban peut encore, par un procédé simple, être effacé, et recevoir indéfiniment d'autres programmes. Avec ce système le programme se capte par microphone et amplificateurs de la façon ordinaire. Les résultats ainsi obtenus produisent des modifications magnétiques sur le ruban d'acier qui passe uniformément entre les pôles d'une paire d'électro-aimants spéciaux. Pour la reproduction ultérieure de l'enregistrement le ruban passe encore une fois entre les pôles d'une autre paire d'électro-aimants. La variation magnétique dans le ruban produit à son tour dans les électros des courants électriques semblables à ceux qui tout d'abord ont aimanté le ruban. Ces courants sont conduits dans des amplificateurs exprès, puis s'en vont à la station radio-phonique ou au réseau de lignes de transmission, selon le cas.

Il est intéressant de noter que la Commission garde à Ottawa un curegistrement permanent des événements les plus marquants qui se sont déroulés depuis deux ans. Elle garde par exemple les programmes de Noël de 1932 et de 1933, le message du Roi à l'ouverture de la Conférence Navale, les cérémonies du lancement du "Queen Mary", des enregistrements permanents de sir Robert Borden, du très honorable R. B. Bennett et d'autres Canadiens marquants. Avec les années ces enregistrements acquerrout une grande valeur, quand les événements contemporains appartiendront à l'histoire.

Au cours de la session parlementaire de 1934 un comité de la Chambre des Communes a fait la revue des activités de la Commission depuis sa création; des témoins qu'il a entendus, les uns ont offert des critiques et les autres ont fait des éloges. Le comité, dans son rapport, a été d'avis qu'il faudra du temps, de l'expérience et de l'argent en masse pour vaincre les difficultés que rencontre l'établissement de la radiophonie nationale au Canada, et a recommandé au Gouvernement de modifier la loi de façon à procurer de meilleures facilités d'irradiation à travers le Dominion.

A la fin du mois d'août 1934 Thomas Maher, vice-président et représentant des Canadiens-français sur la Commission, a donné sa démission. Son successeur, Jacques-Narcisse Cartier, a été nommé le 19 novembre.

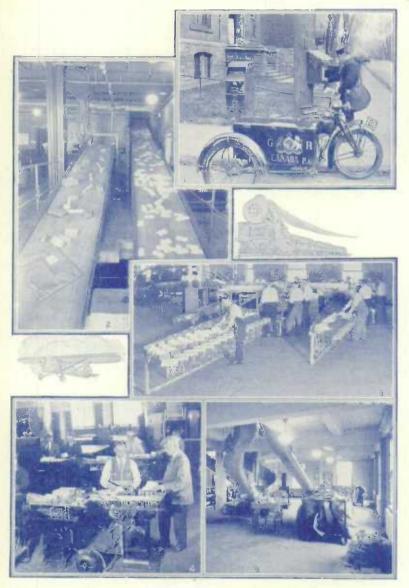
L'augmentation de la vente des postes récepteurs atteste l'intérêt grandissant que l'on prend au Canada à la radiophonie. Il s'est vendu, au cours du premier semestre de 1934, 58,000 postes comparativement à 22,250 au cours de la période correspondante de 1933. De ces postes, il y en avait 8,000 pour les automobiles.

Administration des postes.-L'administration des postes forme un ministère distinct. Le Dominion est divisé en quinze districts dont chacun couvre un territoire plus grand que celui desservi par toute autre administration postale, excepté celles des Etats-Unis et de la Russie. La livraison rurale date de 1908. Le nombre de bureaux de poste de 3,470 en 1867 est de 12,000 en 1934 et le revenu postal est d'environ \$36,350,000. Le service auxiliaire des mandats-poste a émis des mandats payables au Canada pour un montant d'environ \$102,000,000 en 1934, et payables à l'étranger pour environ \$8,000,300. De plus, pour environ \$9,300,000 de bons de poste ont été émis en 1934. Pendant la guerre, l'affranchissement des lettres domestiques a été porté à 3 cents l'once, mais a été réduit de nouveau à 2 cents à partir du 1er juillet 1926. Le taux postal impérial de 2 cents par demionce, établi lors du jubilé de la reine Victoria, pour lettres à destination de Grande Bretagne ou toute autre partie de l'Empire, au lieu de l'ancien taux de 5 cents, avait été avancé à 3 cents et plus tard à 4 cents, mais fut réduit à 2 cents depuis le 25 décembre 1928. En mai 1929 le taux postal de 2 cents était appliqué à la France et, le jour de Noël 1929, à toute correspondance en destination des pays sud-américains. Le ler juillet 1930, le taux postal pour les lettres à destination de tout autre pays était réduit à 5 cents pour la première once et à 3 cents pour chaque once additionnelle. Le ler juillet 1931, le tarif postal pour toute lettre destinée au Canada, au Royaume-Uni, à toute partie de l'Empire, à la France, aux Etats-Unis et partout dans l'Amérique du Nord ou du Sud, a été porté à 3 sous pour la première once et à 2 sous pour chaque once additionnelle.

Au point de vue du volume d'emploi de la poste per capita, le Canada, occupe un haut rang. En 1868, l'année suivant la Confédération, les déboursés pour frais de poste par tête était de 27 cents, tandis qu'en 1933 chaque personne au Canada dépense, en moyenne, \$3.56 en frais postaux. Cet état de choses est encore plus frappant si l'on tient compte du fait que pendat cette période le tarif des postes a baissé.

Une aéroposte canadienne a été inaugurée vers Noël 1927. La distance parcourue par les avions la première année, 1927-28, est de 9,538 milles et le courrier transporté donne un poids de 38,484 livres; en 1930-31, 1,747,950 milles et 506,881 livres; en 1931-32, 1,229,021 milles et 443,501 livres, en 1932-33, 432,378 milles et 454,303 livres et pour les 12 mois finissant le 31 mars 1934, 513,690 milles et 592,758 livres.

SERVICE DES POSTES



Servide postai da Canada. Dans le lout de maintenir l'efficacite à un haut degré, des améliorations destinées à expédier la manipulation et la transmission des matières postales viennent constamment s'ajouter au système.

(1) Levée des matières postales des boîtes aux lettres urbaines; (2) Courroie sans fin pour le transport des lettres et colis de la boite aux lettres de la rue du bureau central jusqu'aux salles de triage; (3) Triage des lettres à l'aide d'un acélérateur à lettres; (4) Machines d'oblitération; (5) Machines activant la manipulation des colis,

Photos du ministère des Postes et du Bureau Cinématographique du Gouvernement, 91123-9 Si le service postal de l'aéroposte des Prairies reste suspendu les progrès des mines d'or ont provoqué l'établissement de services aéropostaux jusqu'aux endroits reculés du Canada, surtout dans les districts bordant le lac Siscoe dans la province de Québec, ceux du lac Rouge, du lac Narrow, de Goldpines et de Jackson Manion, dans l'Ontario, ceux de Wadhope et de Bisset, dans le Manitoba, ceux du lac La Ronge et de l'Île à la Crosse, dans la Saskatchewan et ceux de la Baie de Cameron, dans la région du Grand Lac de l'Ours, dans les Territoires du Nord-Ouest.

La production de l'or au Canada a sans doute grandement profité de ce service postal, et à son tour cette industrie a beaucoup aidé au développement du transport de première classe par les airs, jusqu'à rendre relative-

ment facile le transport de l'outillage minier et des voyageurs.

La création d'une chaîne de terrains d'atterrissage dans les provinces Maritimes, le Nouvel-Ontario et la Colombie Britannique laisserait entendre l'établissement de l'aéroposte interurbaine sur une haute échelle dans un avenir assez rapproché.

CHAPITRE XIII

COMMERCE INTÉRIEUR—COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL—MOUVEMENT DES MARCHANDISES— VALEURS MOBILIÈRES—PRIX—COÛT DE LA VIE

Le commerce intérieur du Canada est de première importance dans ses activités économiques. La consommation domestique des denrées et des services par une population de 10,000,000 d'âmes exige une activité économique beaucoup plus grande que celle absorbée par le commerce extérieur. Le commerce intérieur comprend le transport et la distribution de marchandises au consommateur ultime par l'intermédiaire des chemins de fer, des bateaux, des entrepôts, des magasins de gros et de détail et autres agences. Il comprend aussi tous les services professionnels, tels que ceux rendus par les médecins, les théâtres, les hôpitaux, les écoles, les banques, les compagnies d'assurance et un grand nombre d'autres. Toutes telles activités, même si elles ne produisent aucune marchandise tangible, contribuent substantiellement au revenu national.

Historiquement, le commerce intérieur du Canada a débuté par la traite des fourrures, les pelleteries étant le premier article de commerce recherché au Canada par les Européens en échange de leurs produits. Ce commerce s'est étendu jusqu'à ce qu'il couvrît toute l'étendue du Dominion, formant le cadre dans lequel devaient grandir graduellement toutes les activités économiques de la nation. Les ressources forestières, poissonnières, agricoles, minières et autres ont ensuite été exploitées. A mesure que la population grandissait les industries manufacturières supplantaient les importations. Diverses ressources naturelles en différentes parties du pays ont conduit à un vaste échange de produits et une richesse progressive a fait naître une abondance de services.

Malheureusement, les ramifications du commerce intérieur sont tellement nombreuses qu'elles offrent de grandes difficultés à sa mensuration statistique. Néanmoins, on peut avoir une notion de ses proportions dans le fait qu'en 1932 la valeur globale des activités des personnes occupées dans la production telle qu'estinée sous la rubrique "Revenu national" à la page 40 était de \$3,251,000,000 tandis que la valeur combinée du commerce extérieur (importations et exportations) était de \$493,808,841.

Les sections qui suivent traitent des différentes branches de commerce intérieur qui n'ent pas été revues ailleurs dans ce manuel.

Commerce de gros et de détail

L'écoulement de denrées de toutes descriptions afin qu'elles puissent atteindre le consommateur ultime est un commerce qui emploie plusieurs millions de dollars en capitaux et qui occupe des milliers de mains. Un recensement des établissements de commerce et de service, pris en 1931, montre qu'il y avait alors plus de 120,000 magasins de détail au Canada dont le chiffre global de ventes était de \$2,753,000,000. Le nombre de personnes sur les listes de paie de ces magasins, y compris les propriétaires recevant un salaire fixe, était de plus de 300,000 et les salaires et gages de l'année dépassaient \$300,000,000.

Services de détail.—Plus de 40,000 établissements étaient engagés dans des services divers à la disposition du public canadien. Le principal groupe de ce genre d'affaires était celui des amusements suivi des services

domestiques et personnels. Dans tous ces établissements on employait 64,000 personnes et les recettes étaient de \$248,000,000.

Commerce de gros.—Le ravitaillement du commerce de détail exige une organisation complexe dans laquelle entrent plusieurs types d'établissements de gros. Le recensement du commerce de gros montre qu'il y avait alors plus de 5,000 grossistes au Canada dont les chiffres d'affaires dépassaient un peu un billion de dollars et 8,000 autres types de vendeurs en gros dont les ventes et commandes ont été de deux billions. Quatrevingt-quinze mille personnes étaient employées dans les établissements de gros et leur gain était au delà de \$150,000,000.

Chaînes de magasins.—En ces dernières années, le système de la distribution des denrées a subi de grandes transformations. Les chaînes de magasins font maintenant un chiffre d'affaires de plus en plus considérable dans la distribution au détail. Un relevé des chaînes de magasins conjointement avec le recensement des établissements de commerce montre que les chaînes de magasins font plus de 20 p.c. de tout le commerce de détail du Dominion. Dans les denrées alimentaires, la section la plus développée des chaînes de magasins, celles-ci ont fait pour environ de 25 à 30 p.c. de toutes les affaires. Le chiffres des ventes des magasins en chaîne est de \$548,000,000 en 1930, la contribution de la section des denrées alimentaires étant de \$137,000,000.

Mouvement intérieur des marchandises

Les transports commerciaux des chemins de fer sont un indicateur important du volume du commerce intérieur. En 1933, ces transports commerciaux donnaient 57,099,111 (onnes. Les transports par provinces donnent des renseignements intéressants sur le commerce interprovincial. Les chiffres nets de la marchandise exportée par les quatre provinces de l'œuest, par exemple, se totalisent à 6,040,005 tonnes et se composent surtout de produits agricoles et animaux. Le mouvement du blé vers l'est se monte, à lui seul, à 5,129,886 tonnes et les autres grains et produits agricoles ont porté le total net du trafic dirigé vers l'est à 6,063,981 tonnes. Quant aux produits animaux, les transports destinés à l'est se montent à

Marchandises chargées et marchandises déchargées pendant les neuf mois terminés le 30 septembre 1934

Provinces	Chargées à des stations canadiennes	Reçues de stations extérieures	Total	Déchar- gées à des stations canadiennes	Livrées à des con- nexions étrangères	Total
	000 tonnes	000 tonnes	000 tonnes	000 tonnes	000 tonnes	000 tonnes
Ile du Pr. Édouard Nouvelle-Écosse Nouv Brunswick Québec. Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta Col. Britannique.	134 4,687 1,267 5,493 10,051 2,688 3,758 4,622 2,748	1 87 297 2,083 10,865 104 214 75 177	135 4,774 1,564 7,576 20,916 2,792 3,972 4,607 2,925	159 3,863 1,169 4,848 14,848 2,200 2,280 1,814 1,890	548 856 2,660 9,231 153 114 -	156 4,411 2,022 7,506 24,076 2,355 2,394 1,814 3,739
Totaux pour neuf mois, 1931	35,448	13,903	49,351	33,071	15,411	48,482
Totaux pour neuf mois, 1933	28,570	11,828	40,398	26,567	12,976	39,543

195,582 tonnes. Le mouvement des minerais et autres produits miniers est dans les deux directions; le mouvement vers l'ouest, cnarbon principalement s'est chiffré à 98,565 tonnes. Les produits forestiers expédiés à l'est donnent 181,615 tonnes et les expéditions destinées à l'ouest et composées de produits manufacturés et chargements divers se totalisent à 499,738 tonnes, le poisson, la chaux, les engrais et le plâtre étant les seuls produits dont le mouvement vers l'est est plus fort que vers l'ouest.

Valeurs mobilières

Un sujet souvent classifié sous l'en-tête de la finance, mais qui en réalité appartient au commerce intérieur, en autant qu'il concerne un grand marché lié très étroitement avec l'organisation commerciale du pays, c'est celui des valeurs mobilières. Les principales bourses au Canada sont celles de Montréal et de Toronto bien que celles d'autres centres comme Winnipeg, Calgary et Vancouver prennent chaque jour une importance toujours grandissante. En ces dernières années, il y a eu une augmentation dans le volume des transactions à la bourse grâce à la participation générale du public à un marché à la hausse qui a duré de 1924 à 1929. Depuis la dégringolade de novembre 1929 les transactions ont diminué considérablement à la suite des lourdes pertes, de la dépression commerciale et de la discrétion de la part du public spéculateur. Les premiers signes de retour à la confiance ont paru dans les chiffres de ventes de juillet, août et septembre 1932, lesquels indiquent une avance considérable qui n'a été que temperaire. Les premiers mois d'été de 1933 ont vu une avance plus substan-



Un com de la Bourse nouvelle de Toronto. La fusion de l'aceta: Standard Mining Exchange avec l'ancien Toronto Stock Exchange, au mois de février 1934, pour constituer la Bourse des valeurs mobilières de Toronto, avec des sections minières et des sections industrielles, place cette Bourse parmi les plus importantes du continent, et même de l'univers. Cette photo fut prise le jour même de la fusion et montre l'animation qui entoure l'un des "postes".

Photo de J. Scott Rattray, statisticien de la Bourse de Toronto.

tielle dans les cours et le volume des transactions. L'apogée eut lieu en juillet, puis vinrent des déclins successifs. Ensuite les prix demeurèrent stables, excepté au cours de l'automne de 1933, alors que s'effectua une courte réaction.

Le tableau suivant montre l'étendue de la participation du public dans les valeurs mobilières, d'après le volume des ventes à la Bourse de Montréal.

Nombre de titres vendus à la bourse de Montréal, par mois, de janvier 1931 à novembre 1934

			i						
Mois	1931	1932	1933	1934	Mois	1931	1932	1933	1934
Janvier. Février Mars A vril Mai Juin	851,426	136,387 180,070 187,313 204,522	281,197 207,529 486,726 1,083,485	681,466 549,182 444,367 313,343	Juillet Août Sept Oct Nov Déc	169,400 437,503 308,888 431,758	544,528 506,926 206,902 193,093	414,966 433,747 399,022 370,525	279,144 185,206 255,545

Cours des valeurs mobilières en 1930-34.—Le Bureau de la Statistique publie plusieurs séries de nombres-indices ayant pour but de mesurer le mouvement des valeurs mobilières en général et d'importants groupes de titres en particulier et qui constituent un baromètre important de la situation commerciale. Le tableau ci-dessous montre les cours des indices des épargnants certains mois types de 1930 à 1934 inclusivement. Les tableaux des nombres-indices du spéculateur et des titres miniers sont aussi donnés.

Nombres-indices mensuels de titres d'action ordinaire achetés pour le portefeuille, 1930-1934

(1998 = 100)Mois **Utilités** Industriels Banques Total 1930 (mois types)-I55-7 157-6 120-3 209 - 1 Janvier..... Mars.... 210.2 115-2 124 - 2 165 - 4 134 - 7 117-6 160 - 1 130.8 1931 (mois types)— 108.2 104 - 7 120.3 103 - 1 Jarvier Mars 100.1 107 - 3 124.7 106 - 9 127·8 91·1 79·3 111-6 116-1 110.8 80 4 80.1 Juin. Septembre..... 94-3 65 - 4 68 - 6 74.3 Décembre 92.9 89.3 64.8 1932 (mois types)-90.3 59-1 Janvier..... 64.8 Mars 86.0 59.8 60.5 34.9 48.8 43.2 Septembre 76-1 56-9 73-8 63 .0 Décembre 67-6 45.7 58.9 52.2 1933 (mois types)-67.8 45-9 60-7 52.9 Janvier..... Mars 62·8 73·4 39.9 59-1 48.9 56 - 4 107 - 1 Juin Septembre..... 74 - 8 53 - 5 119-1 81.6 Décembre..... 47.8 111-4 75.3 1934 (mois types)-71·7 76·9 72·7 74·9 Janvier..... 53 - 5 118.6 81.6 58 · 8 54 · 5 Mars..... 128 · 5 126 · 1 88-0 87 - 2 Septembre.... 50.1 118 - 8 83.8

En fixant à 100 les cours movens de 1926, le nombre-indice mensuel des titres industriels a atteint son sommet en septembre 1929, soit 315.8. c'est-à-dire que la cote était en moyenne trois fois celle de 1926. Le même mois, l'indice des titres d'utilité publique a monté de 163-1 et celui de toutes les actions ordinaires à 217-1. En novembre 1929 l'indice des titres industriels était de 209.4, les utilités à 130.9, et tous les titres à 154.7. Durant 1930, la tendance a été graduellement à la baisse avec de faibles velléités de hausse en avril et septembre. La tendance à la baisse a été interrompue les deux premiers mois de 1931, mais en avril les indices de ces groupes ont tombé au-dessous des chiffres de 1926 et ont continué leur baisse jusqu'à 1932. A cette date, les services publics touchaient 34.9, les industriels 48.8, et tous les titres 43.2. C'est le plus bas niveau de la crise et depuis les prix des actions ordinaires se sont relevés régulièrement. Le premier relèvement important eut lieu dès les premiers mois de l'été de 1933. Après une faible réaction les prix ont atteint ensuite à des niveaux plus élevés. Au mois de septembre 1934 l'indice général des actions ordinaires était de 83.8; des titres industriels, de 118.8; des titres de services publics, de 50·1 et des actions de banque, de 74·9.

Dans les titres miniers le sommet du marché à la hausse a été en octobre 1927 quand l'indice était à 143.8 (moyenne de 1926 prise comme 100). Depuis cette date le cours s'est affaissé avec des relèvements temporaires jusqu'à ce qu'il cût atteint le chiffre de 59.2 en décembre 1930. En 1931 cet indice se relevait graduellement jusqu'à 82.3 en avril, mais a retombé à 59.0 en décembre et en juin 1932 était rendu à 48.3. Un relèvement subséquent a provoqué une avance presque sans interruption à 141.1 en août 1934, mais survint un rapide déclin jusqu'à 125.5 en novembre.

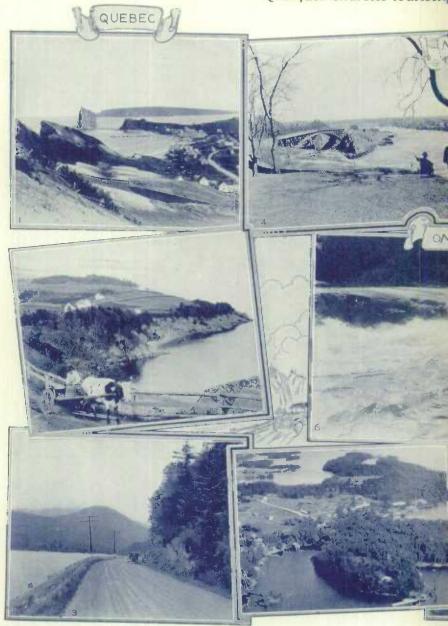
Nombres-indices de vingt titres miniers, par mois, 1931-1934

Mois	1931 1932		1933	1934	Mois	1931	1932	1933	1934
Janvier Février Mars Avril Mai Juin	68·5 73·3 77·1 82·3 75·9 69·1	59·7 57·3 57·8 52·4 48·4 48·3	67·1 75·3 68·4 74·5 89·6 104·1	108-9 114-4 128-1 137-2 129-8 138-5	Juillet	68.6 67.8 63.1 59.5 64.6 59.0	55-6 59-7 60-9 57-5 60-9 63-1	106-9 107-4 113-4 112-2 109-4 105-1	137-2 141-1 139-2 133-5 125-5

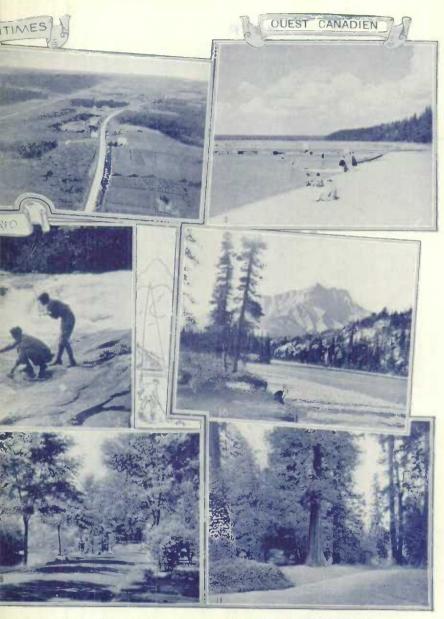
Prix des denrées

Le commerce de toute sorte est lié inséparablement aux mouvements des prix. Les nombres-indices mesurant la hausse et la baisse du cours des denrées sont aussi un indicateur important des conditions commerciales et monétaires. Le Dominion est né à une époque de dépression des prix mais après 1870 ceux-ci se sont relevés. De 1872 à 1897, cependant, il y a eu une baisse sans précédent, le Canada subissant un recul de 44·3 p.c., ce qui était attribuable à des facteurs monétaires, à la grande augmentation dans la production et aux facilités améliorées de transport. De là jusqu'en 1913, les prix ont encore été à la hausse. Ce fut une période de prospérité rapide et sans précédent dans présque tout l'univers et avec une vague montante de commerce les prix se sont élevés en parallèle. En prenant la moyenne de 1913 comme 100, le niveau général des prix en 1896 était à 76·0; en 1912 il était à 99·5, un gain de plus de 23 points. En 1913 il se produisit un affaissement qui dura jusqu'à la Grande-Guerre, alors que la hausse des prix fut de nouveau phénoménale. A la fin de la guerre, il y eut une stagnation





Les richess naturalies in Caradi, pour le sportman et le touriste, sont magnifique de Gaspé; (2) Un attelage au boen dans l'est de la province, qui possède en main Memphrémagog, dans les Cantons de l'Est. Maritimes—(4) Les chutes "Réversible néo-écossaise, près de Glenwood, N.-E. Ontario.—(6) En tirant "une grosse", au (8) Section de la route du District Fédéral, sur la plage du canal Rideau, Ottav Riding Mountain. Manitoba; (10) Rivière à l'Are et montagne Cascade, par Photos des Pares National



tiant que variess. Les photos montrent: Quebec (1) Le vidage de Percé, sur la côte intres endroits des touches semblables du bou vieux temps; (3) Paysage bordant le lac Saint-John, N.B.; (5) Une section de la route Shelburne-Yarmouth, en pleine campagne nutes Meshaw, rivière aux Français; (7) Paysage aérien de Beaumaris, Muskoka; Quest Canadien.—(9) Jetée du gouvernement et plage du lac Clair, Pare national de ational de Banff, Alberta; (11) Paysage du parc Stanley, Vancouver, C.B.

u Canada, ministère de l'Intérieur, Ottowa, et du ministère de la Voirie de la province de Québec.

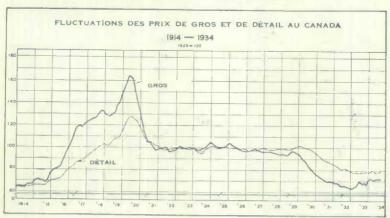
temporaire, mais en 1919 et dès le début de 1920 le boom de l'après-guerre a de nouveau porté les prix plus haut que jamais. En mai 1920, le nombre-indice était à 256·7. La réaction de l'optimisme, qui avait trop espéré d'un monde appauvri, plongea les prix au-dessous de leur niveau de décembre 1921, l'indice marquant 150·6. Les prix restèrent comparativement stables en 1922, 1923 et 1924 mais montèrent à 160·3 en 1925 pour retomber en 1926 à 156·2.

Les prix de gros de 1926 ont été pris comme base du nouveau nombreindice qui, les années suivantes, a tombé à une moyenne de 97·7 en 1927, 96·4 en 1928 et 95·6 en 1929. L'indice a pris ensuite une direction différente, baissant rapidement pour arriver à une moyenne de 86·6 en 1930 et 70·4 en décembre 1931. Un déclin s'est continué jusqu'à février 1933 alors que l'indice à 63·5 était inférieur au niveau de 1913. Au cours des cinq mois suivants, il remonta à 70·5, mais retomba à 69·0 en décembre. La moyenne de l'année, 67·1, est un peu plus élevée que celle de 1932. Le chiffre indice, de 70·6 au mois de janvier 1934, était de 72·3 au mois d'août, mais il fléchit ensuite régulièrement jusqu'à 71·2 au mois de novembre.

Nouveaux nombres-indices des prix de gros, 1913-33¹, et par mois, 1934

1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1919 1920 1921 1922	64 · 0 65 · 5 70 · 4 84 · 3 114 · 3 127 · 4 134 · 0 155 · 9 110 · 0 97 · 3	1923 1924 1925 1926 1928 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1932	19342 Janvier 98·0 Pévrier 99·4 Mars 102·6 Avril 100·0 Mai 97·7 Juin 96·4 Juillet 95·6 Août 86·6 Septembre 72·1 Octobre 100·7 Novembre 100·7 Décembre 100·7 Décembre 100·7 Décembre 100·7 Décembre 100·7 Décembre 100·7 Décembre	70. 72. 72. 71. 71. 72. 72. 72. 72. 71.
--	---	--	--	--

^{1 236} articles jusqu'à 1926 et après 1926, 502. Chiffres préliminaires.



Coût de la vie

Les statistiques du coût de la vie constituent une phase très importante des statistiques des prix. Les nombres-indices des prix de détail, des loyers et du coût des services publiés par le Bureau Fédéral de la Statistique sont calculés au point de vue général, ayant pour objet de mesurer le mouvement général de ces prix et le coût de la vie dans l'ensemble du Dominion; ils sont calculés de manière à rendre possibles les comparaisons avec d'autres nombres-indices généraux calculés d'après les mêmes principes comme, par exemple, l'indice des prix de gros. Etant calculés sur un principe d'ensemble, c'est-à-dire la consonumation totale de chaque denrée, les nombresindices du Bureau offrent une excellente mensuration des changements dans la moyenne du coût de la vie au Canada tel que distinct de celui de toute classe ou section en particulier.

Les nombres-indices du coût de la vie établis par le Bureau ont pour but de montrer les changements dans les conditions moyennes. Sur la base de 1926=100, l'indice total était de 65·4 pour l'année 1913, 124·2 en 1920, 98.9 en 1928 et 99.9 en 1929. La dernière partie de 1929 a été marquée par une légère augmentation sur la moyenne de l'année, une tendance qui était encore plus visible le premier mois de 1930 quand l'indice total a atteint 102·1 comparativement à 99·2 pour toute l'année 1930. Depuis cette date il a décliné constamment et en juillet 1931, marquait 88.6. En août, il y eut léger relèvement mais peu après le déclin s'est continué jusqu'à 1933. Il s'est arrêté au mois de juin et depuis il n'y eut que des relèvements dans le niveau de l'indice, par suite surtout du prix plus élevé des denrées et des faibles augmentations dans les prix des vêtements. En 1933 l'indice général moyen du coût de la vie s'établissait à 77-7.

Nombres-indices des prix de détail, du loyer et du coût des services, 1927-33, et par mois, 1934

7.73 1		.3	2000	1000
Frix	movens	ae	1920 =	100

Année	Indice total	Ali- menta	Com- bustible	Loyer	Véte- ments	Divers
927	98-4	98-1	97.9	98.8	97.5	99.
928	98.9	98.6	96-9	101.2	97-4	98-
929	99 - 9	101.0	96-4	103.3	96.9	99 -
930	99-2	98-6	95-7	105 - 9	93 - 9	99.
931	89 - 6	77.3	94.2	103 - 0	82 - 2	97-
932	81-4	64.3	91-4	94 - 7	72.8	94
933	77.7	63 - 7	87-7	85 - 1	67-9	92-
9341						
Janvier	78 - 2	67-7	87-4	80 - 4	69-2	92
Février	78 - 7	69-4	87.2	80 - 4	69-2	92
Mars	79.9	72.9	87-4	80 - 4	69.9	92
Avril	79-4	71.0	87-8	80 - 4	69.9	92
Mai	78-5	68-6	87-8	79-7	69.9	92
Juin.	78-2	67-6	87.2	79 - 7	70-1	92
Juillet	78-4	68-4	87.0	79 - 7	70-1	92
Août	78-7	69.3	87-6	79-7	70-1	92
Septembre	79 - 0	68.8	88.0	79.7	72-3	92
Octobre	79-3	69-4	88-5	80 - 3	72-3	92
Novembre	79-4	69.9	88-7	80-3	72-3	92
Décembre	-	-	-	-	-	400

Chiffres préliminaires.

Le mouvement par mois a été irrégulier dans le sens de la hausse, pour 1934. Le relèvement du premier trimestre, celui de mars surtout, ne dura guère, et au cours des quatre mois qui ont suivi l'indice perdit tous ses gains antérieurs. Depuis juillet, cependant, les relèvements s'affirment de nouveau, et au mois de novembre l'indice était de 79-4.

CHAPITRE XIV

COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA—ÉCHANGES INVISIBLES

Commerce extérieur



us savire des Paqueirds Nationaux aux Bermudes.

Photo du Chemin de fer National-Canadien.

declin constant du commerce extérieur du Canada, tant dans ses importations que dans ses exportations. qui durait depuis l'automne de 1929, a été définitivement des les premiers mois de l'année fiscale 1933-1934, et au cours des neuf derniers mois le rétablissement du commerce est sensible Le même phénomène se répète pour le commerce extérieur des principales nations commerciales de l'univers. Pour l'année fiscale 1933-1934 le commerce total du Canada est de 15.1 p.c. plus élevé, en valeur, que celui de 1932-1933, et de 12.0 plus élevé en volume: les importations totales ont augmenté de 6.7 p.c. en valeur et de

5.9 p.c. en volume, et les exportations domestiques totales du Canada ont augmenté de 22.3 p.c. en valeur et de 17.2 p.c. en volume. Le Canada, dans la production et l'exportation de plusieurs produits types, occupe une des premières places parmi les principales nations.

Le commerce global du Canada en 1934 se chiffre à \$1,019,453,094 soit une augmentation de 14.9 p.c. sur celui de 1933, mais 12.6 p.c. de moins que celui de 1932. Malgré les fortes diminutions des quatre dernières années le commerce global du Canada reste encore huit fois

celui du temps de la Confédération.

Le commerce global du Dominion avec le Royaume-Uni s'établit à \$333,402,875 pour 1934, soit une augmentation de 22·8 p.c. sur celui de 1933 et de 18·5 p.c. sur celui de 1932. Le commerce global avec les Etats-Unis s'établit à \$437,538,613 pour 1934, soit une augmentation de 14·8 p.c. sur celui de 1933 mais une diminution de 26·6 p.c. sur celui de 1932. Ces statistiques comprennent taut les réexportations que les exportations de produits domestiques.

En 1934 le pourcentage du commerce global canadien avec le Royaume-Uni s'établissait à 32·7 p.c., avec les autres pays britanniques à 8·4 p.c., avec les Etats-Unis à 42.9 p.c., et avec les autres pays étrangers à 16.0 p.c., quand, en 1933, le pourcentage du commerce global canadien avec les

mêmes pays s'établissait ainsi qu'il suit: 30·8 p.c. avec le Royaume-Uni, 8·1 p.c. avec les autres pays britanniques, 42·7 p.c. avec les Etats-Unis et 18·4 p.c. avec les autres pays étrangers.

Dans la tendance générale du commerce canadien il y a augmentation proportion-nelle d'échanges aveg le Royaume-Uni, avec les autres pays britanniques, et avec les Etats-Unis, mais diminution avec les autres pays étrangers.

Le tableau qui suit du commerce global (sans les faibles pourcentages de la marchandise d'origine étrangère exportée) est pour les années 1914, 1922, 1929 et pour chacune des années suivantes



La chargement des bananes, Jamaique, Antilles anglaises.

Photo du Chemin de fer Canadien-National.

Commerce global du Canadal avec l'Empire Britannique et les pays étrangers

		Commune				
Exercice financier	Le Royaume-Uni	Les autres pays britanniques	Les États-Unis	Les autres pays étrangers	global du Canada	
	\$	\$	\$	\$	8	
914 922 9229 9330 931 932 933 934	347,324,375 416,497,018 623,771,866 470,925,703 368,743,891 280,415,504 270,827,074 332,702,175	45,814,988 78,447,645 169,605,632 161,329,037 129,018,931 86,352,876 71,676,177 85,726,845	559,674,963 808,546,839 1,367,624,374 1,362,491,800 934,067,581 580,873,449 375,708,455 432,630,820	97,938,111 181,553,510 468,385,891 373,794,344 274,524,959 201,206,377 161,971,993 162,081,930	1,050,782.45 1,488,045.0 2,629,388,76 2,368,531,86 1,706,355,36 1,154,848,26 880,183,66 1,013,141,7	

¹ Ces statistiques ne comprennent pas l'exportation de marchandises étrangères.

Le résumé qui suit du commerce global des années 1921-34 montre qu'en trois années seulement sur quatorze nos importations ont dépassé les exportations. L'année de plus fort commerce per capita a été 1921, suivie de près par 1929; l'année de plus bas commerce per capita dans cette période est 1933.

Relation des exportations aux importations et valeur per capita des exportations, des importations et du commerce total, années fiscales 1921-34

Exercice	Excédent des importations pour contactions totales		Pourcen- tage des exporta- tions totules	Population approxi-	Valeur per capita					
	sommation sur les exporta- tions totales	sur les importa- tions pour consom- mation	par rap- port aux importa- tions pour consom- mation	mutive	exporta- tions de produits canadiens	des importa- tions	du com- merce total			
	\$	\$	p.c.	nomb.	\$	\$	\$			
1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1931 1932 1933 1933	29,730,763 	6, 122, 877 142, 716, 593 165, 396, 430 284, 429, 106 401, 371, 405 236, 680, 637 141, 641, 588 123, 216, 984 9, 051, 613 74, 330, 953 151, 855, 814	97 · 60 100 · 82 117 · 78 118 · 51 135 · 69 143 · 28 122 · 92 112 · 76 109 · 72 90 · 12 101 · 57 118 · 29 135 · 91	8, 787, 949 8, 919, 000 9, 010, 000 9, 143, 000 9, 294, 000 9, 431, 000 9, 835, 000 10, 029, 000 10, 376, 785 10, 503, 000 10, 835, 000	135·32 83·00 103·39 114·35 115·04 139·10 129·96 124·92 136·00 117·83 77·09 54·86 44·36	141 · 20 83 · 84 89 · 07 97 · 72 85 · 76 98 · 13 106 · 99 112 · 78 126 · 23 122 · 31 87 · 39 55 · 06 38 · 05 40 · 04	276 · 52 166 · 84 192 · 48 212 · 07 200 · 80 237 · 32 236 · 95 237 · 70 262 · 23 240 · 14 164 · 48 109 · 92 82 · 41 93 · 51			

¹ Réexportations non comprises.

IMPORTATIONS

Les importations de l'année fiscale terminée le 31 mars 1934 sont de \$27,414,881 ou 6·7 p.c. supérieures à celles de 1933. De cette augmentation les pays de l'Empire Britannique comptent pour 73 p.c. et les autres pays étrangers pour 27 p.c. De toutes les importations de 1934, les Etats-Unis ont fourni pour \$433,798,625 ou 54·9 p.c., le Royaume-Uni pour 24·2 p.c., les autres pays britanniques pour 8·2 p.c., et les autres pays étrangers pour 12·7 p.c. En 1933 les proportions respectives étaient de 57·2 p.c., 21·3 p.c., 8·3 p.c., et 13·2 p.c.

Les pourcentages des importations des Etats-Unis et des autres pays britanniques et autres pays étrangers aux importations totales montrent donc un déclin pour l'année fiscale 1934 tandis que la proportion des importations venant du Royaume-Uni montre une augmentation.

Le tableau ci-dessous donne les importations des pays britanniques et étrangers pour les années 1914, 1922, 1929,1930, 1931, 1932, 1933 et 1934.

Importations des pays britanniques et étrangers

Exercice financier	Du Royaume- Uni	D'autres pays britanniques	Des Etats- Unis	D'autres pays étrangers	De tous pays
914 922 929 930 930 931 932 933 933 934	132,070,406 117,135,343 194,041,381 189,179,738 149,497,392 106,371,779 86,466,055 105,100,764	22, 456, 440 31, 973, 910 63, 346, 829 63, 494, 864 55, 401, 034 41, 440, 214 33, 918, 269 35, 303, 122	396, 302, 138 515, 958, 196 968, 012, 229 847, 442, 037 584, 407, 018 351, 686, 775 232, 548, 055 238, 187, 681	68.365,014 82,736,883 140,278,652 148,156,943 117,307,251 79,005,136 53,451,365	619.193.998 747.804.333 1.265.679.091 1,248.273.583 906.612.693 578.503.90- 406.383.744 433.798.623

Le tableau qui suit montre les positions des vingt principaux articles d'importation des deux dernières années fiscales.

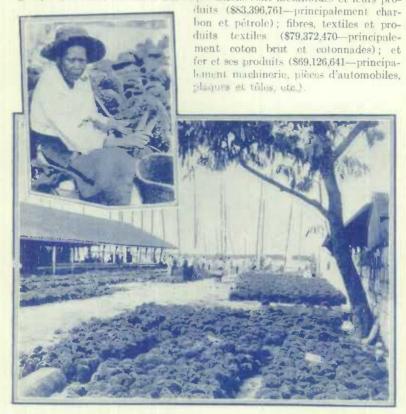
Vingt principaux articles d'importation, 1933 et 1934

Rang Denrées (Par ordre de valeur, 1934)			Importations, a terminée le 1934	31 mars	Augmentation(+) ou diminu- tion (-) 1934 comparative- ment à 1933					
1933	33 1934 (Far ordre de valeur, 1954		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur				
				\$		\$				
1	1	Charbon tonnes	11,655,393	29, 201, 459	+ 610,213	+ 211,80				
2	2	Pétrole brut gal.	1,066,463,853		+ 168,883,638					
11	3	Coton brut lb.	132, 456, 924	14,343,617						
5	4	Vins et spiritueux gal.	_	14.029,665		+ 613.93				
47	5	Machinerie	-	13,847,326		- 150,42				
7	6	Pièces d'automobiles	244 207	13,760,242		+ 3,737,41				
8	7	Plaques et tôles (fer) qtx	4,244,397		+ 840,084					
6	8	Sucre pour raffiner lb.	693, 197, 900	11,660,588 10,576,033		- 730.56				
9	10	Fruits frais Livres et imprimés		8,372,627		- 795,86				
20	11	The lb.	36, 192, 227	7,389,717						
19	12	Hußes végétules gal.	13,313,836	6, 128, 311						
14	13	Appareils électriques		5.915.024		- 133.51				
15	14	Engins et chaudières	Acres (5,417,082		+ 119.97				
30	15	Blousses, laine peignée								
		et bouts lb.	12, 123, 458	5,339,912						
13	16	Papier	-	5,242,168		- 937,72				
16	17	Argiles et produits	W-W	5,178,936		+ 100.58				
26	18	Peaux vertes et préparées		4,977,882		+ 1,875,12				
25	19	Mntériel de teinture et								
		de tannagelb.	43,990,495	4,843,532						
18	20	Soie grège	2,505,200	4,534,182	- 67,749	- 249,1				

Il est intéressant d'étudier les changements de relation sur un nombre d'année entre les différents articles d'importation. Le charbon, maintenant en première place, a été à un des trois premiers rangs depuis 1890 mais la machinerie qui est maintenant en cinquième place était à la tête de la liste en 1930, avec une valeur de \$69,000,000, et à la sixième place il y a douze ans, avec une valeur de \$37,000,000, étant alors déplacée par le sucre et ses produits, le charbon, les cotonnades, les lainages et les produits des lamineries. Le pétrole brut a rapidement grandi en importance depuis 1920 alors qu'il occupait la onzième place. Le sucre pour raffiner, au troisième rang en 1933 et au cinquième en 1932, est maintenant au huitième rang. Le changement le plus saillant est celui du coton brut, qui était au onzième rang, amélioration qui rellète les progrès relatifs de l'industrie textile du Canada.

Le Bureau Fédéral de la Statistique classifie les denrées en neuf groupes principaux, savoir:—produits agricoles et subtances végétales; bétail et produits animaux; fibres textiles et produits textiles; bois, produits du bois et papier; fer et ses produits; métaux non ferreux et leurs produits: métalloïdes et leurs produits; produits cluimiques et connexes; et denrées diverses. Les importations de six de ces groupes accusent des augmentations pour 1934. Les plus fortes augmentations absolues sont constatées dans les groupes: fibres, textiles et produits textiles, fer et ses produits, bétail et produits animaux, suivant l'ordre donné, mais les plus forts pourcentages d'augmentation sont ceux des groupes: fibres, textiles et produits textiles (29·7 p.c.) bétail et produits animaux (28·5 p.c.), fer et ses produits (17·3 p.c.).

Le groupe le plus important au point de vue des importations est celui des produits agricoles et des substances végétales, sous lequel en-tête les importations ont été \$90.828,810, dont les item les plus importants sont les boissons alcooliques, le sucre et les fruits frais. Ce groupe montre une augmentation de 2·9 p.c. comparativement à 1933. Les autres principaux groupes par ordes de valeur des importations sont métalloïdes et leurs pro-



Au nombre des abondants produits trequeaux on semi-tropicaux importes des Antilles anglaises au Canach se trouvent les éponges marines. Si elles ne constituent pas une partie importante de la valeur de nos importations elles indiquent quand même très bien les tendances nouvelles du commerce canadien de s'adresser de plus en plus à ces îles plutôt qu'aux pays étrangers pour des produits qu'elles peuvent si bien lui fournir. Pour l'exercice financier de 1926 le Canada n'importait pas 16 p.c. de ses éponges marines des Antilles anglaises, mais l'année suivante, alors que l'eponge des pays britanniques entrait chez nous en franchise, le pourcentage s'est élevé à 38 p.c.; en 1929 il atteignait 46 p.c. et s'il y eut déclins à 37 p.c. et 35 p.c. respectivement pour les deux années suivantes, il y eut des relèvements de 51 p.c., 63 p.c. et 74 p.c. respectivement pour les années 1932, 1933 et 1934. Le photo montre un quai aux éponges, aux Antilles anglaises. En haut: Préparation des éponges par un indigène.

Photos du chemin de fer National-Canadien.

EXPORTATIONS

Le Dominion est le premier de tous les pays par ses exportations de blé, de papier à journal, de nickel et d'amiante; il est le troisième par ses exportations de farine de blé; le quatrième par ses exportations d'automobiles et de bois de pulpe; et le sixième par ses exportations de bandages en caoutchoue. Les exportations de ces produits types du Canada contribuent environ 50 p.c. de toutes les exportations domestiques du Dominion. Le Canada occupe aussi un rang élevé par ses exportations de plusieurs autres produits types tels que le bois de sciage, le poisson, le cuivre, l'orge, le fromage, les pelleteries brutes, etc.

Les exportations totales de l'année fiscale terminée avec mars 1934 sont de \$585,654,469 dont \$6,311,324 ne sont que des réexportations. Les exportations domestiques sont donc de \$579,343,145 et montrent une augmentation de \$105,543,190 ou 22·3 p.c. dont 53·0 p.c. avec les pays de l'Empire comparativement à 1933. De ces exportations domestiques, 39·3 p.c. sont allées au Royaume-Uni, 33·6 p.c. aux Etats-Unis, 8·7 p.c. aux autres pays

Exportations canadiennes aux pays britanniques et étrangers

		(D.4.) 1			
Année fiscale	Au Royaume- Uni	l'Empire Britannique	Aux États- Unis	Aux autres pays étrangers	Total des exportations domestiques
	8	\$	\$	8	8
906 914 912 992 999 930 931 1932 933	127, 456, 465 215, 253, 960 299, 361, 675 429, 730, 485 281, 745, 965 219, 246, 499 174, 043, 725 184, 361, 019 227, 601, 411	10,964,757 23,388,548 46,473,735 106,258,803 97,825,173 73,617,897 44,912,662 37,757,908 50,423,723	83,546,306 163,372,825 292,588,643 499,612,145 515,049,763 349,660,563 235,186,674 143,160,400 194,443,139	13,516,428 29,573,007 101,816,627 328,108,239 225,637,401 157,217,708 122,201,241 108,520,628 106,874,872	235, 483, 95 431, 588, 43 740, 240, 68 1, 363, 709, 67 1, 120, 258, 30 799, 742, 66 576, 344, 30 473, 799, 95 579, 343, 34

Vingt principaux articles d'exportation, 1933 et 1934

Rung		Denrées	lixportatio année fiscal mars	e terminée	Augmentation (+) on dimi nution (-) do 1934 com- parativement à 1933					
1933	1934	(Par ordre de valeur, 1934)	Quantité Valeur			Quantité		Valeur		
1 2 1 1 3 6 5 4 9 1 3 8 7 7 1 2 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18	Blé boiss. Papier à journal qtx Nickel qtx Pulpe de bois qtx Planehes et madriers Mp. Poisson qtx Farine de blé bri Whiskey gal de pr. Viandes Cuivre en barres, etc. qtx Peanx vertes. Pommes fraîches bri Automobiles nomb. Fromage qtx Zinc Aluminium en barres a Plomb Argent (minerai ou billon) onces	175, 534, 255 40, 481, 134 1, 066, 421 12, 906, 150 1, 210, 769 3, 083, 269 5, 619, 937 2, 543, 225 2, 013, 093 476, 113 28, 401 749, 669 2, 154, 563 3, 347, 129 3, 024, 724 14, 844, 164	\$ 118, 999, 445 73, 238, 482, 28, 198, 238 25, 102, 381, 21, 258, 286 20, 304, 933 19, 729, 782, 503, 944, 030, 007 12, 823, 785, 408, 176, 271, 6, 284, 375, 6, 174, 995, 5, 902, 332, 5, 688, 88, 176, 271	++++++ + +++++	7,221,437,- 740,814 + 4,119,327 + 591,094 + 703,198 + 351,586 + 551,186 + - 227,840 + - 1,696,088 + 15,033 + 15,033 + 15,200 + 1652,579 +		\$ 11,576,92 898,38 20,733,73 7,316,24 10,159,32 3,664,51 2,742,67 6,107,57 8,820,85 5,136,37 3,306,25 5,470,87 5,658,55 5,420,87 2,782,14 2,782,14 2,589,67 1,270,31		
29 18	19 20	Amiante brutetonnes Bois de pulpecordes	162,330 693,098	5,494,002 4,883,318	+	57, 436	-	2,523,33 595,89		

OUELOUES EXPORTATIONS TYPES DU CANADA



britanniques et 18·4 p.c. aux autres pays étrangers. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont toujours été les deux meilleurs clients du Canada mais les chiffres de 1932, 1933 et 1934 comparativement à 1931, montrent que les pourcentages de nos exportations au Royaume-Uni ont augmenté, tandis que les exportations aux Etats-Unis ont baissé.

Par groupes de classification principale en 1934, les exportations de produits agricoles et substances végétales sont à la tête avec \$205.804.526, le blé étant de beaucoup l'article le plus important et contribuant 58·0 p.c. de ce total. Le groupe bois, produits du bois et papier vient au deuxième rang (\$143.142,398). Le papier à journal contribue environ 51·2 p.c. de ces exportations. Le groupe métaux non ferreux et leurs produits est troisième avec \$81.764,208, suivi par le groupe bétail et produits animaux avec \$75,151,480. Les principaux item du premier groupe sont le nickel, le cuivre, l'aluminium, le zinc, l'argent et le plomb et du dernier groupe, le poisson, les viandes, les pelleteries brutes, le fromage et le bétail.

Le blé est notre principal article d'exportation depuis plus de vingtans et bien que les exportations de blé en 1930 montrent une diminution de \$212,770.851 et que les chiffres de 1931 et 1932 montrent de plus amples diminutions de \$38,333,706 et \$61,680,386 respectivement, cette denrée tient encore la tête de la liste et les exportations de 1934 sont de \$118,900,000 soit \$3,000,000 de plus qu'en 1932, mais \$11,600,000 de moins qu'en 1933. Mais au cours de cette période il y a en plusieurs changements dans l'ordre d'importance des articles figurant à cette liste. En 1920, le blé était suivi par les viandes (maintenant neuvième), la farine de blé, les planches et madriers, et le papier à journal (maintenant deuxième), dans l'ordre de cette mention.

REVUE DU COMMERCE PAR MOIS DANS CES DERNIÈRES ANNÉES

Les chiffres mensuels du commerce du Canada établis à l'heure où nous allons sous presse sont comme suit comparativement à 1931, 1932 et 1933 (en millier de dollars).

Importations et exportations par mois, janvier 1931 à novembre 1934 En milliers

		Import	ations		Exportations de produits canadiens					
Mois	1931	1932	1933	1934	1931	1932	1933	1934		
	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000		
Janvier Févrjer Mars Avril Mai Juin Juiltet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	50, 414 50, 994 75, 381 51, 189 73, 457 52, 509 48, 379 47, 308 45, 379 45, 933 46, 911 40, 290	34, 115 35,586 57,448 29,794 44,301 40,743 35,711 36,527 34,504 37,769 28,961	24, 441 23, 514 32, 851 20, 457 32, 927 33, 619 35, 738 38, 747 38, 698 41, 070 43, 712 35, 368	32, 391 33, 592 47, 519 34, 814 52, 887 46, 186 44, 145 43, 507 42, 208 47, 229 49, 884	44, 683, 43, 673, 55, 048, 33, 935, 54, 348, 49, 645, 48, 764, 48, 991, 55, 538, 57, 487, 53, 255	38, 367 36, 431 39, 749 26, 976 40, 594 40, 945 42, 321 41, 314 42, 187 56, 626 45, 945 42, 616	31,562 26,398 36,579 20,012 45,576 45,968 51,345 44,723 57,785 60,214, 50,385 50,929	46, 65, 37, 84; 57, 63; 31, 58; 57, 90; 59, 04; 56, 12; 55, 24; 58, 13; 67, 74; 65, 12;		

Le tendance à la hausse du commerce du Canada, commencée en mai 1933, a duré toute l'année 1934. Le commerce global du Canada pour novembre 1934 a excédé celui de n'importe quel mois depuis mai 1931; les importations ont excédé celles de n'importe quel mois depuis mars 1932, à l'exception seulement de mai 1934, et les exportations domestiques ont excédé celles de n'importe quel mois depuis décembre 1930, le mois d'octobre 1934 excepté.

Le commerce global de denrées, pour le Canada, en novembre 1934, est de \$115,561,000, comparativement à \$104,639,000 en novembre 1933, à \$84,390,000 en novembre 1932 et à \$108,341,000 en novembre 1931. L'augmentation pour le mois de novembre 1934 sur le mois de novembre 1933 est de 10·4 p.c.; sur novembre 1932, de 36·9 p.c., et sur novembre 1931, de 6·6 p.c.



Pour les onze premiers mois de 1934 le commerce global est de \$1,072,-870,000, comparativement à \$852,007,000 la période correspondante de 1933, à \$882,383,000 la période correspondante de 1932, et à \$1,150,833,565 les onze premiers mois de 1931. Le pourcentage de changement des chiffres de 1934 par rapport à ceux des autres années est respectivement de 25·9 p.c. d'augmentation sur 1933, de 21·6 p.c. d'augmentation sur 1932, et de 6·8 p.c. de diminution sur 1931.

Les importations de chacun des mois de 1934 l'emportent sur les mois correspondants de 1933, mais à partir d'avril elles ont été plus considérables que les mois correspondants de 1932, et pour les mois d'octobre et novembre elles l'emportent sur celles de 1931. Cependant les exportations de 1934 montrent encore de meilleurs progrès. Non seulement ont-elles excédé celles de 1933 et de 1932 chaque mois, mais elles ont dépassé celles de 1931 les mois correspondants de janvier, mars, et de juin à novembre inclusivement. Les excédents sont particulièrement remarquables pour les mois de septembre, octobre et novembre.

L'analyse de ces statistiques par rapport au commerce avec le Royaume-Uni et les Etats-Unis montre que notre commerce avec le Royaume-Uni a progressé encore bien plus que notre commerce avec les Etats-Unis, bien que pour les onze premiers mois de 1934 la proportion de notre commerce avec les Etats-Unis, tant pour les importations que pour les

exportations, s'élève toujours davantage.

C'est ainsi que pour les onze premiers mois de 1931 la proportion de notre commerce global avec les Etats-Unis était de 53.45 p.c. (62.86 p.c. pour les importations et 42.89 p.c. pour les exportations canadiennes); pour la période correspondante de 1932, la proportion n'est plus que de 45.90 p.c. (58.30 p.c. pour les importations et 33.70 p.c. pour les exportations canadiennes); pour la période correspondante de 1933, la proportion baisse à 41.59 p.e. (53.92 p.c. pour les importations et 31.83 p.c. pour les exportations canadiennes); quand, pour les onze premiers mois de 1934, la proportion est de 43.62 p.c. (56.86 p.c. pour les importations et 32.65 p.c. pour les exportations canadiennes). D'autre part, la proportion du commerce total avec le Royaume-Uni, pour les onze premiers mois des mêmes années est de 22·34 p.c. (17·20 p.c. pour les importations et 28·06 p.c. pour les exportations canadiennes) pour 1931; de 28-13 p.c. (20-41 p.c. des importations et 35.63 des exportations canadiennes) pour 1932; de 32.82 p.c. (24.48 p.c. pour les importations et 39.58 p.c. pour les exportations canadiennes) pour 1933; et de 33.29 p.c. (22.36 p.c. pour les importations et 42.26 p.c. pour les exportations canadiennes) pour 1934. Le commerce avec l'Empire britannique, en dehors du Royaume-Uni, accuse aussi des progrès saillants pour la même période. Voici la proportion du commerce total du Canada avec les autres pays de l'Empire britannique que le Royaume-Uni: 1931, 7-47 p.c. (dont 6-84 p.c. pour les importations et 8-18 p.c. pour les exportations canadiennes); 1932, 7.74 p.c. (7.60 p.c. pour les importations et 7.92 pour les exportations canadiennes); 1933, 8.57 p.c. (8.79 p.c. pour les importations et 8.44 p.c. pour les exportations canadiennes); 1934, 9.36 p.c. (8.41 p.c. pour les importations et 10.16 p.c. pour les exportations canadiennes).

BALANCE DU COMMERCE CANADIEN

Depuis la Confédération, les exportations canadiennes à tous les pays ont donné en 28 années différentes des excédents sur les importations, tandis que les importations ont donné un excédent les 38 autres années. Le plus grand excédent des exportations en une année quelconque est en 1918 "année de guerre" alors qu'il s'est élevé à \$622,637,000; le plus grand excédent des importations, au chiffre de \$294,139,000, s'est produit en 1913. Les années 1903-1913 ont donné des balances défavorables parce qu'elles ont été des années au cours desquelles des capitaux considérables ont été importés.

Depuis 1889 la balance de commerce avec le Royaume-Uni est favorable au Canada. Avec les Etats-Unis, elle est généralement défavorable.

Balances commerciales des principaux pays, années civiles 1932 et 1933

Balance au crédit : +

Balance au débit (-)

Ra	ng	Donne		19	32		1933				
932	1933	Pays	M	ontant	Pe	r capita	M	fontant	Pe	er capit	ta
			Mi	llions \$		\$ c	M	illions \$		8	e.
1	1	États-Unis	+	328-9	+	2.64	+	246-5	+	1	. 96
2 5	2	Allemagne	+	289 - 3	+	4-42	+	219-1	+	3 -	-31
5	3	Australie	+	92-6	+	14 - 14	+	161-5	+	24	-31
2	- 4	CANADA	+	49-2	+	4 - 68	+	136 - 6	+	12	- 71
9	5	Inde britannique	+	7-9	+	0.02	+	103 - 4	+	0.	21
3	6	Afrique du Sud	+	187-4	+	22.72	+	97.2	+	11-	-71
4	7	Argentine	+	131.9	+	11-32	+	77-0	+	6.	5
6	8	Brésil	+	83 · 3	+	2.07	+	57.7	+	1.	3
8	9	Nouvelle-Zélande	+	33 - 5	+	21-98	+	55.6	+	36-	1
14	10	Suède	-	42.6	-	6.93	Time	2.8	_	0.	4
10	11	Dunemark	_	2.0	-	0.57	-	13 - 2	-	3.	6
12	12	Japon	-	6.9	_	0.11		15.7		0.	2
13	13	Espagne		21.6		0.92		19-3	-	0.	8
11	14	Norvège	_	4.5	-	1.59	-	24 - 4	rm-	8.	51
15	15	Belgique	ma	45.5		5.57	_	27.9		3 -	41
16	16	Italie	_	84-2	-	2.02	-	103 - 2		2.	50
18	17	Suisse	Name .	211.8		51.91		197 - 9		48 -	
17	18	Pays-Bas	-	207-5		25.99		268 - 5		32 -	8:
19	19	France		450-9		10 - 77	_	539 8	_	12-	90
20	20	Royaume-Uni.		1.142-3	-	24 - 65	-	1.189-4	-	25.	5!

Balance du commerce des derniers mois.—La balance du commerce visible du Canada pour les onze premiers mois de 1934 penche du bon côté dans la mesure de \$124,145,000, quand la balance favorable de 1933 avait été de \$120,315,000, celle de 1932, de \$35,077,000 et en 1931, la balance avait été défavorable, de janvier à novembre, pour le montant de \$24,783,617.

Échanges invisibles avec l'extérieur

Tourisme.—L'industrie du tourisme occupe sous ce titre un rang qui mérite une mention toute spéciale. A partir de 1926 le Bureau Fédéral de la Statistique a recours à diverses méthodes pour avoir une idée générale de la valeur et de l'importance de cette industrie. Les chiffres qui suivent sur les dépenses des touristes de 1926 à 1933 sont conformes aux plus récentes revisions. En 1933 l'industrie du tourisme aurait rapporté au Canada \$117,000,000 (monnaie canadienne), et après avoir soustrait les \$51,000,000 que les touristes canadiens auraient dépensés à l'étranger, il reste un solde en notre faveur de \$66,000,000. La circulation des automobiles entre le Canada et les Etats-Unis est de beaucoup le plus important facteur de cette industrie, et l'on estime que les touristes des Etats-Unis ont dépensé en 1933, \$77,250,000 (monnaie canadienne) au Canada, tandis que les automobilistes canadiens auraient dépensé environ \$24,611,000 aux Etats-Unis. Les dépenses des touristes sont en partie un dividende que le Canada touche sur ses beautés pittoresques, son poisson et son gibier, ses ports d'hiver et ses autres avantages, et constituent une exportation "invisible" dont l'importance grandit avec les années.

Dépenses des touristes, 1926-33

Année	Dépenses des touristes étrangers au Canada (1)	Dépenses des touristes canadiens à l'étranger (2)	Excédent de (1) sur (2)
	8	\$	\$
1926 1927 1928		98,747,000 108,750,000 107,522,000 121,6,5,000	102,420,000 129,727,000 167,708,000 187,734,000
1929 1930 1931	279,238,000	100,389,000 76,452,000 57,403,000	178,849,000 174,324,000 155,045,000
1932 1933	117, 124, 000	50,860,000	66, 264, 00

¹ Fonds canadiens.

Il est impossible de trouver nulle part ailleurs deux pays entre lesquels le trafic touriste soit aussi considérable qu'entre le Canada et les Etats-Unis. La grande richesse per capita des deux pays facilite les voyages d'agrément et d'étroites relations commerciales nécessitent de nombreux voyages d'affaires au delà des frontières. Il y a aux Etats-Unis un automobile pour chaque 6·1 habitants et il y en a au Canada un par 11·7 personnes. (¹) Aux Etats-Unis, le bon marcné relatif de vacances en automobile à travers le Canada n'est pas sans attrait pour une famille dont le revenu est tout simplement modeste. Les lignes de chemin de fer et de bateau à vapeur contribuent une bonne part au chiffre des promeneurs.

Cependant, les bénéfices de ce commerce ne sont pas exclusivement d'un seul côté. Les Canadiens sont attirés par les villes plus grandes des Etats-Unis et les différences de paysage qu'offre une colonisation plus ancienne et plus dense, et un grand nombre de Canadiens fortunés visitent les villégiatures d'hiver dans le sud des Etats-Unis. Il est estimé que les touristes canadiens aux Etats-Unis dépensent environ un tiers de ce que les touristes des Etats-Unis dépensent au Canada, mais dans cette comparaison, il faut tenir compte de la différence numérique entre les deux populations. Si la proportion d'américains visitant le Canada était égale à la proportion de Canadiens visitant les Etats-Unis, le Canada en retirerait chaque année plus de \$600,000,000; mais les propriétaires canadiens d'automobiles sont généralement de la classe plus aisée, le nombre de voyageurs par voiture est plus grand et la moyenne des dépenses plus élevée.

Balance des échanges internationaux

La prospérité d'un pays ne se mesure pas uniquement par ses échanges de denrées tangibles, mais aussi par un grand nombre d'autres échanges qui tous doivent être computés avant d'établir l'état basique du commerce au point de vue des transactions internationales. Parmi les échanges plus ou moins invisibles peuvent être mentionnés les paiements de fret, les services financiers, les primes d'assurance, le coût de la publicité, les droits d'auteur, les contributions en argent à divers fonds, les dépenses de touristes, les mouvements du capital qui accompagne ou suit l'immigration et l'émigra-

¹ Ces chiffres ne couvrent pas les camions el autres véhicules commerciaux.

tion, etc. Si tous les item visibles et invisibles formant l'ensemble des transactions d'un pays avec les autres pays sont tablés, et si on en fait le total, la différence au débit ou au crédit sera un item invisible représentant une importation ou une exportation de capital qui établira la balance du commerce d'un pays. Le tableau qui suit, donnant les dernières estimations du Bureau de la Statistique, a pour but de désigner les relations de commerce et les échanges du Canada avec les autres pays en 1932 et 1933.

Balance estimative des échanges internationaux du Canada, 1932-33

(en milliers de dollars)

	19	132	19	33
Nomenclature	Exporta- tions visibles et invisibles	Importa- tions visibles et invisibles	Exporta- tions visibles et invisibles	Importa- tions visibles et invisibles
A Pull Youter I'm and a street	\$ 000	\$ 000	\$ 000	\$ 000
1. Échanges de denrées— (après déduction des importations pon				
commerciales, des plus-values, etc.)				
Total corrigé des échanges de denrées 2. Exportations et importations d'or monnayé	496,275	416.566	535.000	389,250
ou en billon	60,825	2,175	66,000	850
3. Correction pour le mouvement de l'oret sa		TO TO		
conversion en numéraire canadien	7,919		27.000	350
4. Paiements de fret et recettes, n.a.p	38,864	58.864	40.000	55,000
5. Dépenses des touristes	212,448	57,403	110,000	50,000
6. Intérêts	56,000	248,000	50.000	275,000
8. Dépenses et recettes du gouvernement	6,980 8,850	7,127	5,000	6,000
9. Contributions aux missions, etc.	500	10.379	6.500	9.500
10. Transartions d'assurance	24,000	17,000	1,000	1.000
11. Annonces	2,000	3,500	15,000	11.000
12. Royautés sur vues cinématographiques	2.000	3,250	1,500	3,000 4,000
13. Capital des immigrás et émigrés	4.416	3,775	4.000	3,250
14. Gains des Canadiens travaillant aux États-	3, 310	0.110	4,000	0,200
Unis (net)	750		700	_
15. Change sur Londres ou New York, inté-			100	
rêts et rémissions	30,000	23.750	3.000	12.000
16. Omissions connues, comme abonnements.	10,000	40,100	0,000	12,000
honoraires d'artistes, etc.		4.000	_	4.000
17. Différence entre les importations et expor-				1,000
tations ²		72,138		40,500
Totaux	928,927	928,927	861,700	861,700

¹ Chiffres préliminaires. ² Cet item comprend les mouvements (nets) de capitaux, les erreurs et les omissions.

CHAPITRE XV

FINANCE PUBLIQUE

Finances fédérales

La gestion de la dette publique et des biens nationaux, le prélèvement des impôts, le droit d'engager le crédit du Dominion sont des prérogatives conférées au gouvernement fédéral par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord. Le droit des provinces est limité à la taxation directe. Le ministère des Finances, dont la création remonte à 1869, a le contrôle et la gestion et direction de tout ce qui peut affecter les finances, les comptes

publics, les recettes et les dépenses du Dominion.

Le pacte fédératif avait prescrit le transfert au Dominion de tous les impôts et contributions, notamment les douanes et l'accise, qui jusqu'à la Confédération étaient perçus par les trésoreries provinciales, et le versement de ces recettes en un seul fonds consolidé destiné à défrayer certaines dépenses telles que les frais de perception, les intérêts sur la dette publique et les traitements du Gouverneur Général. La balance constituait les appropriations effectuées par le Parlement. Les constructions publiques, l'actif liquide et autres propriétés des provinces, sauf les terres, les mines les minéraux et les royautés, devinrent propriété fédérale. En échange, le Dominion se rendait responsable des dettes provinciales.

Comme la source principale des recettes provinciales avait passé aux mains du Dominion, celui-ci s'engageait à payer aux provinces des subventions aunuelles qui leur permettaient de défrayer les dépenses administratives. Plus tard, lorsque furent établies les provinces de l'Ouest, le gouvernement leur accorda également des subventions et les sommes ainsi

payées ont été ajustées de temps à autre.

Au temps où fut formé le Dominion, les recettes étaient relativement peu élevées, mais le gouvernement central s'était chargé de certaines obligations qui comportaient l'achèvement du chemin de fer Intercolonial, et avec l'entrée de la Colombie Britannique dans le système fédératif, la construction du chemin de fer Canadien Pacifique; au début de notre siècle, il entreprit la construction du Transcontinental. La construction des chemins de fer et des canaux a causé presque à elle seule l'accroissement entier de notre dette nationale qui, de \$76,000,000 en 1868 avait atteint \$336,000,000 en 1914. La dette nationale jusqu'au début de la Grande Guerre représentait des déboursés pour des fins de production, le Dominion s'étant en échange assuré l'acquisition de biens tangibles. Les obligations étaient, de plus, détenues à l'étranger. La décade qui suivit vit la dette portée au maximum formidable de \$2,453,777,000; l'accroissement qui dépasse les deux milliards n'est pas contrebalancé par des biens en proportion de cette somme qui, en outre, a été empruntée à des taux d'intérêt relativement élevés. A cela il y a cependant un certain palliatif; c'est que la majeure partie de la dette consiste en obligations détenues au Canada, la prospérité normale causée par la Grande Gurre ayant fourni aux Canadiens des fonds suffisants pour leur permettre d'acheter des obligations fédérales alors que le gouvernement se sentait dans le besoin de tirer immédiatement sur cette nouvelle richesse des masses, ce qui a servi à éduquer l'épargnant canadien à placer ses fonds en obligations canadiennes. Après 1923, la dette nette s'est abaissée graduellement jusqu'au chiffre de \$2,177,763,959 en 1930 mais la dépression avec les déficits ferroviaires qui l'ont accompagnée et les lourdes dépenses affectées aux secours au chômage ont porté la dette à un nouveau maximum de \$2,729,978,140 le 31 mars 1934. C'est l'équivalent d'une dette nette de \$251.96 per capita qui toutefois a été dépassée entre 1920 et 1927. Le maximum de la dette per capita, \$272.31, a été atteint en 1923.

Le tableau qui suit illustre l'expansion des revenus, des dépenses et

de la dette publique du Dominion.

Finances du Dominion, 1868-1934

Exercice	Revenu	Revenu per capita ²	Dépenses	Dépenses per capital	Dette nette à la fin de l'année	Dette nette per capita ²
	\$	8	\$	\$	8	\$
88	f3.687.928	4.05	14.071.689	4 - 17	75, 757, 135	22 - 4
71	19,335,561	5 - 55	19.293.478	5.53	77, 706, 518	22.0
81	29.635.298	6.85	33,796,643	7-82	155,395,780	35.8
91	38,579,311	7-98	40.793.208	8-44	237,809,031	49.0
01	52,514,701	9.78	57,982,866	10.79	263.480.001	49.6
11	117,780,409	16.34	122.861.250	17.04	340,042,052	47 - 1
21	436, 292, 185	49.64	528, 283, 1991	60-11	2,340,878,984	266-3
26	382,893,009	40.51	355, 186, 423 1	37-58	2.389.731,099	252 - 8
27	400, 452, 480	41-55	358,555,751	37-21	2,347,834,370	243 - 0
28	429,842,577	43 - 68	378,658,4401	38 - 50	2,296,850,233	233 - 5
29	460.151.481	45.88	388, 805, 953	38 - 77	2, 225, 504, 705	221-9
30	445,916,992	43 - 68	398, 176, 246	39.01	2,177,763,959	213 - 3
31	356, 160, 876	34 · 33	440.008.8541	42-41	2,261,611,937	218-6
32	336,721,305	32.05	450.965,5401	42.93	2,375,846,172	236-1
33	311,126,329	29.21	531.760,9831	49.93	2,596,480,826	243 - 8
34	324.471.271	29-95	457, 968, 5851	42 - 27	2,729,978,140	251-6

Comprend les avances aux chemins de fer et les transferts à l'actif à fonds perdu.

Année fiscale 1933-34.—Le ministre des Finances, l'honorable E. N. Rhodes, dans son discours du budget le 18 avril 1934, a esquissé la position financière du Canada et donné une estimation des revenus et dépenses du gouvernement en 1934. Les changements de taxation avaient pour but de couvrir les dépenses estimatives pour l'année terminée le 31 mars

1935. On en trouvera un résumé à la page . . .

Le Ministre affirmait avec confiance que l'exercice financier 1933-1934 en avait été un de rétablissement des baisses progressives dans les affaires qui avaient marqué les années immédiatement précédentes. La politique constante du Gouvernement, de stimuler le relèvement des prix par tous les moyens appropriés, a été suivie du double point de vue international, dans ses relatious avec les prix des denrées sur le marché mondial et national, dans l'abaissement des taux de l'intérêt et l'accès plus facile aux marchés de l'argent. D'après le Ministre les efforts ont été couronnés de succès considérables. Il faisait remarquer que tout en exploitant à cette fin la Loi des Finances, très incomplète actuellement, la Banque du Canada fournira un mécanisme effectif à ceux qui veulent coopérer avec les autres pays au programme d'un nouveau relèvement et d'une nouvelle stabilisation des niveaux des prix.

Comptes publics.—Dans les comptes publics, les recettes se classent sous deux rubriques: (1) impôts et (2) services publics sous le contrôle administratif. Les dépenses sont classifiées sous quatre rubriques: (1)

Les chiffres per capita se rapportant aux années du d'anombrement sont basés sur le nombre de la population tel qu'établi à cette période et ceux qui se rapportent aux autres années, sur les estimations officielles.

déboursés ordinaires comprenant frais administratifs, pensions, subventions aux provinces, secours aux chômeurs, etc.; (2) immobilisations en chemins de fer, canaux et travaux publics, qui ne résultent dans l'acquisition d'aucun actif; (3) déboursés extraordinaires; et (4) les prêts inactifs et les avances qui ne produisent aucun intérêt et qui servent à combler les déficits des services dont l'administration accepte la responsabilité.

Les recettes publiques de 1933-1934 ont été plus fortes que celles des années précédentes, mais les augmentations ont surtout eu lieu dans la taxe de ventes et la taxe sur les chèques, sur le transport, etc. Dans une certaine mesure c'est un excellent signe du relèvement des affaires vers la fin de 1933 et au commencement de 1934. La douane et l'accise constituent les deux principales sources de revenus, et elles accusent d'autres déclins sur les bas niveaux des années précédentes. La taxe des ventes et les autres taxes d'accise, d'autre part, accusent des augmentations.

Les recettes de 1933-1934 provenant des taxes s'élèvent à \$271,851,000 comparativement à \$254,320,000 l'année précédente, à \$275,053,000 en 1931-1932 et à \$296,276,000 en 1930-1931. Suivent les chiffres de ces recettes et dépenses:

Résumé des recettes totales, années fiscales 1931-34

Item	1930-31	1931-32	1932-33	1933-34
	\$000	\$000	\$000	\$000
Douanes. Accise Taxe de guerre:—	131,209 57,747	104.133 48.655	70.073 37,834	66,305 35,494
Banques Compagnies de prêt et de fiducie	1,429	1,390	1,328	1,336
Compagnies d'assurance Profits commerciaux	74 34	12	826	742
Impôt du revenu	71.048 20.153	61.254 42.393	62,067 57,978	61,399
Taxes sur chèques, transports, etc	14.582	17.213	24.214	45, 184
Totaux, recettes des taxes	296,276	275,053	254.320	271,851
Revenus autres que des taxes	53,311	54,656	52.317	52,211
Total, recettes du fonds consolidé	349.587 6.574	329.709 7.012	306,637 4,489	324,062 409
Grands totaux	356,161	336,721	311,126	324, 471

Résumé des dépenses totales, années fiscales 1931-34

Item	1930-31	1931-32	1932-32	1933-34
	\$000	8000	\$000	\$000
Dépenses ordinaires Dépenses au compte monétaire Dépenses spéciales Préts et avances (à fonds perdu)	389,358 28,222 16,741 5,488	375, 403 16, 980 55, 460 3, 113	358,528 8,548 96,7847 67,901	346,648 6,490 101,734 3,096
Grands totaux	440,009	450,956	531,761	457,968

Comprend \$38,296,000 pour secours au chômage. Comprend \$53,423,000, déficit du Canadien National en 1932 et \$36,721,000 pour secours au chômage. Comprend \$58,955,000, déficit du Canadien National en 1933 et \$35,898,000 pour secours au chômage.

On voit par les tableaux qui précèdent que, l'année fiscale terminée en 1934, les recettes totales sont de \$324,471,000 et les dépenses de \$457,968,000 (y compris un déficit de \$58,955,000 du Canadien National et \$35,898,000 pour secours au chômage). Ainsi le déficit de l'année est de \$133,497,000 comparativement à \$220,635,000 pour l'année 1933, à \$114,235,000 pour l'année 1932 et à \$83,848,000 pour l'année 1931. Toutefois du déficit de 1934 seulement \$22,586,000 représentent une augmentation de la dette provenant d'opérations gouvernementales portant sur l'année fiscale. L'année précédente, cette augmentation était de \$51,891,000.

Changements dans la taxation en 1934.—Le budget de mars 1934 n'a apporté que peu de changements dans la taxation, dont voici les principaux: Réduction d'un cent la livre dans la taxe d'accise sur le sucre; imposition d'une taxe de 10 p.c. sur l'or, taxe à être déduite des recettes de tout or déposé à la Monnaic pour vente, et devant compenser la perte de revenus subie par la réduction de la taxe sur le sucre. Il a été remarqué que la prospérité récente de l'industrie des mines d'or leur venait surtout de circonstances tout à fait étrangères à l'industrie, comme une augmentation de 70 p.c. du prix de vente de l'or à la suite du désarroi mondial des devises monétaires, la dépréciation de notre dollar sur les marchés étrangers et la revalorisation de l'or dans certains pays, et on a pensé que, dans de pareilles conditions, une taxe de ce montant ne rencontrerait pas d'opposition bien fondée. Telle qu'approuvée la loi permettait un droit de 25 p.c. sur la valeur à prime de l'or, au lieu d'un droit de 10 p.c. sur la valeur totale, et la loi disait encore que la taxe ne serait pas perçue si le déposant devait toucher moins de \$30 l'once. De plus, scules les mines qui avaient versé des dividendes sans interruption depuis 1933 devaient verser cette taxe de prime sur l'or, et ainsi s'en trouvaient exemptées les mines nouvelles ou d'un rendement pauvre qui n'aocusent des bénéfices que depuis peu. L'or d'alluvion était aussi exempté de la taxe. Les producteurs qui payaient l'impôt recevaient des compensations en rajustement de l'impôt sur le revenu et en exemptions de certains frais de manipulation à la Monnaie.

Les droits d'accise ont été surtout modifiés en consolidant le droit de 3 cents la livre sur le malt et de 12½ cents le gallon sur la bière en une seule taxe de 7½ cents la livre sur le malt, ce qui équivalait à une faible réduction de la taxe qui frappait la bière, directement ou indirectement.

en faisant le calcul sur le gallon.

Les réductions d'après le tarif de préférence britannique ont atteint certains articles d'importance commerciale primordiale, comme les filés de jute, les larges plaques d'acier, le sel gemme, l'huile brute non à l'état naturel, le canevas imprégné et les filés de soie artificielle.

Plusieurs produits chimiques moins importants ont été remis sur la liste des articles en franchise. Des droits du tarif intermédiaire ou général ont frappé l'huile d'arachides et ont été augmentés sur certains ferro-alliages. Les droits sur la ficelle de jute furent augmentés sous tous les tarifs.

A propos de toutes les importations sous le tarif de préférence britannique la taxe spéciale a été réduite de trois p.c. à un et demi p.c.

Finances provinciales et municipales

Finances provinciales

Par l'aticle 118 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 (30 et 31 Vict., c. 3) et l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907 (7 Edw. VII, c. 11) les gouvernements provinciaux au Canada sont assurés d'un revenu considérable en subsides provenant du Trésor fédéral. Par le fait qu'elles ont gardé la propriété de leurs terres, de leurs gisements miniers et autres ressources naturelles, les provinces également se sont créé de forts revenus découlant de la vente des terres et des droits de coupe du bois, des droits régaliens miniers, des baux hydrauliques, etc. De plus, les législatures provinciales peuvent, en vertu de l'article 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, imposer dans leur territoire des taxes directes pour fins provinciales et lancer des emprunts sur leur propre crédit.

Parmi les impôts provinciaux les plus importants, il faut mentionner ceux dont sont grevés les corporations et les successions. Quant aux déboursés, les principaux chefs sont l'instruction publique, les édifices publics, les travaux publics (principalement la voirie), la protection des ouvriers, la

charité publique, les hôpitaux et les maisons de correction.

Accroissement de la taxation provinciale.-Alors qu'anciennement les subsides fédéraux, ajoutés aux recettes découlant des ressources naturelles des provinces et des services rendus à leur population couvraient à peu près la totalité du coût administratif, supprimant par conséquent dans la plupart des provinces la nécessité de toute taxation provinciale, le fort accroissement des attributions administratives depuis le commencement du siècle a amené un changement radical. La taxation provinciale ordinaire (comprenant la taxe sur les corporations, les terres, les droits de succession et les amusements) a augmenté de \$12,575,159 pour 1916 à \$42,593,417 pour 1929 et à \$51,621,242 pour 1930, mais il y a diminution à \$48,738,796 pour 1931. Les revenus provinciaux, en plus du revenu de la taxation ordinaire, ont été supplémentés par la régie des spiritueux, l'émission des licences et des permis d'automobile, ainsi que de la taxe imposée sur le débit de l'essence. Ces dernières années les recettes de ces sources exclusivement ont excédé celles de la taxation ordinaire, avec les chiffres qui suivent: Régie des spiritueux \$27,599,687 en 1929, \$33,248,056 en 1930 et \$32,128,693 en 1931. Automobiles (licences et permis) \$21,735,827 en 1929, \$20,321,307 en 1930 et \$19,952,575 en 1931. Essence \$17,237,017 en 1929. \$20,956,590 en 1930 et \$23,859,067 en 1931.

La vulgarisation de l'automobile, tant pour le transport commercial que pour le tourisme, est bien réflétée par l'accroissement des recettes provenant des automobiles et des taxes sur l'essence, suivant les tableaux ci-dessous. Comme en 1931 le revenu de l'impôt sur l'essence a augmenté quand les revenus des licences et des permis d'automobiles ont diminué, comparativement à l'année précédente, il faut en conclure, non pas que chaque automobile a parcouru un plus grand nombre de milles, mais à un usage plus courant de la taxe sur l'essence comme source de revenu provincial.

Les revenus provinciaux de la vente des liqueurs accusent de forts accroissements en ces dernières années. L'étatisation du commerce des boissons alcooliques par toutes les provinces moins une a procuré des bénéfices commerciaux, de la vente de permis, des honoraires de licences, qui ont grossi d'autant les revenus provinciaux. Avant l'étatisation cette source de revenu provincial n'existait pas.

Dette obligataire des provinces.—La dette obligataire des provinces égale environ les quatre-cinquièmes de tous leurs passifs directs. En ces dernières années la dette globale des provinces a augmenté rapidement. La dette globale des neuf provinces était de \$704,225,134 en 1925, de \$708,-

677,426 en 1926, \$742,388,684 en 1927, \$769,260,373 en 1928, \$817,940,202 en 1929, \$919,142,905 en 1930, \$1.016,647,165 en 1931, \$1,148,323.084 en 1932 et \$1,224,372,822 en 1933. La dette obligataire de 1933 est répartie comme suit entre les différentes provinces: Ile du Prince-Edouard, \$3,754,000; Nouvelle-Ecosse, \$66,439,880; Nouveau-Brunswick, \$61,935,163; Québec, \$110,237,892; Ontario \$522,687,344; Manitoba, \$90,938,906; Saskatchewan, \$109,209,641; Alberta, \$133,837,260; Colombie Britannique, \$125,332,736. Le développement du principe de l'étatisation des services publics est grandement responsable de la forte dette obligataire de certaines provinces, particulièrement en Ontario où le système hydroélectrique et le chemin de fer Témiscamingue et Nord-Ontario, qui est une propriété provinciale, représentent une grande partie de la dette obligataire de cette province. Le plus grand de ces services publics est le système hydroélectrique qui cependant rencontre à même ses revenus les intérêts sur la dette encourue par sa construction.

Les chiffres au tableau ci-dessous donnent l'accroissement des recettes, déboursés et engagements directs de tous les gouvernements provinciaux de 1873 à 1933, les données de 1933 y figurant pour chaque province séparément:—

Revenus et dépenses des provinces, 1873-1933, et par provinces en 1933

Exercice financier	Revenus ordinaires	Dépenses ordinaires	Engagements directs
	\$	\$	\$
873	6,960,922	6.868.884	_
881	7.858,698	8,119,701	
891	10,693,815	11.628,353	
901	14,074,991	14.146.059	
911	40,706,948	38.144.514	138, 662, 443
921	102,030,458	102.569.515	565, 470, 55;
926	146.450.904	144.183.178	893, 499, 81
928	168, 109, 505	165.538.910	963, 138, 74
929	183,598.024	177.542.192	1,034,071,26
30	188.154.910	184.804.203	1.140.953.69
31	179,143,480	190.754.202	1,276,629,28
132	168, 227, 898	183.667.116	1.371.678.26
133	158,871,601	173.292,540	1,436,366,41
e du Pringe-Édouard	1,263,064	1,392.276	4,670,33
ouvelle-Écosse	7,226,911	8,441,853	72, 168, 03
ouveau Brunswick	5, 176, 468	5,605,985	65,675,65
uébec	31,023,890	37.864,798	129,777,19
ntario	51,373,052	50,896,626	599, 624, 71
anitoba	12.366,918	14,311.483	119,679,91
askatehewan	14,834,888	15,413,525	143,737,62
lberia	15,426,265	17,533,786	455,392,28
Colombie Britannique	20, 180, 145	21,832,208	145, 640, 65

Dette fondée, prêts et dépôts temporaires seulement.

Finances municipales

D'après les dispositions de l'Acte de l'Antérique Britannique du Nord, les municipalités sont des corps politiques créés par les gouvernements provinciaux. Bien que leur organisation et leurs pouvoirs ne soient pas les mêmes dans toutes les provinces, elles jouissent toutes d'une forte mesure d'autonomie. Y compris les districts municipaux autonomes de la Saskatchewan et de l'Alberta, il y a au delà de 4,280 municipalités au Canada qui ont en tout une vingtaine de mille officiers municipaux désignés comme maires, préfets, contrôleurs, conseillers, échevins, etc., l'expérience qu'ils ucquièrent dans ces fonctions les préparant à des charges plus importantes dans l'arène fédérale et provinciale. Quelques-unes des grandes

municipalités ont même des budgets plus considérables que certaines provinces.

Le coût de l'administration municipale, comme celui des administrations fédérale et provinciales, a beaucoup augmenté depuis l'avant-guerre, résultat de l'accroissement des services que la population demande des municipalités. Les plus importants parmi ces derniers sont l'instruction publique, la voirie, l'assainissement, les services de police et d'incendie et les œuvres sociales. Le volume des taxes imposées par les numicipalités d'Ontario a augmenté de \$34,231,214 en 1913 à \$126,835,014 en 1932. Dans le Québec, la somme de dépenses ordinaires des municipalités a augmenté de \$19,478,740 en 1914 à \$37,323,026 en 1932. Au Manitoba la taxation municipale a augmenté de \$9,449,000 en 1914 à \$20,598,300 en 1932; en Saskatchewan, de \$13,359,000 en 1914 à \$24,388,477 en 1932; en Alberta, de \$8,798,000 en 1915 à \$15,453,640 en 1932 et en Colombie Britannique de \$8,698,820 en 1914 à \$20,710,926 en 1932. Les taxes perçues par les municipalités de la Nouvelle-Ecosse en 1932 sont de \$6,440,471 comparativement à \$3,443,681 en 1919.

Système de taxation.—Dans tout le Dominion, la base principale de la taxation municipale est constituée par les biens immeubles dans les limites des municipalités, bien que dans quelques provinces des taxes soient également prélevées sur les biens meubles, sur le revenu et sur le chiffre d'affaires. La taxe foncière ou générale est ordinairement fixée à un tantième de l'évaluation des biens immobiliers. Dans les Provinces des Prairies, les bâtiments et autres perfectionnements sont souvent extrêmement sous-évalués; dans la Saskatchewan, par exemple, l'évaluation imposable des bâtiments équivaut à environ 12 p.c. de l'évaluation imposable des terres et dans l'Alberta la proportion est de 28 p.c. L'évaluation des terrains de l'Ouest, gonflée à l'excès par le passé, est maintenant plus équitable, et dans quelques provinces, les commissions de péréquation (Equalization Boards) ont établi une base uniforme pour l'évaluation des terres dans les différentes municipalités.

La crise économique a provoqué une grande négligence dans le paiement des taxes et depuis 1930 le fardeau toujours grandissant du chômage, sur les épaules des municipalités avec l'aide des gouvernements fédéral et provinciaux, a obligé les municipalités à se chercher des revenus plus forts par tous les moyens possibles. Dans certains eas les municipalités ont élevé le taux général de taxation, dans d'autres les taxes d'eau ont été plus fortes, et on a multiplié les licences municipales pour remplir convenablement le trésor durant cette période de détresse.

Dettes obligataires des municipalités.—Comme tous les autres corps publics canadiens les municipalités de la plus grande partie du Canada ont emprunté plutôt libéralement au cours des années 1917 à 1930. La dette obligataire des municipalités de l'Ontario a monté de \$153,568,409 en 1913 à \$504,755,977 en 1932, tandis que celle des municipalités du Québec a augmenté de \$173,720,141 en 1915 à \$463,891,860 en 1932, et une augmentation proportionnelle se constate dans chacune des autres provinces. Les municipalités de chaque province, l'Alberta et la Colombie Britannique exceptées, montrent en 1932 une augmentation de dette sur 1931. La dette obligataire globale de toutes les municipalités du Canada en 1932 est de \$1,385,070,941 comparativement à \$1,341,887,071 en 1931. La Colombie Britannique est au troisième rang, venant après l'Ontario et le Québec avec \$129,332,791 et ces trois provinces portent environ 79 p.c. de toute la dette obligataire municipale au Canada.

CHAPITRE XVI

RÉGIME MONÉTAIRE — BANQUES — ASSURANCES — COMPAGNIES DE PRÊT ET DE FIDUCIE — DIVERS

Régime monétaire.—Le troe fut la première forme de commerce au Canada, et la verroterie, les couvertes, les peaux de castor et autres pelleteries, le tabac et le froment furent utilisés souvent en guise de numéraire. Lors de la domination française, des cartes à jouer, portant une valeur et remboursables tous les ans sur réception d'effets sur Paris, furent mises en circulation. Au début du régime britannique, la piastre espagnole et le shilling anglais étaient les principales monnaies; avait également cours le papier-monnaie émis par le gouvernement en paiement de fournitures militaires au cours de la guerre de 1812. En 1852 on adopta comme unité monétaire le dollar, monnaie décimale ayant la même valeur que le dollar américain, et à partir du ler janyier 1858, les comptes publics de la pro-



Photos du Bureau Cinématographique du Gouvernement canadien.

vince du Canada furent tenus en dollars. Par la loi de l'uniformité monétaire de 1871, le dollar fut établi comme l'unité pour tout le Dominion.

Le dollar or canadien a un poids de 25.8 grains, titrant neuf-dixièmes, soit 23.22 grains d'or fin. L'Hôtel de la Monnaie (1) à Ottawa en frappe des pièces de cinq et dix dollars en petites quantités; mais le numéraire canadien se compose surtout de pièces divisionnaires d'argent, de nickel et de bronze, ainsi que de papier-monnaie en multiples d'un dollar émis par le Dominion et les banques.

Papier-monnaie émis par le Trésor.-Le gouvernement du Dominion est autorisé, en vertu de la loi du papier-monnaie fédéral telle que modifiée en 1934 à émettre des billets jusqu'à concurrence de \$120,000,000 contre une réserve de \$30,000,000 en or. En 1915, (chap. 4) il fut autorisé de faire une nouvelle émission de \$26,000,000 contre \$16,000,000 en titres spécifiés portant la garantie du gouvernement mais sans réserve en or. Il peut émettre des billets pour tout montant au-dessus de ce total de \$146,000,000. mais il faut en général qu'il existe une réserve d'or équivalant à l'excédent. Les réserves d'or canadiennes sont constituées par des lingots et du numéraire canadien, anglais et américain. En outre des billets émis contre de l'or ou des valeurs spécifiées, du papier-monnaie du Trésor peut être émis en vertu de la Loi de Finance aux banques à charte avec la garantie de certaines valeurs approuvées par le ministère des Finances. Les émissions de papier-monnaie fédéral, qui se font en coupures d'un dollar, de deux dollars, de cinq dollars, ainsi qu'en coupures plus considérables de cinquante à cinq mille dollars (et récemment jusqu'à \$50,000), accusent un fort accroissement au cours de la guerre, atteignant leur maximum au mois de juin 1919. alors qu'il y en avait \$300,750,000 en circulation. Depuis, on enregistre toutefois un fléchissement correspondant à la baisse des prix et le 31 octobre 1934 la circulation en est de \$210,483,161, dont environ 66 p.c. détenus par les banques comme réserve. Les billets du Dominion ont cours forcé dans tout le pays, sauf aux centrales de rachat établies par le gouvernement. Le rachat fut suspendu au cours de la guerre mais repris le 1er juillet 1926. Le 10 avril 1933 on a encore une fois interrompu le rachat des billets avec de l'or. Quand la Banque du Canada commencera en affaires la Loi du Papier-monnaie du Dominion, Chap. 4, de 1915, et la Loi de Finance seront abrogées.

Après la suspension des paiements en or par le Royaume-Uni le 21 septembre 1931, le dollar canadien a décliné en sympathie avec le sterling et le gouvernement a limité l'exportation de l'or à des permis donnés par le ministère des Finances dans le but de conserver les ressources en or pour la couverture des obligations nationales extérieures du pays. Ceci eut pour effet de faire écouler tout l'or récupéré par les mines canadiennes à la Monnaie Royale canadienne à des conditions d'achat spécifiées par le gouvernement. Actuellement ces conditions sont les suivantes: Tout dépôt d'or nouvellement extrait contenant au moins 50 onces d'or fin est payé après l'essayage, au cours de l'or dans le pays où le gouvernement, le jour que le dépôt a été reçu, exporte de l'or, converti en équivalent canadien au taux du change entre le Canada et ledit pays pour la semaine pendant laquelle l'or est déposé à la Monnaie. Les taux moyens du change à cette fin sont calculés sur les taux d'achat pour cet échange tels que rapportés au ministère des Fnances à 11 heures du matin chaque

⁽¹⁾ L'administration de la Monnaie, autrefois comme comme suceursale canadienne de la Monnaie Royale, est passée au mains du Gouvernement du Canada depuis le 1er décembre 1931. 91123—11

jour. Une déduction de 35 cents l'once est faite pour couvrir les frais de manipulation. Il est aussi pourvu à la réception de dépôts de moins de 50 onces d'or fin, d'or de rebut et d'autres sortes d'or, avec des frais d'un dollar l'once pour la manipulation.



Pesage de briques d'or fla Pesage de priques d'or fla a l'Hôtel Royal de la Monnaie, à Ottawa. Chaque brique vaut environ \$10,000 et il y en a pour environ \$1,000,000 sur les trois voiturettes du premier plan de la photo.

Photo du Ministère des Finances, Ottawa.

Billets de banque.—Comme nous l'avons déjà dit, les Canadiens se sont vite accoutumés au papier-monnaie, et pour la plupart des banques du pays l'émission des billets constituait au début la source principale de bénéfices.

La loi bancaire confère aux banques le privilège d'émettre des billets en coupures de \$5 et multiples de \$5 jusqu'à concurrence de leur capital versé; lors du mouvement de la récolte, toutefois, il leur est permis d'augmenter leur circulation à raison de 15 p.c. de leur capital et de leur réserve combinés du moment qu'elles paient 5 p.c. d'intérêts sur cet excédent. Quand la Banque du Canada aura commencé ses opérations le montant maximum des billets en circulation pour une banque ne devra pas dépasser son capital versé. Ce montant devra se réduire de 5 p.c. par an pendant cinq ans à partir du 1er janvier 1936, et de 10 p.c. par an pendant dix ans à compter du 1er janvier 1941. En cas d'insolvabilité, les billets de banque constituent le premier privilège sur l'actif. Depuis plus de quarante ans, pas un seul détenteur n'a perdu un sou. En temps ordinaire, les billets de hanque n'ont pas cours forcé. Comme l'indiquent les chiffres au tableau ci-dessous, leur circulation s'est développée de pair avec celle des billets fédéraux:

Billets	0.17	circui	ation	1870-	1934

Année	Billets de la Puissance en circulation (moyenne annuelle)	Billets de banque en circulation (moyenne annuelle)	Année	Billets de la Puissance en circulation (moyenne annuelle)	Billets de banque en erculation (moyenne annuelle)
	\$	\$		\$	\$
1870. 1880. 1890. 1900. 1910. 1915. 1920.	7,294,103 ¹ 13,403,958 ¹ 15,501,360 26,550,465 89,628,569 159,080,607 305,806,288	15, 149, 031 22, 529, 623 32, 834, 511 46, 574, 780 82, 120, 303 105, 137, 092 288, 800, 379	1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934	184, 898, 003 201, 171, 816 204, 381, 40, 174, 616, 019 153, 079, 382 165, 878, 510 179, 217, 446 184, 736, 963	172, 100, 763 176, 716, 979 178, 291, 030 159, 341, 085 141, 969, 350 132, 165, 942 130, 362, 488 135, 002, 289

¹ Circulation le 30 juin. 2 Moyenne de dix mois.

Système bancaire

Le système de banque au Canada peut être désigné comme "un système décentralisé de grosses banques par actions, commerciales et industrielles, relativement importantes, et bien qu'indépendantes, fonctionnant selon des lois uniformes et soumises au contrôle du gouvernement fédéral; elles peuvent se faire concurrence, en vertu du privilège qui leur est accordé d'établir des succursales où bon leur semble". Jusqu'à la fondation par le Gouvernement de la Banque Centrale (voir page 164) le système canadien était bien différent du système anglais ou de celui de la plupart des autres pays européens, où une banque centrale très puissante est liée intimement au Trésor public, ainsi que du système des Etats-Unis où existe la centralisation régionale. Le système bancaire du Canada a, dès ses débuts, passé par un stage d'évolution, des modifications y ayant été pratiquées selon les besoins. Le système de succursales, caractéristique la plus importante de l'organisme entier, se prête on ne peut mieux aux besoins d'un pays de vaste étendue à la population clairsemée, et il est des plus avantageux pour le commerce des céréales et du bétail de l'Ouest, puisqu'il constitue en soimême l'organisme qui effectue le transfert de fonds de région à région et d'industrie à industrie à des taux uniformes pour des régions relativement étendues. Le nombre de banques à charte, qui était de 36 en 1881 et de 34 en 1901, a baissé à 25 en 1913; aujourd'hui il n'en reste plus que 10. Cette diminution a été accompagnée d'un fort accroissement du nombre de succursales; de 123 qu'elles étaient en 1868, elles ont augmenté à 747 en 1902, pour atteindre 3.198 en 1916 et 4.069 en 1929. Au commencement de 1934 il en restait 3,198. Quand à l'actif global qui en 1867 était de \$78,000,000, il atteint en octobre 1934 la somme de \$2,921,335,089.

Il y a quelques années, les banques canadiennes se sont mises à établir des succursales à l'étranger, et au commencement de 1934 il en existait 152 en Terre-Neuve, aux Antilles britanniques et autres, dans l'Amérique Centrale, dans l'Amérique du Sud, ainsi que dans les grands centres de la finance internationale, Londres, Paris et New-York.

Le tableau ci-dessous donne le nombre de succursales, l'actif, le passif, les prêts et les dépôts des banques à charte du Canada le 31 octobre 1933 en juxtaposition aux données moyennes de 1900, 1910, 1920, 1930, 1931, 1932, 1933 et 1934.

Statistiques	des	banques	à	charte au	31	octobre	1934 et	totaux
				1900-34				

Banques	Nomb- bre de succur- sales	Actif	Passif aux action- naires	Passif au public	Passif total	Prêts et es- comptes	Dépôts
	Nomb.	\$ 000,000	\$ 000,000	\$ 000,000	\$ 000,000	\$ 000,000	\$ 000,000
Bank of Montreal Bank of Nova Scotia Bank of Toronto Banque Provinciale du Canada Canadian Bank of Commerce Royal Bank of Canada Dominion Bank Banque Canadienne Nationale Imperial Bank of Canada Barelsy's Bank (Canada	553 317 179 136 647 789 133 242 198	759 277 116 50 574 748 120 127 136	74 36 15 50 55 14 12 12 2	683 239 100 45 520 689 105 114 121	757 275 115 50 570 744 119 126 136	284 126 61 20 285 403 69 62	622 213 89 38 464 616 92 103 107
Totaux, oct. 1934. Totaux, 1933; Totaux, 1932; Totaux, 1931; Totaux, 1833; Totaux, 1833; Totaux, 1929; Totaux, 1929; Totaux, 1930;	3, 198 3, 198 3, 319 3, 508 3, 598 4, 876 2, 621 641	2,921 2,831 2,869 3,066 3,237 3,061 1,211 460	278 302 307 307 305 252 179 98	2,628 2,518 2,546 2,742 2,910 2,784 1,019 356	2,906 2,820 2,853 3,048 3,215 3,036 1,198 451	1,389 1,109 1,583 1,761 2,065 1,935 870 279	2,351 2,237 2,257 2,423 2,512 2,438 910 305

¹ Au ler janvier 1934. Ne comprend pas les sous-agences. ² La banque Barclay a commencé ses opérations au Canada en septembre 1929. ³ 1911. ⁴ Moyennos des 12 états minisuels respectifs, excepté pour certaines succursales au Canada et à l'étranger, dont la date est le 31 décembre.

La nouvelle "Banque du Canada".—Le chapitre 43 des Statuts de 1934 intitulé: Loi établissant la Banque du Canada", établit une banque centrale au Canada. Le capital de la Banque est de \$5,000,000 réparti en actions de \$50 l'unité. Le ministre des Finances a offert ces actions à la souscription publique le 17 septembre 1934, et la souscription a dépassé 130 p.c. Les demandes d'un plus grand nombre d'actions que sept ont été accordées suivant une échelle fixe. Les actionnaires de la Banque ne peuvent être que des sujets britanniques avec domicile ordinaire au Canada ou des compagnies sous le contrôle de sujets britanniques avec domicile ordinaire au Canada. Les directeurs, les employés supérieurs et les commis des banques à charte ne peuvent devenir actionnaires de la Banque.

La banque peut verser des dividendes cumulatifs sur ses bénéfices après déduction de ses dépenses, de sa caisse de dépréciation et de pensions, au taux de 4½ p.c. l'an. Les surplus de bénéfices iront à la caisse de réserve de la Banque ou au Fonds du Revenu consolidé du Canada.

La Banque peut acheter et vendre des valeurs sur le marché, faire l'escompte des valeurs et des effets de commerce, fixer un tarif minimum d'escompte, acheter et vendre de l'or en lingots et du change étranger. La Banque deviendra éventuellement l'unique émettrice de papier-monnaie au Canada. Dès l'ouverture de ses portes elle prendra la responsabilité des billets fédéraux en cours. Les banques à charte perdront éventuellement le droit d'émettre des billets de banque. La Banque peut émettre des billets saus limite pourvu qu'elle maintienne une réserve de pièces d'or ou d'or en lingots égale au moins à 25 p.c. de ses obligations en billets et dépôts au Canada. La réserve peut comprendre, en plus des pièces et des lingots d'or, des lingots d'argent, du change étranger, des effets du Royaume-Uni et des Etats-Unis à échéance de moins de trois mois, et des

lettres de change à échéance de moins de quatre-vingt-dix jours, payables au Royaume-Uni, aux Etats-Unis ou dans un pays à étalon-or. La loi permet à la Banque de suspendre ses 25 p.c. de réserve-or, avec l'autorisation du Gouverneur en Conseil et à la demande du conseil d'administration, pour une période d'une année.

Les banques à charte doivent maintenir une réserve en dépôt à la Banque du Canada ou en billets de la Banque du Canada d'au moins

5 p.c. de leurs obligations aux déposants au Canada.

La Banque sera l'agent fiscal du Dominion du Canada et, après accord, peut devenir le banquier ou l'agent fiscal de n'importe quelle province. La Banque n'acceptera pas les dépôts des particuliers, ce qui l'empêchera de faire la concurrence aux banques à charte dans le domaine bancaire commercial.

Le gouverneur de la Banque sera le chef de son exécutif; il sera assisté d'un gouverneur-adjoint. Il y aura aussi un assistant du gouverneur-adjoint. Ces fonctionnaires supérieurs seront, au début, nommés par le Gouvernement et ensuite par le Conseil d'administration de la Banque, avec

l'approbation du Gouverneur en Conseil.

A la première assemblée générale des actionnaires les directeurs seront élus suivant les dispositions que voici; un directeur restera jusqu'à la troisième assemblée annuelle, deux jusqu'à la quatrième, deux jusqu'à la cinquième et deux jusqu'à la sixième assemblée générale annuelle. Ensuite les directeurs seront élus par les actionnaires pour un terme de cinq ans. Pour être directeur il faut avoir au moins dix actions du capital-actions de la Banque et ne pas occuper d'autre emploi avec salaire ou traitement provenant des deniers publics. La loi prévoit aussi à la création d'un comité assisté d'un gouverneur-adjoint; il y aura aussi un assistant du gouverneur-adjoint et d'un membre du Conseil. Le comité exécutif pourra s'occuper de toute matière relevant du conseil, mais toute décision du comité devra être présentée au conseil d'administration dès la séance suivante.

Le sous-ministre des Finances est ex-officio membre du conseil d'administration et du comité exécutif, mais avec voix consultative seulement.

Compensations et débits de banques.—On peut retracer toutes les transactions entre banques depuis 1889 dans les archives des chambres de compensations, ce qui nous donne des renseignements précieux sur les tendances des affaires. Les compensations effectuées à Montréal, métropole commerciale du pays, qui se montaient à \$454 millions en 1889, atteignirent \$1,098 millions en 1902, \$2,088 millions en 1910, \$7,109 millions en 1920 et \$8,279 millions en 1929, mais tombèrent à \$3,972 millions en 1932. Mais ces chiffres seuls ne permettent pas de se faire une idée juste de la situation, puisque les transactions entre clients de la même banque ne sont pas comprises parmi les compensations et que chaque fusionnement bancaire diminue d'autant le volume de ces dernières. Par conséquent, on a institué un nouveau système en 1924 qui comporte l'entrée dans les écritures des centres de compensation de tous chèques débités aux comptes ouverts dans toutes les succursales; entre 1924 et 1929 les débits des banques de Montréal ont augmenté de \$7,502 millions à \$15.558 millions, tandis que ceux de toutes les banques du pays ont augmenté de \$27,157 millions à \$46.670 millions. Depuis 1929, il y a eu déclin continu et en 1932, le total était de \$7,136 millions pour Montréal, et de \$25,844 millions pour tout le Canada, mais pour 1933 le mouvement s'améliore encore, avec \$7,944 millions pour Montréal et \$29,981 millions pour le Canada.

Compensations et débits des banques, 1924-33, et par mois, d'octobre 1933 à novembre 1934

	Compensations des banques à churte canadiennes	Dibits des binques aux comptes individuels		Compensations des banques à charte canadiennes	Débits des banques aux comptes individuels
	\$000,000	\$000,000		\$000,000	\$000,000
1024 1025 1026 1927 1928 1929 1930 1930 1931 1931 1932 1933 Octobre	17,008 16,762 17,715 20,568 24,555 25,105 20,092 16,828 12,914 14,721 1,331	27. 157 28. 129 30. 358 36. 094 43. 477 46. 670 37. 491 31. 586 25. 844 29. 981 2. 823	1934— Janvier Pévrier Mars Avril Mai Juin Juin Juillet Août Septembre Octobre	1,256 1,020 1,197 1,203 1,536 1,328 1,382 1,291 1,302 1,541	2,597 2,089 2,489 2,536 3,129 2,602 2,767 2,534 2,581 3,410
Novembre Décembre	1,365 1,158	2.838 2.492	Novembre Décembre	1.432	3.092

Assurances

Assurance-vie.—L'assurance-vie a été introduite au Canada vers 1850 par des sociétés anglaises et américaines. En 1875, il y avait au moins 26 sociétés qui se partageaient le champ. En 1933, on compte 42 sociétés à charte fédérale, plus quelques autres à charte provinciale. Sur les premières, 27 sont canadiennes, 6 anglaises et 9 étrangères.

L'évolution du système d'assurance-vie au Canada, et en général dans les autres pays de langue anglaise, est caractérisé surtout par l'amplification des facilités accordées aux assurés. Les avantages qui découlent de nos jours d'une police d'assurance-vie bénéficient à l'assuré et à sa famille, tant dans les cas de vieillesse que dans ceux de décès ou d'infirmité. En 1919, une nouvelle forme d'assurance, l'assurance "collective" a fait son apparition; elle permet au patron d'assurer tout son personnel en bloc pour une somme uniforme ou variable; cette police est généralement du type "à terme", la prime étant acquittée en entier ou presque par le patron lui-même. D'ordinaire, chaque employé peut s'il quitte son emploi obtenir une police au tarif ordinaire et sans examen médical.

Conune résultat de l'adaptation des polices d'assurance-vie aux besoins du public et de la richesse grandissante de la communauté l'augmentation du volume d'assurance en force a été remarquable. En 1869 la valeur globale des assurances-vie en force portée par les compagnies canadiennes était seulement de \$35,680,000 comparativement à \$6,248,000,000 à la fin de 1933. Ce dernier chiffre équivaut à \$585 par tête de la population. De plus il y avait pour \$171,000,000 d'assurances fraternelles transigées par des associations ayant des permis du Dominion et pour \$170,000,000 d'assurances transigées par des compagnies ayant des permis provinciaux. Ainsi le total de l'assurance-vie en force dans le Dominion à la fin de 1933 était approximativement de \$6,589,000,000. L'augmentation dans le volume des primes encaissées au Canada par les compagnies à charte fédérale, (sans tenir compte des associations mutuelles ou fraternelles), était de \$90,000,000 en 1930 en 1930 mais de seulement \$216,000,000 en 1932, et seulement \$207,000,000 en 1933.

Le tableau ci-dessous indique les progrès mensuels de l'assurance-vie au cours des dernières années. Cette statistique n'est pas complète, mais représente environ 85 p.c. de toutes les transactions du genre au Canada.

Ventes d'assurance sur la vie au Canada par mois, 1932-34

Les chiffres de ce tableau sont nuisés dans les publications du Hartford Research Bureau, mais les chiffres de Terre-Neuve en ont été déduits.

Mois	1932	1933	1934	Mois	1932	1933	1934
	\$000	\$000	\$000		\$000	\$000	\$000
Janvier Février Mars Avril Mai Juin	39.038 40.303 39.499 35.676 33.421 43.656	30,918 28,533 31,804 31,502 32,617 34,933	27,726 29,268 32,764 33,013 32,970 32,055	Juillet Août Septembre Octobre Novembre Décembre	36,410 30,831 27,638 32,649 37,142 37,514	32,748 30,657 28,088 34,302 36,768 41,127	33,538 26,351 25,833 31,076 35,530

Assurance-feu.—Les débuts de l'assurance contre le feu remontent à l'établissement dans les ports de mer de sociétés ou succursales anglaises gérées par des marchands de l'endroit. L'agence la plus ancienne est celle de la Phænix Fire de Londres qui fut ouverte en 1804 à Montréal et qui s'appelle maintenant la Phænix Assurance Company Limited.

La Halifax Fire Insurance Company est la première compagnie canadienne que l'on connaisse; fondée en 1809 sous le nom de Nova Scotia Fire Association, elle obtint une charte en 1819, ses opérations se limitant à la Nouvelle-Ecosse jusqu'en 1919, année où elle reçut un permis fédéral.

D'après le rapport du Surintendant de l'assurance pour l'année terminée le 31 décembre 1933, il y a 240 compagnies d'assurance-feu opérant au Canada en vertu de permis fédéraux; 49 sont canadiennes, 67 anglaises et 124 étrangères. En 1875, première année pour laquelle on dispose de données authentiques recueillies par le département de l'Assurance, il n'y en avait que 27, dont 11 canadiennes, 13 anglaises et 3 américaines. L'accroissement de la proportion de sociétés anglaises et américaines, autrefois de 59 et aujourd'hui de 79, est en contraste frappant avec l'assurance-vie, champ où prédominent les sociétés canadiennes.

La progression formidable que l'assurance contre le feu accuse depuis 1869, première année pour laquelle on possède des statistiques, est attribuable non seulement au fait que la pratique de s'assurer s'est généralisée mais aussi à la valeur accrue des biens assurables; elle fait done bien ressortir l'accroissement de la richesse nationale. Alors qu'en 1880 les polices émises par les sociétés à charte fédérale se chiffraient par \$411,563,271, elles atteignaient presque le milliard en 1900 et \$9,672,997,000 en 1930. A la somme de \$9,008,262,736 qu'elles s'élèvent en 1933, il faut ajouter \$1,190,-180,426 pour les polices émises par les sociétés opérant en vertu de permis provinciaux, ce qui forme un grand total d'environ \$10,198,443,162.

Assurances diverses.—Les assurances diverses au Canada comprennent les divisions suivantes: accidents, maladie, automobile, cambriolage, explosions, faux, crédit, responsabilité, grêle, transports intérieurs, assurance réparation, aviation, vitrines, arrosoirs automatiques, chaudières, titres de propriétés, ouragans, bétail, etc., Les compagnies s'occupant de ces genres d'assurance, dont il n'y avait que 18 en 1880, sont maintenant au nombre de 244, dont 50 canadiennes, 62 anglaises et 132 étrangères. Les recettes nettes en primes sont de \$24,950,651 en 1933 et la classe la plus importante des assurances diverses est l'assurance automobile qui depuis quelques années accuse un fort accroissement. Les primes encaissées par les sociétés d'assurance automobile, qui en 1910 n'étaient que de \$80,446, ont passé à \$636,085 en 1915 pour atteindre \$11,933,574 en 1933. Viennent ensuite : l'assurance-accidents avec un total de primes au montant de \$2,677,423; l'assurance-maladie et accidents (\$1,570,384). Les recettes globales en primes pour tous les genres d'assurance contre la maladie et les accidents étaient de \$7,182,902 en 1933.

Compagnies de prêt et de fiducie

La fonction principale des compagnies de prêt est de prêter sur première hypothèque les fonds provenant pour la plus grande partie de la vente d'obligations et des épargnes confiées à ces sociétés. La plupart de celles qui opèrent en vertu de chartes provinciales reçoivent des dépôts de fonds et prêtent sur hypothèque, leurs affaires se faisant dans une large mesure dans les districts agricoles prospères.

Lors de la Confédération ces sociétés étaient au nombre de 19, leur capital versé se chiffrait par \$2,110,403 et les dépôts par \$577,299. La multiplication rapide de ces établissements et le fort accroissement de leur chiffre d'affaires est attribuable à la législation passée dans la suite. Les états que 102 de ces compagnies fournissaient en 1899 indiquaient la situation suivante: capital versé, \$47,337,544; fonds de réserve, \$9,923,728; dépôts. \$19,466,676; quant au passif, il avait passé de \$3,233,985 en 1867 à \$148,143,496 en 1899. Quelques fusionnements effectués peu après en diminuèrent le nombre; puis il y eut de nouveaux accroissements. En raison des modifications apportées en 1914 aux lois refatives aux compagnies de prêt et de fiducie, on cessa de recueillir des données statistiques sur les sociétés opérant en vertu de chartes provinciales; depuis quelques années elles fournissent des états volontairement, de sorte que rous possédons de nouveau les chiffres de leurs opérations.

Le capital versé de toutes les compagnies de prêt et de fiducie à la fin de 1933 était de \$52,521,716 (compagnies fédérales, \$20,230,120, et compagnies provinciales, \$32,291,596); fonds de réserve, \$42,085,886 (compagnies fédérales, \$15,205,070, et compagnies provinciales, \$26,880,816); passif au public, \$157,423,445 (compagnies fédérales, \$101,666,653 et compagnies provinciales, \$55,756,792); passif aux actionnaires, \$97,949,278 (compagnies fédérales, \$36,865,775, et compagnies provinciales, \$61,083,503).

Les compagnies fiduciaires remplissent les fonctions d'exécuteurs testamentaires, de curateurs et d'administrateurs, nommés par testament ou autrement, de curateurs en vertu de dispositions entre époux, de fondés de pouvoir ou mandataires en matières de biens meubles et immeubles, de tuteurs de mineurs et autres incapables, d'agents financiers de municipalités et de sociétés; elles peuvent également être nommées syndics de faillite. Bien que certaines d'entre elles acceptent des dépôts de fonds, les prestations des fonds qu'elles détiennent en fidéicommis sont strictement réglementées par la loi.

Comme les fonctions principales des sociétés de fiducie se rapportaient à l'origine à l'homologation et à l'exécution des testaments, toutes deux sous la juridiction des provinces, la plupart d'entre elles sont des institutions provinciales.

L'actif global des compagnies de fiducie au Canada à la fin de 1933 était de \$2,553,694,019, comparativement à \$805,000,000 en 1922 (la première année pour laquelle ces chiffres ont été compilés.). La plus grande partie de cet actif (\$2,328,615,120 en 1933) représente des successions, des fonds de fiducie et d'agences. L'actif des compagnies fédérales en 1933 s'élève à \$268,232,277 et des compagnies provinciales à \$2,285,461,742.

Divers

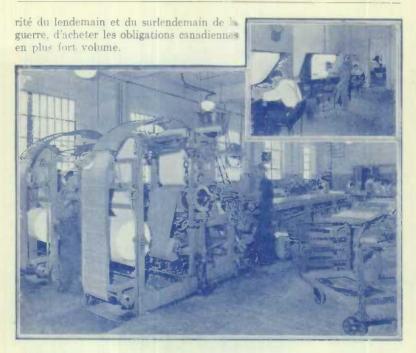
Loyer de l'argent.—Bien qu'il n'existe pas encore au Canada un marché des changes comme dans les grands centres de la finance tels que Londres et New-York, il est possible de mesurer la tendance des cours de l'argent au Canada. Comme depuis le commencement du siècle ou à peu près, l'Ontario, province la plus riche et la plus peuplée du pays, se finance dans une large mesure au Canada même, les fluctuations du taux de rendement des obligations de cette province constituent un excellent indicateur des taux nets du loyer de l'argent au pays. Figurent au tableau ci-dessous les fluctuations du rendement des obligations ontariennes au cours des sept dernières années:

Rendement des obligations de l'Ontario, par mois, 1927-34

Mois	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
	p.c.	p.c.	p.c.	p.e.	p.c.	p.c.	p.c.	p.c.
anvier	4.65	4-30	4.65	4.90	4 - 55	5-74	4 - 75	4 - 60
évrier	1 0 8	4.20	4 - 70	4.90	4 - 55	5.55	4 - 73	4 - 60
lars	4 4 4	4.25	4 - 85	4.85	4-45	5-30	4.79	4 - 32
vril	4	4.25	4.95	4-85	4 - 45	5.33	4.85	4 · 20
[ai		4.35	5-00	4.85	4.40	5-42	4.70	4 - 00
uin	1 00	4 - 40	4.95	4-83	4 - 40	5.48	4 - 65	4 - 09
uillet	1 40 40	4.50	4.95	4-80	4 - 45	5.30	4 - 63	3 - 98
oût		4-60	4-90	4.60	4 - 40	4.95	4.55	3.94
eptembre		4.60	5.00	4-45	4.65	4.88	4.59	3 - 93
etobre		4.55	4 - 95	4.50	4 - 95	4.70	4 · 53	3 - 97
lovembre		4.55	4-95	4.50	5.05	4.90	4 - 66	3 - 88
lécembre		4-60	4-90	4-50	5.20	4.92	4.72	-

Ventes d'obligations canadiennes.—La forte baisse de 1932 dans la vente des obligations canadiennes de chemins de fer et de corporations s'est encore accentuée en 1933, alors que le montant de ces ventes n'est que de \$5,385,000. Comme les corporations, sur ce montant, comptent pour \$4,385,000, il ne reste plus que \$1,000,000 pour les obligations de chemins de fer. Toutefois, comme les autorités fédérales ont opéré une forte conversion de la dette, le total des ventes d'obligations dépasse d'environ \$96,000,000 celles de 1932.

Les épargnants canadiens ont acquis plus de 76 p.c. de toutes les offres, bien qu'en 1932 la proportion correspondante ait été de 80 p.c. Les chiffres indiquent avec évidence que le Royaume-Uni manifeste un intérêt croissant dans les émissions d'obligations canadiennes. Le marché de Londres a absorbé 13·2 p.c. des offres de 1933, et celui de New-York 10·5 p.c. C'était la première fois que Londres l'emportait sur New-York, dans ce domaine, depuis la guerre. Depuis 1914 plus de 60 p.c. des émissions d'obligations canadiennes ont été vendues au pays. Il y a à cela deux principales raisons: (1) l'éducation du public canadien dans le placement des capitaux dans des émissions canadiennes, provoquée par la guerre, et les besoins du gouvernement; (2) le pouvoir, chez les Canadiens, par suite de la prospé-



Impression de feuilles de timbres-poste du Conoda. En haut: Artistes gravant des timbres et des titres.

Photos de la compagnie British American Bank Note.

Ventes d'obligations canadiennes, 1926-33

	Catégorie d	obligations	Répa				
Ann5e	État et municipa- lités	Chemins de fer et compagnies	Canada	États-Unis	Grande- Bretagne	Total	
	\$	8	1.8	\$	\$	\$	
1926 1927 1928 1929 1930 1931 1931 1932	246,653,461 232,537,614 120,113,088 218,628,309 409,652,063 1,039,638,571 450,067,632 564,171,513		373, 637, 014 278, 080, 088 378, 395, 909 368, 868, 063 1,090,800,571 377, 752, 632	259, 209, 943 223, 714, 000 159, 512, 000 263, 654, 000 393, 632, 000 155, 920, 000 81, 015, 000 60, 000, 000	9,000,000 4,896,667 16,000,000 19,109,000 4,745,000 4,100,000 14,350,000 70,000,000	602.217,681 453.592.088 661.158.909 767.245.063 1,250.820,571 473.117.632	

Faillites.—Le total des faillites en 1934 (dix mois), selon les déclarations fournies au Burcau Fédéral de la Statistique, en vertu des lois des faillites et liquidations, est de 1,289 comparativement à 1.729 les dix mois de 1933, 1,995 en 1932, 1,807 en 1931, 1,941 en 1930.

Les tableaux ci-dessous donnent les faillites par provinces et groupes industriels dans les cinq dernières années:--

Faillites commerciales, par provinces, 1929-34

Année	I.PÉ.	NÉ.	NB.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	СВ.	Total
19341	5 10	35	32	647 935	402 730	50 67	35 59	31	52	1,289
1933	10	55 62	42 80	968	889	86	91	131	58 104	2,044
1931	7	51	74	795	793	109	152	131	104	2.216
1930	3	61	45	1,011	776	113	146	152	95	2,402
1929	1	71	61	927	762	91	84 :	101	69	2,167

· Dix mois, de janvier à octobre inclusivement.

Faillites commerciales par groupes industriels, 1929-34

Année	Com- merce	Manu- fac- tures	Agri- cul- ture	Forêts et pêche	Mines	Construc-	Trans- ports et uti- lités	Fi- nance	Ser- vice	Pas classi- fides	Total
1934 ¹ 1933 1932 1931	674 1,089 1,171 1,107 1,204	185 357 468 464 488	64 92 190 125 115	1 1 9 5	1 5 6 7	53 57 83 61 55	17 26 43 42 48	12 12 7 21 29	185 246 290 255 283	95 159 153 134 159	1.289 2.044 2,420 2.216 2,402

Dix mois, de janvier à octobre inclusivement.

Les principaux genres d'affaires affectés par les faillites sont le commerce, les manufactures et les services et pendant les premiers dix mois de 1934 ces trois groupes ont contribué 81.0 pour cent de toutes les faillites. Il est estimé que l'actif global de tous les établissements ayant failli au cours de ces dix mois est de \$16,796,330 et leur passif global est estimé à \$20,075,961. C'est un actif moyen de \$13,031 par faillite avec un passif moyen de \$15,808.

Les statistiques des deux années précédentes montrent que les 10 mois correspondants de 1933 il y eut 1,729 faillites avec actif de \$23,755,399 et passif de \$28,669,253, et qu'en 1932 il y eut 1,995 faillites avec actif de \$32,081,934 et passif de \$34,506,706. En 1933 la moyenne de l'actif, par faillite, est de \$13,739 et du passif, de \$16,581, tandis qu'en 1932 la moyenne de l'actif par faillite est de \$16,081 et du passif, de \$17,297. Il en résulte donc que si la moyenne marginale entre l'actif et le passif s'est considérablement accentuée de 1932 à 1933, elle a considérablement diminué de 1933 à 1934.

Le nombre de faillites commerciales les dix premiers mois de 1934 accuse une diminution de 440 ou 25·4 p.c. sur celui de la période correspondante de 1933, et de 35·4 p.c. sur le période correspondante de 1932. Le niveau des faillites est plus bas en 1934 que n'importe quelle période de dix mois de chaque année depuis 1922, première année de ces statistiques, bien que dans l'intervalle le nombre des maisons commerciales ait considérablement augmenté.

CHAPITRE XVII

TRAVAIL.

Ministère fédéral du Travail.—Les cadres de l'organisme fourni par le gouvernement du Canada pour la considération des problèmes du travail se sont élargis graduellement en parallèle avec le progrès de l'organisation ouvrière. Le ministère du Travail fut créé en 1900. Il a pour mission de prévenir et régler les conflits du travail, colliger et disséminer les renseignements sur les conditions ouvrières, appliquer la loi des salaires équitables et en général s'occuper de tous les problèmes affectant les intérêts des travailleurs. Sous la première de ces fonctions, exercée en vertu de la loi de la conciliation et du travail, datant de 1907, dont le but est le règlement à l'amiable des conflits du travail, et qui a été louée dans toutes les parties de l'univers 536 menages de conflit avaient été soumises à la conciliation. jusqu'au 31 mars 1934, et sauf dans 38 cas sculement, une rupture a pu être évitée. Depuis 1900, le ministère publie La Gazette du Travail, revue mensuelle qui donne un relevé élaboré des conditions ouvrières au Canada et qui est supplémentée par diverses publications spéciales traitant des salaires, des syndicats ouvriers, de la législation du travail, etc. Plus récemment, le ministère a établi le "Service de Placement du Canada" qui s'occupe tout particulièrement des problèmes relatifs à l'emploiement; il voit aussi à l'application de la loi de l'enseignement technique, de la loi des rentes viagères du gouvernement, de la loi des pensions de vicillesse et de la loi contre les coalitions unisibles au commerce. De plus, ce ministère représente généralement au Canada l'Office International du Travail de la Société des Nations, le Canada, à titre d'un des huit Etats "de première importance industrielle", avant un siège dans le bureau des gouverneurs de cet Office.

Départements provinciaux du Travail.—Plusieurs provinces, et particulièrement le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie Britannique, ont leur office ou département du Travail. Ces divers organismes sont chargés de l'application d'une foule de lois ("droits civils" relevant des provinces en vertu de la Loi de l'Amérique Britannique du Nord) concernant les usines, boutiques, compensations ouvrières (la plupart des provinces ayant des bureaux spéciaux pour l'application de cette dernière législation), la protection des femmes et des enfants dans l'industrie, la protection du salaire de l'artisan et autres lois, comme le minimum des salaires et la garantie de leur paiement. L'expansion de ce volume de législation est une des marques les plus significatives du progrès social du Canada dans le siècle actuel.

Le mouvement ouvrier

Au Canada, l'unionisme ouvrier est une exeroissance du dernier demisiècle, résultante de l'accroissement de la population urbaine et du développement d'une vie industrielle diversifiée. La majorité de nos unions ouvrières locales sont des branches d'organisations de métier internationales qui ont ordinairement leur siège social aux Etats-Unis, mais en ces dernières années se constate un mouvement en faveur de l'établissement d'unions nationales. Les plus importantes parmi ces dernières sont les organisations centrales canadiennes et les unions nationales catholiques. En 1933, il y avait au Canada I,807 locaux internationaux comptant 167,719 membres et 900 unions nationales comptant 118,501 membres. Le nombre d'ouvriers organisés déclaré au ministère du Travail est donc de 286,220 comparativement à 283,576 en 1932. Le Congrès des Métiers et du Travail, établi en 1873, est la plus vieille organisation ouvrière fédérée du Canada et il est reconnu comme la tête des ouvriers organisés internationalement au Canada et leur représentant en matière de législation. Le Congrès Canadien du Travail est né d'une assemblée des représentants des unions nationales tenue à Montréal en 1927. Le but de ce congrès est l'avancement des intérêts des ogranisations affilées et le progrès économique et social des travailleurs. Le mouvement de l'unionisme catholique au Canada date de 1901, alors qu'il prit naissance dans la cité de Québec. Plus tard, d'autres unions catholiques nationales furent formées dans la province de Québec.

Avec l'expansion du mouvement des unions catholiques qui a été continue s'est développé le désir d'une organisation centrale pour diriger et pour coordonner les activités des diverses unités, ce qui a résulté en 1921 à la formation de la Fédération des Ouvriers Catholiques du Canada. Le plan d'organisation est semblable à celui des unions neutres. Bien que le mouvement eût été à sou début destiné exclusivement aux catholiques romains, on a prévu l'admission des non-catholiques à titre de membres adjoints qui

peuvent voter mais ne sont éligibles à aucune charge.

Différends industriels.—En 1933 les pertes de l'industrie et des ouvriers résultant de conflits du travail ont été plus grandes qu'en 1932 ou 1931, et plus grand aussi a été le nombre d'ouvriers affectés. Il y eut 125 différends impliquant 26,558 ouvriers avec 317,547 jours de travail de perdus, comparativement à 116 différends impliquant 23,390 ouvriers avec 255,000 jours de travail de perdus en 1932. L'année 1930 a le minimum en perte de jours de travail depuis 1901, année de la première compilation, avec 67 différends impliquant 13,768 ouvriers avec 91,797 jours de travail de perdus. L'année 1919 a le maximum, avec 336 différends impliquant 148,915 ouvriers avec 3,400,942 jours de travail de perdus.

Le Travail et la politique.—C'est en 1887 que le Congrès des Métiers et du Travail, en séance à Hamilton, Ontario, adoptait une résolution à l'effet que le travail organisé devait prendre une part plus active et indépendante de la politique en vue d'une représentation dans les législatures du pays. Des représentants ouvriers furent dans la suite occasionnellement élus aux parlements fédéral et provinciaux, mais en dépit de plus d'un débat sur la question, aucun programme défini ne fut adopté par les organisations ouvrières pendant plusieurs années. Le conseil exécutif du Congrès des Métiers et du Travail, à sa convention de 1917, adopta une résolution demandant l'organisation d'un parti travailliste dans le genre de celui d'Angleterre. Cette proposition fut adoptée et, en 1921, le parti travailliste canadien était reconnu à Winnipeg. Pendant quelques années, ce parti chercha à coordonner les divers partis travaillistes, mais depuis 1927 l'organisation principale a cessé de fonctionner, bien que les sections du Québec et de l'Alberta existent encore. La Colombie Britannique, le Manitoba et l'Ontario possèdent des partis ouvriers indépendants; dans d'autres provinces l'on trouve des organisations ouvrières politiques qui fonctionnent sous divers noms.

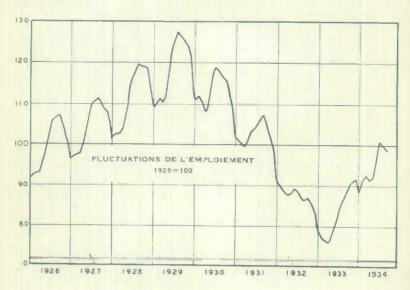
Le 1er août 1932 fut fondée à Calgary la Co-operative Commonwealth Federation par des représentants des groupes travailliste, fermier et socialiste de cinq provinces—Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie Britannique. Parmi les buts déclarés du nouvel organisme il y avait l'établissement dans le Dominion d'un Commonwealth coopératif en vertu duquel la production, la distribution et l'échange seraient réglés pour répondre aux besoins humains et non pour des profits et aussi l'étatisation des services publics et des industries majeures. Aux élections provinciales qui ont suivi, en Colombie Britannique, Nouvelle-Ecosse, Ontario et Saskatchewan, la fédération a mis sur les rangs de nombreux candidats et a réussi à en faire élire un ou plus aux différentes législatures, excepté en Nouvelle-Ecosse où tous ses candidats ont été défaits.

Il y a, à l'heure actuelle, quatre représentants du Travail au Parlement fédéral et dix dans les législatures provinciales, comme suit: Alberta, 4; Colombie Britannique, 1; et Manitoba, 5. A l'élection provinciale de de l'Ontario, tenue le 19 juin 1934, M. E. H. Hutchison a été élu député travailliste, mais plus tard il a abandonné son siège pour faire place à l'hon. Peter Heenan, ministre des Terres et Forêts.

Le ministre du Travail du gouvernement fédéral est actuellement l'hon. Wesley A. Gordon et une de ses principales fonctions est l'administration des mesures de secours au chômage. (Voir pages 178-181).

Emploiement, 1933 et 1934

Afin de mesurer les variations courantes dans le volume de l'emploiement le gouvernement maintient depuis 1920 un état du nombre de personnes sur les listes de paie de tous les établissements employant 15 personnes et plus dans toutes les industries excepté l'agriculture, les pêcheries, la chasse, les professions libérales et les occupations hautement spécialisées, telles que les banques, les assurances, etc. Le graphique ci-dessous illustre les tendances de l'emploiement au cours des neuf aunées dernières.



Au cours des douze mois de 1934 le Bureau Fédéral de la Statistique a fait la tabulation mensuelle régulière du personnel de 8,690 établissements employant en moyenne 893,653 personnes comparativement à une socialiste de cinq provinces—Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et moyenne mensuelle de 768,628 déclarées par 8,138 patrons en 1933. Le nombre-indice moyen de l'emploiement, calculé sur la moyenne 1926 prise comme 100, a monté de 83·4 la période du 1er janvier au 1er décembre 1933 à 96·0 la même période de 1934, ou une avance de 15·1 p.c.; les moyennes aunuelles des quatre années précédantes sont: 1932, 87·5; 1931, 102·5; 1930, 113·4; 1929, 119·0.

L'amélioration apparente en 1934 sur 1933 et 1932 est généralement bien répartie géographiquement et industriellement. Le programme de travaux publics entrepris pour soulager le chômage est resté un facteur important dans la situation, particulièrement dans le groupe de la construction, mais d'autres divisions industrielles affectées seulement de manière

Nombre-indices de l'emploiement tel que rapporté par les employeurs, par régions économiques, le 1er de chaque mois, de novembre 1933 à décembre 1934, avec les moyennes annuelles depuis 1921.

Nota. -Ces indices sont établis d'après la moyenne de l'année civile 1928=100. Le nondérage montre la proportion du nombre d'employée rapportes dans la région économique indiquée par rapport au total rapporté par tous les patrons faisant rapport au Canada, le ler décembre 1934.

Année et mois	Provinces Maritimes	Québec	Ontario	Provinces des Prairies	Colombie- Britun- nique	Canada
921—Moyennes	102-4	82 - 2	90-6	51-0	81-1	88.8
922 Moyennes	97 - 3	81.4	92-8	92-6	82-8	89-6
923 Moyennes	105-7	90.7	99-5	91-8	87-4	95-8
924 Movemmes.	96-6	91 - 3	95 - 5	92 - 1	N9 1	93 - 4
925 Moventies	97.0	91-7	95-8	92 - 0	93.7	93-6
926 Movennes	99-1	99 - 4	99-6	99.5	100.2	99-6
927 Mayennes.	103 - 7	104-0	105 6	105 - 3	101.1	101-6
928 Moyennes.	106-6	108 - 3	113.5	117.9	106-4	111-6
929 Mayennes.	114-8	113-4	123 - 1	126-3	111-5	119-6
930 Movemmes.	148-3	110 - 3	111-6	117-1	107-9	113
931-Moyennes.	108-1	100 - 9	101.2	111-5	95-5	102 -
932 Mayeanes	92 2	85-5	88-7	90.0	80.5	87 - /
933					110 0	(74
ler novembre	90.2	92.2	91-4	94 - 6	84-0	91-3
ler décembre	93 - 4	92 - 4	93 - 3	89-3	85-4	91 8
loyennes, 12 mols	85.3	82-0	84-2	86-2	78-0	83-
934						
ler janvier	97-0	86.3	91.2	86-4	80-4	88.6
ter février	101.3	38-1	95.3	84.7	84-1	91-
ler mars	103 - 2	89 - 1	97-8	83 - 8	85-6	92.
ler avril	95-1	85.5	98.7	83 - 3	86.6	91-2
ler mai	98-3	85-5	98-5	85-4	88 - 4	92.0
ler juin	98-4	90.9	104-4	89.5	89 - 1	96 - 0
ter juillet	100-4	94 - 1	109 - 9	94-1	94 - 1	101-0
ler août	101-3	94-9	106.0	93 - 0	97-6	99 -
ler sentembre	101 - 8	95 - 4	103 - 3	92.9	96-2	98+
ler octobre	103 - 1	96.0	104 - 8	95.7	95 - 4	100-
ler novembre	104 - 9	98-0	103 - 6	96.5	94-1	100 - 5
Ier décembre	106 - 9	96 - 4	101-9	94-3	92.9	98 -
loyennes, 12 mois ondérage relatif par	101-0	91-7	101 - 3	90-0	90 - 4	96-1
régions économi-						
ques, ler décem- bre 1934	8.2	28-5	42-2	12.8	8-3	100-0

¹ La moyenne pour l'année civile 1926, y compris les chiffres au 31 décembre 1926, étant la base de calcul de ces indices, l'indice moyen eité pour les 12 mois écoulés du ler janvier au 1er décembre 1926, indique une légère déviation de 100.

indirecte par une telle stimulation ont aussi montré un relèvement important. (Une brève esquisse de la législation pour secourir le chômage en 1934 paraît aux pages 178-181.)

L'emploiement par secteurs économiques.—Les tendances récentes de l'emploiement dans les cinq principaux secteurs économiques paraissent dans le tableau qui précède. Bien que l'activité y ait été considérablement plus grande dans chacun de ces secteurs en 1934 comparativement à 1933, c'est dans l'Ontario que l'on constate l'amélioration la plus prononcée, où l'indice du 1er juillet 1934 est à 109.9, le plus haut point de tout mois depuis 1930.

L'emploiement dans les principales villes.—Des statistiques mensuelles séparées sont établies pour chacun des huit principaux centres industriels, soit Montréal, Québec, Toronto, Ottawa, Hamilton, Windsor et les villes limitrophes voisines, Winnipeg et Vancouver. L'emploiement

Nombres-indices de l'emploiement d'après les données des patrons, par industries, le 1er de chaque mois, de novembre 1933, à décembre 1934, avec moyennes annuelles depuis 1921.

Année et mois	Manu- fac- tures	Coupe et flottage du bois	Mines	Com- muni- cations	Trans- ports	Con- struc- tion et entre- tien	Ser- vices	Com- merce	Toutes industries
1921 — Moyennes. 1922 — Moyennes. 1923 — Moyennes. 1924 — Moyennes. 1925 — Moyennes. 1926 — Moyennes. 1928 — Moyennes. 1929 — Moyennes. 1931 — Mayennes. 1931 — Mayennes. 1932 — Mayennes.	87-77 88-3 96-6 92-4 93-0 99-6 103-1 117-1 108-9 95-3 84-4	103 · 0 85 · 1 114 · 2 116 · 7 105 · 1 99 · 5 109 · 3 114 · 5 125 · 8 108 · 9 60 · 1 42 · 6	98 · 0 99 · 5 106 · 2 105 · 3 99 · 8 99 · 7 107 · 0 114 · 1 117 · 8 107 · 7 99 · 2	90 · 2 86 · 4 87 · 6 93 · 7 95 · 5 99 · 6 103 · 8 108 · 2 120 · 8 119 · 8 104 · 7 93 · 5	94-1 97-8 100-3 99-1 96-6 99-7 102-5 105-9 109-6 95-8 84-7	71 · 1 76 · 7 80 · 9 80 · 3 84 · 9 99 · 2 109 · 0 115 · 8 129 · 7 129 · 8 131 · 4 86 · 0	83 · 6 81 · 9 87 · 9 93 · 8 95 · 8 99 · 5 106 · 2 118 · 1 130 · 6 124 · 7 113 · 6	92.7 98.8 92.1 92.5 95.1 99.2 107.4 116.1 126.2 127.7 123.6 116.1	88-8 89-0 95-8 93-4 93-6 104-6 111-6 119-0 113-4 102-5 87-5
1933— ler novembre ler décembre Moyennes—	86·5 84·4	110-3 166-5	109·7 105·5	81·1 81·0 83·9	81 · 4 79 · 8	94-6 94-6	107·9 108·8	115 · 6 119 · 1	91 · 3 91 · 8
12 mols 1934 — 1er janvier 1er février	80-9 80-0 84-2	168-8 174-0	97·5 106·8 109·4	78 · 4 76 · 8	76·3 76·2	88·1 98·0 100·8	109·8 108·7	122·3 111·6	88·6 91·4
ler mars ler avril ler mai ler juin	86.5 88.1 90.2 93.2	153-3 104-9 80-5 75-0	108 · 9 103 · 3 103 · 6 106 · 2	76-6 76-8 76-9 78-0	78·0 75·9 78·5 80·3	95·8 95·8 116·7	109 · 3 111 · 8 111 · 7 115 · 4	112·5 116·1 115·6 116·5	92·7 91·3 92·0 96·6
ler juillet ler août ler septembre ler octobre	93-8 94-2 94-3 94-4	86·3 84·5 85·6 113·4	107·0 110·3 112·4 117·9	80·1 81·2 82·5 81·3	82.6 83.6 83.6 84.8	140-6 129-0 118-1 117-0	119 · 7 123 · 0 125 · 5 116 · 2 114 · 9	119-1 116-5 117-1 120-0 121-3	101-0 99-9 98-8 100-0 100-2
ler décembre Moyennes — 12 mais Pondération rela-	92·8 91·3 90·3	171 · 9 198 · 6 124 · 7	121 · 2 122 · 9 110 · 8	80·7 79·8 79·1	83·9 80·1 80·3	102·6 109·3	115-2 115-1	126·0 117·9	98·9 96·0
tive par indus- tries, le ler dé- cembre 1934	49-3	6.0	6.0	2.3	10.2	13.0	2.6	10.6	100-0

¹ Voir renvoi et note au tableau p. 175.

dans ces villes montre un relèvement moins visible que dans l'ensemble du Dominion, mais la situation toutefois est généralement meilleure dans la plupart de ces centres qu'en 1933.

L'emploiement par industries.—Le volume de l'emploiement a été plus grand dans pratiquement toutes les industries en 1934 qu'en 1933, exception faite des communications où l'indice moyen a été légèrement inférieur à celui de 1933. L'amélioration dans les industries manufacturières couvre la plupart des branches de cette section; il y a des augmentations notables dans les industries alimentaires, les textiles, le caoutchouc, le fer et acier, les métaux non ferreux, le bois d'œuvre, la pulpe et le papier et autres. La reprise des opérations forestières a été plutôt vive, les opérations de chantier montrant une plus grande activité qu'en toute année excepté 1929. Les activités minières ont fait des progrès notables particulièrement dans la division des métaux. L'emploiement dans les services et le commerce a aussi été plus actif qu'en 1933 et 1932. La construction et l'entretien ont été plutôt actifs, étant stimulés par les différentes entreprises du gouvernement pour soulager le chômage.

Le chômage dans les unions ouvrières.—Les rapports mensuels du chômage publiés par le ministère fédéral du Travail donnent la compilation des déclarations des principales unions ouvrières du Canada et un portrait de la situation ouvrière au point de vue du travail organisé. Les premiers dix mois de 1934, 1,709 de ces unions ont déclaré une moyenne de 154,755 membres dont en moyenne 28,282 étaient sans travail. C'était un pourcentage de 18.3 comparativement à 22.6 les mêmes mois de 1933.

Pourcentage des ouvriers syndiqués en état de chômage, par provinces 1925-33, et par mois, octobre 1933 à octobre 1934.

Année et mois	Nouv Écosse et Ile du Prince- Éd.	Nou- veau- Bruns- wick	Québec	• Ontario	Mani- toba	Saskat- chewan	Alberta	Colombie britan- nique	Canada
1925 Moyennes. 1926 Moyennes. 1927 Moyennes. 1928 Moyennes. 1929 Moyennes. 1930 Moyennes. 1931 Moyennes. 1932 Moyennes.	5-0 7-8 3-7 4-0 4-0 5-4 8-5	321921 1126 1372 14	10.9 6.8 6.1 7.7 14.0 19.3 26.4	5.5 4.2 4.1 3.5 4.3 10.4 17.2 23.7	5·1 3·6 4·4 4·2 7·1 9·6 15·7	3·3 3·0 3·2 3·0 5·3 10·6 15·6 15·8	8 · 4 4 · 9 4 · 1 4 · 2 6 · 4 13 · 3 19 · 4 22 · 6	5·7 5·5 5·5 5·1 5·9 11·6 17·6	7 · 0 5 · 1 4 · 9 4 · 5 5 · 7 11 · 1 16 · 8 22 · 0
Octobre Novembre Décembre Moyennes	12 · 5 17 · 1 11 · 2	9·8 10·7 11·5	25-1 22-8 23-2	20·3 22·1 24·9	19·4 20·4 20·3	13 · 3 16 · 1 17 · 2	16·5 15·0 17·6	21·7 21·3 19·8	19.8 20·4 21·0
12 muis	16.0	13 · 0	25.2	24-4	20.3	17-2	21.7	20.8	22 - 3
Janvier Février Mars Avril Mai Juin Juilet Août Septembre Octobre Meyennes	10·7 10·8 9·1 10·9 11·8 11·4 9·9 7·8 7·3 4·7	9·4 9·8 10·7 9·6 8·1 7·3 6·2 6·1 6·6	23·1 21·9 22·3 22·3 23·6 22·9 24·1 18·8 21·2 22·2	24·2 22·5 19·9 18·6 15·9 16·3 17·0 16·7	21·2 21·6 21·8 19·5 17·8 17·0 16·1 16·2 14·6 13·9	17·9 18·3 18·5 15·6 14·2 12·1 9·3 9·6 9·0 9·7	16·4 17·1 20·3 22·4 24·3 24·8 24·1 18·5 15·3 11·0	25·0 21·2 19·9 19·2 18·4 17·2 16·2 20·5 18·1 19·9	21 · 2 20 · 0 19 · 6 19 · 1 18 · 5 18 · 0 17 · 9 16 · 5 16 · 4 16 · 2
10 mois	9.7	8.1	22.2	18-4	18-0	13-4	19-1	19.6	18-3

La situation dans presque toutes les provinces est uniformément meilleure que l'année précédente. Le tableau qui suit montre le pourcentage du chômage parmi les membres des unions ouvrières des différentes provinces depuis octobre 1933 à octobre 1934, avec moyennes annuelles depuis 1925.

Activités des bureaux de placement.—Le ministère du Travail maintient, en collaboration avec les provinces, des bureaux locaux de placement dans quelque 65 centres au Canada. Le volume des opérations de ces bureaux indique jusqu'à un certain point les conditions courantes du travail. Jusqu'au 30 novembre 1934, 676.621 demandes de travail y avaient été reçues alors que le nombre d'emplois offerts était de 375,578; dans la même période de 1933 les applications avaient été au nombre de 612,028, les besognes offertes de 330,002, et les placements de 314,290.

Mesures fédérales de soulagement du chômage 1934.

A la cinquième session du 17ème Parlement a été adoptée la Loi de Soulagement, 1934, qui a reçu la sanction royale le 30 avril 1934. L'administration de cette loi est confiée par le Gouverneur en Conseil au ministre du Travail.

En vertu de ce statut le Dominion continue de contribuer sur une base proportionnelle aux dépenses en secours direct des provinces et municipalités jusqu'au 31 juillet 1934. Dans le cas des secours distribués par les municipalités, leur contribution est de 33\frac{1}{3} p.c. et dans le eas de distribution par les provinces aux districts non-organisés, de 50 p.c.

SECOURS AU CHÔMAGE

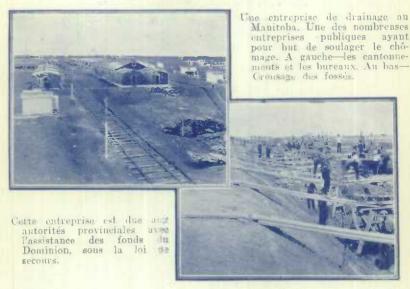


Photo du ministère du Travail, Ottawa.

Le Dominion continue aussi de maintenir des camps établis en vertu de la loi de secours 1932 par le ministère de la Défense Nationale à différents endroits par tout le Canada et de poursuivre des travaux spéciaux de secours dans les Parcs Nationaux afin d'occuper les célibataires sans domicile et les résidants sans travail des Parcs.

Les 30 et 31 juillet et le 1er août 1934, les premiers ministres des différentes provinces ou leurs représentants se sont réunis à Ottawa, et le gouvernement du Dominion a alors fait savoir qu'après le 31 juillet, sa contribution aux dépenses en secours directs des provinces sur une base de pourcentage seraient remplacées par un octroi mensuel à un montant qui serait déterminé sur une base de besoin.

A la même conférence il a été stipulé que le Canada, à la demande des provinces, éloignait la date à laquelle les travaux approuvés sous la loi de secours 1933 pouvaient être complétés quand ils ne l'étaient pas lors de l'expiration de cette loi, soit le 31 mars 1934, et que tous travaux provinciaux commencés pour soulager le chômage que les provinces désireraient entreprendre seraient considérés par le Dominion au point de vue de leur mérite.

En vertu de la loi du chômage, 1932, des accords ont été conclus avec toutes les provinces, excepté l'Île du Prince-Edouard, par lesquels le gouvernement contribue le tiers d'une somme ne devant pas dépasser \$600 par famille, pour établir sur la terre des familles qui seraient autrement à charge du secours direct, les deux autres tiers de ces dépenses devant être contribués par la province et la municipalité concernées. Ces accords couvrent une période de deux ans et expirent le 31 mars 1931.

Par la loi de secours de 1934 les accords expirant le 31 mars 1934 sont prolongés jusqu'au 31 mars 1936, les nouveaux accords pourvoyant cependant à une contribution additionnelle du Dominion, sur la recommandation de la province et avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, du tiers d'un montant ne devant pas dépasser \$100 dans le cas d'un colon n'étant pas en état de suffire à ses besoins à la fin d'un période de deux ans et se trouvant dans la nécessité indispensable de secours afin de boucler sa troisième année d'établissement. Ce montant additionnel pour subsistance au cours de la troisième année s'applique aussi bien aux colons établis sous la loi de 1932 qu'à ceux sous celle de 1934.

Les rapports reçus des provinces sur le nombre de familles et de personnes établies sous ces accords de 1932 et 1934 à la date du 20 octobre 1934 sont comme suit:

Nombre de familles et de personnes établies sur la terre en vertu des accords de 1932 et 1934

Province	Familles	l'ersonnes	Province	Familles	Personnes
	nomb.	nomb.		nomb.	nomb.
Nouvelle-ÉcosseQuébecOntario	298 738 495	1,885 4,510 2,416	SaskatchewanAlberta Colombie-Britann	846 459 46	4, 163 2, 153 257
Manitoba	457	2,155	Totaux	3,339	17,539

Sous la loi de secours de 1934 des ententes ont été conclues avec les provinces d'Ile du Prince-Edouard, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunwick, Québec, Ontario, Manitoba et Alberta en vertu desquelles des octrois mensuels sont payés les huit mois, du ler août 1934 au 31 mars 1935, ces ententes sous la loi de 1933 s'étendant aux quatre mois du 31 mars 1934 au 31 juillet 1934. De plus, outre ces octrois, le gouvernement fédéral s'engage à continuer jusqu'à leur achèvement les travaux couverts par les accords 1933 qui n'étaient pas encore achevés le 31 mars 1934 et dont la province a demandé l'achèvement. Le Dominion a aussi promis de continuer son assistance à la construction d'une grande route transcanadienne,

Dans le cas de la Saskatchewan le gouvernement a autorisé jusqu'à date un octroi de \$200,000 par mois et a fait une avance à la province de \$750,000, pour secours spécial dans les régions affectées par la sécheresse.

Dans le cas de la Colombie Britannique un octroi mensuel de \$150,000 a été autorisé par le Dominion qui a aussi prêté à la province \$1,000,000 pour l'aider dans son programme de travaux de secours.

Dans les Provinces des Prairies le gouvernement s'est engagé de nouveau à fournir pour le placement de célibataires sans foyer et sans travail sur les fermes \$5 chacun par mois. Egalement, à partir du premier septembre 1934 jusqu'au 31 mars 1935 le gouvernement du Dominion s'est engagé à payer aux provinces la moitié de ce que dépenseraient les provinces aux fins suivantes:—

- (1) Mouvement des colons avec leurs effets et bestiaux depuis les régions desséchées jusqu'à des localités convenables;
- (2) Mouvement des bestiaux des régions desséchées à des localités convenables;
- (3) Mouvement du fourrage et de la provende dans les régions desséchées; et, depuis le 12 septembre 1934 jusqu'au 31 mars 1935, le gouvernement s'est engagé à payer la moitié des dépenses suivantes:—
 - (a) le fret du bétail sur pied expédié sur certificat provincial des régions desséchées aux abattoirs dans ces provinces;
 - (b) le fret sur les débris d'abattoirs et le bœuf désossé depuis le point de fabrication jusqu'au marché;

la province devra aussi payer une moitié de ces frais de transport.

En plus, le Dominion s'est engagé à continuer ses camps de travail pour les célibataires sans foyer et sans travail ouverts par le ministère de la Défense Nationale, limitant leur personnel à 28,000 hommes.

Au cours de la saison 1934 la loi de constuction de travaux publics 1934 a été adoptée, dont le préambule se lit comme suit:—

"Considérant qu'il est dans l'intérêt national que le Dominion du Canada se charge de construire certains ouvrages et entreprises publics pour l'avancement général du pays et pour accélérer le retour à des conditions économiques plus normales; et considérant que la construction et l'exécution des ouvrages mentionnés dans l'Annexe de la présente loi tendra à augmenter l'emploi de la main-d'œuvre et à réduire les dépenses pour fins de secours..."

Cette loi prévoit une appropriation ne dépassant pas \$40,000,000 pour la construction de travaux publics fédéraux dans les neuf provinces du Dominion et les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

L'état ci-dessous montre les déboursés du Dominion sous la législation de secours depuis 1930 jusqu'au 20 octobre 1934.

Dépenses totales du Dominion sous la législation de secours 1930 jusqu'au 20 octobre 1934

(En milliers de dollars)

Item	Loi 1930	Loi 1931	Loi 1932	Loi 1933	Loi 1934 nu 20 octobre 1934	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Versé aux Provinces:-						
Ile du Prince-Édouard Nouvelle-Écosse Nouveau-Brunswick	95 836 504	136 1,084 768	25 540 222	1,036 512	21 309 174	365 3,805
Québec Ontario Manitoba	3,460 4,693 1,633	5,485 11,101 3,359	4.110 7.888 1.739	3,220 9,667 2,184	1,488 6,260	2,179 $17,763$ $39,608$
Saskatchewan. Alberta. Colombie-Britannique.	1,919 1,286 1,376	3,008 3,063 3,954	1, 151 1, 285 3, 227	807 1.201 2.578	1,114 689 768	10,029 7,574 7,605
Versé par l'intermédiaire des ministères.	57	4,537	1,047	7.441	1,732 3,192	12,867 16,273
Autres déboursés;— Commission de Secours de Saskatchewan	_	5.373	4.460	1.314		
Commission des Chemins de		0,010	2,900	1,314	665	11,811
Chemin de fer Canadiea Paci-	500	500	800	-		1,000
Chemin de fer Canadien Na-	864	209	-	-		1,073
tional	882	-	_		_	883
Dépenses administratives Divers	43	85 72	67 15	84 59	42	322 148
Totaux	18,148	42.734	25,776	39,199	16,456	133, 30

Pensions de vieillesse

Loi des pensions de vieillesse, 1927.—Cette loi appliquée par le ministère du Travail pourvoit à l'établissement d'un système provincial de pension dans toute province ayant adopté une législation spéciale à cet effet. Des arrangements sont alors faits pour que la province reçoive du trésor fédéral, trimestriellement, 75 p.c.¹ du coût net des pensions de vieillesse. Les provinces qui ont jusqu'à date pris avantage de cette loi sont: la Colombie Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et l'Île du Prince-Edouard. Le tableau qui suit montre les paiements faits en vertu de cette loi et le nombre de pensionnés par province le 30 septembre 1934.

¹ La proportion payée par le Dominion était de la moitié, d'après la loi de 1927; par la loi de 1931 elle fut portée aux trois-quarts.

Relevé des pensions de vieillesse au Canada, par provinces, au 30 septembre 1934, et date de la mise en vigueur.

	Alberta depuis le 1er août 1929	CB. depuis le ler sept. 1927	Man. depuis le ter sept. 1928	NÉ. depuis le 1er mars 1934	I.PÉ. depuis le 1er juillet 1933	Ontario depuis le ler nov. 1929	Sask. depuis le 1er mai 1928	T.N.O. depuis le 25 jany. 1929	Total
Nombre de pen- sionnaires, 30 septembre 1934 Moyennes de la	6,670	8,491	9,766	11,352	1,352	48,457	9,645	5	95,738
pension men- suelle\$ Sommes des pen-	17.80	19.08	18 - 62	13 · 82	10.61	17-60	16-44	20.00	-
sions payées les premiers neuf				MILLIER	S DE DOL	LARS			
mois de 1934\$	1,022	1.414	1.607	1,020	122	6.842	1,398	I	13,426
Payé par le Dominion \$ Somme des pen-	766	1.057	1,205	765	92	5,099	1,048	1	10,033
sions payées de- puis la mise en effet de la loi									
jusqu'au 30 sep- tembre 1934\$		8,963	9,485	1.020	182	42,027	8,697	7	75,279
Payé par le Dominion\$		5,697	6,141	765	136	27.570	5,648	7	49.274

En conformité avec une entente entre le gouvernement tédéral et la province de Nouvelle-Ecosse, le paiement des pensions de vieillesse dans cette province a commencé le 1er mars 1934. Bien que la législature du Nouveau-Brunswick, à sa session de 1930, ait adopté une loi des pensions devant venir en vigueur sur proclamation, cette loi est restée caduque. Le Commissaire de l'Or du Yukon a été autorisé en 1927 de conclure une entente avec le gouvernement fédéral dans le but de faire hénéficier le territoire sous sa juridiction des dispositions de la loi des pensions de vieilesse, mais aucun projet n'a été formulé à ce sujet. La Commission des Assurances Sociales, créée par le gouvernement de Québec, a soumis ses conclusions sur les pensions de vieillesse en novembre 1932 la majorité se déclarant en faveur d'un système contributoire et obligatoire.

CHAPITRE XVIII

INSTRUCTION PUBLIQUE

Écoles et universités



Le pavillon des Arts, sur le site du fort Garry, Université de Manitoba. — Un des deux édifices érigés depuis 1930.

L'instruction publique au Canada relève exclusivement des législatures provinciaexcepté les. dans le cas Indiens. Huit des neuf provinces ont des systèmes d'écoles publiques gratuites couvrant les cours élémentaires et secondaires avec fréquentation

obligatoire des enfants au-dessous d'un âge spécifié. Dans le Québec, une mensualité est généralement exigée pour tous les enfants d'âge bec, une mensualité est généralement exigée pour tous les enfants d'âge scolaire (bien que dans la pratique personne ne soit exclus de l'école parce qu'il est incapable de payer) et il n'y a pas de scolarité obligatoire. Comme le montre le tableau ci-dessous seulement 5 p.c. des inscriptions au-dessous des degrés universitaires se trouvent dans les écoles autres que celles sous le contrôle provincial. Six des provinces ont des universités provinciales et les trois autres ont d'autres institutions d'enseignement supérieur.

Statistiques de l'Instruction publique au Canada, 1933

Genre d'institution	Institutions	Inscriptions	Personnel easeignant	Déboursés
				\$
Écoles relevant des provinces—				
(a) Écoles ordinaires de jour et techniques	30,8001	2,232,622	69,751	
(b) Écoles du soir	225	66,501	1,566	
(c) Cours par correspondance	5	8.926	150	121,464,641
(d) Écoles spéciales	16	4.811	500 t	
(e) Écoles normales	56	8.225	634	
Écoles privées—			1	
(a) De jour, ordinaires	860	87,929	5,430	5,193,000
(b) Commerciales	175	14.862	500	(estimés)
Écoles du Dominion pour Indiens	349	17.425	6001	1.712.223
Universités et collèges—				
(a) Préparatoires	602	21.701	950 \	
(b) Degrés universitaires	152	41,175)	4.800	18.551.998
(c) Autres	10:	P. P.	- 1	
Totaux	32,708	2,530,056	84,391	146,921,862

Chiffre approximatif.

² Ne comprend que les écoles affiliées non énumérées à (b).

En ces dernières années l'attention publique a été saisie de l'augmentation disproportionnée des inscriptions aux institutions d'enseignement secondaire ou supérieur comparativement aux écoles élémentaires. Dans plusieurs provinces un point a été atteint où cette augmentation est entièrement attribuable aux élèves plus avancés et les inscriptions élémentaires diminuent—une situation qui semble devoir durer pour un certain temps. Le recensement décennal de 1931 a été le premier du Dominion à montrer un plus faible nombre d'enfants au-dessous de cinq ans que dans le groupe entre cinq et dix ans. Cette situation a été constatée dans chaque province et l'enregistrement des naissances depuis 1931 n'indique aucun changement de tendance. Les conditions de l'emploiement, dans une mesure considérable, détermineront jusqu'à quand cette augmentation dans le nombre d'élèves plus avancés compensera la diminution des élémentaires. Les statistiques de 1933 montrent que l'augmentation se continue dans les écoles secondaires mais s'est arrêtée dans les unversités et collèges, la différence étant probablement attribuable au coût trop élevé de l'éducation supérieure.

Les dépenses sur les écoles et collèges ont baissé brusquement depuis 1931. Le total de 1931, correspondant aux \$146,922,000 de 1933, était de \$178,702,000. L'Aperçu Annuel sur l'Education, l'année scolaire terminée en 1934, montrera un autre déclin substantiel. Outre une réduction des dépenses au compte capital à de très faibles proportions, il y a eu diminution d'environ un-tiers dans les salaires moyens payés aux instituteurs des différentes provinces. Les réductions ont été plus rigoureuses dans les écoles rurales que dans les écoles urbaines. Quelques centres ont réduit l'année scolaire de quelques semaines parce qu'ils manquaient de fonds mais très peu d'écoles ont été fermées continuellement, ou pendant un temps assez considérable. Les instituteurs, comme groupe, à la suite de salaires réduits ou en retard, ont certainement porté leur lourde part du sacrifice qu'encourait le maintien des écoles, mais dans certains endroits la restauration complète ou partielle des salaires pour l'année scolaire 1934-1935 semble indiquer que la période la plus grave de la crise est traversée.

Les classes du soir des écoles provinciales, qui ont été de plus en plus fréquentées chaque année depuis la guerre, ont été fermées ou écourtées dans plusieurs centres. Quelques municipalités ont agi ainsi parce qu'elles étaient forcées d'économiser, tandis que dans d'autres, les jeunes gens sans travail ne manifestaient aucun intérêt. Alors que les inscriptions de 1931 étaient d'environ 90,000, en 1933 elles avaient baissé à 66,500 et elles étaient beaucoup plus faibles encore en 1934, mais de récents rapports

indiquent une tendance contraire pour l'hiver 1934-1935.

Ecoles sous le contrôle provincial.—Les cours des écoles ordinaires de jour, excepté les écoles françaises du Québec, se répartissent sur onze ou douze degrés, chacun desquels correspond pour un enfant ordinaire à une année scolaire et comprend les cours techniques ou vocationnels aussi bien que la préparation à l'immatriculation universitaire. Les huit premiers degrés forment généralement le cours élémentaire, les trois ou quatre autres, le cours secondaire, bien qu'il y ait une tendance dans plusieurs provinces à limiter le cours élémentaire proprement dit à la fin de la sixième année, et à introduire à ce point un cours intermédiaire de trois ans destiné à révéler à quel genre d'instruction plus avancée chaque élève est le plus adaptable. Il y a quelques années il était d'habitude d'avoir un examen type pour tous les élèves de chaque province à la fin de chacun des quatre ou cinq degrés plus avancés, mais le nombre de ces examens a été rapidement réduit, laissant une plus grande responsabilité

aux instituteurs dans le décernement des promotions. Il est même maintenant possible, dans deux provinces, à un enfant d'obtenir son immatriculation universitaire ou son admission à l'école normale sans même subir

un seul examen provincial.

L'organisation du système scolaire du Québec français ressemble de plus près à celle des pays de l'Europe occidentale et moins à celle des Etats-Unis que les autres systèmes provinciaux du Canada. Les écoles primaires, secondaires et techniques sont des groupes séparés et distincts d'institutions plutôt que des stages de cours dans une même institution, comme dans les autres provinces. Près de la moitié des institutrices et plus des deux-tiers des instituteurs sont des religieux.

Outre les écoles ordinaires de jour, les départements provinciaux fournissent certaines facilités spéciales, telles que des écoles du soir pour adultes, des écoles spéciales pour les aveugles, les sourds, les arriérés mentaux, et les enfants sous détention. Six provinces ont des cours par correspondance sur les sujets académiques réguliers pour les enfants trop éloignés de l'école. Chaque département a aussi une ou plusieurs écoles normales pour la formation du personnel enseignant où le cours est généralement (excepté dans le Québec français et l'Île du Prince-Edouard) d'un an, pour lequel les élèves deviennent éligibles après avoir terminé leur cours secondaire.

Ecoles privées.—Excepté dans le Québec, où la plupart de celles-ci reçoivent l'assistance du gouvernement, les écoles privées ne reçoivent pas plus de 5 p.c. de tous les élèves d'une province. La majorité des écoles privées académiques sont tenues par des communautés religieuses, bien que chaque province ait quelques pensionnats neutres dont quelques-uns ont une carrière aussi longue que distinguée.

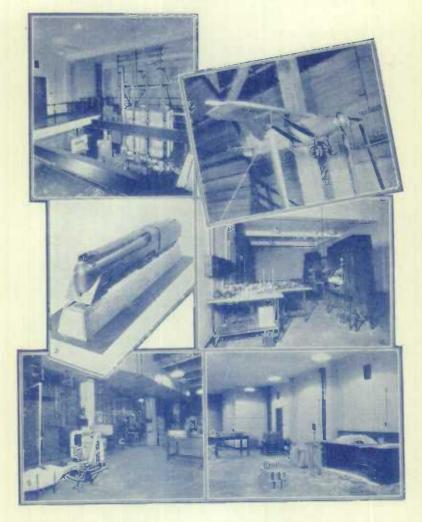
Les plus grandes villes ont différentes écoles spéciales préparant les jeunes gens au commerce ou à certains métiers. Le groupe le plus nombreux est celui des collèges commerciaux. Leurs inscriptions ont grande-

ment baissé au cours des années difficiles depuis 1929.

Ecoles des Indiens.—Disséminées à travers les provinces et territoires du Dominion, il y a 80 pensionnats et 260 externats pour les enfants des indigènes. En 1933, ces écoles ont eu 17,425 élèves dont environ la moitié se trouvaient dans les pensionnats dirigés par le département des Affaires Indiennes, avec la collaboration du clergé catholique, anglican, de l'Eglise Unic et presbytérien. On y suit presque tout le programme de la province où se trouve la réserve mais une attention toute particulière est donnée aux sujets: santé, langues et apprentissage des métiers. Les filles dans les pensionnats reçoivent des cours en science ménagère, les garçons en agriculture et différents métiers. En 1919 la scolarité obligatoire fut décrétée pour tous les enfants indiens valides entre les âges de sept et quinze ans, et en 1931 l'obligation scolaire a été portée jusqu'à l'âge de seize ans.

Universités et collèges.—Le Canada a 152 institutions d'enseignement supérieur. Plus de 60 de ces institutions donnent des cours en arts, 35 sont des séminaires de théologie et 15 autres limitent leurs instructions à la préparation à une profession comme l'agriculture ou le génie. Quelquesunes décernent des degrés, mais la majorité est affiliée à une ou l'autre des 18 universités qui décernent plus de 95 p.c. de tous les degrés au pays. Dans plusieurs des institutions d'enseignement supérieur, le français est la langue d'instruction, les trois plus grandes de ces institutions étant l'Université de Montréal, l'Université Laval, à Québec, et l'Université d'Ottawa.

LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHE



(1) Outillage de fractionnement pour l'examen de la gazoline de Turner Valley, avec alambie de 50 gallons et condenseur par le froid. (2) L'épreuve d'un aéroplane dans le tunnel d'air. (3) Un nouveau modèle de locomotive fabriqué dans les laboratoires de l'aéronautique. (4) Laboratoire de photométrie de la division de la physique et du génie. (5) Laboratoire pour l'épreuve des brûleurs d'huile. (6) Laboratoire des recherches en amiante.

En 1933 il y avait 41,175 étudiants universitaires et plus de la moitié autant dans les cours préparatoires ou dans les cours secondaires de plusieurs des collèges, spécialement des collèges classiques du Québec. Il est difficile d'apprécier numériquement l'importance d'une troisième catégorie de travail: les activités d'extension de plusieurs de nos universités. Plus de 25,000 élèves suivent les cours du soir et du samedi, des écoles d'été et autres cours abrégés, mais ce travail s'étend au delà des murs des universités pour atteindre des milliers d'étudiants chaque année au moyen de conférences, causeries à la radio, bibliothèques ambulantes, collections des dispositifs, disques de phonographe, articles dans les journaux et les revues, etc.

Bibliothèques publiques



Un bibliobus de la Décounstration Carnegie, dans l'Île du Prince-Edouard.

Photographic de Mile Nora Bateson, Charlottetown, augmentation est con-directrice de la Démonstration, tribuée par la biblo-

Les bibliothèques publiques ont déclaré en 1933 une circulation de 22.126.000 livres sans compter les livres de référence et ceux lus dans leurs salles de lecture. C'est une augmentation de 1,220,000 ou 5.8 p.c. depuis 1931 mais qui n'est pas bien répartie sur toutes les bibliothèques. Près de la moitié de toute cette

augmentation est conthèque publique de To-

ronto, une illustration d'une plus grande demande pour les services d'une bibliothèque; plusieurs autres bibliothèques civiques ont été obligées de fermer leurs succursales on autrement restreindre leurs services à la suite de difficultés financières et par conséquent elles montrent une réduction de circulation. Ces deux tendances incompatibles, une plus grande demande et de plus faibles crédits sont les résultats généraux. Les dépenses pour livres et périodiques dans l'ensemble ont baissé de 17 p.c. à \$421,000.

La plupart des systèmes provinciaux de bibliothèques ambulantes ont été incapables de remplacer les livres usés mais leurs services ont été plus en demande que jamais auparavant. Le système du Manitoba a été obligé de discontinuer son travail faute de fonds. La Démonstration Carnegie, dans l'Ile du Prince-Edouard, a fait un bon début au cours de 1933. La Démonstration Carnegie plus ancienne de la vallée de la Fraser, en Colombie Britannique, sera bientôt capable de se sustenter.

Les bibliothèques publiques ont enregistré 1,101,000 emprunteurs en 1933, environ 10 p.c. de la population du Dominion, ou 13 p.c. de la population de 10 ans et plus. Comme la bibliothèque publique, sauf quelques exceptions, est une institution urbaine il serait mieux de dire qu'environ 20 p.c. de la population urbaine fréquente les bibliothèques mais ces proportions varient grandement entre les provinces, vu les variations de distribution de leurs populations entre ruraux et urbains et l'attention donnée au développement de la bibliothèque publique. Dans le Québec tout spécialement il y a très peu de bibliothèques publiques mais de nombreuses bibliothèques paroissiales.

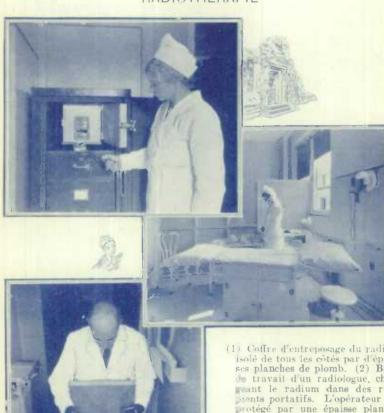
CHAPITRE XIX

STATISTIQUES DIVERSES

Santé publique, hôpitaux et institutions de charité

Au Canada, l'administration de la santé publique, l'établissement et l'entretien des institutions qu'elle suscite, est, en somme, du ressort des divers gouvernements provinciaux, en vertu des pouvoirs à eux accordés par le chapitre 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.

RADIOTHÉRAPIE



(1) Coffre d'entreposage du radium isolé de tous les côtés par d'épaisses planches de plomb. (2) Banc de travail d'un radiologue, chargeant le radium dans des récipients portatifs. L'opérateur est protégé par une épaisse planche de plomb et il regarde à travers une fenêtre avec verre protecteur. Ses mains sont couvertes de gants de caoutchouc. (3) Chambre d'examen dans une clinique pour tumeurs.

Le ministère de la Santé du gouvernement fédéral exerce une juridiction particulière sur certaines phases de la santé générale du peuple du Canada, tandis que le Conseil fédéral de la Santé agit comme intermédiaire sur bon nombre de questions importantes. Ce Conseil se compose du sous-ministre du ministère des Pensions et de la Santé Nationale comme président, et d'autres personnes nommées par le Gouverneur en Conseil et dont les fonctions durent trois années. Les activités du ministère fédéral de la Santé publique comprennent plusieurs divisions: quarantaine, immigration, lèpre, hôpitaux de marine, maladies vénériennes, bien-être de l'enfance, génie sanitaire, médicaments brevetés, laboratoire d'hygiène, denrées almentaires et drogues, services consultatifs aux hôpitaux.

En classifiant les divers types d'œuvres sociales au Canada, certains groupes importants et bien établis s'imposent à l'attention; ce sont (1) les hôpitaux, dispensaires ou départements pour patients du dehors; (2) hôpitaux pour maladies mentales et institutions pour faibles d'esprit et épileptiques; (3) institutions pour les aveugles, les sourds et les muets; (4) refuges pour adultes et refuges pour adultes et enfants; (5) orphelinats, institutions du soin à l'enfant, garderies de jour, agences de placement de l'enfant et organisations volontaires. La liste des organisations volontaires intéressées dans quelques ramifications du service social est très compréhensive et couvre tous les genres de service social.

La plus familière de toutes les institutions publiques établies pour guérir ou soulager les maux et refaire la santé est l'hôpital général, qui existe dans toute les cités et villes et communautés rurales prospères. Dans les districts éloignés qui ne sont pas dotés d'avant-postes de la Croix Rouge, des cliniques rurales en charge d'infirmières de district sont établies. Au 1er janvier 1933, 860 hôpitaux, disposaient de 54,382 lits, dont 2,805 étaient dans 22 hôpitaux d'incurables. Le personnel global comptait 744 médecins salariés, 733 internes, 5,314 infirmières diplômées et 9,472 infirmières-étudiantes. Le nombre de patients traités durant 1932 est de 625,536, et leur séjour collectif, c'est-à-dire les jours de traitement de tous patients, de 12,902,586 jours. Les recettes annuelles de 738 hôpitaux ayant fait rapport s'élevaient à \$39,567,359 et leurs dépenses à \$45,297,487.

Après l'hôpital général suivent en importance les hôpitaux pour aliénés. Ces hôpitaux sont aidés dans leurs soins aux indigents par des subventions municipales et provinciales. De plus, il y a des institutions municipales et de comté, des hôpitaux du Dominion, des hôpitaux psychopathiques et quelques institutions privées. On compte 60 institutions pour aliénés avec une capacité de 33,430 lits. Le ler janvier 1934, il y avait 34,979 internés dans ces institutions. Les recettes totales de 1933, y compris les subventions des gouvernements et les rétributions, s'élèvent à \$11,395,085 et les dépenses à \$11,315,072.

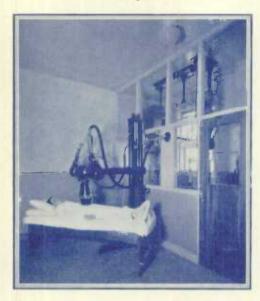
Les refuges ou hôpitaux pour les incurables fournissent l'entretien, les soins, les traitements médicaux et chirurgicaux aux personnes souffrant de maladies chroniques et incurables et la nature des soins donnés mérite mention spéciale. Plusieurs hôpitaux pour les incurables ne s'occupent pas uniquement de maladies incurables mais en même temps des vieillards, des indigents, des faibles d'esprit et des épileptiques. On compte 22 institutions de ce genre. La moyenne d'hospitalisés en 1932 est de 2.342 par jour; le nombre de lits, 2,805 et le nombre de patients, 3,167. Les recettes s'élevaient à \$1,106,428 et les dépenses à \$1,099,205.

Hôpitaux et institutions de charité au Canada, par provinces, ler janvier 1933

Genre d'institution	I. PÉ.	NÉ.	NB.	Qué.	Ont.	Man.	Sask	Alta.	CB.	Yukon et T.NO.	Canada
Hôpitaux											
Hopitaux publics:—											
Général	3	22	17	57	110	28	67	77	69	10	460
Pour femmes (seule-		0	1	3	8	1	2	3	1		21
ment)	-	2	1	4	2	1	1	1	1		10
Pédiatrique	_		_	1	_	-	_	_	2	-	3
D'isolation	-	1	-	3	4	2	-	4	-	-	14
De convalescence		-	-	4	1	1 4	3	1	1	-	34
Pour tuberculose	1	2	3	7	12 23	5	10	1	2		40
Croix Rouge	_	-	1	6	7	1	2	4	1		22
Autres	-		_	1	-	-	-	_		-	1
Totaux, publics.	4	28	22	86	167	43	85	90	76	10	611
Hôpitaux privés:—						-				-	
Général	_	2	4	16	56	5	16	15	16	-	130
Maiernité	_		-	4	7	1	10	27	7	-	56
Orthopédique	-	-	-	1	2 7	1	-	2	6	_	16
De convalescence Pour tuberculose		1		1	í	_	_	_	-	_	7
Autres	-	-	_	2	7	-	'-	-		-	{
Totaux, privés	**	3	4	23	78	7	26	44	29	_	214
Hôpitaux du Dominion:											
Pensions	-	1	1	1	2	1	-	1	1	-	8
Militaires	-	1	2	2 2	4	1	_	-	1	_	9
Quarantaine	-	2 2	-	-		_	_		1	-	2
Des Indiens	-	-		-	1	1	1	4	-	-	1
Des lépreux	-	-	1	-	401	-	-	-	1		2
Totaux, Domin	-	6	4	5	7	3	1	5	4	-	35
Totaux,mentaux	1	18	1	9	17	4	2	3	5	-	60
Tetana, tous hõpitaux	5	55	31	123	269	57	114	142	114	10	926
Institutions de Chari-											
TÉ ET DE BIENFAISANCE		0		28	63	4			5		118
Refuges pour adultes Refuges pour adultes et	1	9	. 8	28	0.5	4	_		0		110
enfants		6	9	44	13	3	_	1	3	_	71
Orphelinats	2	10	7	41	29	13	5	3	9	-	119
Garderies	-	1	1	7	8	2	-	_	1	-	20
Agences plaçant les en-											
fants et sociétés de l'aide à l'enfance	2	14	4	1	56	4	3	4	3		9
Sociétés d'immigration		-									
juvénile	-	2	1	2	9	1	2	1	1		19
Avengles, sourds et mucts	***	2	-	5	2	1	-	-	1	-	1
Totaux, institutions											
decharitéet				100		-			0.4		4
de bleafalsance	5	44	30	128	180	28	10	9	23	-	45
Grands totaux	10	99	61	251	449	85	124	151	137	10	1,37

Les refuges et foyers pour adultes, y compris les hospices, maisons de refuge, foyers de comté et municipaux, maisons de charité et maisons industrielles, étaient au nombre de 105 le 1cr juin 1931. Les adultes internés dans ces institutions à la même date sont au nombre de 11,750 et le nombre d'enfants, de 39,269, soit un total de 51,019. On ne possède pas de données plus récentes.

Pensions de guerre et bien-être des vétérans



Outillage moderue pour le traitement aux rayons X.— Ce traitement a fait de grands progrès. La machine paraissant dans cette illustration emploie un courant transformé à 200,000 volts avant d'entrer dans le tube qui est immergé dans l'luile et profégé par une enveloppe de plomb. Tous les câbles sont parfaitement isolés et les chocs impossibles. Le bruit est réduit à son minimum, de sorte que le malade se rend à peine compte qu'il est photographié.

Photo de l'Hôpital Civique d'Ottawa.

La division des Pensions, du ministère des Pensions et de la Santé Nationale, est responsable de tout ce qui concerne le bien-être des vétérans. Ses principales fonctions consistent à procurer les soins médicaux et dentaires aux anciens membres forces canadiennes souffrant de maladie ou d'invalidité résultant de blessures ou contractées ou aggravées dans le service militaire. En même temps cette division s'occupe aussi de différentes autres activités comme la fabrication et la distribution de membres artificiels et autres appareils i prothèse, la distribution de secours de chômage aux pensionnaires sans travail et l'exploitation des ateliers Veteraft.

Dix bureaux de district sont maintenus aux centres suivants: Halifax, Saint John, Montréal, Ottawa, Toronto,

London, Winnipeg, Regina, Calgary et Vancouver. Des bureaux de sous-district sont maintenus à Québec, Kingston, Hamilton, Windsor, Port-Arthur, Saskatoon, Edmonton et Victoria. Il y a un bureau spécial à Londres, Angleterre. Huit hôpitaux spéciaux sont maintenus à Halifax. Saint John, Sainte-Anne de Bellevue, Toronto, London, Winnipeg, Calgary et Vancouver. En outre, le département a des ententes avec plusieurs hôpitaux civils par tout le Canada et dans certains cas des salles spéciales sont réservées exclusivement à ces patients. Le service médical est dirigé par des médecins et chirurgiens attachés au département auxquels sont adjoints, chaque fois que c'est nécessaire, des spécialistes des différentes branches de la médecine et de la chirurgie. Rien n'est épargné pour donner à l'ancien combattant les soins les plus modernes. Le 31 mai 1934 il y avait 1,576 patients dans les hôpitaux du département, 724 dans d'autres institutions au Canada, 71 en Grande-Bretagne et 39 aux Etats-Unis, ce qui fait un total de 2,410, dont 69 avaient servi dans des armées autres que celles du Canada au cours de la Grande Guerre.

Parmi les pensionnaires des institutions du département se trouvent un certain nombre de vétérans ayant déjà de petites pensions mais qui sont incapables de se sustenter à cause d'infirmités ou invalidités ne résultant pas de leur service militaire mais dont l'état n'exige pas de traitement médical pour les invalidités leur donnant droit à une pension. Ces personnes reçoivent ce qu'on appelle le soin des vétérans. Le 31 mars 1934 on en comptait 230 attachés au département.

La distribution de secours de chômage aux pensionnaires invalidés qui sont sans travail a pris des proportions beaucoup plus grandes au cours des trois dernières années. Alors que le département a établi des taux basiques pour les célibataires et pour les hommes en charge de famille proportionnellement au nombre des enfants et autres personnes qui leur sont à charge, il arrive souvent que dans les grands centres le secours direct donné aux non pensionnés par les municipalités de leur domicile est sur une plus haute échelle que ce taux basique du département. Dans de tels cas le département a pour habitude d'augmenter la pension en fournissant des allocations de nourriture, de combustible et d'argent jusqu'à concurrence de ce que reçoivent les civils et les vétérans non pensionnés pour les même fins. Le nombre d'hommes qui ont profité de ces largesses au cours de l'année fiscale 1933-1934 est de 12,735 et le montant qui leur a été distribué est de \$1,912,563.

Un autre trait unique de l'attention que le département porte aux vétérans se trouve dans l'emploiement industriel de pensionnaires recevant une pension ne dépassant pas 25 p.c. de l'invalidité totale et occupés dans l'industrie. Si un tel pensionnaire est victime d'un accident ou contracte une maladie occupationnelle le département rembourse le patron, ou le Bureau des Compensations aux accidents s'occupant de son cas jusqu'à concurrence des dépenses encourues.

Commission Canadienne des Pensions.—Par une loi de 1933 les devoirs du Bureau des Commissaires des Pensions du Canada et du Tribunal des Pensions ont été fondus pour être confiés à un nouveau corps appelé la Commission canadienne des Pensions. La Commission maintient un personnel de médecins consultants et un autre personnel de médecins visiteurs et examinateurs. Elle est responsable de l'octroi et de l'adjudication des pensions de la Grande Guerre. Cette Commission siège de temps à autre en différentes parties du Canada pour y entendre les réclamations. Dès qu'une pension est autorisée le paiement en est fait par le Contrôleur du Trésor, par l'intermédiaire de son représentant dans le département. Tout appel des décisions de cette Commission peut être porté devant la Cour d'Appel des Pensions composée de trois membres et qui siègent continuellement à Ottawa.

Le nombre de pensions en vigueur le 31 mars 1934 était de 96,091, dont 77,855 pour cas d'invalidité et de 18,236 pour personnes à charge des invalides. Le montant payé pour ces pensions au cours de l'année est de \$40,793,425.

Pour la préparation des réclamations devant être soumises à la Commission et à la Cour d'Appel des Pensions le département maintient une branche spéciale, appelée Bureau des Vétérans, qui a des représentants dans tous les principaux centres du Canada pour aider les postulants à la préparation et à la présentation de leurs causes.

Assurance des vétérans.—Les applications en vertu de la Loi d'Assurance des Soldats de retour ont été limitées au 31 août 1933. Après cette date nulle demande ne peut être reçue. Le nombre de polices en force le 31 mars 1934 était de 28,240, représentant en assurance la somme de \$61,069,000. Toutes les réclamations sont entendues par les membres de la Commission Canadienne des Pensions qui ont été nommés Commissaires sous la Loi d'Assurance des Soldats de retour.

Comité d'allocation aux vétérans.-La Loi d'Allocation aux Vétérans de la Guerre, adoptée en 1930, a été d'un grand bénéfice. Elle est appliquée par un comté qui fonctionne indépendamment du département, bien que celui-ci fasse l'application des décisions du comité, et toutes les enquêtes exigées par celui-ci, fournisse le personnel nécessaire et fasse aussi la compilation des dossiers. En vertu de cette législation un exmembre des forces âgé de 60 ans peut, s'il est pensionnaire, ou s'il a fait du service sur le théâtre actuel de la guerre, recevoir une allocation dont le montant dépend de ses circonstances financières mais ne dépassant pas \$20 par mois s'il est célibataire et \$40 s'il est marié. Les paiements sont faits par représentant du contrôleur du Trésor. Sont aussi prévus des bénéfices semblables pour ceux qui n'ont pas encore atteint 60 ans mais dont l'invalidité est permanente. Le nombre des allocations en vigueur le 31 mars 1934 est de \$5,837, leur total se chiffrant à \$1,833,283 par année. Il y a 4,045 pensionnés de 60 ans et plus et 1,792 au-dessous de 60 ans. L'âge moyen est de 59.76 ans; 22 de ces bénéficiaires ont plus de 80 ans. Tout indique que le travail de ce département devra continuer plusieurs années et comme les bénéficiaires avancent en âge le département se trouve en face de nouveaux problèmes tant en matière médicale qu'en matière administrative, de sorte que les branches du service doivent constamment fournir de nouvelles informations et de nouveaux secours.

Statistiques judiciaires

Le recueil de la publication des statistiques de la criminalité furent tout d'abord autorisés par une loi de 1876 (39 Vict., c. 13), et depuis lors jusqu'à nos jours les résultats ont été publiés sur une base de comparabilité; elles sont maintenant recueillies et publiées par le Bureau Fédéral de la Statistique, en vertu de la loi de Statistique (8-9 Geo. V, c. 43). Il faut bien tenir compte que si le code criminel ne subit que peu des changements au cours d'un laps de temps assez long, les chiffres des condamnations sommaires sont grandement influencés par les changements dans les coutumes d'un peuple et sont susceptibles de s'accroître avec l'urbanisation croissante de la population.

La colonne la plus éloquente du tableau qui suit est celle des offenses criminelles par 100,000 de population. Il est à propos d'attirer l'attention sur l'accroissement proportionnel des offenses criminelles et des délits mineurs par rapport à la population en ces dernières années, les condamnations pour offenses criminelles s'étant élevées de 277 par 100,000 de population en 1924 à 424 en 1931 et les condamnations pour délits mineurs de 1,535 par 100,000 en 1924 à 3,113 en 1931. On constate toutefois pour 1932 des améliorations substentielles sur toute la ligne. Il faut se rappeler que la classification des contraventions dans le tableau ci-dessus est effectuée sans égard à la classification plus technique sous les rubriques "offenses majeures (passibles de procès devant jury)" et "offenses mineures (non passibles de procès devant jury)"; le but ici est de faire ressortir la forte propension des délits graves et mineures depuis 1921.

De toutes les condamnations pour délits graves ou mineurs en 1933 soit, 333,068, les sentences suivantes ont été imposées: prison ou amende 248,177; pénitencier, 2,485; réforme, 830; pendaison, 24; autres sentences, 81,552.

Condamnations pour délits graves, par groupes, et condamnations pour menus délits, exercices terminés le 30 sept. 1921-33 avec pourcentages.

			Crimes	et délits	graves					
	Atte	ntats con	tre							
Année	La person- ne	La propri- été avec violence	La propri- été sans violence	Autres crimes et délits		al des cri délits gra		Me	enus délit	
	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	nomb.	P.c. de l'en- semble	Par 100,000 habi- tants	nomb.	P.c. de l'en- semble	Par 100,000 habi- tants
1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933	8, 197 7, 291 7, 550 7, 595 7, 826 7, 799 8, 343 9, 140 10, 392 11, 052 11, 773 10, 327 9, 603	2,609 2,783 2,076 2,536 2,749 2,296 2,671 2,991 3,529 4,647 5,288 5,194 5,319	12,059 11,607 11,482 12,790 13,892 14,262 15,154 16,072 17,271 18,498 21,528 20,766 21,575	2,081 2,610 3,075 2,635 2,644 2,679 2,809 3,856 4,001 6,584 5,475 5,510 6,096	24,946 24,291 24,183 25,556 27,11t 27,036 28,977 32,059 35,193 40,781 44,064 41,797 42,593	14 · 2 15 · 3 15 · 1 15 · 3 13 · 8 13 · 1 11 · 6 10 · 0 11 · 8 12 · 0 12 · 4 12 · 8	284 271 266 277 289 287 304 332 359 410 424 402 411	152,227 134,049 135,669 141,663 150,672 169,171 191,285 243,123 286,773 304,860 323,024 294,858 290,475	85-9 84-7 81,8 84-7 86-2 86-9 88-4 89-1 88-2 88-0 87-6	1,731 1,498 1,487 1,535 1,610 1,803 2,009 2,517 2,927 3,068 3,113 2,841 2,799

Les sentences de mort ont fluctué durant les derniers dix ans entre un minimum de 12 en 1927 et un maximum de 26 en 1929. Elles ont été de 25 en 1931 et de 23 en 1932.

Police

Les statistiques de la police sont colligées par le Bureau dans les cités et villes ayant une population de 4,000 âmes et plus. En 1933 il y avait 164 telles municipalités. Le tableau suivant en donne les statistiques par provinces.

Statistiques de la police, par provinces, année civile 1933

		1	lombre d	e-		Population	Arresta- tions par agent de police
Province	Cités et villes	Popula- lation	Agents de police	Arresta-	Somma- tions	agent de police	
He du Prisdouard.	1	12,361	8	311	318	1,545	39
Nouvelle-Ecoase	13	176,444 94,005	134	4.485 2.693	1,711	1,317	33 32
Nouveau-Brunswick.	6	1,435,170	1.942	147.165	12.691	739	32 7f
Québec	72	1.765.865	1.841	27,796	94,949	959	15
Ontario	4.0	273.012	315	5,147	14.124	867	16
Manitoba	8	149.015	130	2.551	2.291	1,146	20
Saskatchewan	4	192.747	195	3.376	4.108	988	17
Colomb, Britannique.	10	349, 191	439	6,924	4,240	795	16
Canada	164	4,437,810	5,087	200,448	135,069	873	31

Les offenses constatées par la police se chiffrent à 450,611; il y a eu 308,504 plaintes qui ont abouti à 271,996 condamnations. Le nombre d'automobiles volés et déclarés à la police est de 7,240 et 7,185 ont été recouvrés. La valeur des autres marchandises volées est de \$2,305,852 et de celles recouvrées \$1,008,959.

Royale Gendarmerie à Cheval.—La Royale Gendarmerie à Cheval est une force armée relevant du gouvernement fédéral. Lors de son organisation, en 1873, elle s'appelait la Police Montée du Nord-Ouest, désignation qu'elle conserva jusqu'en 1904, année qu'elle fut transformée en Gendarmerie Royale du Nord-Ouest, titre qu'elle conserva jusqu'en 1920. En 1920, la Police fédérale dont le quartier général se trouvait à Ottawa et qui était chargée de la garde des édifices publics de la capitale et des docks d'Halifax et Esquimalt, fut absorbée par la Royale Gendarmerie à Cheval. De 300 hommes dont elle se composait en 1873 elle a augmenté à 2,500.

La Gendarmerie relève d'un ministre de la Couronne, actuellement le ministre de la Justice, et peut être employée dans le Canada entier. Elle est chargée en premier lieu de maintenir l'ordre et de faire respecter les lois du pays dans le Yukon, l'Arctique et les territoires inorganisés du Nord-Ouest, en plus de divers services fédéraux dans toutes les provinces. Bon nombre de départements de l'administration fédérale font appel à ses services pour fins d'investigation et d'administration. Parmi les nombreux services pour le compte du gouvernement fédéral, mentionnons la suppression du trafic des stupéfiants, la surveillance des édifices publics et des docks, l'application des lois fédérales, y compris la loi concernant les oiseaux migrateurs et le service préventif du ministère du Revenu National contre la contrebande par air, terre et eau.

En vertu des dispositions de la loi concernant la Gendarmerie Royale, toute province peut conclure une entente avec le gouvernement fédéral dans le but d'obtenir, moyennant rétribution, l'aide de la Gendarmerie fédérale. Les provinces qui se sont prévalues jusqu'ici de ces services sont l'He du Prince-Edouard, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick

le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.

Le corps de Gendarmerie comporte quinze divisions de force variée réparties sur le Canada entier. L'engagement est de cinq ans, renouve-lable pour des termes d'un an et trois ans. Les brevets des officiers sont décernés par la Couronne. L'entraînement des recrues se fait à Regina (Saskatchewan). Il dure six mois et comprend l'exercice à pied et à cheval, ainsi que l'instruction dans la lutte et la boxe en plus de l'instruction générale. On donne également des cours de promotion et, lorsque possible, des cours de répétition tous les ans.

Défense Nationale

Milice.—Le Canada se divise en onze districts militaires, avec un commandant et un état-major régional à la tête de chacun.

La milice canadienne comporte des cadres actifs et des cadres de réserve, les cadres actifs étant subdivisés en permanents et temporaires; les cadres permanents sont composés de quatorze régiments et corps représentant tous les services avec un effectif global autorisé de 10,000 hommes; il n'est toutefois que de 3,500 actuellement. La milice temporaire se compose de régiments de cavalerie, artillerie, génie, mitrailleuses, signaleurs, infanterie, et autres. L'effectif global de la milice temporaire comprend: 9,047 officiers et 125,917 hommes.

La milice de réserve embrasse les unités nommées par le Gouverneur en Conseil et tous les citoyens en état de servir et âgés de 18 à 60 ans, sauf certaines exemptions. Les réserves de la milice active consistent (1) des réserves des corps urbains et ruraux, (2) des dépôts de réserve, et (3) des officiers de réserve.

Les crédits de la milice votés pour l'exercice terminé le 31 mars 1935 se montent à \$8,882,864 contre \$8,773,545 l'exercice précédent.

LE COLLÈGE ROYAL MILITAIRE

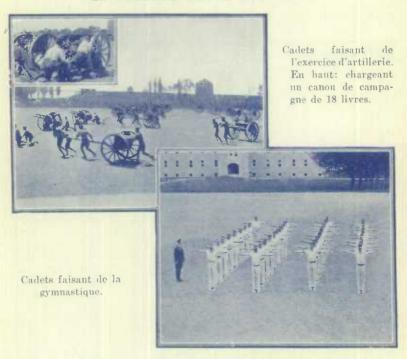


Photo du Bureau Cinématographique du gouvernement.

Aviation.—La force aérienne du Canada se compose de la Force aérienne Royale du Canada classifiée comme active et de réserve. La première comporte une force permanente et une force temporaire.

La Force aérienne Royale du Canada a sous sa juridiction toute la formation et les opérations de la Force aérienne, comprenant les activités pour le compte des autres départements de l'administration. La division du génie aéronautique de la Force aérienne agit, en outre, en capacité consultative auprès du Contrôleur de l'aviation civile et des sociétés civiles d'aviation.

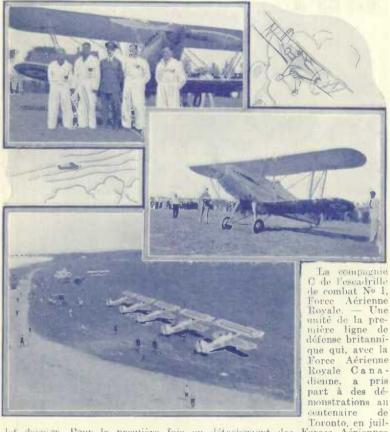
Les effectifs de la Force aérienne Royale du Canada se composaient le ler août 1934 de 109 officiers et 614 hommes. Les affectations pour l'exercice 1934-1935 se montaient à \$1,930,000 contre \$1,402,885. l'exercice précédent.

Les dépenses des opérations aériennes pour le compte du gouvernement civil en 1934-35 se chiffrent à \$120,000 comparativement à \$96,552 en 1933-34.

Aviation civile.—Le Contrôleur de l'aviation civile a sous sa juridiction l'application des règlements aériens et l'aéronautique commerciale et privée.

Les crédits votés pour l'exercice 1934-1935 s'élèvent à \$187,000.

Marine.—La Marine Royale du Canada fut fondée en 1910. Ses cadres autorisés comprennent les effectifs suivants: 104 officiers et 812 hommes faisant partie de la force permanente (Marine Royale du Canada); 70



ler dernier. Pour la première fois un détachement des Forces Aériennes Royales visitait le Canada, sur l'invitation du Flying Club de Toronto. L'escadrille anglaise a visité Ottawa avant de retourner en Angleterre. (1) Quelques aviateurs anglais devant leur avion, à Toronto. (2) Un avion Hawker Fury. (3) Les cinq avions de l'escadrille alignés à Ottawa.

Photographies des Forces Aériennes Canadiennes et des Forces Aériennes Royales.

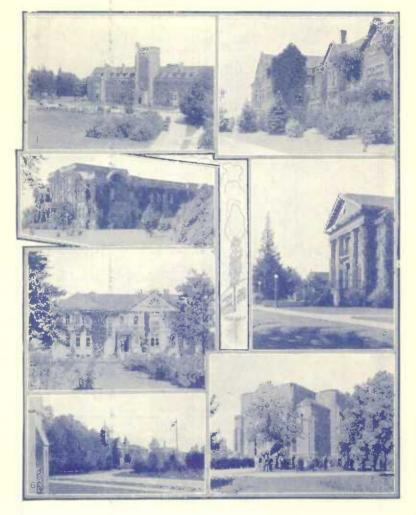
officiers et 430 hommes, réserves navales du Canada; 80 officiers et 930 hommes, réserves de volontaires de la Marine Royale du Canada. Dix brevets d'officiers sont attribués aux gradués du Collège militaire Royal qui ont eu de l'entraînement pendant leurs cours du Collège militaire. Les vaisseaux actuellement en commission sont: les destroyers Champlain et Saguenay, et le balayeur de mines Festubert, ayant Halifax comme base; les destroyeurs Vancouver et Skeena et le balayeur de mines Armentières, avec Esquimalt (C.B.) pour base. Les bassins de radoub à Halifax et Esquimalt ont été transportés à la Marine canadienne en 1910 par le gouvernement impérial. On a établi des dépôts à chacune des deux bases qui servent de quartiers pour l'entraînement des effectifs de la M.R.C., la M.R.C.V. et la M.R.C.R.V.

Les crédits pour l'exercice 1934-1935 se montent à \$2,222,000.



La Masse. Symbole de l'Autorité Royale à la Chambre des Communes.

LE JUBILÉ DE DIAMANT (1874-1934) DU COLLÈGE D'AGRICULTURE D'ONTARIO



Le Collège d'Agriculture de l'Ontario fut fondé en 1874 sous le nom d'Ontario School of Agriculture. Il fut affilié à l'Université de Toronto vers les 1880 et décernait ses premiers degrés en 1889. (1) Le pavillon de l'administration et le dortoir des hommes. (2) MacDonald Hall. C'est le dortoir des femmes. Il contient 140 lits. (3) MacDonald Institute, où se trouvent des bureaux, des salles de cours, etc., pour sciences ménagères. (4) Pavillon de chimie. (5) Creelman Hall, où se trouve le principal réfectoire. (6) La bibliothèque et les pavillons de la biologie et de la physique. (7) War Memorial Hall, érigé à la mémoire des 800 étudiants et anciens élèves qui ont servi dans la Grande Guerre.

SCHEMA DE L'ORGANISATION DU BULLAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE SYNTHÈSE DE LA STATISTIQUE CANADIENNE ANNUAIRE DU CANADA ES MANUEL ENFICIEL TATISTICIEN 9 MINION SYNTHESE DE STATISTICALE TANGLES ET MPÉRIALE ET INTERNATIONALE ENQUÊTES GÉNERALES LOAN HE DE RECENSEMENTS DECENNAUX ET QUINQUENNAUX RECENSEVENT HYPOTHE DUTE AXIS ET DEPENSES BRANCHE STATISTIQUE GENERALL DE MOGRAPHIE STATISTIQUES RÉCOLTES SUCIALES STATISTIQUES REVENUS DE CIMMIGRATION RECENSEMENT BETAIL ET PUBLICIT PASTRICIDAS CONSES DEPENSES STATISTIQUE SERVICE DE RAPPORTS SUR LES PECALTIS CRIMINELLE PROVINCIAL DE TTE OBLIGATAIR EMBLAVURES TEREALES -BRANCHE DETA FINANCE MINOTERIE PUBLIQUE REVUE MENSUELLE OF LA SITUATION, OU BLE ESTIMATION DE LA POPULATION ANIMALE ET PROJETS DE VENTE DU BETAIL STATISTIOUS AGRICOLLS ANNUELLES ETABLISSEMENTS SUCRE EXPORTATIONS ENTREPOTS SERVICE | POLYGRAPHI PRIGORIFIQUES BESTIAUX DE GROS DÉTAIL ET BRANCHE COMMERCE LE BOIS FERMES A MOBILLERY INDUSCRIES UTILISANT TRURRURE RECENSEMENT FORTSTILRS NENTES DE DIVERS SERVICES PECHEPIES DETAIL PRODUCT ANIMALA COMMERCE INTERIEER LEGENDE LAITIERE roafez u artus www.s.jos AL MESTALDED RICINGENT TOURISTIQUE IMPER PURE CAOUTCHOUC MANUFACTI RE BRANCHE IN GENERAL TABAC ACIER PAR EAU BREUVAGES LAUTOMOBILES PRODUCTION WINERALE PRIMAIRE SUBONISION FALLOIDES BRANCHE DE L'EDUCATION 618LIGTHÈQUES

APPENDICE

Sources officielles d'information sur le Canada

Les statistiques officielles du Canada sont centralisées par le Bureau Fédéral de la Statistique, créé par une loi de 1918 lui donnant un mandat universel en matière de statistique. Les statistiques relevant de ministères particuliers ou ayant un intérêt spécial pour ces ministères sont colligées et publiées en vertu d'une série d'ententes entre le Bureau et lesdits ministères. De semblables accords existent avec les gouvernements provinciaux pour les statistiques d'un caractère provincial, les gouvernements provinciaux ayant d'après la constitution la juridiction suprême dans plusieurs importants domaines sociaux et économiques. Toutefois, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, c'est au gouvernement du Dominion qu'il incombe d'organiser les statistiques sur une échelle nationale.

Le travail statistique actuellement couvert par le Burcau porte sur les matières suivantes: (1) population ou démographie, comprenant (a) le recensement, (b) les statistiques vitales, et (c) les statistiques de la migration; (2) statistiques sociales, comprenant des sujets tels que la criminologie et l'instruction; (3) production, comprenant (a) l'agriculture, (b) les pêcheries, (c) les forêts et les industries forestières; (d) les mines et la métallurgie; (c) les forces hydrauliques et les usines centrales électriques; (f) les industries manufacturières en général et (g) la construction; (4) commerce extérieur ou les statistiques des importations et exportations; (5) commerce intérieur, comprenant (a) les statistiques du marché des grains, des bestiaux et des produits animaux, les établissements de commerce en gros et en détail, les bourses, les prix, etc.; (6) transports et communications, comprenant les chemins de fer, les tramways, les messageries, la navigation, les télégraphes et téléphones; (7) finance, couvrant les finances fédérales, provinciales et municipales de même que la monnaie, les choses bancaires, le loyer de l'argent et le change.

Il y a en plus dans le Bureau une branche de la Statistique Générale, rassemblant et interprétant diverses statistiques pour en tirer des publications d'un caractère général et dont les principales sont: l'"Annuaire du Canada", un répertoire officiel des ressources, de l'histoire, des institutions et de la situation économique et sociologique de la Puissance; aussi la Revue Mensuelle de la Situation Economique, résumant les plus importants chiffres barométriques colligés dans les nombreuses branches du Bureau, sous une forme succincte et par des méthodes qui aident le monde des affaires à juger de la marche courante des facteurs économiques et de diagnostiquer leur course dans l'avenir et, le "Manuel Officiel, Canada", une publication annuelle.

Les différents ministères fédéraux publient des informations précieuses qui sont plutôt d'une nature descriptive ou technique et traitent des progrès de l'administration, des travaux de recherche d'un caractère hautement scientifique, ou des progrès dans leur propre domaine spécifique. Suit une liste abrégée de ces rapports dont le but est de diriger le chercheur là où il pourra obtenir des informations détaillées sur les sujets

l'intéressant tout particulièrement. Des listes complètes des publications de chaque ministère peuvent être obtenues sur demande au département concerné.

Agriculture. Rapports bulletins et brochures sur les grandes cultures, le bétail, l'industrie laitière, les volailles, les vergers, les insectes nuisibles, les maladies des plantes et divers autres suiets.

Auditeur-Général. - Rapport annuel.

Commission des Chemins de Fer.—Rapport annuel, brochures sur les jugements, ordonnances, règlements, etc.

Commission du Service Civil.—Nominations, promotions, transferts, classification, règlements, examens.

Commission Fédérale du Combustible.—Rapports sur les combustibles, méthodes de chauffage, etc.

Affaires Extérleures.—Rapport annuel.

Finance.—Rapports sur les comptes publics, les banques à charte, crédits.

Santé.- Brochures sur diverses maladies, l'assainissement, hygiène.

Immigration et Colonisation. Informations aux immigrants, établissement sur la terre, offres de fermes, citoyenneté, divers atlas, cartes, etc.

Affaires Indiennes .- Rapport annuel, etc.

Assurance. Rapports sur diverses assurances, les compagnies de prêt et de fiducie, etc.

Intérleur. Brochures, rapports et hulletins sur l'arpentage, les parcs canadiens nationaux, les forêts, les forces hydrauliques, les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, le travail du Bureau du Développement National, les observatoires du Dominion, etc.

Commission des frontières internationales.- Rapports, cartes, etc.

Justice.-Rapport annuel sur les pénitenciers.

Imprimeur du Roi et Contrôleur de la papeterle.—Gazetle du Canada, jugements de la Commission des Chemins de Fer, rapports sur les lois, statuts, lois, débats de la Chambre et du Sénat, etc.

Travail.—Informations sur le travail, les gages, l'emploiement, les conflits industriels, les combines, les pensions de vieillesse, l'instruction technique, les annuités gouvernementales, le syndicalisme ouvrier, la législation du travail, etc.

Marine.—Rapport annuel. Listes des cargaisons, des ports, des phares, informations sur les marées, les courants, la navigation, les cartes ou chartes des côtes; les lacs, baies, havres, etc. Le radiotélégraphe.

Pêcherles.-Rapport annuel, bulletin mensuel, etc.

Mines.—Principales branches du Département: Arpentage géologique, Mines, Musée National et division des Explosifs—rapports, brochures, etc., couvrant toutes les pluses des travaux miniers depuis les explorations préliminaires et arpentages de territoire jusqu'à ceux de l'extraction, du broyage, du smeltage et du raffinage des minerais et la vente et l'utilisation du prodait de ces opérations.

Défense Nationale.—Rapports de la milice et de la défense, du service naval et de l'aviation civile.

Consell National de Recherches.-Rapports, bulletins, etc., sur divers sujets.

Revenu National.—Rapport annuel sur les importations, exportations, accise et revenu.

Postes. Rapport annuel. Guide postal, règlements, information.

Travaux Publics.-Rapport annuel.

Chemins de fer et Canaux.-Rapport annuel.

Secrétaire d'Etat.-Rapport annuel. Armes du Canada.

Commerce.—Rapport annuel. Rapports des Commissaires de la Commission des Grains-Rapports du service d'inspection des poids et mesures, du service d'inspection du gaz et de l'électricité; conférences et traités commerciaux. L'Office des Renseignements Commerciaux publie un bulletin hebdomaduire et diverses études, etc., relatifs au commerce.

Bureau Fédéral de la Statistique. Recensement.—Rapports des recensements décennaux et quinquennaux de la population et de l'agriculture, montrant la population par provinces, districts électoraux, cités, villes, etc., sexe, âge, état conjugal, lieu de naissance, citoyenneté, année d'immigra-

tion, naturalisation, langue parlée, origine, religions, instruction, assiduité scolaire, logements, occupations, cécité, etc.—Fermes—superficie, tenure, grandes cultures, bestinux, fruits, etc.—Estimations de la population dans les intervalles des recensements. Statistiques vitales:—Naissances, décès, mariages, divorces.—Production:—Sonmait e ginéral. Differenciation de la production primaire et secondaire, brute et nette.—Agriculture:—Le Bulletin Mensuel de la Statistique Agricole—rapports sur les grandes cultures, le bétail, les volailles, l'industrie latière, le tubae, les fruits, le miel, les produits de l'érable, etc., rapports sur les marchés ilugrain, du bétail et des produits animaux. Portes et produits forestiers:—Rapports sur l'abatage et le seigne du bois, sur la pulpe et le papier, et les diverses industries employant le bois et le papier. Pécheries:—Rapports annuels sur le poisson pris, vendu, préparé, etc. Pourrures:—Rapports sur les fermes à fourrure, les pelleteries suvuxines, etc. Mines: Rapports mensuels, semi-annuels et annuels et le le diverses industries connexes. Manufatures:—Rapports sur les articles manufacturés, classifiés comme suit: Produits végétuax et animaux, industries textiles et connexes, produits du bois, fer et acier et leurs dérivés, produits de métaux non-ferreux, produits des métalloides, produits chimiques et ennaexes, divers. Construction:—Chemins de fer, téléphones et télégraphes, entreprises de construction gouvernementales et municipales, de navires, pertuis de bâtir, etc. Commerce extérieur:—Rapports mensuels, trimestriels et annuels sur les importations et exportations. Cammerce intérieur:—Prix de gros et de détail, coût de la vie, prix des videurs mobilières, recensement des établissements de connerce, nouvement des capitaux, balances de paiements internationaux, etc. Transports, communications et utilités publiques:—Chemins de fer, transways, messagories, télégraphes, télépnhes, voiriente, et véliquels autonoteurs, camaux, usines centrales électriques. Pinance pub

Des bulletins quotidiens et hebdomadaires sont publiés, présentant les faits les plus saillants des apports qui paraissent couramment. Une liste complète des publications du Bureau est obtenue ur demande au Statisticien du Dominion.

N.B.—Une bibliographie des publications des gouvernements provinciaux paralt chaque année dans l'''Annuaire du Canada' $\dot{}$.

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE 1		PAGE
Abatage du bois	63	Bibliothèques publiques	187
Abattoirs	103	Billets de banque	162
- activité	56	Biscuits, production	103
- production	103	Blé, exportations	53 145
Aborigènes	22-23	— importations	53
Abricots, productions	62	- production	52
	155	— semis Bois, понинасtures Bois de chauffage, production	54
Acier production	101	Bois, manufactures	99
Aéronoste	128	Bois de chauffage, production	65
Agriculture	43	Bois de pulne, exportations	145
Accise, recettes. Accier, production Aéroposte Agriculture - assistance gouvernementale - coopératives - production - richesse et revenu - situation en 1934 Aiglefin Alberta	45	Bois de pulpe, exportations — production Bois équarri Bonneterie Boulungerie	65
- consistence government and the control of the con	48	Bois fouarri	65
- production	39	Bonneterie	103
nichana at rayanu	49	Boulungerie	103
vituation on 1024	8	Roureau	133
Aiglofin	89	Bourses Brasseries	103
Allonia	66	Reigne	73
Alberta — bois, production	66	Brique Bûches Bureaux de placement	65
- commerce intérieur	132	Bureaux de placement	178
	80	Difference of praconless.	110
forces hydrauliques	99	Canaux	117
- manufactures	74	— trafic en 1934	13
mines, production	88	Canatahora importations	103
pêcheries	23	Caoatehoue, importations	103
population	39	production Capitaux étrangers au Canada	
- produits agricoles	60	Capitaux étrungers au Canada. Centrales électriques — production 90 Céréales, commerce des Cerises Cigares Cigares Cigarettes Commerce intérieur Cludius de mogusius	92
— produits laitiers —		Centrales electriques	0.0
- religions	30	C4-false consequences des	1-99-109
- richesse	37	Cereues, commerce des	40
- richesse agricole	50	Cerises	62
Aluminum	145	Cigares	103
- exportations	145	Cogcrettes	103
Amiante, exportations	145	Commerce intérieur	132
retigions richesse richesse agricole Aluminum exportations Anjunte, exportations production	73	Continue of the interpretation of the continue	117 %
	55	Charbon, importations	143
Animaux à fourrure	50	Chargements de wagons	73
Animaux à fourrure Animaux de ferme (voir bétail).		Chargements de wagons	116
Appareillage électrique, importations	143	Chandières, importations	143
production	103	Chaussures	103
Appendice	202	Chany	73
Aquedues	110	Chemins de fer	114
Argent, exportations	145	- recettes	116
- production	73	situation en 1934	- 11
Argile et ouvrages, production	73	Cheptel (voir animaux).	
- importations	143	Chocolat	103
Assurance-feu.	167	Chomnge Cités et villes, population	177
Assurance-vie	166	Cités et villes, population	27
Assurances	160	Coke	103
Assurance-feu Assurance-vie Assurances Assurances des anciens combattants	193	Coke Collèges Colombie-Britannique	185
Assurances diverses	167	Colombie-Britannique	66
Automobiles	145	bois, production	66
— nombre	122	commerce intérieur	132
Assurances diverses. Automobiles — nombre — production — pièces détachées	103	forces hydrauliques	80
— pières détachées	143	- manufactures	99
- importations	143	— manufactures — mines, production	74
Automobilisme	119	— pêcheries	88
Aviation	122	DOIDTH'08	61
- civile	196	- population	23
Laineltone	58	— population — production	39
Aviculture	53	religions - richesse - richesse agricole	30
— semis	54	- richesse	37
— semis	07	- richavea agricola	5-0
D	57	Colonication	32
Bacon, exportations	151	Colonisation Combustibles, production Commerce - carcales	73
Danace de Canada	164	Commerce	41
ranque di Canada	160	- ofronton	40
Balance des échanges Banque du Canada Banques — compensations	165	- dátail	131
Compensations	14	détail extérieur Commerce extérieur, 1934.	140
- situation en 1934	163	Commerce extériour 1024	11
- système	110	Commerce exterious, 1904	131
Barrages, construction	39	gros	
Bâtiment, valeur	50	Commerce intérieur	131
Bétail des fermes, valeur	55	Commerce, volume en 1934	14
Bêtes à cornes	58	Communications	114
Betteraves à sucre, production	54	Compagnies de prêt et de fiducie	
—— semis	59	Comptes publics	154
Beurre, exportations			
- production	59-103	Condminations	194

	PAGE		PAGE
Confection	103	Garages publics	110
Confiserie. Conserveries de poisson	103	Gaz	103
Conserveries de poisson	90	— naturel	73
Conserveries de poisson Construction. — 1934 — permis de bâtir — vuleur Coopératives agricoles Coût de la vie	108-110	Grain (voir céréales).	
— 1934 ·	11	Grains molanges production	53
- permis de bâtir	III	Grandes cultures Grander Gravier Gypse	54
valeur	39	Grandes cultures	51
Coopératives agricoles	48	Gravier	73
Coût de la vie	131-138	Gypse	73
Débits de banque. Décès. Défeuse nationale.	165	Habitations	110
Décès	22-31	Harang	89
Défeuse nationale	195	Hareng Haricots Historique de l'évolution territoriale	54
Denrées, prix	135	Historique de l'évolution territoriale	15
Dépenses fécierales	155	Homard	89
Dette jederale	154	Homard Hôpitaux	188
Dette obligataire	159	Houblen	58
- municipalités	159	Houblon Huiles végétales Hydroélectricité	143
provinces	157	Hydroélectricité	81
Différends industriels.	173		0.1
Divorces	32	Hodu Datasa Malamant	0.0
Dounne	155	He du Prince-Édouard	66
		production, bois	66
Echanges (voir commerce extérieur).		commerce intérieur.	132
	750	forces hydrauliques. manufactures	80
Echanges invisibles	150 183	- manufactures	99
Ecoles des Indieus		— pêcheries	88
priston	185	population	23
privéessous le contrôle des provinces	185 184	production sitière	39
Edifican publica	110	production fattlere	60
Edition		- religions	30
Elavura	103 55	richesse	37
Edifices publics Edition Elevage Emploiement — fluctuations (graphique)	174	richesse - richesse agricole - Indingration - Immobilisations de capitaux - Importations	50
- (hustantions (anombiana)	1774	Inimigration.	22-32
include (graphinge)	100 175	Immodifications de capitaux	35
- situation on 1024	100-125		142
Energie Alentricus	20	Impôt sur le revenu	41
anergie electrique	98	- recrites	155
Facultoenz	24	Impression	103
- indices - situation en 1934 Energie électrique - en 1934 Esquimanx Etablissement sur la terre Etais de mine, production	170	Impression Imprimés, importations Indiens Indiens Indiens	143
Etais de mine, production	65	Inquens	
Evolution territoriale du Canada	15	Industrie truttiere	60
Exploitation forestides	63	- laitière Institutions de charité	58
Exportations	142-145	Instruction well:	188
Exploitation forestière. Exportations — naimanx.	56	Instruction publique	183
and the state of t	00	Touches amontations	
Paillita.	170	Jambon, exportations	57
Faintes	170	Jardinages	58
Parist.	53	Jurdinages Justice	193
Faillites Farine - exportations - importations Feldsputh, production	53-145		
Enlangth production	73	Laine, importations	143
For	99	- production Lin, production	50-56
Fer labrication.	99	tan, production	53
- production	101	semis	54
Fermes à fourrire	95	Légumes	50
Files production	103	conserves Lieux de naissance de pêche lin Livres, importations	103
Finance publique	153	- lo parha	28
- revenu etc en 1934	13	l in	87
Finances fédérales.	153	Livron importations	50-58
- nunicipales	158	Loyer de l'argent.	143
- provinciales	156	Luzoeno	169
Flétan	89	Luzerne	54
Foin	54	Machines, importations	140
Fonte, production	102	Madriers exportations	143
Forces hydrauliques.	80	Madriers, exportations	145
- fabrication - production - production Fermes à fourrure Filés, production Finance publique - revenu, etc., en 1934 Finances (édérales, - municipales - pravinciales Flétan Foin Fonte, production Forces hydrauliques Forêts - situation en 1934 - superficie - Fourrages, production Fourrages, production Fourrages, production Fourrages, production Fourrages, commerce	39		53 132
- situation en 1934	9		132
— superficie	63	- numes, production	74
Fourrages, production	50	- numes, production forces hydrauliques.	80
Fourrures, commerce	93	- pacheries	88
	39	pêcheries - uanulie tures - production - production laitière	99
Fraises	62	- production	39
Framboises	62	- production laitière	60
Fromage, exportations	59-145	- population - production, bois - religions	23
- production	60-103	- production, bois	66
- production - Frances Framboises Fromage, exportations production - production - production - production	143	- religions	30
	50-61	- richesse	37
Fruits, conserves	103	- richesse - richesse agricole	50

INDEX

	PAGE		1'A GIG
Manufactures	9-98	Ontarie, production, bois	66
- production en 1934,	9	— production laitière	60
- production on 1904,	39	- praduction, pommes	61
- production. - principales villes en 1932		- printerion, pointines	67
- principales villes en 1932	104	- production, purpe	
Mariages	22-31	- production, pulpe. - religions.	30
Marine	13-197	- richesse	37
- entrées et sorties de navires en 1934.	13	- richesse richesse agricole	50
Matériel de tannage, importations	143		
Materiel de tamage, importations.	103		00
Matériel roulant		Papier	63
Metaux	73	- applications	101
- fabrication.,	99	- exportations	145
- production	73	- importations	143
Métaux non-ferreux	103	industria	66
- production	103	- intrascribe	145
production	73	- journal	
Métalloides		— manufactures	99
- fabrication	99	- production Papier-monnaie, circulation	67-69
- production	73	Papier-monnaie, circulation	163
Messageries	118	- émissions	161
Mica production	73	Peaux, exportations	145
Mill	58	reaux, expentactions	143
Miel	195	- importations	
Millee		Peche	62
Mines	39-70	Peche sportive	90
Mines. — production en 1934	9	Pécheries exportations en 1934	87
- production	73	- exportations on 1934	9
Minkenny	70	- production	39
Minne historique	70	Pallatarias armentations	95
Mines, historique. Minoterie. — production.	54	Pelleteries, exportations	
Minoterie		ventes. Pensions de guerre. de vieillesse.	93
- production	103	Pensions de guerre	191
Morue	89	- de vieillesse	181
Moteurs, importations	143	Poires	62
Moutons	55	Pois	54
Mouvement des marchandises	131	30 2 1 6 2	
Mouvement des marchandises	101	Permis de bâtir	111
	00.01	Ferenes de cloture	65
Nuissances	22-31	Pétrole, importations	143
Navets Navigation Nickel, exportations	54	production Pierre	103-73
Navigution	123	Piopre	73
Mishal amendations	145	Tierre	
Nickel, exportations	73	l'iquets de clôture	65
- production		Planches	145
- production. Nouveau-Branswick.	132	Plomb, exportations	145
- commerce intérieur	132	- production	73
forces hydrauliques	80	Dot	53
- manufactures	99	108	
- Hammictures	74	Pots Poisson, exportations	89-145
mines, production		- Importations	90
përheries	88	— prises Poisson blane	88
- production	39	Poisson blane	89
production laitière	60	Palice	194
production, bois	66	Pommes, exportations	145
population	23		
population	30	- production	61
religions		Pommes de terre	54
religions	37	Population	22
richesse agricole	50	accroissement	23
Nouvelle-Ecosse	132	- rurale	26
- commerce intériour	132	uebuino	
france hardwarding	80	- urbaine	26
forces hydrauliques	99	Fores,	55
manufactures		Porcs. Postes, service des	128
mines, production	74	Poteaux.	65
pêcheries	88	Poterie	73
population	23	Poterie. Prix, tendances en 1934	13-131
production	39	do détail	138
production production laitière	60	de detall,	
production lastiere	66	- de détail - indices des. - de gros.	138
production, bois	00	— ile grps	138
production, pommes	61	— indices des	138
- religions	30	Production	35-37
- richesse	37	Produite enimous	100
richesse agricole	50	Produits animaux	
Tichesse agricole	00	- tpanufactures	99
433.31 41	169	Crodults chimiques	99
Obligations, ventes		Produits laitiers	59
- rendements	169	- exportations	59
Œufs	50	valeur	50
Oignus de basse-cour (voir volailles).		Produits laitiers — exportations — valeur Produits végétaux	99
Outario	50	Profeto governo arajour	155
- commerce intérieur	132	TOUGH COMMERCIANA	
- mannerce interieur.,,	80	Trunes	62
- forces hydrauliques		Primes. Publications officielles	203
- manufactures	99	Pulpe	63-103
- mines, production	74	- marketian	
pêcheries	88	- production	67
mon Julian	23	- exportations	145
- population	39	- industrie	66
- production	99	- Manual Co	0.0

	PAGE		PAGE
Quartz	73	Statistiques vitales	30
Québec	66	Stéatite	73
- bois, production	66	Sucre brut, importations	143
— commerce intérieur	132	Sucre d'érable	50
— forces hydrauliques	80	Sulfate de sodium	73
- manufactures	99	Superficie en culture	52
- mines, production	74	Superficie territoriale	22
- pêcheries	88	Syndicats ouvriers	173
- population	23		
production.	39	Tabac, production	
- production laitière	60	Tale	73
- pulpe, production,	67	Taxation municipale	159
religions	30	- provinciale	157
- richesse agricole	50	Taxe des ventes	155
- richesse	37	Teintures	143
		Télégraphes	123
Races	27	Téléphones	125
Radio-Etat	125	Territoire, évolution	15
Raffineries de sucre	103	Territoires du Nord-Ouest	80
Raisins	62	— forces hyrauliques	80
Recettes fédérales	155	- mines, production	74
Recettes ferroviaires	116	— population	23
Récoltes	50	— religions	30
Régime monétaire	160	Textiles, industries	99
Religions	29	Thé, importations	143
Reliure	103	Tissus, production	103
Revenus agricoles	49-50	Tôles, importations	143
Revenu national	40	Tourisme	150 114
Richesse agricole	49 35	Transports	172
Richesse nationale	195	Travail	172
Royale Gendarmerie à Cheval	110	Traverses de chemins de fer, produc-	65
Routes, construction	110	tion	50
Sabla	73	Trèfic, production	54
Sable — production	73	Tricots.	103
St-Laurent, canaux du	117	Transports	108
Salaisons, production	56-103	Tramways électriques	118
Santé publique	188	Tourbe	73
Sarrasin	53	Tuiles	73
— seinis	54		
Saumon	89	Universités	183-185
Saskatchewan	66	Utilités publiques	108
- bois, production	66		
commerce intérieur	132	Valeurs minières	135
- forces hydrauliques	80		133-131
- manufactures	99	Viandes, exportations	57-145
- mines, production	74		109-118
— pêcheries	88	Vins, importations	143
- population	23	Volailles	50-5 6
- production	39	Volume physique des affaires (gra-	10
- production lattiere	60	phique)	12
- religions	30	W-lland consul	117
- richesse	50	Welland, canal	145
- richesse agricole	53	Whisky, exportations	149
Seigle	53	Yukon	80
- production	54	- forces hydrauliques	80
— semis. Sciage du bois.	63-103	- manufactures	99
	73	- mines, production	74
Services de détail	131	- pêcheries	88
Sirop d'érable	50-58	- population	23
Situation économi que début de 1935.	7	- production	39
- janvier-october 1934 (graphique)	10	- religions	30
Soie grège, importattions	143		
Soufre	73	Zinc, exportations	145
Spiritueux, importations	143	- production	73

Rec



Ca COS

